Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du lundi 12 mars 2018
à 19 h

Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce
6400, avenue de Monkland

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 12 mars 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 12 février 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

10.04 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires de la mairesse et des conseillers.

10.05 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions et de demandes du public.

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.07 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1187060001

Accorder à Les Pavages Ultra Inc. le contrat au montant de 540 720,94 $, taxes incluses, pour les travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, pour différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, et autoriser une dépense à cette fin de 590 720,94 $, incluant les taxes et les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-018.

20.02 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1187413002

Accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), le contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 63 727,19 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant - (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

20.03 Contrat de services professionnels

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185302001

Accorder à la firme GR7 Architecture, un contrat de services professionnels au montant de 242 890,44 $, taxes incluses, pour le réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir. Autoriser une dépense à cette fin de 265 885,44 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-050. Approuver un projet de convention à cette fin.

20.04 Entente

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1173558025

Approuver l'entente avec la compagnie First Capital Asset Management ULC pour la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures de services nécessaires à la réalisation d'un projet mixte (commercial - résidentiel) pour la propriété sise au 2615 à 2865, avenue Van Horne ainsi que l'aménagement d'une partie de la ruelle, selon les dispositions du Règlement sur les ententes relatives à des projets municipaux (08-013) – Le coût total taxes incluses pour l'ensemble des travaux est estimé à 354 215.87 $ incluant les contingences et les incidences.

20.05 Entente

CA *Direction des travaux publics* - 1187551003

Autoriser une dépense maximale de 75 000 $, taxes incluses, à l'entreprise de courtage TRANSVRAC-Montréal-Laval inc. pour le camionnage en vrac de la terre et d'autres matériaux issus des opérations d'excavation sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2018.

20.06 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1187772004

Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme *Philippine Basketball Association of Montreal* (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

20.07 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185265006

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 250 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Association des locataires de l'Habitation de Terrebonne inc. 623-6350, rue de Terrebonne Montréal (Québec) H4B 2Z4 a/s Madame Pierrette Nolet Secrétaire a/s Madame Linda Gouthro Wilson Présidente	Pour aider cette Association à organiser différentes activités socio-communautaires pour les résidants de cet immeuble.	**TOTAL : 250 $** Sue Montgomery 125 $ Christian Arseneault 125 $
Centre de Bénévolat Côte-des-Neiges **4945, ch. de la Côte-des-Neiges, #6** **Montréal (Québec) H3V 1H5** a/s Madame Patricia Lavigne Directrice a/s Madame Marie-Josée Wenger Présidente du CA	Afin de participer à la réussite de l'organisation du souper pour les bénévoles qui souligneront le 35e anniversaire du Centre.	**TOTAL : 450 $** Sue Montgomery 150 $ Magda Popeanu 300 $
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Bureau 204 Montréal (Québec) H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Pour fournir notre aide et soutien aux bénévoles qui offre le service dans la clinique d'impôts pour les citoyens.	**TOTAL : 250 $** Sue Montgomery 125 $ Christian Arseneault 125 $
Communauté hellénique du Grand Montréal/ Hellenic Community of Greater Montreal 5777, av. Wilderton Montréal (Québec) H3S 2V7 a/s M. Nicolas Pagonis Président	Pour favoriser la réalisation des festivités de la Fête nationale de la Grèce,	**TOTAL : 400 $** Magda Popeanu 400 $
Agudath Israël de Montréal inc. 100-2195, av. Ekers Montréal (Québec) H3S 1C6 a/s Fred Pfeiffer Président	Pour la réussite de la cérémonie « Brûler le pain » dans le cadre de la fête de la Pâque juive.	**TOTAL : 1 000 $** Lionel Perez 1 000 $

La Jeunesse D'Agudath Israël Pirchei Agudath Israel 100-2195, av. Ekers Montréal (Québec) H3S 1C6 a/s Rabbi Yossi Treisser Président	Pour le programme annuel des activités de cette organisation.	**TOTAL : 1 000 $** Lionel Perez 1 000 $
Congrégation Shomrim Laboker 5150, av. Plamondon Montréal (Québec) H3W 1G1 a/s Monsieur Norman Simon	Pour la coexistence des Canadiens concernant le 5e rassemblement interconfessionnel annuel (« Canadians for Coexistence for the 5th Annual Interfaith Gathering ») le 24 mai 2018.	**TOTAL : 300 $** Marvin Rotrand 150 $ Lionel Perez 150 $
Association Philippine-canadienne artistes du Québec/ Filipino Canadian Artists Association of Québec 2525 Cavendish #219 Montréal (Québec) H4B 2Y6 a/s Michelle Vargas Lao Présidente	Pour permettre la réalisation des activités de cette association.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
Le Club des Femmes de Couleur / The Coloured Women's Club 1068, av. Oxford Montréal (Québec) H4A 2X4 a/s Madame Rachel Simon Présidente	Pour soutenir cette organisation dans ses activités annuelles.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 100 $ Marvin Rotrand 200 $ Magda Popeanu 200 $
La Promenade des arts NDG / *NDG Arts Walk* 2319, avenue de Hampton, bureau 1 Montréal (Québec) H4A 2K5 a/s Madame Yvette Salinas Coordonnatrice de La Promenade des arts NDG **Chèque au fiduciaire:** **Dépôt Alimentaire NDG**	Pour soutenir les activités organisées par la Promenade des arts NDG dans le cadre de la Semaine des arts de NDG le 25 août 2018 dont le fiduciaire est le Dépôt alimentaire NDG.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 125 $ Peter McQueen 250 $ Christian Arseneault 125 $
Fondation du complexe de santé Reine Elizabeth 2100, av. Marlowe, bureau 331 Montréal (Québec) H4A 3L5 a/s Madame Rosemary Nolan Allmand	Pour la mise à neuf de la salle d'attente de la Super-clinique qui sera renommée en l'honneur de M. Warren Allmand.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 100 $ Peter McQueen 200 $ Christian Arseneault 100 $

20.08 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184535003

Autoriser le versement d'une contribution financière maximale de 6 000,00 $ au Regroupement des éco-quartiers en appui au projet de la patrouille verte pour l'année 2018.

20.09 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1187772010

Autoriser la signature d'une convention de contribution financière à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme La Semaine des Arts pour la réalisation des activités dans le cadre de La Semaine des Arts NDG et d'autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 21 000 $, (toutes taxes comprises si applicables.)

30 – Administration et finances

30.01 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CA *Direction des travaux publics* - 1185153001

Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2018 (rues locales), PRR-2-2018 (rues locales) , du « Programme complémentaire de planage-revêtement » PCPR-2018 (rues locales), du « Programme de réhabitation de chaussée par planage-revêtement » PRCPR-2018 (rues locales) et de « Remplacements des Entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2018 et RESEP-2-2018 (rues locales) les listes des rues visées par les travaux de réfections des chausses et des trottoirs incluant les changements des entrées de services d'eau en plomb, ainsi que, des travaux seulement de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1187772011

Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 12 mars 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

40.02 Règlement - Adoption

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1173558057

Adopter, tel que soumis, le règlement modifiant le *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3) en lien avec, notamment, les nuisances relatives aux chantiers de construction, les montants des amendes et abrogeant l'ordonnance OCA10 17010 (B-3).

40.03 Règlement - Adoption

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1173558056

Adopter, tel que soumis, le règlement modifiant le *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce* (R.R.V.M. c. C-11) afin d'ajouter une condition à l'octroi d'une dérogation à l'interdiction de convertir et actualiser certaines dispositions.

40.04 Règlement - Urbanisme

CG *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558008

Demander au conseil d'agglomération d'adopter un règlement modifiant le *Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains immeubles commerciaux* (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur du Triangle (les rues Buchan et Paré).

40.05 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558004

Approuver les plans, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de construction visant la réalisation d'un nouveau bâtiment pour la propriété située aux 2645, avenue Van Horne - Demande de permis – 3001361695.

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1173558049

Adopter, tel que soumise, la résolution approuvant le projet particulier PP-103 visant à permettre l'usage « carburant » pour la propriété issue de l'unification des propriétés situées aux 5405 et 5431, chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

60 – Information

60.01 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184570003

Demander à la secrétaire d'arrondissement de déposer le certificat de la tenue de registre concernant le Règlement autorisant un emprunt de 7 239 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RCA18 17293).

60.02 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184535002

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2018

65 – Avis de motion des conseillers

65.01 Avis de motion des conseillers

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1183571005

Motion pour la tenue d'une consultation publique avant la mise en place du projet pilote de fermeture de la voie Camillien-Houde.

65.02 Avis de motion des conseillers

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184570004

Motion afin de souligner le 250e anniversaire de la Synagogue Spanish & Portuguese Shearith Israël.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.03

2018/03/12 19:00

Unité administrative responsable	Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement
Sommet	-
Contrat de ville	-
Projet	-
Objet	Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 12 février 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

Il est recommandé :

Que le procès-verbal de la séance ordinaire du 12 février 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce soit approuvé tel que soumis aux membres du conseil avant la présente séance et versé aux archives de l'arrondissement.

Signataire:

Geneviève REEVES

_____

Secrétaire d'arrondissement

Division du greffe
Direction des services administratifs et du greffe
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 12 février 2018 à 19 h au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Sue Montgomery**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Lionel Perez, conseiller du district de Darlington;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Christian Arseneault, conseiller du district de Loyola.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Sonia Gaudreault, directrice des sports, loisirs, culture et du développement social;
Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, monsieur le maire de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 19 h.

RÉSOLUTION CA18 170024

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Lionel Perez

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 12 février 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, en présentant le dossier inscrit au point 70.02 immédiatement après l'adoption du procès-verbal :

70.02 - Adresser les remerciements du conseil d'arrondissement à l'occasion du départ de M. Robert Chagnon, membre titulaire fondateur du Comité consultatif d'urbanisme.

EN AMENDEMENT

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Marvin Rotrand

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

D’ajouter une motion d’urgence en faveur de la révision du processus de consultation publique visant à élaborer le Plan d’action municipal pour les personnes aînées 2018–2020;

De présenter les points 65.01 et 65.02 immédiatement après le point 70.02.

LA PROPOSITION PRINCIPALE TELLE QU’AMENDÉE EST ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.02

RÉSOLUTION CA18 170025

APPROBATION - PROCÈS-VERBAL

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 15 janvier 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.03

RÉSOLUTION CA18 170026

REMERCIEMENTS - DÉPART D'UN MEMBRE DU CCU

ATTENDU QUE M. Robert Chagnon est un membre fondateur du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement;

ATTENDU QUE M. Robert Chagnon a participé activement aux travaux du CCU pendant plus de quinze ans de façon bénévole;

ATTENDU QUE M. Robert Chagnon nous a fait part de sa décision de se retirer du comité.

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

Que le conseil d'arrondissement adresse ses sincères remerciements à M. Robert Chagnon pour son implication et son dévouement à titre de membre titulaire du Comité consultatif d'urbanisme.

Un débat s'engage.



ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

70.02 1183930001

RÉSOLUTION CA18 170027

MOTION - JUIN « MOIS DU PATRIMOINE PHILIPPIN »

ATTENDU QUE l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce compte, sur son territoire, une population d'origine ou d'ascendance philippine substantielle;

ATTENDU QUE cette communauté représente presque la moitié des 35 000 Philippins résidant au Québec et que ses principales institutions sont localisées sur le territoire de l'arrondissement;

ATTENDU QUE la communauté philippine a connu une croissance continue au sein de l'arrondissement depuis les années 1960 et que leur présence a contribué à faire de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce un endroit où il fait bon vivre;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce est également l'épicentre de la communauté philippine du Québec avec de nombreux commerces, des organisations d'aide sportives, culturelles et récréatives ainsi que des clubs sociaux au bénéfice de la population située sur le territoire;

ATTENDU QUE l'arrondissement apporte son soutien à des événements importants chaque année au mois de juin tels que la célébration de la Journée de l'indépendance des Philippines ou encore l'anniversaire de la naissance du Dr José Rizal, le héros national du pays.

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Lionel Perez

Que le conseil d'arrondissement déclare formellement le mois de juin comme « Mois du patrimoine philippin » pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce en 2018 et pour les années à venir.

Que le conseil d'arrondissement prenne note que le 12 juin 2018 marquera les 120 ans de l'indépendance de la République des Philippines.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

65.01 1183571002



RÉSOLUTION CA18 170028

MOTION - COMMUNAUTÉ BANGLADESHIE

ATTENDU QUE les personnes dont la langue maternelle est le bengali, la langue nationale du Bangladesh et la sixième langue la plus parlée au monde, ont joué un rôle déterminant dans la décision adoptée par l'UNESCO en 1999 de célébrer chaque année la Journée Internationale de la langue maternelle le 21 février, une journée qui souligne et fait la promotion de la diversité linguistique et culturelle et du multilinguisme;

ATTENDU QUE la Journée internationale de la langue maternelle a été reconnue par l'Assemblée générale des Nations Unies au moment de l'adoption en 2008 de l'Année internationale des langues;

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce a adopté le 7 février 2011 la résolution CA11 170050 reconnaissant l'importance de la Journée internationale de la langue maternelle, appuyant la diversité linguistique et culturelle et invitant la population de l'arrondissement à se joindre à cet évènement;

ATTENDU QUE pour développer l'intérêt public pour la Journée internationale de la langue maternelle, des organisations représentant la communauté bangladeshie aux États-Unis ont collaboré avec les Postes américaines pour l'émission d'un timbre soulignant la Journée internationale de la langue maternelle;

ATTENDU QUE la Journée internationale de la langue maternelle symbolise pour les organisations de la communauté bangladeshie les valeurs qui définissent les bonnes relations interculturelles, la tolérance, l'harmonie et la coopération;

ATTENDU QUE les organisations de la communauté bangladeshie de Montréal ont pressé Postes Canada de suivre l'exemple des postes américaines en émettant un timbre pour reconnaître l'importance de la Journée internationale de la langue;

ATTENDU QUE le 24 septembre 2013, le conseil municipal a adopté la motion CM13 1031 pressant Postes Canada d'accepter la requête de la communauté bangladeshie pour l'édition d'un timbre soulignant la Journée internationale de la langue maternelle;

ATTENDU QUE Postes Canada n'a, à ce jour, pas répondu favorablement à ladite requête pour un timbre soulignant la journée internationale de la langue maternelle;

ATTENDU QU'une nouvelle campagne nationale a été lancée afin de raviver l'élan autour de cette requête.

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault

Que le conseil d'arrondissement :

- Appuie la nouvelle demande de la communauté bangladeshie pour l'émission d'un timbre célébrant la Journée internationale de la langue maternelle par Postes Canada;

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

- Invite Postes Canada à accepter cette demande et émettre un timbre commémorant la Journée international de la langue maternelle dans sa collection de timbres-poste en 2018 ou en 2019;

- Achemine une copie de cette motion aux députés dont les juridictions se trouvent tout ou partie sur le territoire de l'arrondissement, assortie d'une invitation au conseil municipal à soutenir également cette requête auprès de Postes Canada.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

65.02 1183571003

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

- Sue Montgomery

Souligne le Mois de l'Histoire des Noirs, reconnaît la relation particulière de l'arrondissement avec cette communauté et réitère son engagement à lutter contre le racisme systémique et l'exclusion.

Souligne les Journées de la persévérance scolaire et rappelle l'importance de soutenir la réussite éducative des jeunes montréalais et montréalaises et de faire en sorte d'améliorer leur environnement.

Rappelle avoir tenu le premier événement « Café avec la mairesse », indique avoir eu de bonnes discussions avec plusieurs citoyens, et invite les citoyens à une seconde rencontre, laquelle aura lieu le 18 février à 15 h et dont le lieu sera confirmé sous peu sur sa page Facebook.

A rencontré la présidente de la CSDM et plusieurs personnes de son équipe afin d'évaluer la façon dont l'arrondissement pourrait faciliter la délivrance des permis pour les installations temporaires visant à augmenter le nombre de places dans les écoles de l'arrondissement.

Souligne la revitalisation prochaine du chemin Queen-Mary.

A eu des rencontres avec les députés fédéraux et provinciaux et les maires des environs pour parler des problématiques communes et de la façon dont ils pourraient collaborer.

Exprime ses condoléances à la famille de M. Lennox Charles, désigné Grand citoyen de l'arrondissement en 2010.

Annonce qu'un point à l'ordre du jour propose la modification du règlement sur le bruit afin de limiter le bruit découlant des chantiers de construction.

- Magda Popeanu

En lien avec le Mois de l'Histoire des Noirs, mentionne le thème ainsi que le prix décerné à Mme Myrna Lashley, résidente de Notre-Dame-de-Grâce.

Souligne la période du nouvel an asiatique – Fête du Tet et du printemps chinois.

En lien avec la mise à niveau du chemin Queen-Mary, indique les travaux qui seront réalisés en 2018 et mentionne qu'une étude est en cours pour l'aménagement d'une voie réservée aux autobus sur cette artère.

En lien avec la vente du Théâtre Snowdon, assure que la Ville travaille pour convaincre l'acheteur d'inclure des logements étudiants.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

- Peter McQueen

En lien avec son travail au sein du Comité sur les finances, souligne les investissements à venir dans les infrastructures et le transport en commun.

Rappelle l'importance de prendre en compte les besoins des aînés dans les décisions et projets de la Ville et indique la tenue d'une consultation le 26 février 2018, laquelle se tiendra au Centre Cummings.

Mentionne le point 12.01 de l'ordre du jour visant à autoriser le dépôt de quatre projets dans le cadre du programme Municipalité amie des aînés (MADA) et accessibilité universelle.

Souligne les investissements qui seront faits au Manoir Notre-Dame-de-Grâce.

Annonce la tenue d'une consultation pour la plantation d'arbres au parc Notre-Dame-de-Grâce et la réalisation de projets artistiques avec les souches suivant la micro-rafale de 2017.

Mentionne avoir participé au Comité de bon voisinage Turcot et indique avoir posé des questions sur les plans concernant la dalle-parc.

- Lionel Perez

Invite les citoyens à communiquer avec le 311 pour toute problématique liée au déneigement ou aux nids-de-poule.

Donne le détail de la motion d'urgence qu'il présentera ce soir en lien avec le Plan d'action pour les aînés, dans laquelle il demande d'allonger la période de consultation.

Annonce l'adoption prochaine du PTI de la Ville et s'inquiète du niveau de dette auquel la Ville fera face au cours des prochaines années.

Présentera une motion à la prochaine séance du conseil municipal demandant que toute somme éventuellement reçue via le Programme de remboursement volontaire lié aux actes de collusion, soit retournée aux Montréalais sous forme de réduction de taxes.

- Marvin Rotrand

Souhaite que les communautés philippine et bangladeshi développent un partenariat avec l'arrondissement et invite les organismes à soumettre leurs projets.

Présentera, lors de la prochaine séance du conseil municipal, une motion pour appuyer la stratégie de lutte contre le tabagisme de Santé Canada laquelle vise à réduire le taux de tabagisme à 5 % d'ici la fin de 2035.

A assisté au lancement d'une pétition demandant à la Ville de faire une consultation publique sur le racisme et la discrimination dans le cadre de la Politique de consultation et participation publiques de la Ville de Montréal.

Mentionne avoir écrit à deux membres du comité exécutif afin de leur demander la mise sur pied d'un comité sur la nouvelle mobilité.

A demandé à l'administration de fournir le naloxone aux premiers répondants de manière à répondre adéquatement à la crise des opioïdes.

- Christian Arseneault

Indique avoir tenu son premier café citoyen au café 92, lequel a été un succès et annonce que le second aura lieu au mois de mars. Il en donnera le détail à la séance du conseil d'arrondissement de mars.

Souligne que le budget d'opération a été adopté et que le PTI devrait l'être sous peu. Il rappelle qu'il s'agit d'un budget de transition et que la présente administration a pu apporter quelques modifications pour s'arrimer à ses priorités, mais que le temps manquait pour apporter des changements substantiels.

Milite pour une meilleure répartition des investissements au sein des arrondissements et rappelle que malgré le fait que l'arrondissement soit le plus populeux, il se classe dixième en terme de budget d'investissement.

Annonce un projet de réaménagement de l'avenue Fielding, entre les avenues Trenholme et de Mayfair, et l'agrandissement du parc, projet pour lequel une consultation citoyenne sera organisée.



PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Au cours de cette période, les personnes suivantes se sont adressées au conseil sur les sujets mentionnés plus bas :

• Zenaida Kharroubi	Souligne une problématique de déneigement et demande à ce que l'information sur l'horaire de déneigement soit mise en ligne.
• Natasha Bates	Rappelle le dépôt par Mme Montgomery d'une plainte pour harcèlement et déplore le fait que l'accusé risque de perdre son logement et de se retrouver à la rue s'il est reconnu coupable.
• James Klein	En lien avec l'agrandissement de l'école Iona, demande de quelle façon la Ville peut permettre la construction de classes supplémentaires alors que la circulation dans le secteur est déjà saturée, et souhaite savoir si l'arrondissement a réalisé une étude de circulation et de sécurité pour ce secteur.
• Sylvie Demers	En lien avec l'annonce de la fermeture du chemin Camilien-Houde, demande de quelle façon l'arrondissement assurera l'accès aux installations et activités du parc du Mont-Royal pour les citoyens de l'arrondissement, et de quelle façon le lien est-ouest sera maintenu. Elle demande si des analyses ont été faites avant de prendre une telle décision.
• Hossein Pourshafiey	Demande des précisions sur l'aménagement de la dalle-parc ainsi que son échéancier.
• Lilia Esguerra	Remercie le conseil pour l'adoption de la motion présentée au point 65.01 de l'ordre du jour.
• Gabriel Angel Munos-Lopez	Déplore une situation concernant les suivis en matière de salubrité des logements.
• Jo-Anne Wemmers	Demande si l'arrondissement envisage d'obtenir la certification Iso en matière de gestion anti-corruption.
• Milky Faruq	Remercie le conseil pour l'adoption de la motion présentée au point 65.02 de l'ordre du jour, et s'interroge sur la part du budget de l'arrondissement en comparaison à sa population.
• Shaquille Michaud	À titre de directeur des opérations du Club de futsal Sporting Montréal, **dépose** une demande de soutien financier pour la participation de l'équipe féminine au championnat national de futsal des États-Unis.
• Irwin Rappaport	Déplore le fait que l'Université Concordia construise un bâtiment sur un actuel espace vert plutôt que sur une surface déjà minéralisée (stationnement).
• Norman Simon	Annonce la tenue d'un événement interreligieux, le 24 mai prochain, de 7 h à 21 h, à la synagogue Shomrim Laboker, situé sur l'avenue Plamondon.
• Ellie Israel	Remercie le conseil de reconnaître la contribution des immigrants et des aînés au développement de l'arrondissement. En lien avec la motion pour interdire la vente de boissons sucrées, rappelle que les cafétérias des écoles ne vendent plus de telles boissons et demande les mesures prises par le conseil d'arrondissement pour les bannir.
• James Luck	S'enquiert du projet qui sera réalisé sur le site de l'Église Trinité.



• Nigel Spencer	Déplore la dangerosité de l'avenue Dupuis, entre le boulevard Décarie et l'avenue Macdonald, et demande que des mesures soient prises pour sécuriser la rue.
• Michael Shafter	Croit à l'importance d'accélérer le développement du site de l'Hippodrome et demande à l'arrondissement d'interdire les demi-tours aux intersections où les traverses piétonnes sont aménagées.
• Halah Al-Ubaidi	S'enquiert de la possibilité de rendre disponibles des espaces communautaires pour les organismes et les résidents. Elle précise que Centraide et d'autres fondations privées investissent actuellement 10 % de leur budget en capitalisation et précise que des demandes peuvent leur être soumises.

La période de questions et de demandes du public de 90 minutes est maintenant terminée.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

• Marvin Rotrand	Demande pourquoi le budget restant du PCPR ne sera pas utilisé pour refaire la chaussée du chemin Queen-Mary sur les tronçons qui ne sont pas touchés par le réaménagement des intersections. Indique que les commerces sur Victoria sont affectés par les travaux de la Commission des services électriques et demande ce qui peut être fait, spécifiquement pour le commerce situé à l'intersection des avenues Van Horne et Victoria.
• Magda Popeanu	Indique que la réalisation du PCPR est impossible à l'ouest du boulevard Décarie puisque les infrastructures souterraines doivent être refaites. S'enquiert de la planification printanière pour l'implantation de mobilier urbain et la plantation d'arbres.
• Peter McQueen	Demande un suivi des travaux au parc Notre-Dame-de-Grâce.
• Lionel Perez	En lien avec le dossier de l'École Iona, demande s'il reste une étape pour la délivrance du permis. Demande un suivi sur l'évolution du dossier de l'aire d'exercice canin dans le district de Darlington.

CORRESPONDANCE

Mme Geneviève Reeves dépose une lettre datée du 6 février 2018 de l'Association Philippine de l'âge d'or de Montréal et banlieues afin de remercier le conseil pour la motion présentée afin de nommer le mois de juin comme « Mois du patrimoine philippin ».



RÉSOLUTION CA18 170029

AIDE FINANCIÈRE - 4 PROJETS - PROGRAMME MUNICIPALITÉ AMIE DES AÎNÉS ET ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE - MONTRÉAL 2018-2020

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Lionel Perez

D'autoriser le dépôt de quatre projets dans le cadre du Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle – Montréal 2018-2020.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.01 1187772006

RÉSOLUTION CA18 170030

DEMANDE DE FINANCEMENT - PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INSTALLATIONS SPORTIVES ET RÉCRÉATIVES - PHASE IV (CENTRE LE MANOIR)

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser le dépôt d'une demande de financement au Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – phase IV pour le réaménagement et les rénovations diverses au centre Le Manoir pour le printemps 2019.

D'autoriser la directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement à signer tout engagement relatif à cette demande.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.02 1187772001

RÉSOLUTION CA18 170031

PLAN D'ACTION - POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL 2017-2022

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Lionel Perez



D'adopter la Politique de développement culturel 2017-2022 « Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité ».

De mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de mener une démarche participative et de déposer un plan d'action culture 2018-2022 en juin 2018.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.03 1187772005

RÉSOLUTION CA18 170032

PLAN D'ACTION - POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL « MONTRÉAL DE TOUS LES POSSIBLES »

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter la Politique de développement social « Montréal de tous les possibles » et mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social à déposer le plan d'action en développement social 2019-2021 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.04 1181247001

RÉSOLUTION CA18 170033

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS - OSBL

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Peter McQueen

D'approuver les modifications à la liste des organismes reconnus (Annexe 1) adoptée le 5 décembre 2016 (résolution CA16 170328) afin de reconnaître trois nouveaux organismes soit : Association Saint-Raymond NDG (anciennement Bocce St-Raymond), Maisons Les Étapes inc. et *Montreal Marquis Basket ball Club*.

De lever les conditions des cinq organismes suivants : Association de la communauté noire de Côte-des--Neiges (BCACDN), Centre d'orientation des nouveaux arrivants et immigrants de Montréal (CONAM), Club de rugby NDG, L'Envol des Femmes (*Women on the rise*) et *Westhaven Elmhurst Recreation Association*.



De modifier la classification de la Semaine des Arts de collaborateur à partenaire.

De retirer la reconnaissance et le soutien de l'arrondissement à *Montreal Athletics Regional Club* (M.A.R.C).

_____

Un débat s'engage.

_____

_____

Mme Magda Popeanu s'absente.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.05 1181247002

_____

RÉSOLUTION CA18 170034

MISE AUX NORMES ET RÉNOVATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES DU CEPSUM

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'appuyer le projet de l'Université de Montréal pour l'optimisation, la mise aux normes et la rénovation des installations sportives du CEPSUM (vestiaires, murs d'escalade et piscine), d'une valeur totale estimée à ce jour à 3 218 132 $, afin que cette dernière puisse bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – phase IV.

De mandater, conditionnellement à l'approbation du projet par le ministère, la Direction culture, sports, loisirs et développement social de conclure, dans un délai de deux mois suivant l'approbation, une entente qui permettrait à des clientèles démunies de l'arrondissement (enfants ou familles) d'accéder à des programmes du CEPSUM.

D'accorder la priorité au projet de rénovation du Centre Le Manoir advenant la nécessité d'exercer un choix entre les deux projets.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.06 1187772009

_____

RÉSOLUTION CA18 170035

CONVENTION ET CONTRIBUTION FINANCIÈRE - SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL EXPÉRIENCE CDN

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Sue Montgomery

D'approuver la convention à intervenir avec la Société de développement commerciale Expérience Côte-des-Neiges.

D'octroyer une contribution financière de 60 000 $, le tout selon les termes et conditions prévus à ladite convention.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1182703001

RÉSOLUTION CA18 170036

DÉPENSE - CONGRÈS FCM 2018

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Lionel Perez

D'autoriser une dépense maximale de 8 000 $ (taxes incluses) pour la participation de Sue Montgomey, mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon et de Chrisrtian Arseneault, conseiller de la Ville pour le district de Loyola, à titre de représentants de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, au Congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités 2018 qui se déroulera à Halifax, Nouvelle-Écosse, du 31 mai au 3 juin 2018.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1185265003

RÉSOLUTION CA18 170037

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES - 16 ORGANISMES

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 8 060 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Délégation NMUB ESG Université du Québec à Montréal 315, rue Sainte-Catherine Est Local J-M830 Montréal (Québec) H2X 3X2 a/s M. Marc-André Dubuc Vice-décanat de l'École des Sciences de la gestion	Afin d'aider la participation des étudiants au *National Model United Nations* (NMUM) qui se tiendra du 18 au 22 mars 2018.	**TOTAL : 300 $** Magda Popeanu 300 $
RAPLIQ Regroupement des activistes pour l'inclusion du Québec 1371, boulevard Saint-Joseph Est Montréal (Québec) H2J 1M4 a/s Mme Linda Gauthier, trésorière	Afin d'aider cet organisme voué à la défense et la promotion des droits des personnes en situation de handicap et visant l'éradication de la discrimination faites à leur égard.	**TOTAL : 300 $** Magda Popeanu 300 $
Association Cornocupia 2961, avenue De Soissons Montréal (Québec) H3W 1W1 a/s M. John Nicholas, président	Pour l'achat d'un billet pour le *Pre-Valentines Fashion show* qui a eu lieu le 27 janvier 2018 dans le cadre d'une levée de fonds pour cette association	**TOTAL : 45 $** Sue Montgomery 45 $
Association des ressortissants des marchés A.L.M.A. Canada inc. / Associazione Regionale Dei Marchighiani A.L.M.A. Canada Inc. 5537, chemin Upper Lachine Montréal (Québec) H4A 2A5 a/s M. Camilio D'Alesio, président	Pour les frais d'une publicité à paraître dans l'annuaire 2017–2018 au printemps 2018.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 200 $ Peter McQueen 200 $
Balconfête/*Porchfest* a/s Mme Aurora Robinson et Mme Sara Ring **Fiduciaire :** Conseil communautaire NDG 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce Bureau 204 Montréal (Québec) H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Afin d'aider à l'organisation des activités du Festival Balconfête/*Porchfest* dans NDG.	**TOTAL : 1 000 $** Peter McQueen 500 $ Christian Arseneault 500 $
La Ligue des Noirs du Québec 5201, boulevard Décarie Montréal (Québec) H3W 3C2 a/s M. Dan Philip, président	Pour aider cet organisme à poursuivre sa mission de défendre les droits de la communauté noire, contre le profilage racial et la discrimination, surtout au niveau de la justice et de l'emploi.	**TOTAL : 665 $** Sue Montgomery 166 $ Marvin Rotrand 167 $ Peter McQueen 166 $ Christian Arseneault 166 $
Dépôt alimentaire Notre-Dame-de-Grâce 2146, avenue Marlowe Montréal (Québec) H4A 3L5 a/s M. Daniel Rotman, directeur général	Pour cultiver des fruits et légumes dans le jardin pour le Dépôt alimentaire Notre-Dame-de-Grâce.	**TOTAL : 1 000 $** Peter McQueen 500 $ Christian Arseneault 500 $



Communauté Sépharade unifiée du Québec 1, Carré Cummings, bureau 216 Montréal (Québec) H3W 1M6 a/s M. Robert Abitbol, président	Pour le Festival Sefarad de Montréal 2018.	**TOTAL : 850 $** Sue Montgomery 700 $ Marvin Rotrand 150 $
Académie de Karaté Alexandru Sorin 3333, boulevard Cavendish, bureau 275 Montréal (Québec) H4B 2M5 a/s M. Alexandru Sorin, président	Afin d'aider des athlètes aux qualifications dans l'équipe du Québec et représenter notre arrondissement au Championnat du Canada du 5 au 11 mars 2018.	**TOTAL : 150 $** Christian Arseneault 150 $
Association des ressortissants de la Grenade de Montréal| *Grenada Nationals Association of Montreal GNAM inc.* C.P. 271, Station Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T4 a/s Mme Karen Parke, présidente	Pour aider à l'organisation du banquet pour célébrer l'anniversaire de l'indépendance de la Grenade le 17 février 2018 et pour une dépense de 150 $, soit l'achat de 2 billets et d'une publicité de 1/4 page, soit 50 $ dans la brochure souvenir, pour la mairesse.	**TOTAL : 350 $** Sue Montgomery 200 $ Marvin Rotrand 150 $
Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes de Montréal 671, avenue Ogilvy Montréal (Québec) H3N 1N4 a/s Mme Luciana Perciballi, présidente **L'âge d'Or Saint-Raymond** 5575, rue Saint-Jacques, bureau 1 Montréal (Québec) H4A 2E5	Afin d'aider à l'organisation d'activités culturelles des membres du club de l'âge d'or Saint-Raymond.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 250 $ Pete McQueen 250 $
Association Saint-Raymond NDG 5600, chemin Upper-Lachine Montréal (Québec) H4A 2A7 a/s Mme Josie Mancini	Pour permettre la réalisation des activités de la *Semaine italienne 2018*.	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 250 $ Pete McQueen 500 $ Christian Arseneault 250 $
Conseil des aînés et des aînées de N.D.G inc. 88, avenue Ballantyne N Montréal–Ouest (Québec) H4X 2B8 a/s Mme Jane Nelson Directrice générale	Pour autoriser une dépense de 500 $ pour une publicité dans le bulletin du conseil des aîné(e)s de Notre-Dame-de-Grâce.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 200 $ Peter McQueen 150 $ Christian Arseneault 150 $
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Bureau 204 Montréal (Québec) H4A 1N1 a/s Mme Sharon Sweeney Organisatrice de la Démarche Fielding Wlakley Art et Culture	Pour soutenir le programme Art Mural pour le tunnel Melrose.	**TOTAL : 250 $** Peter McQueen 250 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Thomas More Institute 3405, avenue Atwater Montréal (Québec) H3Y1Y2 a/s M. Behrooz Farivar	Pour adhérer au *Founding Patron of the Warren Allmand Lecture Series*, en l'honneur de M. Allmand qui a été député de Notre-Dame-de-Grâce pendant de nombreuses années et a été bien connu pour sa défense des droits humains et autres sujets d'intérêt public.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 200 $ Peter McQueen 150 $ Christrian Arseneault 150 $
Club 50 Plus de Notre-Dame-de-Grâce 6870, rue de Terrebonne Montréal (Québec) H4B 1C5 a/s M. Arthur Shane, vice-président	Pour aider ce Club à poursuivre sa mission dans l'organisation de différentes activités et programmes de condition physique offerts aux citoyens aînés de notre communauté.	**TOTAL : 250 $** Peter McQueen 250 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.03 1185265005

Mme Magda Popeanu est de retour.

RÉSOLUTION CA18 170038

DÉPENSE - GALA VISION CELEBRATION - BLACK THEATRE WORKSHOP

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault

D'autoriser une dépense de 260 $ au Théâtre B.T.W. | *Black Theatre Workshop*.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Théâtre B.T.W. inc. *Black Theatre Workshop* 3680, rue Jeanne-Mance Bureau 432 Montréal (Québec) H2X 2K5 a/s Jacklin Webb, présidente	Pour l'achat de 2 billets dans le cadre de la 32e édition du *Gala Vision Celebration* du *Black Theatre Workshop* qui a eu lieu 27 janvier 2018 afin d'aider au financement de ses activités.	**TOTAL : 260 $** Magda Popeanu 260 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



30.01 1185265004

RÉSOLUTION CA18 170039

ORDONNANCES - ÉVÉNEMENTS PUBLICS - FÉVRIER ET MARS 2018

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 12 février 2018 » joint au sommaire décisionnel.

D'édicter les ordonnances numéros OCA18 17005, OCA18 17006 et OCA18 17007 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1187772003

RÉSOLUTION CA18 170040

AVIS DE MOTION

Mme Sue Montgomery donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3) en lien avec, notamment, les nuisances relatives aux chantiers de construction, les montants des amendes et abrogeant l'ordonnance OCA10 17010 (B-3), et dont la présentation du projet de règlement est faite à même le sommaire décisionnel.

40.02 1173558057

RÉSOLUTION CA18 170041

AVIS DE MOTION

Mme Sue Montgomery donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (R.R.V.M. c. C-11) afin d'ajouter une condition à l'octroi d'une dérogation à l'interdiction de convertir et actualiser certaines dispositions, et dont la présentation du projet de règlement est faite à même le sommaire décisionnel.



40.03 1173558056

RÉSOLUTION CA18 170042

DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR EN COPROPRIÉTÉ DIVISE - 4683-4685, AVENUE COOLBROOK

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 4683-4685, avenue Coolbrook, conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1173558061

RÉSOLUTION CA18 170043

DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR EN COPROPRIÉTÉ DIVISE - 2624-2626, AVENUE DE SOISSONS

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 2624-2626, avenue De Soissons, conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1173558060

RÉSOLUTION CA18 170044

DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR EN COPROPRIÉTÉ DIVISE - 5770-5772, AVENUE TRANS ISLAND

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault



D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 5770-5772, avenue Trans Island, conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1173558059

RÉSOLUTION CA18 170045

FRAIS POUR FINS DE PARCS - 6225, AVENUE DE DARLINGTON & 2615 À 2875, AVENUE VAN HORNE

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Sue Montgomery

D'accepter une somme de 713 080 $ équivalente à 10 % de la valeur réelle du site pour un projet d'opération cadastrale concernant les lots 2 173 811 et 2 173 812 (emplacements situés aux 6225, avenue de Darlington et 2615 à 2875, avenue Van Horne), conformément au *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (14-049).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.07 1173558058

RÉSOLUTION CA18 170046

PIIA - REFUS DE PLANS - 4600, RUE DE LA PELTRIE

CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement a pris connaissance de l'avis émis par le comité consultatif d'urbanisme, lors de la séance du 29 novembre 2017;

CONSIDÉRANT que les travaux proposés, visant le remplacement de la maçonnerie, ne sont pas conformes aux articles 88 et 668 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276).

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault



De ne pas approuver les travaux proposés aux documents numérotés P-1 à P-3, estampillés en date du 12 juin 2017, annexés au dossier et faisant l'objet de la demande de permis de transformation 3001354261, pour lequel l'approbation du Conseil d'arrondissement est requise, en vertu du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), articles 88, 113 et 668, et ce, pour les motifs suivants :

- ce bâtiment est, entre autre, caractérisé par sa maçonnerie en brique et ses bandeaux en béton;
- les linteaux à l'étage sont formés de brique en soldat; tous ces éléments caractéristiques sont appelés à disparaître avec la maçonnerie en béton proposée;
- le matériau proposé imite la pierre mais est constitué de béton;
- la maçonnerie proposée s'apparente à un substitut néo-médiéval et néo-classique combiné;
- le langage bigarré du projet ne permet pas d'atteindre le but d'intégration au secteur;
- l'anachronisme engendré et l'éclectisme de la proposition rend le projet incompatible avec les concepts originaux et avec ceux des bâtiments du secteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.08 1183558002

RÉSOLUTION CA18 170047

SECOND PROJET DE RÉSOLUTION - PROJET PARTICULIER PP-103

ATTENDU QUE le texte de la présente résolution a été remplacé par le texte proposé par la Direction des affaires juridiques (DAJ) pour mieux encadrer les travaux proposés;

ATTENDU QUE les modifications aux articles 3 et 21 ont été présentées lors de l'assemblée publique de consultation qui a eu lieu le 5 février 2018;

ATTENDU QUE les modifications reprennent essentiellement le même texte que le premier projet de résolution;

ATTENDU QUE l'intervention de la Direction des affaires juridiques (DAJ) vise à faciliter la compréhension du texte et assure sa portée légale.

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter avec modification, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-103 visant à permettre l'usage « carburant » pour la propriété issue de l'unification des propriétés situées aux 5405 et 5431, chemin de la Côte-des-Neiges.



CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire tel qu'il est illustré sur le plan de l'annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment situé au 5431, chemin de la Côte-des-Neiges ainsi que l'occupation du terrain et du bâtiment aux fins de l'usage « carburant » sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 40, au paragraphe 1° de l'article 228 et aux articles 434, 441 et 442 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
CONDITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION

4. La démolition du bâtiment situé au 5431, chemin de la Côte-des-Neiges est autorisée. La démolition du bâtiment n'entraîne pas l'obligation de démolir la marquise et les postes d'essence.

5. La demande de certificat d'autorisation de démolition doit être déposée en même temps que la demande de permis de construction visant la transformation du bâtiment et l'aménagement du terrain ainsi que la demande de certificat d'occupation pour l'usage « carburant ».

6. Les travaux de démolition doivent débuter dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution. Si ce délai n'est pas respecté, l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

7. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, un plan de réutilisation ou de gestion des déchets de démolition doit être déposé.

8. Dans les 6 mois suivant la fin des travaux de démolition, le terrain doit être décontaminé, remblayé, nivelé et, aux endroits illustrés sur le plan P-3 de l'annexe B, gazonné.

9. Une garantie bancaire de 100 000 $ doit être déposée préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition afin d'assurer le respect de la condition de l'article 8. La garantie doit être maintenue en vigueur jusqu'à ce que l'aménagement paysager soit complété.

SECTION II
TAUX D'IMPLANTATION



10. Le taux d'implantation minimal est de 20 %.

SECTION III
AFFICHAGE

11. Une seule enseigne au sol d'une hauteur maximale de 5,5 m est autorisée.

12. La superficie maximale d'enseigne est de :

1° 7 m^2 sur le bâtiment;
2° 8 m^2 pour une enseigne au sol.

13. Une enseigne éclairée artificiellement par translucidité grâce à une source de lumière placée à l'intérieur de l'enseigne et à une paroi translucide n'est pas autorisée, sauf si elle est formée de lettres détachées ou de symboles graphiques. L'utilisation du tube néon est interdite.

14. Lorsqu'une enseigne comporte un dispositif d'éclairage, l'éclairage doit être orienté vers le bas et la dispersion lumineuse doit se limiter à la surface de l'enseigne.

SECTION IV
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DES COURS

15. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager comprenant un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des arbres qui seront plantés.

16. Les travaux d'aménagement paysager prévus à la présente résolution doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

17. Aucun équipement de type transformateur sur socle (TSS) ou d'étalage extérieur ne doit être visible d'une voie ou d'un espace public.

SECTION V
AUTRES CONDITIONS

18. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants :

1° la quantité hebdomadaire de matières résiduelles produites;
2° les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
3° les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
4° les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
5° la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
6° la méthode de collecte privée ou publique;
7° s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.



19. Au moins une borne de recharge électrique doit être aménagée.

20. Un maximum de quatre pompes à essence est autorisé. Les pompes à essence sont autorisées uniquement à l'emplacement identifié sur les plans de l'annexe B.

SECTION VI
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

21. Toute demande de permis de construction visant la transformation du bâtiment et l'aménagement du terrain ainsi que toute demande de permis d'enseigne sont assujetties à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), selon les critères qui y sont prévus et les objectifs et critères additionnels suivants :

Objectifs

1° assurer l'intégration des travaux de transformation ou des nouvelles constructions à l'environnement existant;
2° accroître la présence de la végétation sur le site;
3° créer des espaces à l'échelle humaine.

Critères

1° l'aménagement paysager doit être conçu de façon à limiter les surfaces minéralisées et maximiser la couverture végétale;
2° une enseigne ne doit pas porter atteinte à l'intégrité physique d'une construction ou du terrain;
3° l'impact visuel d'une enseigne ne doit pas dominer ou porter un quelconque ombrage à une caractéristique architecturale, paysagère ou naturelle de son environnement;
4° le traitement, la localisation et les dimensions de l'enseigne doivent s'harmoniser avec l'architecture de la construction et du paysage et contribuer à leur mise en valeur;
5° l'alignement de construction, l'implantation au sol, la composition volumétrique et le traitement architectural d'une construction ainsi que l'aménagement des espaces libres doivent respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés sur les plans de l'annexe B.

ANNEXE A
Territoire d'application

ANNEXE B
Plans P-1 à P-7

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.09 1173558049

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA18 170048

DÉPÔT- BILAN ANNUEL SUR LES PESTICIDES

Mme Sue Montgomery dépose le bilan sur l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* (R.V.M. 04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2017.

60.01 1187551001

RÉSOLUTION CA18 170049

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS - DÉCEMBRE 2017

Mme Sue Montgomery dépose les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 décembre 2017.

60.02 1184535001

RÉSOLUTION CA18 170050

MOTION - PLAN D'ACTION MUNICIPAL POUR LES PERSONNES AÎNÉES 2018-2020

ATTENDU QUE Montréal est accrédité Municipalité amie des aînés depuis le 1er octobre 2012 par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec;

ATTENDU QUE la démarche consultative pour le premier Plan d'action municipal pour les aînés 2013–2015 s'est échelonnée sur 19 mois qui ont permis de joindre des acteurs de l'administration municipale, du milieu politique et des organismes présents sur le territoire montréalais;

ATTENDU QUE durant le développement du premier plan d'action, les assemblées publiques ont eu lieu durant la période estivale, soit en juin 2012;

ATTENDU QUE les personnes aînées sont plus susceptibles de vivre avec des limitations motrices réduisant la facilité de leurs déplacements surtout lors de la saison hivernale;

ATTENDU QU'il est prévu que les périodes d'échanges pour le Plan d'action 2018–2020 auront lieu durant la période hivernale, soit en février 2018;

ATTENDU QUE les personnes de 65 ans et plus représentaient 16 % de la population de la ville de Montréal en 2016;

ATTENDU QUE 42 % des personnes aînées habitant la ville de Montréal étaient issues de l'immigration en 2011;

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ATTENDU QUE le processus de consultation a été remis en question quant à son accessibilité aux aînés anglophones et des communautés d'origines diverses;

ATTENDU QUE le choix des lieux pour les rencontres d'échanges et le sondage en ligne pour l'élaboration du nouveau Plan d'action pénalisent les personnes aînées de langue anglophone.

[1]http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/SUJETS_A%CEN%C9S_2016.PDF

[2]http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PROFIL%20A%CEN%C9%20VILLE%20DE%20MONTR%C9AL%202011.PDF;

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Marvin Rotrand

Que le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce demande que la Ville de Montréal :

- prolonge les périodes d'échanges au printemps 2018 afin de permettre une plus grande participation des personnes aînées;
- ajoute deux périodes d'échanges avec les citoyens soit une dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et une dans l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro;
- s'assure d'une pleine et entière participation et accessibilité du sondage en ligne sur le site *realisonsmtl.ca/aines* auprès des communautés anglophones et d'origines diverses.

Les conseillers Lionel Perez et Marvin Rotrand votent en faveur de la proposition.

Mme la mairesse Sue Montgomery, la conseillère Magda Popeanu et les conseillers Peter McQueen et Christian Arseneautl votent contre la proposition.

PROPOSITION REJETÉE À LA MAJORITÉ

65.03 1183571004

RÉSOLUTION CA18 170051

ÉVÉNEMENT « UNE HEURE POUR LA TERRE 2018 »

ATTENDU QUE le 24 mars prochain, de 20 h 30 à 21 h 30, se tiendra l'événement international *Une heure pour la Terre 2018* inauguré en 2007 à Sydney, Australie, et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Foundation*);

ATTENDU QUE cet événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques, en misant sur un geste simple, comme éteindre les lumières, ainsi que les appareils électriques et électroniques, pendant une heure;



ATTENDU QU'en 2017, plus de 3 100 monuments et enseignes réparties dans 187 pays et territoires, ont éteint leurs lumières pendant une heure dans le but de combattre le réchauffement global.

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

De confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce à l'événement *Une heure pour la Terre 2018*, événement parrainé par le Fonds mondial pour la nature et qui se tiendra le samedi 24 mars 2018 de 20 h 30 à 21 h 30;

D'inviter les commerces et les résidants de l'arrondissement à s'impliquer activement dans cet événement;

D'encourager les arrondissements de la Ville de Montréal et les municipalités de l'agglomération de Montréal à se joindre à l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce en confirmant leur participation respective à l'événement;

De transmettre une copie de la présente résolution à M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville de Montréal, pour dépôt au conseil municipal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

70.01 1184570001

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 22 h 05.

_____	_____
Sue Montgomery	Geneviève Reeves
La mairesse d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement

Les résolutions CA18 170024 à CA18 170051 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1187060001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder à Les Pavages Ultra Inc. le contrat au montant de 540 720,94 $, taxes incluses, pour les travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, pour différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et autoriser une dépense à cette fin de 590 720,94 $, incluant les taxes et les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-018.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Les Pavages Ultra Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 540 720,94 $, taxes incluses, pour les travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, sur les différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-018.

D'autoriser une dépense à cette fin de 590 720,94 $, comprenant les contingences au montant de 46 020,77 $, taxes incluses, les incidences au montant de 50 000 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 10:37

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187060001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder à Les Pavages Ultra Inc. le contrat au montant de 540 720,94 $, taxes incluses, pour les travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, pour différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et autoriser une dépense à cette fin de 590 720,94 $, incluant les taxes et les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-018.

CONTENU

CONTEXTE

La direction de l'arrondissement a mandaté la Division des études techniques afin de caractériser l'état des ruelles sur l'ensemble du territoire, de faire la conception des plans et devis et de mandater un entrepreneur pour en faire la réfection au besoin : l'objectif principal de ce projet étant d'améliorer la qualité de vie des résidents et sécuriser la circulation des piétons de l'arrondissement.

L'analyse démontre que 11 ruelles nécessitent des travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées qui font l'objet du présent contrat à octroyer.

Il est à noter que le nivellement des puisards ainsi que la réparation ponctuelle de pavage sont compris au contrat, de même que la construction de dos d'âne de ruelles, et ce, afin d'assurer la sécurité des piétons qui circulent sur les trottoirs, perpendiculairement à ces ruelles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 170337 - GDD1165946013 - Accorder à la firme CIMA+ s.e.n.c., un contrat au montant de 91 257,73 $ taxes incluses, pour la conception de devis de circulation en vue de la réalisation du programme de réfection routière 2017, conformément à l'entente-cadre numéro 15-14461-2.

CG17 0048 - GHD Consultants Ltée **#155113 (Entente d'achat contractuelle #1186544)** - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes : Solmatech inc. (3 174 402,26 $), Les Services EXP inc. (3 179 173,73 $), **GHD**

Consultants ltée (3 476 614,05 $), Englobe Corp. (3 569 398,88 $), Groupe ABS inc. (3 312 832,16 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 452 124,37 $), toutes ces sommes taxes incluses, pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 16-15511 (7 soumissionnaires.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Un contrat doit être octroyé pour les travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, pour différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

Le présent dossier a pour but d'autoriser la Direction des travaux publics de l'arrondissement à effectuer les dépenses requises relatives aux travaux associés à la réalisation des travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées sur différentes ruelles, ainsi que d'autres dépenses imprévues mais liées aux travaux décrits.

Liste des ruelles 2018

	Ruelle	De	A	District
1	Belgrave/Hampton	Upper-Lachine	Fin de rue	Notre-Dame-de-Grâce
2	Girouard/Old Orchard	Upper-Lachine	Saint-Jacques	Notre-Dame-de-Grâce
3	Girouard/Old Orchard	Upper-Lachine	Saint-Jacques	Notre-Dame-de-Grâce
4	Addington/Girouard	Upper-Lachine	Saint-Jacques	Notre-Dame-de-Grâce
5	Addington/Girouard	Upper-Lachine	Saint-Jacques	Notre-Dame-de-Grâce
6	Addington/Girouard	Sherbrooke Ouest	Maisonneuve Ouest	Notre-Dame-de-Grâce
7	Melrose/Draper	Côte-Saint-Antoine	Sherbrooke Ouest	Notre-Dame-de-Grâce
8	Décarie/Coolbrook	Snowdon	Côte-Saint-Luc	Snowdon
9	McLynn/Clanranald	Van Horne	Bourret	Snowdon
10	Campden/Victoria	Côte-Sainte-Catherine	Dupuis	Côte-des-neiges
11	Wilderton/Plantagenet	Côte-Sainte-Catherine	De Soissons	Côte-des-neiges

Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme et autorisé par l'Autorité des Marchés Financiers (l'AMF), soit à l'entreprise **Les Pavages Ultra Inc**., pour un montant de **540 720,94$** (incluant les taxes et les travaux contingents).

Vous trouverez ci-après la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chacune d'elles :

SOUMISSION CDN-NDG-18-AOP-TP-018 **Travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, sur les différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce**		
SOUMISSIONS		
1	Les Pavages Ultra Inc.	540 720,94 $
2	Les Entreprises Ventec inc.	844 267,17 $
3	Pavage des Moulins inc.	606 309,17 $
4	Aménagement De Sousa	590 000,00 $
5	Construction Viatek inc.	820 427,11 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	Les Pavages Ultra Inc.
2	Les Entreprises Ventec inc.
3	Pavage des Moulins inc.
4	Aménagement De Sousa
5	Construction Viatek inc.
6	Construction Bau-Val inc.
7	Les entreprises michaudville inc.
8	Les construction et pavage Jeskar inc.
9	Les entreprise Bucaro inc.

JUSTIFICATION

L'adjudicataire est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'adjudicataire, **Les Pavages Ultra Inc**. a fourni une autorisation émise par l'Autorité des Marchés Financiers pour pouvoir conclure un contrat ou sous contrat auprès des organismes publics , tel que requis en vertu du décret 1049-2013, ainsi qu'une attestation fiscale émise par Revenu Québec. Ces documents ont été vérifiés par la division du greffe de l'arrondissement et sont joints en pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important de noter que la Direction des travaux publics a fait l'inspection de toutes les ruelles de l'arrondissement et que plus de 160 ruelles du domaine public ont été relevées. De ces 160 ruelles, seules les ruelles critiques ont été retenues afin d'en faire leur réfection, ce qui signifie 11 ruelles réparties dans l'arrondissement et pour lesquelles les travaux sont prévus en 2018. Cependant, il est important de souligner que l'arrondissement n'aura plus de réfection de ruelles à réaliser pour plusieurs années et qu'un entretien périodique sera nécessaire, afin d'en maintenir le bon fonctionnement.

Dans le but de rendre les ruelles sécuritaires pour les usagers, nous avons dû intégrer des mesures d'apaisement de la circulation en plus de leurs réfections. Par conséquent, des dos d'ânes seront installés sur toutes les ruelles qui seront refaites en 2018, augmentant ainsi le coût des travaux.

La Direction des travaux publics n'est pas dotée de personnel spécialisé dans ce type de travaux et ne dispose pas de moyens matériels pour répondre aux objectifs du contrat. Pour ce faire, il est important et nécessaire d'engager les sommes recommandées en objet afin d'apporter les correctifs requis dû au mauvais état des ruelles de l'arrondissement, et ce, pour assurer un niveau de service d'exploitation appréciable et sécuritaire pour tous les usagers.

Budget estimé :

ESTIMATION	MONTANT TOTAL
Total (avec taxes)	471 767,08$

T.P.S. (5 %) : 18 908,50 $ T.V.Q. (9,975 %) : 36 871,58 $

La valeur du montant des travaux contingents *37 817,00 $* (avant taxes)

Le coût total de l'estimation susmentionnée inclut le montant des travaux contingents : *471 767,08 $* (avec taxes).

Le montant total de la soumission est de *540 720,94 $* (avec taxes)

Écart entre le montant de la plus basse soumission conforme et l'estimé est de *68 953,86 $* (avec taxes).

Le montant de la soumission est supérieur approximativement de 14 % du montant de l'estimation.

Cet écart est justifié comme suit :

1. travaux à faible volume
2. frais de déplacement (plusieurs petits chantiers)
3. quantité importante de projets disponibles pour les entrepreneurs
4. apaisement de la circulation (dos d'ânes)
5. emplacement restreint
6. machinerie spécialisée

Budget à autoriser :

Le budget requis pour financer les travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, pour différentes ruelles de l'arrondissement, lequel inclut tous les travaux connexes, est de **590 720,94 $** toutes taxes incluses. La dépense nette de ristourne est de **539 406,95 $** et sera financée à 100% par l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Comme le nivellement des puisards de même que la construction de dos d'âne de ruelles sont prévus à même ce contrat, le budget proviendra des diverses sources de financement suivantes:

Le montant net de ristourne de 539 406,95$ sera financé à 380 000$ par le report du PTI 2017 lié au programme de réfection et de sécurisation des ruelles, à 87 000$ par le report de PTI d'années antérieures lié au programme de remplacement de mobilier urbain de rues, à 24 406,95$ par le report du PTI 2017 lié à la réfection des puisards de rues et à 50 000$ par le surplus 2016 affecté aux mesures d'apaisement de la circulation.

Coût du contrat :

	Réfection des ruelles (avant taxes)	**T.P.S. (5 %)**	**T.V.Q. (9,975 %)**	**Total (avec taxes)**
Contrat	470 294,36 $	23 514,72 $	46 911,86 $	540 720,94 $

T.P.S. (5 %) : 23 514,72 $ **T.V.Q. (9,975 %) :** 46 911,86 $ **RISTOURNE :** 23 455,93 $

Le coût total de la soumission susmentionnée : *540 720,94 $* (incluant les taxes et les travaux contingents).

Le coût total des travaux : *430 267,60 $* (sans les taxes, sans les travaux contingents)

Le coût des travaux contingents : *40 026,76 $* (sans les taxes)

Le coût du sous total de la soumission susmentionnée : *470 294,36 $* (sans les taxes)

Au montant total de la soumission de *540 720,94 $* (avec taxes) , il faut ajouter :

- Les dépenses incidentes : *15 000,00 $* (incluant les taxes);
- Les frais du bureau conseil CIMA + pour la mise en plan (dessin) et préparation du devis des travaux à réaliser : *20 000,00* ***$*** (incluant les taxes) - entente cadre (Ville de Montréal) :**15-14461-2**- offre de service **GDD 1165946013** ;
- Les frais de services professionnels (laboratoire) : Contrôle qualitatif des matériaux de construction (approximativement) :*15 000,00* ***$*** (incluant les taxes); GHD Consultants Ltée **#155113 (Entente d'achat contractuelle #1186544)**

Au total, les dépenses à autoriser : ***590 720,94 $*** = (Soumission *540 720,94 $* + Labo *15 000, 00* ***$*** + plans et devis *20 000 ,00* ***$*** + les frais incidents *15 000,00 $*) incluant les taxes, les contingences, les services professionnels de laboratoire et de bureaux- conseils , ainsi que les frais incidents.

Le détail quant au règlement d'emprunt et les informations budgétaires se retrouvent dans la certification de fonds des services administratifs et du greffe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfection de la chaussée des ruelles visés au présent sommaire décisionnel permettront d'améliorer l'infrastructure routière et à assurer la sécurité du public et des usagers du réseau routier de l'arrondissement, tout en utilisant les techniques, les matériaux qui respectent les normes environnementales en vigueur.

Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- maintenir l'accessibilité aux résidents de l'arrondissement;
- assurer la sécurité du public et le bien-être des résidents;
- permettre la livraison dans les zones commerciales.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts mineurs à prévoir : la fermeture de ruelles à la circulation locale et l'interdiction de certains lieux de stationnement sont prévues pendant les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des avis seront distribués aux résidents situés aux abords des chantiers, 48 h avant les

travaux, afin de les aviser de la fermeture de la ruelle pour permettre la réalisation de ces travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Début des travaux - mi-mai
- Fin des travaux - fin juin

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges préparés pour les documents d'appel d'offres des différents contrats faisaient mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences;
- politique de gestion contractuelle des contrats;
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autre avec la Ville de Montréal;
- respect des clauses contractuelles en matières de la santé et de la sécurité du travail (SST);
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur en charge des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Julie FARALDO BOULET)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas BERNIER-GROLEAU
Ingénieur

Tél : 514-946-4751
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-26

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187060001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Pavages Ultra Inc. le contrat au montant de 540 720,94 $, taxes incluses, pour les travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, pour différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et autoriser une dépense à cette fin de 590 720,94 $, incluant les taxes et les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-018.

RUELLES - arr-cdn-ndg_Réfection 2018.pdf RÉSULTATS.pdf Récapitulatif PV.pdf RBQ.pdf

Revenue Québec.pdf AMF.pdf Soumission.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas BERNIER-GROLEAU
Ingénieur

Tél : 514-946-4751
Télécop. :

Montréal
Service des infrastructures, du Transport et de l'Environnement
Direction des Infrastructures
Division de la géomatique

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES/NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

RÉFECTION DE RUELLES 2018

Ruelles

.../Thematique/2017/auran/cdn.dgn 2017-06-01 10:46:24

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 6 février 2018
Date d'ouverture : 22 février 2018

CDN-NDG-18-AOP-TP-018
Travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, sur les différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

SOUMISSIONS		
1	LES PAVAGES ULTRA	540 720,94 $
2	LES ENTREPRISES VENTEC INC.	844 267,17 $
3	PAVAGES DES MOULINS INC.	606 309,17 $
4	4042077 CANADA INC. (AMÉNAGEMENT DE SOUSA)	590 000,00 $
5	CONSTRUCTION VIATEK INC.	820 427,11 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	4042077 CANADA INC. (AMÉNAGEMENT DE SOUSA)
2	CONSTRUCTION BAU-VAL INC.
3	CONSTRUCTION VIATEK INC.
4	LES CONSTRUCTIONS ET PAVAGE JESKAR INC.
5	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
6	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
7	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
8	PAVAGES DES MOULINS INC.
9	LES PAVAGES ULTRA
10	PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.

Préparé le 22 février 2018

…2

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-18-AOP-TP-018

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **jeudi 22 février 2018** à **11 heures.**

Sont présents :

• Julie Faraldo-Boulet	secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Nicolas Bernier-Groleau	ingénieur	Direction des travaux publics
• Danièle Lamy	Secrétaire d'unité administrative	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-18-AOP-TP-018 Travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, sur les différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
LES PAVAGES ULTRA	540 720,94 $
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	844 267,17 $
PAVAGES DES MOULINS INC.	606 309,17 $
4042077 CANADA INC. (AMÉNAGEMENT DE SOUSA)	590 000,00 $
CONSTRUCTION VIATEK INC.	820 427,11 $

L'appel d'offres public de la Direction de travaux publics a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 6 février 2018.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Direction des travaux publics, pour étude et rapport

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

au bâtiment
Québec

Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1)

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1858-2924-72

ÉMISE LE : 1991-11-06

Numéro de validation : 922966

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 5 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Pavages Ultra Inc.
378 BOUL SAINT-JEAN-BAPTISTE
Mercier QC
Canada J6R 2L2

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Daniel St-Arnaud

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité

Guibert Valois

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité, Gestion de la sécurité 1.4

2 répondant(s) autorisé(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.4 Routes et canalisation

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

2.2 Ouvrages de captage d'eau non forés
2.4 Systèmes d'assainissement autonome

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement

5 sous-catégorie(s) autorisée(s).

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES PAVAGES ULTRA INC.
378, BOUL. SAINT-JEAN-BAPTISTE
MERCIER (QUEBEC) J6R 2L2

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145817632

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 603180-HCBF-0439624
Date et heure de délivrance de l'attestation : 18 décembre 2017 à 11 h 42 min 43 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 mars 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 21 novembre 2017

LES PAVAGES ULTRA INC.
A/S MONSIEUR JACQUES ST-ARNAUD
378, BOUL SAINT-JEAN-BAPTISTE
MERCIER (QC) J6R 2L2

N° de décision : 2017-CPSM-1060948
N° de client : 3000206688

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES PAVAGES ULTRA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 mai 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Maryse Pineault, avocate
Directrice principale des opérations d'encadrement de la distribution

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : CDN-NDG-18-AOP-TP-018

Section A - Sommaire

Parution			Ouverture			À
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service du greffe 5160, Boul. Décarie, bureau Accès Montréal Montréal (Québec) H3X 2H9, avant 11 h 00
6	2	2018	22	2	2018	

Travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, sur les différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de voirie de ruelles dans l'arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce. **Resurfaçage de plusieurs ruelles**	
Montant total avant taxes :	470 294,36 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	23 514,72 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	46 911,86 $
Montant total :	**540 720,94 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145817632

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les Pavages Ultra Inc

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

378 Boul. St-Jean-Baptiste, Mercier (Qc) J6R 2L2

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 450-691-6828		
JACQUES ST-ARNAUD, VICE-PRÉSIDENT	Télécopieur : 450-691-0151		
	Courriel : info@pavagesultra.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	22	2	2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1187060001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Pavages Ultra Inc. le contrat au montant de 540 720,94 $, taxes incluses, pour les travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, pour différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et autoriser une dépense à cette fin de 590 720,94 $, incluant les taxes et les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-018.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Contrat ao public 18-AOP-TP-018.pdfAnalyse des soumissions GDD 1187060001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire recherchiste
Tél : 514 872-9492

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-18-AOP-DAI-018

No du GDD : 1187060001

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, sur les différentes ruelles de l'arrondissement

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 2 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 22 - 2 - 2018

Ouverture faite le : 22 - 2 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées :

% de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 6 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Pavages Ultra inc.	540 720,94 $	√	
4042077 Canada inc. (Aménagement De Sousa)	590 000,00 $		
Pavages des Moulins inc.	606 309,17 $		
Construction Viatek inc.	820 427,11 $		
Les entreprises Ventec inc.	844 267,17 $		

Information additionnelle

Le prix du contrat inclut des contingences de 10 %.
Avis de désistement : une seule firme a transmis l'avis de désistement, lequel mentionne qu'elle avait un trop gros volume de soumissions en cours et que le délai ne lui permettait donc pas de soumissionner.

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 26 - 2 - 2018

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-18-AOP-TP-018**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
LES PAVAGES ULTRA INC.	1145817632	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
4042077 CANADA INC. (AMÉNAGEMENT DE SOUSA	1160862596	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
PAVAGES DES MOULINS INC.	1162997721	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
CONSTRUCTION VIATEK INC.	1172284565	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1145668878	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	Échéance attestation fiscale : 28 février 2018*	Conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2018-02-22 et 2018-02-26**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-02-22 et 2018-02-26**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-02-22 et 2018-02-26**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.

* l'Attestation fiscale doit être valide au moment de l'adjudication du contrat. Aucun impact dans ce cas-ci puisqu'il ne s'agit pas du plus bas soumissionnaire conforme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1187060001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Pavages Ultra Inc. le contrat au montant de 540 720,94 $, taxes incluses, pour les travaux de réparation, planage et de revêtement bitumineux de chaussées, pour différentes ruelles de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et autoriser une dépense à cette fin de 590 720,94 $, incluant les taxes et les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-018.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1187060001 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-07

Marion ANGELY
Directrice par intérim

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1187060001

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses							
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Crédits autorisés (au dollar près)
Contrat	430 267,60 $	21 513,38 $	42 919,19 $	494 700,17 $	42 972,98 $	451 727,20 $	451 728,00 $
Contingences	40 026,76 $	2 001,34 $	3 992,67 $	46 020,77 $	3 997,68 $	42 023,10 $	42 024,00 $
Sous-total	**470 294,36 $**	**23 514,72 $**	**46 911,86 $**	**540 720,94 $**	**46 970,65 $**	**493 750,29 $**	**493 752,00 $**
Incidences	13 046,31 $	652,32 $	1 301,37 $	15 000,00 $	1 303,01 $	13 697,00 $	13 697,00 $
Frais de bureau conseil	17 395,09 $	869,75 $	1 735,16 $	20 000,00 $	1 737,33 $	18 262,67 $	18 263,00 $
Frais de services professionnels (laboratoire)	13 046,31 $	652,32 $	1 301,37 $	15 000,00 $	1 303,01 $	13 697,00 $	13 697,00 $
Total des dépenses	**513 782,07 $**	**25 689,11 $**	**51 249,76 $**	**590 720,94 $**	**51 313,99 $**	**539 406,95 $**	**539 409,00 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0,0%
CDN-NDG	- $	100,0%

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488

Service/Arrondissement : Arrondissement CDN - NDG

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Information budgétaire:

Provenance	**PTI 2017 Programme de réfection et de sécurisation des ruelles**
Projet	55734
Sous-projet	1755734 003
Projet Simon :	**164652**
Montant :	380 000,00 $

Provenance	**Report PTI 2016 Programme de remplacement de mobilier urbain**
Projet	57101
Sous-projet	1557101 002
Projet Simon :	**154224**
Montant :	17 000,00 $

Provenance	**Report PTI 2017 Programme de remplacement de mobilier urbain**
Projet	57101
Sous-projet	1757101 002
Projet Simon :	**164650**
Montant :	70 000,00 $

Provenance	**Report PTI 2017 - Réfection des puisards de rues**
Projet	55734
Sous-projet	1755734 002
Projet Simon :	**164651**
Montant :	22 409,00 $

Provenance	**Surplus affecté - mesures apaisement circulation**
objet:	31025
Montant :	50 000,00 $

Imputation	**PTI 2018**
Requérant:	59-00
Projet :	55734
Sous-projet :	1855734 004
Projet Simon :	**172569**
Montant :	539 409,00 $

	2018	2019	2020	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2018-2020	**540**	**0**	**0**	**0**	**540**
Prévision de la dépense					
Brut	**540**	**0**	**0**	**0**	**540**
BF	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autre	**50**	**0**	**0**	**0**	**50**
Sub-C	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**490**	**0**	**0**	**0**	**490**
Écart	**50**	**0**	**0**	**0**	**50**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : MARS Année : 2018 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2018/03/12 Nom d'écriture : 1180312uarca93 - Ruelles 2018 - Les Pavages Ultra Inc.. GDD 1187060001

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	50 000,00		GDD1187060001
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	172569	000000	17025	00000		50 000,00	GDD1187060001
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**50 000,00**	**50 000,00**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

SIMON
Système Intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : MARS Année : 2018 **MAR-18** Description de l'écriture : 1180312uarca93 - Ruelles 2018 - Les Pavages Ultra Inc.. GDD 1187060001

Virement de crédits demandé en vertu de :
- ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
- ◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD1187060001

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0615362	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		534 409,00	
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	172569	000000	17025	00000		50 000,00	Travaux + contingences
3	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	172569	000000	17025	00000	50 000,00		Travaux + contingences
4	6406	0615362	800250	03103	57201	000000	0000	172569	000000	17025	00000	18 263,00		Travaux + contingences
5	6406	0615362	800250	03103	54590	000000	0000	172569	012079	17025	00000	13 697,00		Incidences
6	6406	0615362	800250	03103	54301	000000	0000	172569	012079	17025	00000	539 409,00		Frais de bureau conseil
8	6406	0615362	800250	03103	54301	000000	0000	172569	012079	17025	00000	0,00		Frais de services professionnels (laboratoire)
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40														
Total de l'écriture :												**621 369,00**	**584 409,00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0615362	800250	03103	57201	000000	0000	172569	000000	17025	00000
2	6406	0615362	800250	03103	54590	000000	0000	172569	012079	17025	00000
3	6406	0615362	800250	03103	54301	000000	0000	172569	012079	17025	00000
4	6406	0615362	800250	03103	54301	000000	0000	172569	012079	17025	00000
5	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	172569	000000	17025	00000
6	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	172569	000000	17025	00000
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

à

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.0615362.800250.0310357201.000000.0000.172569.000000.17025.00000
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	6406.0614243.800250.01909.57201.000000.0000.102600.000000.98001.00000	0,00	534 409,00
2	6406.0614243.800250.03103.57401.000000.0000.161337.000000.32010.00000	0,00	0,00
3	.....	0,00	0,00
4	.....	0,00	0,00
5	.....	0,00	0,00
6	.....	0,00	0,00
7	.....	0,00	0,00
8	.....	0,00	0,00
9	.....	0,00	0,00
10	.....	0,00	0,00
11	.....	0,00	0,00
12	.....	0,00	0,00
13	.....	0,00	0,00
14	.....	0,00	0,00
15	.....	0,00	0,00
16	.....	0,00	0,00
17	.....	0,00	0,00
18	.....	0,00	0,00
19	.....	0,00	0,00
20	.....	0,00	0,00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0,00	0,00
2	.....	0,00	0,00
3	.....	0,00	0,00
4	.....	0,00	0,00
5	.....	0,00	0,00
6	.....	0,00	0,00
7	.....	0,00	0,00
8	.....	0,00	0,00
9	.....	0,00	0,00
10	.....	0,00	0,00
11	.....	0,00	0,00
12	.....	0,00	0,00
13	.....	0,00	0,00
14	.....	0,00	0,00
15	.....	0,00	0,00
16	.....	0,00	0,00
17	.....	0,00	0,00
18	.....	0,00	0,00
19	.....	0,00	0,00
20	.....	0,00	0,00
21	.....	0,00	0,00
22	.....	0,00	0,00

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1187413002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), le contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 63 727,19 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant - (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), le contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

D'autoriser une dépense à cette fin de 63 727,19 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-06 16:18

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187413002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), le contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 63 727,19 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant - (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la voirie et des parcs requiert les services de location d'une rétrocaveuse avec opérateur, pour un total approximatif de huit cent soixante (860) heures, pour la plantation d'arbres sur le domaine public et l'entretien des parcs de l'arrondissement. Dans le cadre du Plan d'action canopée de la Ville de Montréal, l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce devra procéder à la plantation de deux mille sept cent quarante (2740) arbres d'ici 2021. L'objectif de plantation pour l'année 2018 est de sept cent (700) arbres. L'arrondissement devra donc poursuivre ses efforts afin d'atteindre cet objectif.

La Division de la voirie et des parcs ne dispose pas de rétrocaveuse, elle fait donc appel à une location externe pour réaliser les objectifs de plantation. De plus, la location de cette rétrocaveuse est aussi nécessaire à l'extraction de certaines souches d'arbres qui ne peuvent être déchiquetées, à la manipulation des charges (mobilier urbain, matériaux en vrac, végétaux, palettes), au remplissage de véhicules lourds, à la pose de sable et de copeaux de bois dans les aires de jeux, à la réfection des terrains de baseball, ainsi qu'au déplacement du mobilier urbain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 170193 - 2 juin 2014 - Accorder à Émilien Jacques le contrat pour la location d'une rétrocaveuse d'environ 85 hp, avec opérateur, entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, aux prix et conditions de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 14-13370, et autoriser une dépense à cette fin de 40 800,00 $, plus les taxes, pour un total de 46 909,80 $ comprenant tous les frais accessoires le cas échéant (4 soumissionnaires).

CA15 170152 - 1 juin 2015 - D'accorder à Location Guay inc. (9154-6937 Québec inc.) le

contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien de paysagement, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, aux prix et conditions de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation numéro 15-14412.

CA16 170092 - 4 avril 2016 - D'accorder à Les Entreprises Doménick Sigouin inc. (9161-4396 Québec inc.) le contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, aux prix et conditions de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 16-15124 . D'autoriser une dépense à cette fin de 69 214,95 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant.

CA16 170253 - 6 septembre 2016 - Autoriser une dépense supplémentaire de 12 072,38 $ (taxes incluses) à Les Entreprises Doménick Sigouin (9161-4396 Québec inc.) pour le contrat de location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre de l'appel d'offres public 16-15124. D'autoriser une dépense à cette fin de 12 072,38 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant.

CA16 170331 - 5 décembre 2016 - D'autoriser la prolongation du contrat conclu avec Les Entreprises Doménick Sigouin inc. (9161-4396 Québec inc.) pour une période additionnelle de 8 mois aux mêmes termes et conditions, soit du 3 avril 2017 au 4 décembre 2017, pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs, conformément à l'appel d'offres public 16-15124. D'autoriser une dépense à cette fin de 69 214,95 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant.

DESCRIPTION

Un appel d'offres public a été lancé et deux (2) soumissionnaires ont déposé une offre. La liste des soumissionnaires invités est détaillée dans l'intervention de la Direction de l'approvisionnement.

9154-6937 Québec inc. Location Guay 63 727,19 $
Pépinière Jardin 2000 inc. 118 654,20 $

Le présent appel d'offres a pour objet la location d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires afin de permettre les travaux de plantation d'arbres et l'entretien des parcs. La durée du contrat de location est de huit (8) mois, pour un total approximatif de huit cent soixante (860) heures, dont une garantie de six cent soixante (660) heures minimales (précisions d'horaire et de dates fériées sont inscrites au devis).

JUSTIFICATION

La location d'une rétrocaveuse est nécessaire pour la réalisation des travaux de plantation d'arbres et l'entretien de divers parcs et espaces verts à travers l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis pour octroyer ce contrat représentent une dépense nette de ristourne de 58 191.42 $, soit une diminution de 7.9 % par rapport au contrat précédent octroyé en

2016 et prolongé en 2017. Cette diminution s'explique par une réduction du tarif horaire de location qui passe de 70.00 $/hr en 2016 et 2017 à 64.45 $/hr en 2018.

Afin d'atteindre l'objectif de planter 700 arbres en 2018, l'arrondissement aura besoin d'utiliser la rétrocaveuse pour 860 hr pendant les 28 semaines de durée du contrat.

Les crédits requis pour imputer la dépense de location sont disponibles à la Direction des Travaux Publics de l'Arrondissement, dans le Centre de responsabilité (CR) 300725 - CDN – Espaces Vert.

Calcul de la ristourne pour l'achat de biens et services		
		Année 2018
Soumission	**100%**	**55 427,00 $**
T.P.S	**5%**	**2 771,35 $**
T.V.Q	**9,975%**	**5 528,84 $**
Total Taxes incluses		**63 727,19 $**
Ristourne TPS	**100%**	**(2 771,35) $**
Ristourne TVQ	**50,00%**	**(2 764,42) $**
Déboursé Net		**58 191,42 $**

La dépense sera imputée selon les instructions comptables décrites dans la certification de fonds de la Direction des Services administratifs et du Greffe.

Les fonds sont réservés dans le système comptable de la Ville par la DA numéro 540832.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre du *Plan local de développement durable 2012-2015* , l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce s'engageait à améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts, ainsi qu'à améliorer les infrastructures vertes à Montréal en faisant passer la canopée de 20% à 25%, d'ici 2025, par rapport à 2007. La plantation d'arbres demeure essentielle à l'obtention de cet objectif et constitue un investissement à long terme pour notre environnement ainsi que notre qualité du milieu.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Le 13 mars 2018

Début des travaux : Le 1 mai 2018

Fin des travaux : Le 16 décembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à la politique municipale d'attribution de contrat par le processus d'appel d'offres public sur SEAO. Le contrat est octroyé au soumissionnaire ayant soumis le plus bas prix conforme. Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses aux instructions aux soumissionnaires ainsi que la Politique contractuelle de la Ville de Montréal. Ce même soumissionnaire ne figure pas sur la liste des soumissionnaires à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ), de même que sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Marc-André DESHAIES)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc-André DESHAIES, Service de l'approvisionnement
Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Hélène BROUSSEAU, 27 février 2018
Marc-André DESHAIES, 26 février 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-02-26
Frédérik GENDRON Agent technique en horticulture et arboriculture		Pierre P BOUTIN Directeur	
Tél :	514-872-9390	**Tél :**	514 872-5667
Télécop. :	514-872-1670	**Télécop. :**	514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187413002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), le contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 63 727,19 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant - (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

Appel d'offre 18-16477
Location d'une rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs 2018.

Formulaire de soumission 9154-6937 Québec inc. Location Guay



18-16477 9154-6937 Québec (Location Guay).pdf

Résultats:



18-16477 Tableau de vérification.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9390
Télécop. : 514-872-1670

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Numéro de cautionnement : 7610611-18-001
Numéro de l'Autorité des marchés financiers : 212534

La . INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE . . . . . (*nom de l'institution financière*), ayant un établissement dans la province de Québec situé au 2020 boul. Robert Bourassa, Bureau 100, Montréal (Qc) H3A 2A5 (*adresse complète de l'établissement*) ici représentée par . Léa Audet-Gluck, mandataire . . . . . (*nom et titre du représentant*), joignable au numéro (*numéro de téléphone au bureau*) 450-632-3552 poste 304 . . . . . pendant les heures normales de bureau, dûment autorisé(e), (ci-après appelée la *Caution*), après avoir pris connaissance de la soumission écrite devant être présentée à la VILLE DE MONTRÉAL, (ci-après appelée le *Donneur d'ordre)* au plus tard le 14 février 2018 et des documents d'appel d'offres s'y rapportant, par . 9154-6937 QUÉBEC INC. (LOCATION GUAY) . . . . . , (*nom du soumissionnaire),* ayant un établissement situé au . 235, Chemin de la Cité des Jeunes, Saint-Clet (Qc) J0P 1S0 . (*adresse complète de l'établissement*), ici représenté(e) par . . . . . BERTRAND GUAY . . . . . (*nom et titre du représentant*), dûment autorisé(e), (ci-après appelé le *Soumissionnaire*), pour l'appel d'offres n° 18-16477 se rapportant à . ***A-59 Location d'une(1) Rétrocaveuse avec opérateur (*description de l'objet de l'appel d'offres*) se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le Soumissionnaire ou en cas de refus ou de défaut du Soumissionnaire, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, à payer au Donneur d'ordre la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le Soumissionnaire et le montant du contrat que le Donneur d'ordre conclut avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à DEUX POUR CENT (2%) du montant total de la soumission incluant les taxes.

b) La Caution ne peut retirer son cautionnement pendant les CENT VINGT (120) jours qui suivent la date limite pour la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, ou à compter du jour où la soumission du Soumissionnaire est acceptée par le Donneur d'ordre et ce, jusqu'à ce que l'adjudicataire ait fourni, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres.

c) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

d) Le présent cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

Le Soumissionnaire intervient au présent cautionnement pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

***A59 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - 2018

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION ET LE SOUMISSIONNAIRE, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT À . . . Saint-Rémi (Qc) . . . , CE . 08E JOUR DE . . . . . février . . . . . 2018. .

Témoin

Témoin

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE
CAUTION

Par: Léa Audet-Gluck

Léa Audet-Gluck, mandataire

9154-6937 QUÉBEC INC. (LOCATION GUAY)
SOUMISSIONNAIRE

Par:

BERTRAND GUAY

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	18-16477
Titre de l'appel d'offres	A59 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - 2018
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	9154-6937 Québec INC. - location Guay INC.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1162923222
Adresse du soumissionnaire	235, chemin cité des Jeunes, St-Chet, Québec J0P 1S0

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le borderau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - 2018	55,427.00 $	2,771.35 $	5,528.84 $	63,727.19 $

14 FEV. 2018

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - DÉTAILLÉ

Numéro d'appel d'offres	18-16477
Titre de l'appel d'offres	A59 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - 2018
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le borderau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévision	Unité de mesure	Taux horaire	Montant total (Sans taxes)
		A		B	A x B
1	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs et espaces verts	860	Heures	64.45 $	55,427.00 $ *
				Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire	

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 18 mai 2017

9154-6937 QUÉBEC INC.
A/S MONSIEUR BERTRAND GUAY
235, CH DE LA CITÉ-DES-JEUNES
SAINT-CLET (QC) J0P 1S0

N° de décision : 2017-CPSM-1031241
N° de client : 3000315560

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LOCATION GUAY et TRANSPORT LB, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 9154-6937 QUÉBEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **5 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

CNESST

Le 31 janvier 2018

Direction régionale de Valleyfield
9, rue Nicholson
Salaberry-de-Valleyfield QC J6T 4M4
Tél. : 450 377-6210 ou 1 800 267-2550
Téléc. : 450 377-6297

Monsieur Bertrand Guay
91546937 Québec Inc
Location Guay
235, chemin de la Cité-des-Jeunes
Saint-Clet (Québec) J0P 1S0

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1162923222

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 31 janvier 2018, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le centre de conformité et
de vérification des employeurs

Montréal

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - SERVICES

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 18-16477

A59 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - 2018

(Services de nature technique)

Nom du Soumissionnaire

(_____)

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'appel d'offres no 18-16477.

PRÉSENTÉ PAR :

Numéro de fournisseur à la Ville de Montréal : 358299

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville de Montréal, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

Nom du soumissionnaire tel qu'indiqué au REQ : 9154-6937 Québec INC- location Guay INC.
Adresse : 235, chemin cité des Jeunes
Ville : Saint-Clet, Québec
Code postal : J0P 1S0
Téléphone : 450-456-3314
Télécopieur : 450-456-3452
Site internet : locationguay.com
Numéro d'entreprise (NEQ) : 1169293222
TPS/TVH : 84116 7745 RT 0001
TVQ : 1209035131 TQ 0001

STATUT JURIDIQUE

☐ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☐ **Société en participation (Coentreprise ou regroupement)** (Joindre obligatoirement la liste des membres)		
☑ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☐ **Régime provincial**	☐ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) :

Nom du représentant : Bertrand Guay
Titre : Président
Courriel : locationguay@Hotmail.com
Téléphone : 450-456-3314
Télécopieur : 450-456-3452

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Services recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appels d'Offres, le cas échéant.

2.03 Option de renouvellement

Advenant la décision du DONNEUR D'ORDRE de se prévaloir de l'option de renouvellement du Contrat, le SOUMISSIONNAIRE confirme que les prix et les modalités appliqués sont ceux prévus au Contrat.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint la garantie de soumission suivante :

☐ Chèque certifié
☐ Mandat-poste
☐ Traite bancaire
☑ Cautionnement de soumission (Annexe 4.01 A)
☐ Lettre de garantie irrévocable (Annexe 4.01 B)

4.02 Garantie d'exécution

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution conformément aux exigences des Documents d'Appel d'Offres.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix;

b) l'autorisation de contracter de l'AMF;

c) la garantie de soumission;

d) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

e) la liste des liens d'affaires;

f) la preuve d'inscription à la CNESST;

g) la fiche détaillée des caractéristiques (unit specification orders) de chacun des véhicules proposés

h) la description de l'appareil et des équipements de sécurité (formulaire à remplir à l'annexe prévue à cet effet)

i) un duplicata ou une photocopie du certificat d'immatriculation en vigueur émis par la Société de l'assurance automobile du Québec pour chaque appareil soumissionné

j) une copie du contrat de location/achat si l'appareil proposé est une location/achat

k) la description de deux (2) contrats similaires réalisés au cours des deux (2) dernières années

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requis par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION POUR FIN DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À Saint-Chet, CE 14E JOUR DE Février 20 18

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

Bertrand Guay
(Nom en lettres moulées)

Président
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

ANNEXE 7.00 - LIENS D'AFFAIRES

Le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer ci-dessous ses liens d'affaires avec toute Personne qui a aidé ou appuyé le DONNEUR D'ORDRE de quelque manière que ce soit dans l'élaboration du présent Appel d'Offres ou dans la préparation des Documents d'Appel d'Offres.

N°	Nom	Organisation	Lien(s) d'affaires	Indiquez le(s) lien(s) d'affaires
1			☐ Oui ☑ Non	
2			☐ Oui ☑ Non	
3			☐ Oui ☑ Non	

En déposant sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE affirme solennellement que les renseignements indiqués ci-haut sont exacts.

Bertrand Guay

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

(*signature de la personne autorisée*)

ANNEXE 7.00 - ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(*indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)*

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda

Bertrand Guay

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

(*signature de la personne autorisée*)

ANNEXE 7.00

La description de deux (2) contrats similaires réalisés au cours des deux (2) dernières années

Citer deux (2) contrats similaires réalisés par votre firme au cours des deux (2) dernières années.

Précisez-leur envergure, valeur, type ainsi que les coordonnées des donneurs d'ouvrage.

1: A-53 location de deux (2) Rétrocaveuses avec opérateurs pour des travaux de plantation d'arbres, de voirie ou autre - 12 mois - Appel d'offres 16-15139 Article 1 Ville de Montréal, #22,994.28 (Montant avant taxes)

2: Ville de MTL - 17-15738 article 8 #48,580.00 (Montant avant taxes) Plantation d'arbres - Fin de semaine - location d'une (1) Rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour 2017

ANNEXE 7.00

La description de l'appareil et des équipements de sécurité

DESCRIPTION DE L'APPAREIL	
Le Soumissionnaire doit livrer avec sa soumission la documentation technique de la rétrocaveuse	✓
L'appareil proposé et ses équipements doivent être des modèles de 2005 ou plus récents et être monté à faire fonctionner tous les accessoires, de type John Deere 410 ou autre.	Marque : John Deere Modèle : 410L Année de fabrication : 2016
Puissance minimale de 85 hp	113 hp@ 2244 tr/min
L'adjudicataire doit livrer à chaque appel un appareil prêt à fonctionner avec opérateur, efficace et conforme aux normes, le réservoir de carburant devra être plein (autonomie de dix heures)	✓
Pelle	✓
Recommandation de godet de 24, 30, 32 pouces	24
Dispositif d'attache rapide pour les accessoires Un anneau de levage installé au point d'articulation de l'attache rapide	✓
Dents de dérochage (ripper tooth)	✓

ANNEXE 7.00

La description de l'appareil et des équipements de sécurité

ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ	
Avertisseur sonore de marche arrière	✓
Éclairage de marche arrière	✓
Gyrophare lumineux orange rotatif sur le toit de la cabine	✓
Phares de route	✓
Système d'éclairage directionnel	✓
Klaxon	✓

[intact] ASSURANCE

Lettre de Consentement

N^{O} du cautionnement : **76101611-18-001**

ATTENDU QUE : **9154-6937 QUÉBEC INC. (LOCATION GUAY)** ci-après appelé le Débiteur Principal

a présenté une soumission par écrit à ***VILLE DE MONTRÉAL*** ci-après appelé le Bénéficiaire

en date du _____

relativement à : **A59 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce – 2018 – APPEL D'OFFRES 18-16477.**

Nous, **INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE** une société incorporée en vertu des lois du Canada, dûment autorisée à se rendre Caution dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada à titre de Caution, nous nous engageons à accorder au Débiteur Principal le(s) cautionnement(s) suivant(s) si le Débiteur Principal conclut un contrat en bonne et due forme avec le Bénéficiaire.

1. Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à **5%** du prix du contrat sous réserve d'un montant maximum de **N/A (N/A)** dollars

2. Cautionnement des obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services pour un montant équivalent à **N/A** du prix du contrat sous réserve d'un montant maximum de **N/A (N/A)** dollars

La présente lettre de consentement est sans effet, à moins que la demande pour le(s) cautionnement(s) ne nous soit faite par écrit dans les **CENT VINGT (120)** jours qui suivent la date de clôture de l'appel des soumissions.

POUR LA PROVINCE DE QUÉBEC SEULEMENT :

Il est une condition de la présente lettre d'engagement que, en vertu notamment de l'article 2345 du Code civil du Québec, sur demande de la Caution et ce avant l'émission du (des) cautionnement(s) ci-haut mentionné(s), le Bénéficiaire de la présente lettre fournisse à la Caution une liste des soumissionnaires et le montant de leur soumission.

À **Saint-Rémi (Qc)** le **08e** jour de **février 2018**

La Caution
INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

Léa Audet-Gluck, mandataire
Représentant dûment autorisé

7088 cons fra (01-01)

ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

Numéro de cautionnement : .....
Numéro de l'Autorité des marchés financiers : .....

a) La ..... (*nom de l'institution financière*), ayant un établissement dans la province de Québec situé au ..... (*adresse complète de l'établissement*), ici représentée par ..... (*nom et titre du représentant*), joignable au numéro (*numéro de téléphone au bureau*) ..... pendant les heures normales de bureau, dûment autorisé(e), (ci-après appelée la *Caution*), après avoir pris connaissance de la soumission et du contrat intervenu entre la VILLE DE MONTRÉAL (ci-après appelée le *Donneur d'ordre*) et ..... (*nom de l'adjudicataire*), ayant un établissement situé au ..... (*adresse complète de l'établissement*), ici représenté(e) par ..... (*nom et titre du représentant*), dûment autorisé(e), (ci-après appelé l'*Adjudicataire*), pour ..... (*description de l'objet du contrat*), lequel contrat a été adjugé par le Donneur d'ordre à l'Adjudicataire suite à sa soumission présentée le ..... e jour du mois de ..... 20. . ., s'oblige solidairement avec l'Adjudicataire envers le Donneur d'ordre à exécuter le contrat, la Caution ne pouvant toutefois être appelée à payer plus de CINQ POUR CENT (5%) du montant total de la Soumission incluant les taxes.

b) La Caution consent à ce que le Donneur d'ordre et l'Adjudicataire puissent en tout temps faire des modifications au contrat et à ce que le Donneur d'ordre accorde tout délai nécessaire à l'exécution du contrat.

c) L'Adjudicataire est le seul responsable d'aviser la Caution des changements au contrat comportant une variation de plus de dix pour cent (10%) du prix initial. Le défaut de donner cet avis n'affecte toutefois pas la validité du présent cautionnement.

d) En cas d'inexécution du contrat par l'Adjudicataire, la Caution doit, dans les quinze (15) jours suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant du Donneur d'ordre, entreprendre et poursuivre avec diligence l'exécution du contrat, à défaut de quoi le Donneur d'ordre peut faire compléter l'exécution du contrat aux frais de la Caution et de l'Adjudicataire.

e) Le présent cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

f) L'Adjudicataire intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION ET L'ADJUDICATAIRE PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LE PRÉSENT DOCUMENT À ....., CE ...E JOUR DE ..... 20... .

CAUTION

_____ Par: _____

Témoin .....

ADJUDICATAIRE

Par: _____

_____

Témoin .....

LAREAU
COURTIERS D'ASSURANCES

AVANT / PENDANT / APRÈS

CERTIFICAT D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ

Le 18 septembre 2017
L'assureur atteste à qui de droit que les assurances ci-dessous sont en vigueur à ce jour.

Assuré	LOCATION GUAY ET 9154-6937 QUEBEC INC.
Adresse	235, CHEMIN DE LA CITE DES JEUNES, SAINT-CLET, QC, J0P 1S0
Activités assurées	LOCATION DE MACHINERIE AVEC OPÉRATEURS ET PAVAGE DE ROUTE

LA PRÉSENTE ATTESTATION N'EST ÉMISE QU'À TITRE D'INFORMATION ET NE CONFÈRE AUCUN DROIT À SON TITULAIRE.
ELLE N'ÉTEND NI NE MODIFIE AUCUNEMENT LA GARANTIE ACCORDÉE PAR LES CONTRATS CI-DESSOUS.

Les contrats d'assurance énumérés ci-dessous ont été émis à l'assuré désigné pour la durée du contrat indiquée. Les assurances sont régies par les contrats ou autres documents auxquels la présente attestation se rattache ou par suite desquels elle a été établie. Les montants globaux indiqués peuvent avoir été réduits en raison du règlement de réclamations.

Assuré sup.	Nature de l'assurance	Compagnie d'assurance	Numéro de police	Date effective (jj mois aaaa)	Montants de garantie	
☐	**Responsabilité civile des entreprises** ☒ Survenance des dommages ☐ Date des réclamations ☐ Montant global général applicable par : ☐police ☐projet ☐situation	La Souveraine	LAR-S0V-111	21 septembre 2017 au 21 septembre 2018	Par sinistre	2, 000,000 $
					Préjudice personnel	2, 000,000 $
					Global pour le risque produits / après travaux	2, 000,000 $
					Global général	N/A
					Frais médicaux (par personne)	2,500 $
					Responsabilité locative (par situation)	100,000 $
					RC des non-propriétaires	2, 000,000 $
☐	**Responsabilité civile automobile** ☐ Tous les véhicules de l'assuré ☐ Véhicules désignés ☐				Montant combiné (par accident)	$
☐	**Responsabilité civile des garagistes** ☐ Tous les véhicules ☐				Automobile (par accident)	$
					Par accident	$
☐	**Responsabilité civile excédentaire / Umbrella** ☒ Survenance des dommages ☐ Date des réclamations ☐	La Souveraine	LAR-S0V-111	21 septembre 2017 au 21 septembre 2018	Par sinistre	8, 000, 000 $
					Global	8, 000, 000 $
Divers	☐					$
	☐					$
	☐					$

Nature des activités, situations ou véhicules, exclusions ajoutées par avenant et dispositions spéciales

Titulaire de l'attestation et adresse	À QUI DE DROIT
Résiliation	L'assureur s'efforcera de donner au titulaire ci-dessus, un préavis écrit de XX jours de la résiliation de toute assurance indiquée ci-dessus, mais son défaut de ce faire ne saurait engager sa responsabilité ni celle de ses agents ou représentants.
Agent habilité	

Insertion automatique
(Plateau 3)

Insertion manuelle
(Plateau 1)

Société de l'assurance automobile Québec

Certificat d'immatriculation
(Point de service)

STK 1658

PLIER AVANT DE DÉTACHER

Société de l'assurance automobile Québec

N° DE PLAQUE : FLD9557-4

N° DE DOSSIER : 62923222

N° DE CTO :

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE DOSSIER : 46307435

DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR) : 2017 02 06

EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR) : 2018 03 31

N° DE CERTIFICAT : SR4196XN3

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ :
JOHN DEERE FINANCIAL INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME :
9154-6937 QUEBEC INC.

Québec

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
DEERE	410L	2016		8350	

CATÉGORIE D'USAGE : V0-SQ-SP-AUTRE F-D2

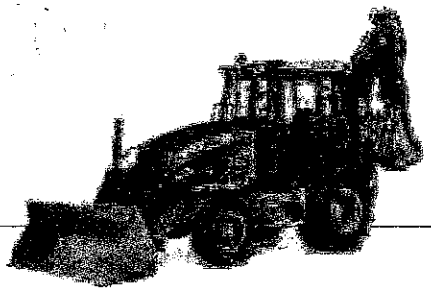
N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE : 1T0410LXKGD297344

N° D'UNITÉ : 1658

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2010-07)



SPÉCIFICATIONS 410L

Moteur	410L
Fabricant et modèle	John Deere PowerTech™ Plus 4045HT083 à turbocompresseur
Normes antipollution hors route	Niveau 4 final EPA/Phase IV UE
Cylindrée	4,5 L (276 po³)
Puissance nette maximum (ISO 9249)	84 kW (113 HP) à 2244 tr/mn
Couple net maximum (ISO 9249)	447 Nm (330 pi-lb) à 1400 tr/mn
Élévation nette de coupie	23 %
Lubrification	Système pressurisé avec filtre vissé et refroidisseur
Épurateur d'air	Système sec à deux étages avec élément de sécurité et évacuateur
Refroidissement	
Type de ventilateur	Type aspirant à taux variable à commande électronique
Liquide de refroidissement	–40 degrés C (–40 degrés F)
Refroidisseur d'huile à moteur	Huile/air
Groupe motopropulseur	
Transmission	PowerShift™ entièrement automatique à 5 rapports à engrenages hélicoïdaux avec inverseur hydraulique standard ; débrayage électrique sur levier de chargeuse ; transmission AutoShift en option
Convertisseur de couple	Un étage, deux phases avec rapport de calage de 2,63:1, 280 mm (11 po)

Vitesse maximale de déplacement avec moteur standard, mesurée avec pneus arrière 21L-24	*Avant*	*Arrière*
1er rapport	5,7 km/h (3,5 mi/h)	7,2 km/h (4,5 mi/h)
2e rapport	10,5 km/h (6,5 mi/h)	13,2 km/h (8,2 mi/h)
3e rapport	21,4 km/h (13,3 mi/h)	21,1 km/h (13,1 mi/h)
4e rapport	35,9 km/h (22,3 mi/h)	—
5e rapport	40,0 km/h (24,9 mi/h)	—

Essieux			
Oscillation de l'essieu avant de butée à butée	22 degrés		
Capacité des essieux	*Avant non mécanique*	*Pont avant mécanique (P.A.M.)*	*Arrière*
SAE J43	6500 kg (14 330 lb)	6000 kg (13 228 lb)	7500 kg (16 535 lb)
Dynamique	8500 kg (18 739 lb)	8500 kg (18 739 lb)	10 000 kg (22 046 lb)
Statique	22 500 kg (49 604 lb)	23 500 kg (51 809 lb)	26 000 kg (57 320 lb)
Ultime	35 000 kg (77 162 lb)	37 000 kg (81 571 lb)	39 500 kg (87 083 lb)

Différentiels		
Pont avant mécanique (P.A.M.)	Automatique, régulation de traction à glissement limité	
Pont arrière	Électrique actionné par pédale, verrouillage hydraulique à 100 %	
Direction (ISO 5010)	Servodirection hydrostatique et direction d'urgence	
Essieu	*Avant non mécanique*	*P.A.M.*
Rayon de braquage		
Avec freinage	3,59 m (11 pi 9 po)	3,67 m (12 pi 0 po)
Sans freinage	4,21 m (13 pi 10 po)	4,35 m (14 pi 3 po)
Cercle de dégagement du godet		
Avec freinage	10,31 m (33 pi 10 po)	10,40 m (34 pi 1 po)
Sans freinage	11,22 m (36 pi 10 po)	11,41 m (37 pi 5 po)
Tours de volant (butée à butée, débit amplifié)	3,1 à 4,3	2,6 à 3,6
Pont avant mécanique (P.A.M.)	Planétaires externes pour service dur à répartition de charges sur 3 roues dentées	
Pont arrière	Planétaires externes pour service dur à répartition de charges sur 4 roues dentées	
Freins (ISO 3450)		
Service	Servofreins à disque hydraulique en bain d'huile, montage interne, autorégleurs et autocorrecteurs	
Stationnement	Disques multiples en bain d'huile, engagement par ressort/dégagement hydraulique / indépendant des freins de service à interrupteur électrique	

SPÉCIFICATIONS 410L



Système hydraulique	410L
Pompe principale	Pompe à piston axial à détection de charge et compensation de pression (PCLS)
Débit de la pompe à 2200 tr/mn, rétrocaveuse et chargeuse	159 L/mn (42 gal./mn)
Décompression du système, rétrocaveuse et chargeuse	24 993 kPa (3625 lb/po²)
Rétrocaveuse (mode de levage)	27 579 kPa (4000 lb/po²)
Commandes	
Rétrocaveuse	Deux leviers manuels standard ; commandes pilotes avec sélecteur de motif et fonctions auxiliaires en option ; kits posés hors usine disponibles pour options additionnelles de contrôle mécanique
Chargeuse	Un seul levier avec interrupteur de débrayage électrique, P.A.M. momentané, sélection rapide de transmission, et commande de chargeuse auxiliaire électrohydraulique (EH) en option
Système électrique	
Voltage	12 volts
Capacité de l'alternateur	150 ampères avec cabine ; 120 ampères avec pavillon et cabine partielle
Phases	10 halogènes : 4 avant, 4 arrière et 2 latéraux (32 500 cd chacun) ; indicateurs de direction et clignotants : 2 avant et 2 arrière ; feux de freinage et feux rouges arrière ; et 2 réflecteurs arrière ; kits de phares DEL disponibles hors usine avec projecteurs larges et étroits
Poste de conduite	
Type (SAE J1040)	Pavillon sur supports élastiques, ROPS/FOPS, accès à gauche/droite, avec toit moulé ; cabine partielle en option (pare-brise frontal seulement) et cabine complètement fermée

Pneus/roues	*Avant*	*Arrière*
Essieu avant non mécanique	12,5/80-18 F3 (12)	21L-24 R-4 (12)
Avec P.A.M.	12,5/80-18 R4 (10)	21L-24 R-4 (12)
	12,5/80-18 I3 (12)	21L-24 R-4 (12)
	340/80R18 XMCL	500/70R24 XMCL
	340/80R18 580	500/70R24 580

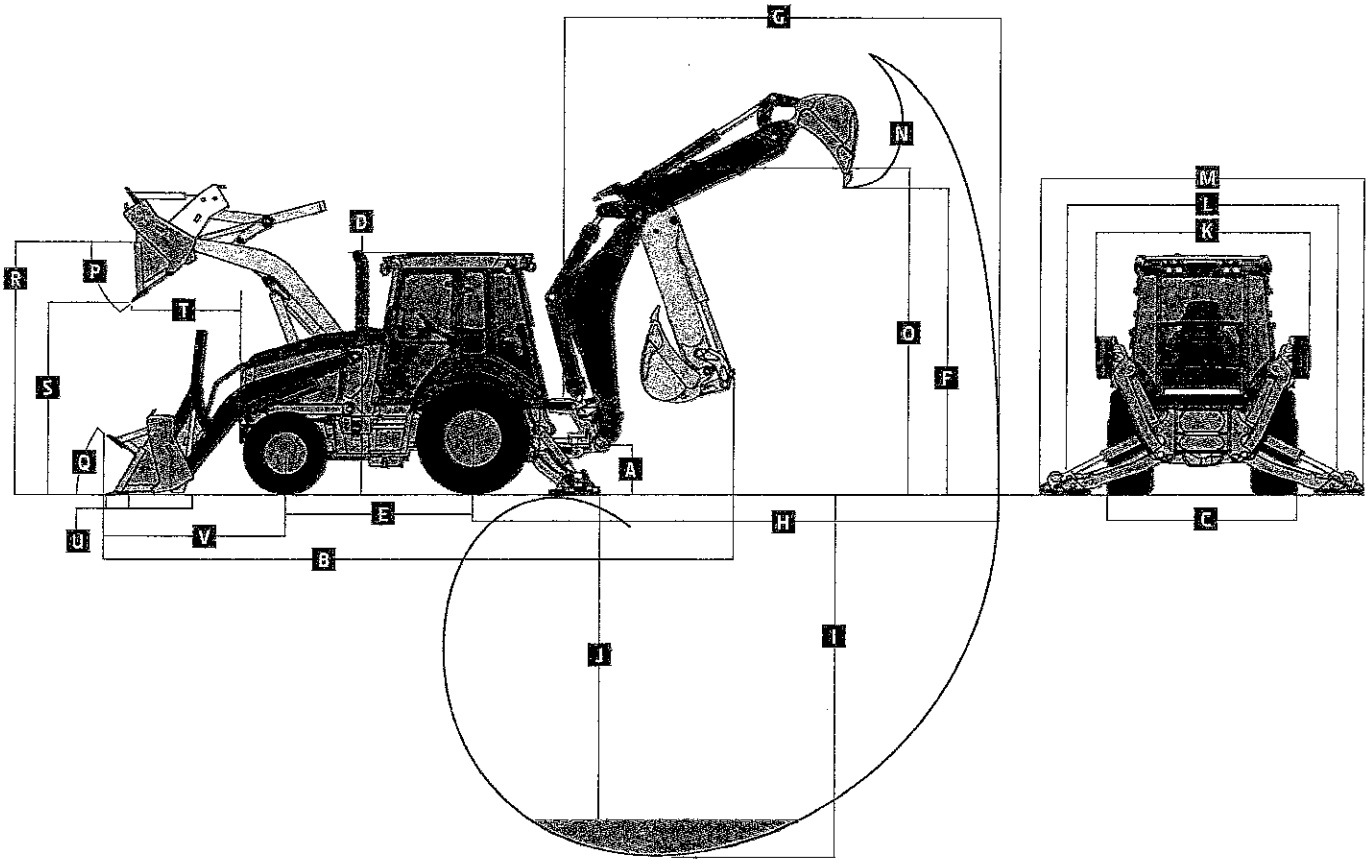
Données de service	
Capacités de remplissage	
Système de refroidissement	35 L (37 ptes)
Pont arrière	18 L (19 ptes)
Huile à moteur (incluant filtre vertical vissé)	13 L (13,7 ptes)
Convertisseur de couple et transmission	15,1 L (16 ptes)
Réservoir de carburant (remplissage à hauteur d'homme)	140,1 L (37 gal.)
Liquide d'échappement diesel (DEF)	16,3 L (4,3 gal.)
Système hydraulique	126,8 L (33,5 gal.)
Réservoir hydraulique	45 L (11,9 gal.)
Carter du pont avant mécanique	
Essieu	6,5 L (6,9 ptes)
Planétaire (chacun)	0,9 L (1 pte)
Huile hydraulique Hydrau™ XR	En option

Masses en opération	
Avec plein réservoir de carburant, opérateur de 79 kg (175 lb), équipement standard et contrepoids de 340 kg (750 lb)	8068 kg (17 786 lb)
Typique avec cabine, balancier extensible et contrepoids de 567 kg (1250 lb)	8828 kg (19 463 lb)
Composants optionnels (différence de poids entre l'équipement de base et l'équipement optionnel)	
Cabine	263 kg (580 lb)
P.A.M. avec pneus	110 kg (242 lb)
Balancier extensible	271 kg (597 lb)
Coupleur de chargeuse frontale	257 kg (566 lb)
Coupleur de godet de la rétrocaveuse	64 kg (141 lb)

410L

Dimensions hors tout

		410L
A	Garde au sol minimum	334 mm (13 po)
B	Longueur hors tout, transport	7,43 m (24 pi 5 po)
C	Largeur sur pneus	2,18 m (7 pi 2 po)
D	Hauteur au sommet de la structure ROPS/cabine	2,87 m (9 pi 5 po)
E	Longueur entre essieux	
	Essieu avant non mécanique	2,16 m (7 pi 1 po)
	Pont avant mécanique (P.A.M.)	2,19 m (7 pi 2 po)



Dimensions et performance de la rétrocaveuse

Spécifications de la rétrocaveuse avec godet de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; spécifications du balancier extensible avec flèche à angle de 60 degrés

Gamme de godets	305–762 mm (12–30 po)	
Force de creusage		
Vérin de godet	69,9 kN (15 723 lb)	
Mode de levage	77,2 kN (17 350 lb)	
Vérin d'articulation	44,1 kN (9907 lb)	
Mode de levage	48,6 kN (10 932 lb)	
Arc de rotation	180 degrés	
Commandes de l'opérateur	2 leviers	

		Avec rétrocaveuse standard	*Avec balancier extensible en option* *Rentré*	*Sorti*
F	Hauteur de chargement (position de chargement de camion)	3,98 m (13 pi 1 po)	4,02 m (13 pi 2 po)	4,73 m (15 pi 6 po)
G	Portée depuis le centre du pivot	6,02 m (19 pi 9 po)	6,02 m (19 pi 9 po)	7,14 m (23 pi 5 po)
H	Portée depuis le centre de l'essieu arrière	7,14 m (23 pi 5 po)	7,14 m (23 pi 5 po)	8,26 m (27 pi 1 po)
I	Profondeur de creusage (SAE maximum)	4,83 m (15 pi 10 po)	4,83 m (15 pi 10 po)	5,99 m (19 pi 8 po)
J	Profondeur de creusage (SAE)			
	À fond plat à 610 mm (2 pi)	4,78 m (15 pi 8 po)	4,78 m (15 pi 8 po)	5,96 m (19 pi 7 po)
	À fond plat à 2440 mm (8 pi)	4,47 m (14 pi 8 po)	4,47 m (14 pi 8 po)	5,73 m (18 pi 9 po)
K	Largeur aux stabilisateurs, transport	2,30 m (7 pi 7 po)	2,30 m (7 pi 7 po)	2,30 m (7 pi 7 po)
L	Écartement des stabilisateurs, en opération	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)
M	Largeur hors tout des stabilisateurs, en opération	4,03 m (13 pi 3 po)	4,03 m (13 pi 3 po)	4,03 m (13 pi 3 po)
N	Rotation du godet	190 degrés	190 degrés	190 degrés
O	Hauteur de transport	3,93 m (12 pi 11 po)	3,93 m (12 pi 11 po)	3,93 m (12 pi 11 po)

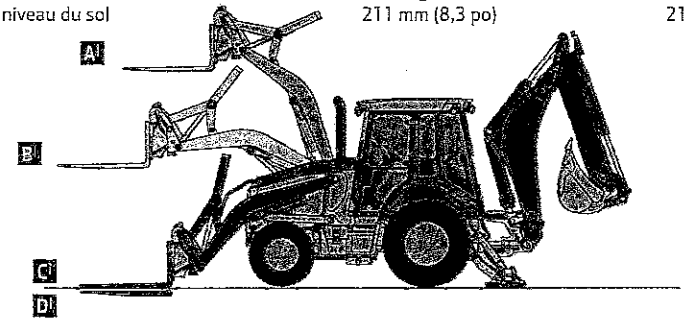
410L

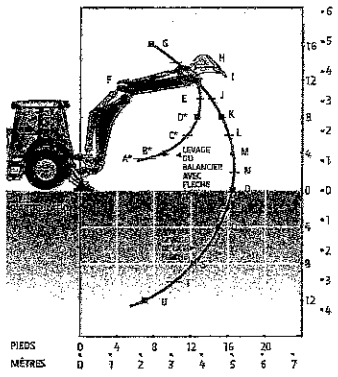
Dimensions et performance de la chargeuse — 410L

P	Angle de déversement du godet (maximum)	45 degrés		
Q	Angle de renversement au niveau du sol	40 degrés		
		Service dur	*Service dur*	*Usage multiple*
	Capacité du godet	1,00 m³ (1,31 vg³)	1,15 m³ (1,50 vg³)	1,00 m³ (1,31 vg³)
	Largeur	2346 mm (92 po)	2394 mm (94 po)	2346 mm (92 po)
	Poids	521 kg (1148 lb)	548 kg (1208 lb)	863 kg (1902 lb)
	Force d'arrachement	47,3 kN (10 634 lb)	46,0 kN (10 351 lb)	43,6 kN (9813 lb)
	Capacité de levage à hauteur maximale	3243 kg (7149 lb)	3134 kg (6909 lb)	2761 kg (6087 lb)
R	Hauteur à la goupille d'articulation du godet (maximum)	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)
S	Dégagement au déversement (godet à 45 degrés)	2,68 m (8 pi 10 po)	2,64 m (8 pi 8 po)	2,65 m (8 pi 8 po)
T	Portée à pleine hauteur (godet à 45 degrés)	750 mm (29,5 po)	792 mm (31,2 po)	792 mm (31,2 po)
U	Profondeur de creusage sous le niveau du sol (godet à niveau)	157 mm (6,2 po)	157 mm (6,2 po)	153 mm (6,0 po)
V	Longueur de la ligne centrale de l'essieu avant au bord de coupe du godet	2,04 m (6 pi 8 po)	2,10 m (6 pi 11 po)	2,09 m (6 pi 10 po)

Capacité de levage avec coupleur rapide/fourche

Capacité hydraulique	*Fourchons de 1219 mm (48 po)*	*Fourchons de 1524 mm (60 po)*
A[1]	Hauteur maximum	2031 kg (4478 lb)	1880 kg (4145 lb)
B[1]	Portée maximum	3177 kg (7005 lb)	3002 kg (6618 lb)
C[1]	Au niveau du sol	4208 kg (9278 lb)	3613 kg (7966 lb)
D[1]	Sous le niveau du sol	211 mm (8,3 po)	211 mm (8,3 po)





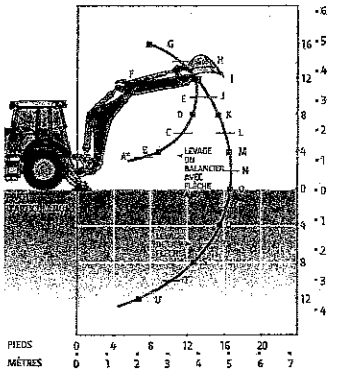
Avec balancier standard

Capacité de levage avec godet

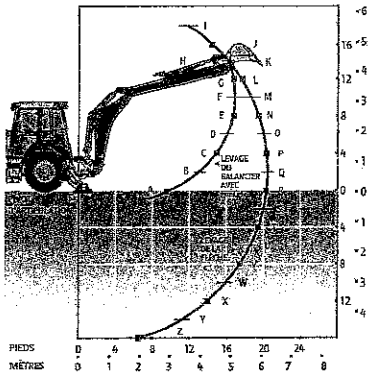
Calculée avec godet de 610 mm x 021 m³ (24 po x 75 pi³) ; le godet influe sur la capacité totale de levage

	Avec balancier standard		*Avec balancier extensible de 1,21 m (4 pi 0 po) rentré*		*Avec balancier extensible de 1,21 m (4 pi 0 po) sorti*	
	Levage standard	*Mode de levage*	*Levage standard*	*Mode de levage*	*Levage standard*	*Mode de levage*
A	6359 kg (14 020 lb)*	6359 kg (14 020 lb)*	6513 kg (14 359 lb)*	6513 kg (14 359 lb)*	4181 kg (9217 lb)	4554 kg (10 041 lb)
B	4893 kg (10 788 lb)*	4893 kg (10 788 lb)*	4985 kg (10 990 lb)	4985 kg (10 990 lb)	2548 kg (5618 lb)	2855 kg (6294 lb)
C	3627 kg (7996 lb)*	3627 kg (7996 lb)*	3587 kg (7908 lb)	3587 kg (7908 lb)	2193 kg (4836 lb)	2461 kg (5426 lb)
D	3268 kg (7204 lb)*	3268 kg (7204 lb)*	3200 kg (7055 lb)	3200 kg (7055 lb)	2010 kg (4432 lb)	2258 kg (4978 lb)
E	3087 kg (6805 lb)	3168 kg (6984 lb)*	2979 kg (6568 lb)	3093 kg (6820 lb)	1879 kg (4142 lb)	2112 kg (4657 lb)
F	2717 kg (5990 lb)	3029 kg (6678 lb)	2608 kg (5750 lb)	2920 kg (6438 lb)	1755 kg (3870 lb)	1975 kg (4355 lb)
G	1341 kg (2957 lb)	1511 kg (3330 lb)	1202 kg (2649 lb)	1371 kg (3023 lb)	1608 kg (3545 lb)	1812 kg (3995 lb)
H	1718 kg (3788 lb)	1938 kg (4272 lb)	1560 kg (3438 lb)	1779 kg (3923 lb)	1397 kg (3080 lb)	1579 kg (3480 lb)
I	1813 kg (3996 lb)	2047 kg (4513 lb)	1646 kg (3629 lb)	1880 kg (4146 lb)	828 kg (1825 lb)	956 kg (2109 lb)
J	1834 kg (4043 lb)	2073 kg (4571 lb)	1662 kg (3665 lb)	1902 kg (4193 lb)	1041 kg (2295 lb)	1198 kg (2642 lb)
K	1826 kg (4026 lb)	2067 kg (4557 lb)	1651 kg (3639 lb)	1892 kg (4171 lb)	1139 kg (2511 lb)	1311 kg (2889 lb)
L	1805 kg (3980 lb)	2046 kg (4511 lb)	1627 kg (3587 lb)	1868 kg (4118 lb)	1189 kg (2621 lb)	1368 kg (3017 lb)
M	1779 kg (3923 lb)	2019 kg (4452 lb)	1598 kg (3523 lb)	1838 kg (4052 lb)	1214 kg (2676 lb)	1398 kg (3083 lb)
N	1752 kg (3863 lb)	1991 kg (4389 lb)	1568 kg (3457 lb)	1807 kg (3983 lb)	1225 kg (2700 lb)	1412 kg (3114 lb)
O	1726 kg (3805 lb)	1964 kg (4329 lb)	1539 kg (3394 lb)	1777 kg (3917 lb)	1227 kg (2706 lb)	1417 kg (3124 lb)
P	1704 kg (3756 lb)	1941 kg (4278 lb)	1514 kg (3338 lb)	1751 kg (3860 lb)	1225 kg (2701 lb)	1416 kg (3123 lb)
Q	1687 kg (3720 lb)	1924 kg (4242 lb)	1494 kg (3294 lb)	1731 kg (3817 lb)	1221 kg (2691 lb)	1413 kg (3115 lb)
R	1681 kg (3706 lb)	1920 kg (4232 lb)	1484 kg (3271 lb)	1723 kg (3798 lb)	1216 kg (2680 lb)	1409 kg (3106 lb)
S	1693 kg (3733 lb)	1937 kg (4270 lb)	1491 kg (3287 lb)	1734 kg (3824 lb)	1211 kg (2670 lb)	1406 kg (3099 lb)
T	1751 kg (3859 lb)	2005 kg (4421 lb)	1539 kg (3393 lb)	1794 kg (3955 lb)	1209 kg (2666 lb)	1405 kg (3098 lb)
U	2020 kg (4454 lb)	2319 kg (5112 lb)	1783 kg (3930 lb)	2081 kg (4588 lb)	1211 kg (2671 lb)	1410 kg (3108 lb)
V	—	—	—	—	1221 kg (2692 lb)	1423 kg (3136 lb)
W	—	—	—	—	1243 kg (2740 lb)	1450 kg (3196 lb)
X	—	—	—	—	1290 kg (2844 lb)	1506 kg (3321 lb)
Y	—	—	—	—	1404 kg (3094 lb)	1640 kg (3615 lb)
Z	—	—	—	—	1933 kg (4261 lb)	2253 kg (4967 lb)

**Indique que la capacité est limitée par la stabilité. Les capacités de levage sont exprimées sur le bout avec stabilisateurs abaissés sol et pneus tangents avec le sol.*



Avec balancier extensible, rentré



Avec balancier extensible, sorti

Équipement additionnel

Légende : ● Standard ▲ Spécial ou optionnel Voyez le concessionnaire John Deere pour de plus amples renseignements.

310L EP	310L	310SL	310SL HL	315SL	410L	Moteur*
●	●	●	●	●	●	Réservoir de récupération de liquide de refroidissement avec indicateur de niveau bas
●	●	●	●		●	Système de refroidissement monté à charnières
●	●	●	●	●	●	Courroie serpentine à tendeur automatique
●						Ventilateur de refroidissement de type aspirant
▲				▲		Ventilateur de refroidissement visqueux à taux variable
	●	●	●	●	●	Ventilateur de refroidissement de type aspirant, taux variable, commande électronique
	●	●	●	●	●	Système post-traitement d'échappement autonettoyant
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Rallonge d'échappement chromée
	●	●		●		Chauffe-grille
			●		●	Bougies de préchauffage
▲						Auxiliaire de démarrage à l'éther
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Réchauffeur de liquide de refroidissement, 1000 watts
●	●	●	●	●	●	Pompe à carburant électronique
						Groupe motopropulseur
●	●					Transmission PowerShift™ : Convertisseur de couple avec levier de commande de transmission à torsion (TCL) et interrupteur de sécurité au point mort (du 1er au 4e rapport)
		●	●	●	●	Transmission PowerShift : Convertisseur de couple avec levier de commande TCL et interrupteur de sécurité au point mort (du 1er au 5e rapport)
		●	●	●	●	Surmultiplication sur 5e
		▲	▲	▲	▲	Transmission Autoshift
●	●	●	●	●	●	Refroidisseur d'huile de transmission
▲	▲	▲	●	▲	▲	Port d'échantillonnage d'huile de transmission, à distance
●	●	●	●		●	Verrouillage électrique de différentiel actionné par pédale, protection activée/désactivée
				●		Verrouillage électrique de différentiel actionné par pédale
		●	●	●	●	Arrêt automatique
●	●	●	●	●	●	Transmissions finales planétaires
●	●	●	●	●	●	Servofreins de service hydrauliques (conformes à ISO 3450) : montage intérieur, disques multiples en bain d'huile, autorégleurs et autocorrecteurs
●	●	●	●	●	●	Frein d'urgence/de stationnement à interrupteur électrique (conforme à ISO 3450) : disques multiples en bain d'huile, engagement par ressort/dégagement hydraulique / indépendant des freins de service
●	●	●	●	●	●	Servodirection hydrostatique avec mode manuel d'urgence
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Essieu avant non mécanique
●	●					P.A.M. avec différentiel ouvert : sélecteur de marche/arrêt électrique / essieu scellé
▲	▲	●	●	●	●	P.A.M. avec différentiel à glissement limité : sélecteur de marche/arrêt électrique / essieu scellé
●	●	●	●	●	●	Freinage automatique de P.A.M. (4e et 5e rapport surmultiplié seulement)
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Protecteur d'arbre de P.A.M.

310L EP	310L	310SL	310SL HL	315SL	410L	Rétrocaveuse
			●		●	Mode de levage
●	●					Balancier standard, profondeur de creusage de 4,27 m (14 pi 0 po)
		●				Balancier standard, profondeur de creusage de 4,34 m (14 pi 3 po)
				●		Balancier standard, profondeur de creusage de 4,17 m (13 pi 8 po)
					●	Balancier standard, profondeur de creusage de 4,83 m (15 pi 10 po)
▲	▲	▲	●	▲		Balancier extensible, rallonge de 1,06 m (3 pi 6 po)
					▲	Balancier extensible, rallonge de 1,21 m (4 pi 0 po)
		▲	●	▲		Vérin de godet de rétrocaveuse pour service dur
●	●	●		●	●	Commandes mécaniques de rétrocaveuse ISO (Deere) à 2 leviers
▲	▲	▲	●	▲	▲	Deux leviers de commandes pilotes avec sélection de motif
			●	●		Levier de verrouillage de la rétrocaveuse en position de transport
●	●	●	●	●	●	Goupille de verrouillage de rotation rangée dans le poste de conduite
●	●	●	●	●	●	Soupapes de stabilisateurs avec clapets antidérive bidirectionnels
		▲	●			Stabilisateurs (longs) extensibles avec tampons réversibles
		▲	▲	▲	▲	Godet service standard avec crochets de levage
▲	▲	▲	▲		▲	Coupleurs de rétrocaveuse pour godets John Deere, Case et Cat
▲	▲	▲	●	▲	▲	Distributeur auxiliaire de rétrocaveuse pour rotateurs, pinces, etc. avec tuyauterie auxiliaire
▲	▲	▲	●	▲	▲	Distributeur auxiliaire de rétrocaveuse pour concasseurs et compacteurs avec tuyauterie auxiliaire
▲	▲	▲	▲		▲	Pince hydraulique
						Chargeuse
●	●	●	●	●	●	Godet de chargeuse antidéversement
●	●	●	●	●	●	Retour à la position creusage
●	●	●	●	●	●	Commande à un levier avec coupure électrique d'embrayage
●	●	●	●	●	●	Indicateur de niveau de godet
●	●	●	●	●	●	Verrouillage de la flèche pour l'entretien
▲	▲			▲		Système hydraulique auxiliaire de chargeuse à deux leviers
		▲			▲	Système hydraulique auxiliaire de chargeuse avec levier de commande unique à commande auxiliaire EH (P.A.M. et débrayage)
			●			Circuit hydraulique auxiliaire de chargeuse avec commande au pouce
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Coupleur hydraulique de chargeuse pour godet, fourches, etc.
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Contrôle de suspension
		▲	▲		▲	Kit de contrôle automatique de suspension hors usine

*Voyez le concessionnaire pour la gamme de fourches et de coupleurs de godets pour service dur et usage multiple.

La puissance nette du moteur est valable pour une machine dotée de l'équipement standard, incluant l'épurateur d'air, le système d'échappement, l'alternateur et le ventilateur de refroidissement, dans des conditions normales d'utilisation, selon la norme ISO 9249. Aucune réduction de puissance jusqu'à une altitude de 1500 m (5000 pi) pour la 310L et de 3050 m (10 000 pi) pour la 310L avec turbocompresseur optionnel à compensation d'altitude, la 310SL, la 310SL HL, la 315SL et la 410L. Les caractéristiques et la conception de la machine peuvent être modifiées sans préavis. Les caractéristiques sont conformes, s'il y a lieu, aux normes ISO. Sauf indication contraire, ces caractéristiques s'appliquent à une 310L EP et une 310L avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR (R4), godet de chargeuse de 0,86 m³ (1,12 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,18 m³ (24 po x 6,5 pi³) ; une unité 310SL avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5-80/18 10PR (R4), godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; une unité 310SL HL avec mode de surpuissance, pneus arrière sans chambre 21L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR, godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; une unité 315SL avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5-80/18 10PR (R4), godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; et une unité 410L avec mode de surpuissance, pneus arrière sans chambre 21L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR, godet de chargeuse de 1,15 m³ (1,5 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³).

Équipement additionnel *(suite)*

Légende : ● Standard ▲ Spécial ou optionnel Voyez le concessionnaire John Deere pour de plus amples renseignements.

310E EP	310L	310SL	310SL HL	315SL	410L	Système hydraulique
●						Système à centre ouvert, pompe à engrenages tandem de 119 L/mn (31,5 gal./mn) à détendeur
	●					Système à centre ouvert, pompe à engrenages de 106 L/mn (28 gal./mn)
		●		●		Système à centre ouvert, pompe à engrenages tandem de 136 L/mn (36 gal./mn)
			●		●	Pompe à piston axial de 159 L/mn (42 gal./mn), système PCLS
		●	●	●	●	Autoralenti
●	●	●	●	●	●	Mode économique
●	●	●	●	●	●	Réservoir d'huile hydraulique indépendant
						Système électrique
●	●	●	●	●	●	Système de 12 volts
●						Alternateur de 90 ampères (pavillon et cabine partielle)
●						Alternateur de 120 ampères (cabine)
	●	●	●		●	Alternateur de 120 ampères (pavillon et cabine partielle)
	●	●	●	●	●	Alternateur de 150 ampères (cabine)
●	●	●		●	●	Une batterie à capacité de réserve de 190 minutes et 925 CCA
▲	▲	▲	●	▲	▲	Deux batteries à capacité de réserve de 380 minutes et 1850 CCA
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Disjoncteur de batterie et bornes d'appoint à distance
						Éclairage
●	●	●	●	●	●	Phares halogènes (10), 32 500 cd chacun (4 de conduite/travail à l'avant, 4 de travail à l'arrière, et 2 latéraux)
●	●	●	●	●	●	Indicateurs de direction/clignotants (2 avant et 2 arrière)
●	●	●	●	●	●	Feux rouges et de freinage arrière (2)
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Phares DEL, pose hors usine
						Poste de conduite
●	●	●	●	●	●	Pavillon modulaire ROPS/FOPS (Niveau 2) à toit moulé (conforme à ISO 3449 et ISO 3471/ SAE J1040) : sur supports élastiques
●	●	●	●	●	●	Tapis moulés (avec commandes pilotes seulement)
●	●	●	●	●	●	Prise de 12 volts
●	●	●	●	●	●	Rangement verrouillable sur le côté droit
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Rangement verrouillable sur le côté gauche avec porte-gobelets
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Rétroviseur intérieur, vue avant
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Rétroviseurs extérieurs
●	●	●	●	●	●	Accélérateur à main, rotatif
●	●	●	●	●	●	Accélérateur au pied, suspendu
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Siège à suspension pneumatique (avec cabine seulement)
●	●					Interrupteur de démarrage à clé avec fermeture électrique de carburant
●	●	●	●	●	●	Volant inclinable, infiniment réglable (avec cabine seulement)
▲	▲	▲	▲		▲	Volant inclinable, infiniment réglable (avec pavillon et cabine partielle)
		●	●	●	●	Démarrage sans clé
▲	▲	●	●	●	●	Sécurité de la machine (activée au moniteur)
●	●	●	●	●	●	Affichage numérique – heures-moteur, régime et voltage
		●	●	●	●	Module d'interrupteurs scellés

310E EP	310L	310SL	310SL HL	315SL	410L	Poste de conduite *(suite)*
		●	●	●	●	Levier multifonctionnel : clignotants / essuie-glaces / certaines fonctions d'éclairage
●	●	●	●	●	●	Système de surveillance avec signaux sonores et visuels : Colmatage du filtre à air du moteur / Voltage faible de l'alternateur / Pression d'huile du moteur / Colmatage du filtre à huile hydraulique / Frein de stationnement en/hors fonction / Température de post-traitement / Température de liquide de transmission / Carburant / Compteur d'heures / Information diagnostique par interface ACL à 4 boutons-poussoirs
●	●	●	●	●	●	**Pavillon :** Siège pivotant en vinyle à suspension mécanique de luxe avec support lombaire et accoudoirs (entièrement réglables)
▲	▲	▲				**Cabine partielle :** Siège pivotant en tissu à suspension mécanique de luxe avec support lombaire et accoudoirs (entièrement réglables), pare-brise et essuie-glace (1 avant)
▲	▲	▲	▲	▲	▲	**Cabine à deux portes :** Siège pivotant en tissu à suspension mécanique de luxe avec support lombaire réglable / Garniture de toit, Plafonnier, Portes de gauche et de droite, Vitrage teinté de sécurité, Essuie-glace (1 arrière et 1 avant), Lave-glace avant, Prise d'air frais, et chaufferette/dégivreur/ pressurisateur (chaufferette de 11,7 kW [40 000 Btu/h]) / Climatiseur (7,6 kW) [26 000 Btu/h] et réfrigérant R134a sans CFC]
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Radio AM/FM/Météo (avec cabine seulement)
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Groupe radio Premium avec XM Satellite Radio™ (avec cabine seulement ; inclut prises USB et prise additionnelle de 12 volts)
						Divers
●	●	●	●	●	●	Châssis principal monopièce autoportant
●	●	●	●	●	●	Points d'amarrage (2 avant et 2 arrière)
●	●	●	●	●	●	Graisseur à distance d'essieu avant
●	●	●			●	Protection avant
▲	▲	▲	●	●	▲	Pare-chocs pour service dur
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Contrepoids avant – 204 kg (450 lb), 340 kg (750 lb), 454 kg (1000 lb) ou 567 kg (1250 lb)
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Pare-chocs de grille en caoutchouc
●	●	●	●	●	●	Réservoir à carburant de 140,1 L (37 gal.) à remplissage à hauteur d'homme
●	●	●	●	●	●	Capot à inclinaison facile, à 2 positions
●	●	●	●	●	●	Grille allongée de châssis
●	●	●	●	●	●	Coffre à outils verrouillable et amovible
●	●	●		●	●	Protection antivandalisme de verrouillage pour moniteur, capot du moteur, coffre à outils, réservoir de liquide hydraulique et réservoir de carburant
			●			Protection antivandalisme de verrouillage pour capot du moteur, coffre à outils, réservoir de liquide hydraulique et réservoir de carburant
●	●	●	●	●	●	Avertisseur de recul
●	●	●	●	●	●	Garde-boue arrière à couverture complète résistant aux bosselures
▲	▲	▲			▲	Plaque de protection de flèche
●	●	●	●	●	●	Système de communication sans fil JDLink™ Ultimate (disponible dans certains pays ; consultez votre concessionnaire pour les détails)

La puissance nette du moteur est valable pour une machine dotée de l'équipement standard, incluant l'épurateur d'air, le système d'échappement, l'alternateur et le ventilateur de refroidissement, dans des conditions normales d'utilisation, selon la norme ISO 9249. Aucune réduction de puissance jusqu'à une altitude de 1500 m (5000 pi) pour la 310L et de 3050 m (10 000 pi) pour la 310L avec turbocompresseur optionnel à compensation d'altitude, la 310SL, la 310SL HL, la 315SL et la 410L. Les caractéristiques et la conception de la machine peuvent être modifiées sans préavis. Les caractéristiques sont conformes, s'il y a lieu, aux normes ISO. Sauf indication contraire, ces caractéristiques s'appliquent à une 310L EP et une 310L avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR (R4), godet de chargeuse de 0,86 m³ (1,12 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,18 m³ (24 po x 6,5 pi³) ; une unité 310SL avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5-80/18 10PR (R4), godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; une unité 310SL HL avec mode de surpuissance, pneus arrière sans chambre 21L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR, godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; une unité 315SL avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5-80/18 10PR (R4), godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; et une unité 410L avec mode de surpuissance, pneus arrière sans chambre 21L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR, godet de chargeuse de 1,15 m³ (1,5 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³).

STK 1658 - 6IL 2845

642210

35/46

JOHN DEERE

CONTRAT DE BAIL

Avec option d'achat

-des clients d'équipement agricole de toutes les provinces sauf AB, SK, MB et QC
-des clients d'équipement de construction et forestier de toutes les provinces sauf des particuliers du QC
-des clients d'équipement d'entretien des pelouses (commerciales) sauf des particuliers du QC

REMARQUE : TOUS LES DROITS ET AVANTAGES DU LOCATEUR SUIVANT LE PRÉSENT BAIL ET TOUS LES DROITS DU LOCATEUR DANS LES BIENS ONT ÉTÉ CÉDÉS À JOHN DEERE CANADA ULC

N° de compte (réservé au personnel): _____
N° de TPS et de JDC ULC: 133846758RT0001
N° de JDFI: 894925288RT0001
N° d'inscription TVQ: 1015119604

Le présent bail est intervenu entre le locateur, le locataire et le co-locataire, s'il y a lieu:

Dénomination sociale et adresse complète du locateur (fournisseur) (y compris le code postal)	**N° du locateur (fournisseur)** 766133
NORTRAX QUEBEC INC. 3855 BOUL MATTE BROSSARD, QC J4Y2P4 4504441030	**N° d'inscription TPS/TVH du locateur (fournisseur)** 143381622
Dénomination du locataire (nom de famille et prénom, s'il s'agit d'un particulier et version française et anglaise, le cas échéant, s'il s'agit d'une société) **et adresse** (y compris le code postal)	**N° d'inscription TPS/TVH du locataire** X
9154-6937 QUEBEC INC. Faisant Affaire Sous: LOCATION GUAY 235 CH DE LA CITE-DES-JEUNES SAINT-CLET, QC J0P1S0 4504563314	**Nom et qualité du signataire autorisé** (s'il s'agit d'une société) BERTRAND GUAY, PRÉSIDENT/PRÉSIDENTE
Dénomination du co-locataire (nom de famille et prénom, s'il s'agit d'un particulier et version française et anglaise, le cas échéant, s'il s'agit d'une société) **et adresse** (y compris le code postal)	**N° d'inscription TPS/TVH du co-locataire**
GUAY BERTRAND 275 CH DE LA MAIRIE RIGAUD, QC J0P1P0 4504563314	**Date de naissance du co-locataire** (s'il s'agit d'un particulier) (m/j/a) 01/ 11/ 1986

Nom et adresse du fournisseur (fabricant) (Cocher la case appropriée) ☒ John Deere Canada ULC, 295 Hunter Road, Grimsby, ON L3M 4H5 - et - ☐ Autre fournisseur (le cas échéant) (précuser le nom et l'adresse) _____

Le présent bail porte sur la location des biens décrits ci-dessous. Les termes **vous**, **vos**, et **votre** désignent le locataire et le co-locataire, s'il en est, susmentionnés. Les termes **nous**, **nos**, **notre**, et **locateur** désignent le locateur (fournisseur) susmentionné et John Deere Canada ULC (« **JD Canada** ») lorsque le locateur (fournisseur) cède le présent bail après que vous l'ayez signé.

1. Description des biens: Le locateur convient de vous louer, et vous convenez de louer, les biens suivants (les « **biens** ») selon les modalités énoncées dans les présent bail:

QTÉ	ANNÉE	FABRICANT	NEUF/ USAGÉ	MODÈLE	BIENS (TAILLE ET DESCRIPTION)	PRISE DE FORCE / PUISSANCE NETTE / HORSEPOWER	N° DE SÉRIE OU N° D'IDENTIFICATION DU PRODUIT
1	2016	JOHN DEERE	Neuf	410LXT	JOHN DEERE 410L LOADER BACKHOE 2016 Deere 410L c/a GODET 1.5 V.C., Q/A EDF RETRO. GODET EDF 24"		1T0410LXKGD297344

Tout accessoire, toute pièce de rechange ou toute autre pièce d'équipement rattachée aux biens, tout bien en remplacement et tout produit tiré des biens sont considérés faire partie des biens.

REPRISE et/ou AVANCE

QTÉ	ANNÉE	FABRICANT	MODÈLE	DESCRIPTION DE LA REPRISE	N° DE SÉRIE OU N° D'IDENTIFICATION DU PRODUIT	VALEUR DE REPRISE

Total de la TPS/TVH sur la valeur de reprise (ce champ s'applique si le locataire a un n° de TPS/TVH et souhaite reprendre du matériel)	0.00$	
Montant dû total	0.00$	
Valeur de reprise nette (Valeur de reprise moins montant dû, à l'exclusion des taxes sur la valeur de reprise, le cas échéant)		0.00$
Avance au comptant		0.00$
Avance totale (Valeur de reprise nette + avance au comptant)		0.00$

Vous convenez de vendre les biens repris susmentionnés au locataire (fournisseur) indiqué ci-dessus et vous confirmez que vous êtes propriétaire des biens repris et qu'ils sont libres de toute sûreté, hypothèque, priorité et autre charge, à l'exception de celles consenties en faveur de la ou des personnes mentionnées à la rubrique « Description de la reprise » ci-dessus dans la mesure décrite à cette même rubrique. Vous convenez que la valeur de reprise ci-dessus représente la juste valeur marchande du ou des biens repris. Si un montant demeure dû relativement au bien repris, vous convenez de payer ce

montant et de nous indemniser et de nous exonérer, ainsi que les membres de notre groupe, à l'égard de toute perte subie en raison de votre défaut de rembourser un tel montant.

2. Modalités de remboursement : En contrepartie de la location des biens décrits ci-dessus, vous promettez de verser les paiements de loyer prévus à compter de la date de commencement jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin tel que cela est énoncé ci-dessous:

Fréquence des paiements: Mensuelle

Nbre de versements	Date d'échéance du premier paiement (m/j/a)	Paiement de loyer de base prévu (à l'exception des taxes)	Taxe provinciale applicable** (par versement)	Taxe fédérale applicable** (par versement)	Paiements de loyer prévus (y compris les taxes applicables)
60	11/21/2016	2,556.28$	254.99$	127.81$	2,939.08$

**Les taux de taxes sont sous réserve de modifications en fonction des taux en vigueur à la date d'échéance du paiement.

Totalité des paiements de loyer de base prévus (à l'exclusion des taxes applicables):	153,376.80$	**Totalité des paiements de loyer prévus** (y compris les taxes applicables):	176,344.80$

3. Détails supplémentaires	
1) Date de commencement (m/j/a)	11/ 21/ 2016
2) Date à laquelle la durée du bail prend fin (m/j/a)	11/ 21/ 2021
3) Durée (en mois)	60
4) Heures maximales d'utilisation par année	0
5) Frais d'utilisation excédentaire par heure	0.00$
4. Montant dû à la signature	
1) Avance totale (indiqué à "Avance totale" ci-dessus)	0.00$
2) a) Taxe fédérale applicable à l'avance totale (TPS/TVH)	0.00$
2) b) Taxe provinciale applicable à l'avance totale	0.00$
3) Premier paiement de loyer prévu (y compris les taxes applicables)	2,939.08$
4) Montant dû à la signature ((1) + (2)(a) + (2)(b) + (3))	2,939.08$

Option d'achat : Si vous respectez toutes les modalités du présent bail et que vous avez transmis un avis écrit au moins **60** jours avant la date à laquelle la durée du bail prend fin, vous pouvez choisir d'acheter les biens « tels quels et où ils se trouvent » à un prix d'option de 1.00$, plus toutes les taxes applicables. Sur réception d'un tel avis, nous vous facturerons le prix d'option, plus toutes les taxes applicables, ainsi que tous les montants impayés aux termes du bail, et nous vous transférerons le titre de propriété des biens sur réception du paiement intégral de la facture. Les biens doivent, à vos frais, être inspectés et obtenir une certification quant au bon état de leur mécanique, tel qu'il est requis par la loi.

Durée. Vous ferez la totalité des paiements de loyer prévus et vous nous paierez tous les autres frais applicables à l'avance aux dates énoncées ci-dessus à la rubrique intitulée « Modalités de remboursement » jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin, inclusivement.

Paiements. Les paiements mentionnés ci-dessus représentent uniquement les paiements pour l'utilisation des biens (y compris les frais applicables) à compter de la date de commencement jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin. Les frais de maintenance relatifs aux biens sont expressément exclus des paiements mentionnés ci-dessus et ne font pas partie du présent bail. Vous effectuerez vos paiements à notre nom, au C.P. 4696, Station A, Toronto (Ontario), M5W 6C5 ou de telle autre façon que nous pouvons indiquer. Vous paierez aussi, sur demande, a) l'intérêt sur toutes sommes qui sont en souffrance jusqu'à ce qu'elles soient réglées en entier, au taux de 24 % par année (le « **taux pour arriérés** »); et b) les frais d'utilisation excédentaire pour chaque heure d'utilisation des biens qui s'ajoute au nombre d'heures maximales permises par année qui figurent ci-dessus. Nous pouvons accepter les paiements portant la mention « payé en entier » ou autres endossements restrictifs sans perdre aucun de nos droits prévus aux termes du présent bail. Si un chèque est retourné pour toute raison, y compris en cas d'insuffisance de fonds, vous nous verserez des frais d'administration de 25 $ par événement. Votre obligation d'effectuer les paiements ne sera touchée par aucun litige pouvant survenir entre vous et le fournisseur ou le fabricant. Dans la mesure où ce n'est pas formellement interdit par les lois applicables, vous ne pouvez pas utiliser ces réclamations contre le fournisseur ou le fabricant en tant en tant qu'éléments de défense ou de demande reconventionnelle contre nos efforts ou ceux de nos cessionnaires dans le but de percevoir la totalité de ce que vous devez aux termes du présent bail ou de reprendre possession des biens. À la fin de la durée, nous n'exigerons ni ne rembourserons pas un écart inférieur à 25 $ découlant d'un paiement inférieur ou supérieur à vos obligations aux termes du présent bail.

Affectation des paiements. Toute somme que nous recevons peut être affectée, à notre choix, au montant que vous devez aux termes du présent bail ou à toute autre dette que vous avez envers nous ou envers tout membre du même groupe que nous, et ce, malgré toute directive que vous pouvez nous transmettre. De plus, les sommes peuvent être affectées, si la loi le permet, au règlement de frais de retard avant d'être affectées au paiement du loyer. Si nous cédons le présent bail, tout cessionnaire peut appliquer les sommes que vous lui faites parvenir, ainsi que tout autre montant, à son choix, au règlement du montant que vous devez aux termes du présent bail ou de toute autre dette que vous avez envers ce cessionnaire, malgré toute directive que vous pouvez transmettre.

Utilisation, soin et maintenance des biens. Vous n'utiliserez pas les biens à des fins personnelles, familiales ou ménagères ni ne permettrez qu'ils soient fixés ou joints à un bien immobilier. Vous effectuerez la maintenance, ferez les réparations et remplacerez les parties abîmées, brisées ou défectueuses nécessaires afin de conserver les biens en aussi bon état que lorsqu'ils vous ont été remis, à l'exception uniquement de l'usure normale, et ce, à vos propres frais (à moins que ce ne soit couvert par la garantie). Vous verrez à ce que l'horomètre soit connecté aux biens en tout temps et convenez que celui-ci déterminera le nombre d'heures d'utilisation. Vous convenez également que vous conserverez et utiliserez les biens conformément au manuel d'utilisation et aux instructions d'utilisation du fabricant. Nous pouvons inspecter les biens et vos registres ayant trait aux biens à toute heure raisonnable.

Créances sur les biens. Vous confirmez que nul, hormis nous, n'a un intérêt juridique sur les biens ou le produit tiré de ceux-ci. À moins et jusqu'à ce que vous exerciez votre option d'achat des biens, le présent bail ne vous confère aucun droit, titre ou intérêt dans les biens ou le produit qui en est tiré, sauf en qualité de locataire. Vous conserverez les biens libres de toutes les réclamations fondées en droit, à l'exception de la nôtre. Vous ne pouvez pas sous-louer les biens, vendre ou transférer un droit sur les biens, ni les grever d'un droit ou en remettre la possession ou le contrôle à quiconque, sauf dans la mesure permise aux présentes. Vous ne pouvez pas sortir les biens de la province qui figure à l'adresse du locataire susmentionnée sans le consentement écrit préalable de JD Canada.

Perte ou destruction des biens. Vous devez maintenir une assurance sur les biens (souscrite auprès d'un assureur qui nous convient) a) contre tout risque, y compris la perte totale, l'incendie, le vol, les dommages ou la destruction; et b) au moyen d'une assurance responsabilité civile générale d'une limite d'au moins 1 million de dollars. Vous êtes tenu de souscrire des assurances supplémentaires si nous vous en faisons la demande. Vous ferez en sorte que JD Canada et John Deere Finance Inc. soient des « assurés désignés » et les « bénéficiaires désignés » aux termes de chaque police ayant trait aux biens et vous transmettrez à John Deere Finance Inc. un certificat d'assurance comme preuve de cette assurance. L'assurance doit être égale à la juste valeur marchande des biens et doit contenir une clause exigeant que l'assureur fournisse à John Deere Finance Inc. un avis de 30 jours advenant toute proposition d'annulation, de non-renouvellement ou de modification importante. Vous conférez à JD Canada et John Deere Finance Inc. le droit d'encaisser, à tout moment, les indemnités de toute assurance couvrant les biens jusqu'à concurrence de la valeur de résiliation (au sens donné ci-dessous) des biens. La perte, la destruction

Titre de l'appel d'offres : A59 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - 2018

Numéro : 18-16477

Date d'ouverture des soumissions : 14 février 2018

Article		Quantité	9154-6937 Québec inc. - Location Guay inc.		Pépinière Jardin 2000 inc.	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs et espaces verts	860	64,45 $	55 427,00 $	120,00 $	103 200,00 $
Total avant taxes				55 427,00 $		103 200,00 $
TPS 5 %				2 771,35 $		5 160,00 $
TVQ 9,9975 %				5 528,84 $		10 294,20 $
Montant total				63 727,19 $		118 654,20 $
Signature			ok		ok	
Addendas (inscrire N/A ou le nombre)			N/A		N/A	
Numéro TPS/TVQ			oui		oui	
Numéro de fournisseur VDM			358299		261706	
Garantie (2%, Effet ou Caution)			ok		ok	
AMF			ok		ok	
Numéro NEQ			1162923222		1173321275	
Vérification REQ			ok		ok	
RENA			ok		ok	
2 Listes des personnes écartées			ok		ok	
Liste des firmes à rendement insatisfaisant			ok		ok	
SEAO			ok		ok	
Description de l'appareil et équipements de sécurités			oui		oui	
CNESST			ok		ok	
La fiche détaillée des caractéristiques			oui		oui	
Immatriculation / contrat location/achat			oui		oui	
Description de 2 contrats similaires réalisés au cours des 2 dernières années			oui		oui	

Remarque :

- Non-conforme
- Correction - Erreur de calcul
- Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Marc-André Deshaies **Date :** 19/02/2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1187413002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), le contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 63 727,19 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant - (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-16477_Intervention_CDN-NDG.pdf
18-16477_TCP.pdf
18-16477 PV.pdf
18-16477_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agent approvisionnement II
Tél : 514 872-1040

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-27

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

Titre de l'appel d'offres : A59 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - 2018

Numéro : 18-16477

Date d'ouverture des soumissions : 14 février 2018

Article		Quantité	9154-6937 Québec inc. - Location Guay inc.		Pépinière Jardin 2000 inc.	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs et espaces verts	860	64,45 $	55 427,00 $	120,00 $	103 200,00 $
Total avant taxes				55 427,00 $		103 200,00 $
TPS 5 %				2 771,35 $		5 160,00 $
TVQ 9,9975 %				5 528,84 $		10 294,20 $
Montant total				63 727,19 $		118 654,20 $
Signature			ok		ok	
Addendas (inscrire N/A ou le nombre)			N/A		N/A	
Numéro TPS/TVQ			oui		oui	
Numéro de fournisseur VDM			358299		261706	
Garantie (2%, Effet ou Caution)			ok		ok	
AMF			ok		ok	
Numéro NEQ			1162923222		1173321275	
Vérification REQ			ok		ok	
RENA			ok		ok	
2 Listes des personnes écartées			ok		ok	
Liste des firmes à rendement insatisfaisant			ok		ok	
SEAO			ok		ok	
Description de l'appareil et équipements de sécurités			oui		oui	
CNESST			ok		ok	
La fiche détaillée des caractéristiques			oui		oui	
Immatriculation / contrat location/achat			oui		oui	
Description de 2 contrats similaires réalisés au cours des 2 dernières années			oui		oui	

Remarque :

- Non-conforme
- Correction - Erreur de calcul
- Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Marc-André Deshaies **Date :** 19/02/2018

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique

SP18 0058

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mercredi 14 février 2018 à 10 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, technicienne juridique – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe
M. Denis Delorme, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 18-16477

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A59 – Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - 2018 » sont ouvertes par l'agent de bureau Guillaume Bélanger du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
9154-6937 QUÉBEC INC. (LOCATION GUAY) 235, chemin de la Cité-des-Jeunes Saint-Clet (Québec) J0P 1S0	63 727,19 $ (Cautionnements de 2 % du montant de la soumission)
PÉPINIÈRE JARDIN 2000 INC. 2000, chemin de la Belle-Rivière Sainte-Julie (Québec) J3E 1Y2	118 654,20 $ (Cautionnement de 2 % du montant de la soumission)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 29 janvier 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/gb

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Technicienne juridique – Service du greffe

Guillaume Bélanger
Agent de bureau – Service du greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-16477
Numéro de référence : 1132126
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - A59 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - 2018

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Kingsboro Inc. 2816 rue des andes Montréal, QC, H4R3G3 http://www.kingsboroconstruction.com NEQ : 1169980886	Monsieur Julien Duchesne Téléphone : 514 586-1881 Télécopieur :	**Commande : (1385074)** 2018-01-30 10 h 52 **Transmission :** 2018-01-30 10 h 52	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
excavation R. lécuyer & fils inc. 403 rang de L'Eglise Saint-Édouard, QC, J0L 1Y0 NEQ : 1142662239	Monsieur Yvon Lécuyer Téléphone : 450 454-3061 Télécopieur : 450 454-3061	**Commande : (1386093)** 2018-01-31 14 h 03 **Transmission :** 2018-01-31 14 h 03	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur François Couture Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1388624)** 2018-02-06 7 h 29 **Transmission :** 2018-02-06 7 h 29	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les entreprises Gilles Poirier			Mode privilégié

☐	825 Alfred Desrochers Orford, QC, J1X6J4 NEQ :	Monsieur Gilles Poirier Téléphone : 819 847-1134 Télécopieur : 819 847-1134	**Commande : (1390371)** 2018-02-08 11 h 49 **Transmission :** 2018-02-08 12 h 06	(devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LJEXCAVATION inc. 5339 4 AV. Montréal, QC, H1Y 2V4 NEQ : 1143467497	Monsieur JEAN GUY GAGNE Téléphone : 514 598-9337 Télécopieur :	**Commande : (1386896)** 2018-02-01 14 h **Transmission :** 2018-02-01 14 h	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Location Guay 235 cite des jeunes Saint-Clet, QC, J0P1P0 NEQ : 1162923222	Monsieur Bertrand Guay Téléphone : 514 838-9922 Télécopieur :	**Commande : (1384953)** 2018-01-30 9 h 22 **Transmission :** 2018-01-30 9 h 22	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pépinière Jardin 2000 inc 2000 chemin de la Belle-Rivière Sainte-Julie, QC, j3e 1y2 http://www.pepinierejardin2000.com NEQ : 1145087392	Monsieur Marc-Antoine Veilleux Téléphone : 450 649-2622 Télécopieur : 450 649-9800	**Commande : (1387835)** 2018-02-02 18 h 23 **Transmission :** 2018-02-02 18 h 23	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles

À propos
À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec

© 2003-2018 Tous droits réservés

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-16477

No du GDD : 1187413002

Titre de l'appel d'offres : A59 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - 2018

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 1 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 14 - 2 - 2018

Ouverture faite le : 14 - 2 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 17 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 28,57

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 14 - 6 - 2018

Date d'échéance révisée : 14 - 6 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9154-6937 Québec inc. - Location Guay inc.	63 727,19 $	√	1
Pépinière Jardin 2000 inc.	118 654,20 $		1

Information additionnelle

Les cinq (5) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas présenté de soumission ont donné les motifs de désistement suivants :
- Deux (2) n'ont donné aucune réponse
- Un (1) a son carnet de commandes rempli
- Un (1) n'a pas eu assez de termps
- Un (1) ne pouvait respecter les spécifications du devis technique

Préparé par : Marc-André Deshaies

Le 26 - 2 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1187413002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), le contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 63 727,19 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant - (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1187413002 Certification des fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-27

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1187413002

Calcul de la dépense 2018

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	**TPS**	**TVQ**	**Montant toutes taxes comprises**	**Ristournes**	**Montant net de ristourne**
Contrat	55 427.00 $	2 771.35 $	5 528.84 $	63 727.19 $	5 535.77 $	58 191.42 $
Total des dépenses	**55 427.00 $**	**2 771.35 $**	**5 528.84 $**	**63 727.19 $**	**5 535.77 $**	**58 191.42 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0.0%
CDN-NDG	58 191.42 $	100.0%

PROVENANCE - IMPUTATION	2018
2406.0010000.300725.07165.54505.014411.0.0.0.0.0.	58 191.42 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Espaces vert Activité : Entretien et aménagement des parcs et terrains de jeux Objet : Serv. Tech - Équipement et matériel roulant S-Objet : Équipements et matériel roulant avec opérateur	
Total de la disponibilité	**58 191.42 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1185302001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme GR7 Architecture, un contrat de services professionnels au montant de 242 890,44 $, taxes incluses, pour le réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir. Autoriser une dépense à cette fin de 265 885,44 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-050. Approuver un projet de convention à cette fin.

Accorder à la GR7 Architecture, ayant obtenu le plus haut pointage, le contrat au montant de 242 890,44 $, taxes incluses, pour la préparation des plans, du devis et de la surveillance des travaux dans le cadre du projet de réaménagement, de rénovation et de mise aux normes du gymnase et du dojo au centre Le Manoir au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-050;
D'approuver un projet de convention à cette fin;

D'autoriser une dépense à cette fin de 265 885,44 $, taxes incluses, comprenant, les contingences au montant de 31 681,36 $, taxes incluses, les incidences au montant de 22 995,00 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires le cas échéant;

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 08:41

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185302001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme GR7 Architecture, un contrat de services professionnels au montant de 242 890,44 $, taxes incluses, pour le réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir. Autoriser une dépense à cette fin de 265 885,44 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-050. Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La plupart des installations du centre Le Manoir sont d'origine et sont désuètes.

Dans le but d'offrir à ses occupants des locaux avec des niveaux de pratiques permettant un continuum de développement, l'arrondissement a décidé d'investir dans ses installations et en particulier, dans le cadre du présent projet, dans le gymnase et le dojo.

Pour ce qui est du gymnase, il doit être adapté pour permettre l'installation d'équipements de gymnastique.

Quant au dojo, des améliorations sont requises pour répondre aux règlements de pratique établies par Judo Québec et aux besoins spécifiques des clientèles récréatives, compétitives et élites. Ces améliorations vont permettre d'augmenter les heures de séance d'entraînement, les périodes de fréquentations, la sécurité des lieux, le nombre d'événements et de disposer d'installations à la hauteur de sa réputation. Un agrandissement est possible en intégrant des locaux d'activités adjacents au dojo.

L'arrondissement a décidé d'aller de l'avant avec ce projet d'agrandissement, de rénovation et de mise aux normes du dojo qui est financé en partie par le Programme des équipements sportifs supra locaux du Service de la diversité sociale.

Dans un premier temps, l'arrondissement a publié les avis d'appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-050 dans le Devoir et sur SÉAO, dans le but de solliciter le marché auprès de firmes d'architecture en vue de la préparation des plans et devis ainsi que des services durant la construction. Un (1) addenda a été émis par l'arrondissement durant la période d'appel d'offres qui a duré 48 jours calendrier.

Dans un deuxième temps, une période des travaux de construction est prévue à partir du printemps 2019 jusqu'au printemps 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170030 - 12 février 2018: Autoriser le dépôt d'une demande de financement au Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – phase IV pour le réaménagement et les rénovations diverses au centre Le Manoir pour le printemps 2019.
CA 16 170327 - 5 décembre 2016 : Autoriser le dépôt d'une demande de financement au programme des équipements sportifs supra locaux pour l'agrandissement, la rénovation et la mise aux normes du dojo du Club de judo Shidokan au centre Le Manoir pour le printemps 2019, autoriser le Directeur d'arrondissement à signer tout engagement relatif à cette demande et assurer la participation de l'arrondissement au budget d'immobilisation et aux frais d'exploitation.

CE14 01978 - 17 décembre 2014 : Approuver, tel que soumis, les modifications au Programme des équipements sportifs supra locaux de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent contrat vise à mandater une firme de professionnels pour les services suivants, afin de réaménager, de rénover et de mettre aux normes le gymnase et le dojo du centre Le Manoir;
a) Les services liés aux phases de conception :

§ La coordination avec tous les intervenants;
§ La validation et la vérification des informations contenues dans les documents fournis par la Ville;
§ Les relevés;
§ Les études préparatoires;
§ Les estimations des coûts;
§ L'analyse réglementaire et l'étude de conformité;
§ Préparer les documents en vue de leur présentation au comité consultatif d'urbanisme;
§ La conception des plans, devis et cahiers des charges;
§ Tout autre service requis durant la phase de conception (étapes de la validation des données - du dossier préliminaire, du dossier définitif).

b) Les services liés aux phases de construction :

§ La coordination des firmes attitrées au projet par le coordonnateur;
§ La gestion des appels d'offres et leurs documents, les recommandations suite aux résultats;
§ La surveillance des travaux, incluant entre autres, la gestion des réunions, la préparation des ordres de changements, les recommandations pour les demandes de paiement;
§ La préparation des dessins « tels que construits »;
§ Les services en période de garantie;
§ Tout autre service requis durant la phase de construction et de garantie.

La rémunération des professionnels se fera selon un mode forfaitaire et en fonction de l'avancement de leur mandat et des travaux de construction. Le tout est régi par les termes de la Convention de services professionnels (voir la convention dans la section «Document juridique» du présent dossier). Les consultants auront le mandat de réaliser ce projet jusqu'à concurrence des honoraires prévus à leur contrat (sans obligation de la part de la Ville de verser la totalité de ce montant).

JUSTIFICATION

Le 29 novembre 2017, l'équipe d'aménagement des parcs - Actifs immobiliers a procédé à l'appel d'offres public, CDN-NDG-17-AOP-DAI-050, dans le but de retenir les services professionnels pour le projet de réaménagement de rénovation et de mise aux normes du gymnase et du dojo du centre Le Manoir.
Il s'agissait d'un appel d'offres à deux enveloppes conformément aux règles prévues à la Loi sur les cités et villes et adoptées le 1er novembre 2002. En effet, pour la gestion et l'adjudication des contrats de service professionnels, un système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes est obligatoire et applicable à tous les appels d'offres sur invitation, pour les sommes de 25 000,00 $ à 99 999,00 $, et publics, pour les sommes de 100 000,00 $ et plus. Cette disposition nécessite une évaluation en deux étapes à partir des documents fournis dans deux enveloppes séparées et scellées.

Sur quatorze (14) preneurs du document d'appel d'offres, seulement cinq (5) étaient des firmes en architecture. De ces cinq (5) firmes, quatre (4) soumissionnaires ont déposé leurs enveloppes et cinq (5) avis de désistement ont été reçus.

La réception des soumissions a eu lieu le mercredi 17 janvier à 11 heures, l'ouverture des enveloppes contenant la proposition technique a eu lieu le jour même au Bureau d'arrondissement, en présence d'un représentant des soumissionnaires, de deux (2) représentants de la Division du greffe et d'un représentant de l'équipe d'aménagement des parcs — Actifs immobiliers de l'arrondissement (voir le procès verbal de l'ouverture de l'enveloppe no.1 dans la section « Pièces jointes » du présent dossier). Les soumissions sont valides pour un délai de 120 jours à compter de leur date d'ouverture.

Un comité d'évaluation de trois (3) personnes a été formé par la Division du greffe de l'arrondissement afin d'examiner les contenus des premières enveloppes selon une grille d'évaluation des services professionnels préapprouvée par le Conseil d'arrondissement. Le responsable du projet ne fait pas partie de ce Comité d'évaluation et ne connaît pas sa composition.

En présence du secrétaire d'arrondissement substitut, le 16 février 2018, les trois membres du comité ont, dans un premier temps, délibéré sur les propositions techniques des firmes et se sont entendus sur les pointages intérimaires tel que décrit dans le tableau "Partie 1" ajouté dans la section « Pièces jointes » du présent dossier. Sur les quatre (4) firmes soumissionnaires ayant remis une soumission, trois (3) ont obtenu un pointage équivalent ou supérieur à 70 %. Ainsi, seules ces trois (3) firmes ont pu accéder à la deuxième étape du processus d'octroi de contrat, soit à l'ouverture de l'enveloppe contenant les prix. La firme Poirier Fontaine n'ayant pas obtenu la note de passage de 70 %, elle a été déclarée non conforme et l'enveloppe de prix lui sera retournée.

Les pointages finaux ont été calculés selon la formule ((Pointage intérimaire + 50) x 10 000)
Prix
et apparaissent dans le tableau " Partie 2 " suivant et ajouté dans la section « Pièces jointes » du présent dossier et dont voici un tableau comparatif des deux tableaux, "Partie 1" et "Partie 2";

TABLEAU COMPARATIF

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (tx incluses)
GR7 Architecture	82 %	6,25	**211 209,08** $
Réal Paul Architecte inc.	80,5 %	6,15	212 192,11 $

Groupe Marchand Desing + architecture	78,5 %	5,06	253 864,80 $
Poirier Fontaine	68,5 %	-	- $
Dernière estimation réalisée			264 442,50 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($) Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			225 755, 06 $ -6,88 %
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*			53 233,43 $ -20 %
Écart entre les 2 soumissionnaires ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre les 2 soumissionnaires (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*			 983,03 $ 0,5 %

T.P.S de 5% et T.V.Q de 9.975%

La firme GR7 Architecture a présenté une soumission en tous points conformes à l'appel d'offres. Elle a obtenu le plus haut pointage après examen par le comité d'évaluation. Le prix soumis par cette firme est de 211 209,08 $, toutes taxes incluses.

Le nombre de preneurs du cahier des charges démontre l'intérêt du marché pour ce projet. Le nombre de soumissions conformes, trois (3), constitue également une base de comparaison suffisante pour l'analyse des prix soumis.

Cette analyse révèle que deux (2) des offres déposées sont très compétitives, en effet, l'écart est de 0,5% soit une différence de coût de 983,03 $.
Quant à elle, l'écart entre le prix moyen des soumissions et l'offre de GR7 Architecture est de -6,88 %.

L'évaluation du coût de l'arrondissement, faite dans le cadre de l'élaboration de son budget global du projet, est quant à elle supérieure de 20% à la moyenne des prix soumis, mais seulement de 4 % par rapport à la plus haute soumission reçue.

Par conséquent, nous recommandons au Conseil d'arrondissement d'accorder le contrat de services professionnels pour le projet de réaménagement de rénovation et de mise aux normes du gymnase et du dojo du centre Le Manoir à la firme GR7 Architecture, au montant 211 209.08 $ taxes incluses.

Le gestionnaire recommande l'ajout d'une provision de contingences aux services professionnels de 15 % soit un montant 27 555,00 $, avant les taxes pour un total de 31 681,36 $ incluant les taxes. Cette provision servira à payer des services professionnels supplémentaires selon les conditions du projet rencontrées durant la période des travaux.

De plus, étant donné l'âge des bâtiments des expertises diverses pourraient alors s'avérer nécessaires. Un budget d'incidences de 20 000 $, avant les taxes, pour un total de 22 995,00 $ incluant les taxes est ajouté afin de permettre des services associés au contrat principal, mais faisant l'objet de contrats distincts avec des contractants différents, notamment, pour des frais de laboratoire et analyse, des expertises particulières (analyses supplémentaires de sols, analyse acoustique, expertises concernant les matières préoccupantes).

En résumé, le total du budget d'honoraires associé au contrat professionnel sera de :

Services de base :	211 209,08 $
Budget de contingences (15%) :	31 681,36 $
Budget incidences:	22 995,00 $
Total taxes incluses :	**265 885,44 $**

Le montant total à autoriser pour le présent projet est de 265 885,44 $, toutes taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total à autoriser est de 265 885,44 $, incluant les contingences, les incidences et toutes les taxes applicables, sera assumée comme suit:

- Un montant maximal de 121 394,42 $ (net de ristournes), sera financé par l'arrondissement;
- Un montant maximal de 121 394,42 $ (net de ristournes) du Programme des équipements sportifs supra locaux du Service de la diversité sociale, sera financé via un règlement d'emprunt de compétence locale 16-002.

L'Arrondissement s'engage à respecter la portée des travaux comme indiqué au dépôt du projet et tout dépassement de coûts sera absorbé à 100% par l'Arrondissement.

Le montant imputable à l'Arrondissement de 121 394.42 $ (net de ristournes) est financé par règlement d'emprunt no. RCA14 17220
Le numéro SIMON de ce projet est le **154248.**

La certification des fonds et les informations relatives au règlement d'emprunt, au code d'imputation et au numéro de sous-projet sont indiquées dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame -de-Grâce du présent dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de réaménagement de rénovation et de mise aux normes du gymnase et du dojo du centre Le Manoir doit être réalisé selon la «Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal» (sans certification LEED du Conseil du bâtiment durable du Canada). De par la nature des travaux, les quatre mesures environnementales suivantes sont applicables à ce type de projet;

a) Gestion des déchets de construction;

b) Choix des matériaux de construction et des équipements avec des procédures durables dans le respect de l'environnement.

c) Contrôle de la qualité d'air et des bruits durant le chantier;

d) Protéger la valeur de l'actif immobilier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication. Toutefois, un cadre de communication pourrait être développé avec la division des communications afin d'informer la population du développement du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

·Octroi du contrat pour services professionnels : CA du 12 mars 2018;
·Préparation de plans et devis et période d'appel d'offres : mi-mars 2018 à fin mars 2019;
·Octroi du contrat de construction : printemps 2019;
·Réalisation des travaux : mi-mai 2019 à mi-mars 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats. La Politique de gestion contractuelle adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités* et villes a été ajoutée aux instructions fournies aux soumissionnaires. Les règles d'adjudication des contrats ont été respectées. Les vérifications relatives à la conformité de tous les soumissionnaires auprès des Registres de la RBQ et du Conseil du trésor (RENA), et à la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites par la division du greffe. L'évaluation des soumissions a été faite par un comité formé et autorisé par l'arrondissement. Les grilles de pondération et d'évaluation ont également été préapprouvées par le Conseil d'arrondissement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Julie FARALDO BOULET)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diana VELA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique LEMAY, Service de la diversité sociale et des sports
Marie-Claude OUELLET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Marie-Claude OUELLET, 1er mars 2018
Dominique LEMAY, 23 février 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte B LEMAY
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-4140
Télécop. : 514-868-4562

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-22

Hélène BROUSSEAU
Chef de division

Tél : 514 872-0419
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185302001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à la firme GR7 Architecture, un contrat de services professionnels au montant de 242 890,44 $, taxes incluses, pour le réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir. Autoriser une dépense à cette fin de 265 885,44 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-050. Approuver un projet de convention à cette fin.

Bordereau GR7.pdf

GDD Grille d'évaluation et de pondération des soumissions conformes.pdf

Page_sommaire_F2.pdfTableau_des_honoraires_contingences_incidences.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte B LEMAY
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-4140
Télécop. : 514-868-4562

Division Aménagement des Parcs - Actifs immobiliers
Arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce
5160, boulevard Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9

SECTION IV

Formulaire 4
Bordereau de soumission

Appel d'offres public
N° CDN-NDG-17-AOP-DAI-050
Services professionnels
2017-11-29

BORDEREAU DÉTAILLÉ DE SOUMISSION

Description	
Montant de la proposition	183 700 $
Coût des honoraires professionnels	
Honoraires professionnels (architecture)	69 300,00 $
Honoraires professionnels (Ingénierie électrique et détection incendie)	36 000,00 $
Honoraires professionnels (Ingénierie mécanique)	45 000,00 $
Honoraires professionnels (Ingénierie structure et parasismique)	32 400,00 $
Frais de reproduction	1 000,00 $
Sous total	183 700,00 $
Taxe sur les produits et services (5%)	9 185,00 $
Taxe de vente provinciale (9,975%)	18 324,08 $
Total	211 209,08 $

Information complémentaire

Veuillez insérer ce document dans l'Enveloppe n° 2.

Important: Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission.	Identification du soumissionnaire Nom de la compagnie **GR7 architecture inc.**			
	Adresse **122 rue Guilbault**			
	Ville **Longueuil**	Code postal **J4H 2T2**	Télécopieur **450 463-2739**	Téléphone **450 463-3257**

	Nom de la personne responsable (en majuscules) CLAUDE LÉTOURNEAU			
	Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année
		16	**01**	**2018**

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens.

(Suite au verso)

GRILLE D'ÉVALUATION ET DE PONDÉRATION DES SOUMISSIONS CONFORMES
SERVICES PROFESSIONNELS

Mandat : Réaménagement, rénovation et mise aux normes du gymnase et du dojo du centre Le Manoir	**Numéro : CDN-NDG-17-AOP-DAI-050**

PARTIE 1

ÉVALUATION DE CHAQUE PROPOSITION		GR7 ARCHITECTURE INC.		GROUPE MARCHAND DESIGN + ARCHITECTURE		POIRIER FONTAINE ARCHITECTES INC.		RÉAL PAUL ARCHITECTE INC.	
CRITÈRES	Nombre maximal de points attribués	Cote (0 à 100 %)	Pointage	Cote (0 à 100 %)	Pointage	Cote (0 à 100 %)	Pointage	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Présentation générale de l'offre	**5**	**70**	**3,5**	**70**	**3,5**	**80**	**4**	**80**	**4**
Compréhension du mandat et de la problématique – qualité de l'approche proposée	**25**	**88**	**22**	**76**	**19**	**70**	**17,5**	**76**	**19**
Expérience de la firme dans des projets de complexité et de budget similaires	**10**	**80**	**8**	**80**	**8**	**70**	**7**	**75**	**7,5**
Qualifications du chargé de projet pour des projets de complexité et de budget similaires	**25**	**82**	**20,5**	**80**	**20**	**64**	**16**	**88**	**22**
Qualifications de l'équipe de travail et/ou des sous-contractants pour des projets de complexité et de budget similaires	**25**	**84**	**21**	**80**	**20**	**72**	**18**	**80**	**20**
Capacité de production et échéancier	**10**	**70**	**7**	**80**	**8**	**60**	**6**	**80**	**8**
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE	**100**	**82 /100**		**78,5 /100**		**68,5 /100**		**80,5 /100**	

Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**

PARTIE 2				
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	GR7 ARCHITECTURE INC.	GROUPE MARCHAND DESIGN + ARCHITECTURE	POIRIER FONTAINE ARCHITECTES INC.	RÉAL PAUL ARCHITECTE INC.
Prix soumis (Uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)	**211 209,08 $**	**253 864,40 $**	**Pointage insuffisant**	**212 192,11 $**
Établissement du pointage final Application de la formule : **(Pointage intérimaire + 50) x 10 000** **Prix**	**6,25**	**5,06**	**s/o**	**6,15**
Rang et adjudicataire	**1**	**3**	**s/o**	**2**

Division Aménagement des Parcs - Actifs immobiliers
Arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce
5160, boulevard Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9

SECTION IV

Formulaire 2

Page sommaire

Appel d'offres public
N° CDN-NDG-17-AOP-DAI-050
Services professionnels
2017-11-29

Émission :			Fermeture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	
29	novembre	2017	17	janvier	2018	11 h.

Titre :

Services professionnels
Centre Le Manoir
Réaménagement, rénovation et mise aux normes du gymnase et du jodo

Cette soumission devra être reçue au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, 5160, boulevard Décarie, bureau 100, RDC (Accès Montréal), Montréal (Québec) H3X 2H9, **avant 11h. le mercredi 17 janvier 2018.** Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation.

Aucune garantie de soumission n'est exigée pour cet appel d'offres.

Description et sommaire de soumission

Dans le cadre du projet du réaménagement, de la rénovation et de la mise aux normes du gymnase et du jodo du Club de judo du centre Le Manoir l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce a l'intention d'octroyer un contrat de services professionnels en architecture et en ingénierie afin de mettre en œuvre les documents et la surveillance nécessaires à la réalisation du présent projet. Votre mission consiste à prendre en charge la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie (structure, parasismique, mécanique et électrique) tels qu'exigé au présent, pour la préparation des plans, devis et cahiers des charges, ainsi que la surveillance du chantier jusqu'à expiration des délais de garanties couvertes par le présent dossier

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) 1143500214 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ⑤

Nous, soussignés...GR7 architecture inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

122, rue Guilbault, Longueuil (Québec) J4H 2T2

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du document d'appels d'offres et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble des documents de l'appel d'offres, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : 450 463-3257		
CLAUDE LÉTOURNEAU,	Télécopieur : 450 463-2739		
Architecte/senior principal associé PA LEED	Courriel : architecture@GR7.ca		
Signature:	Jour 16	Mois Janvier	Année 2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

À RETOURNER OBLIGATOIREMENT DANS L'ENVELOPPE N° 1

TABLEAU DES HONORAIRES, DES CONTINGENCES ET DES INCIDENCES

Projet : **CDN-NDG 17-AOP-DAI-050**

Le centre Le Manoir , bâtiments no. 0755

Réaménagement, rénovation et mise aux normes du gymnase et du dojo

révision 2018-02-16

			Tps 5,0%		Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Honoraires forfaitaires**	**183 700,00**	9 185,00		**18 324,08**	**211 209,08**
	Sous-total :	**183 700,00**	**9 185,00**		**18 324,08**	**211 209,08**
	Contingences 15%	27 555,00	1 377,75		2 748,61	31 681,36
	Total - Contrat :	**211 255,00**	**10 562,75**		**21 072,69**	**242 890,44**
Incidences :	Dépenses générales	0,00	0,00		0,00	0,00
	Total - Incidences :	**20 000,00**	**1 000,00**		**1 995,00**	**22 995,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)	**231 255,00**	**11 562,75**		**23 067,69**	**265 885,44**
Ristournes :	Tps 100,00%					11 562,75
	Tvq 50,0%					11 533,84
	Coût net après ristoune					**242 788,84**

préparé par Brigitte Lemay



20180312_Convention_architecture_et_genie.pdf

SECTION VII

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS ARCHITECTURE ET GÉNIE DE BÂTIMENT

Section à ne pas retourner

TABLE DES MATIÈRES

CONVENTION DE SERVICES PROFESIONNELS		**2**
ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES		**3**
1.1	DÉFINITIONS	3
1.2	OBJET DE LA CONVENTION	5
1.3	DURÉE	5
1.4	ÉCHÉANCIER DU PROJET	5
1.5	INTERPRÉTATION	6
ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR		**7**
2.1	GÉNÉRALITÉS	7
2.2	DONNÉES DU PROJET	8
2.3	DOCUMENTS	9
2.4	PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS	10
2.5	PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS	10
2.6	CODES ET RÈGLEMENTS	10
2.7	PRODUITS ET INTÉRÊTS	10
2.8	ASSURANCES	11
2.9	PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE	11
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE		**12**
3.1	DOCUMENTS	12
3.2	AUTORITÉ	12
ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES SERVICES		**13**
4.1	SERVICES DE BASE	13
4.2	SERVICES SUPPLÉMENTAIRES	13
ARTICLE 5 – RÉMUNÉRATION		**14**
5.1	HONORAIRES	14
5.2	MODALITÉS DE PAIEMENT	16
5.3	MODIFICATIONS	18
5.4	RÉSILIATION OU SUSPENSION	19
ARTICLE 6 – ESTIMATIONS		**20**
6.1	CLASSIFICATION	20
6.2	MÉTHODE ÉLÉMENTALE	20
ARTICLE 7 - CLAUSES FINALES		**21**
7.1	ÉLECTION DE DOMICILE	21
7.2	CESSION DE LA CONVENTION	21
7.3	ENTENTE COMPLÈTE	21
7.4	VALIDITÉ	21
7.5	LOIS APPLICABLE	21
7.6	LIEN D'EMPLOI	21

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Me Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 5 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044);

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

GR7 ARCHITECTURE INC. (ANCIENNEMENT LE GROUPE DES SEPT, ATELIER D'ARCHITECTURE INC.) société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 122 rue Guilbault, Longueuil, J4H 2T2 agissant et représentée par Monsieur Claude Létourneau, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le 16 janvier 2018;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 106065022
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1003052121

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Architecte** »

Un membre de l'Ordre des architectes du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Avenant** »

Toute modification au marché;

« **Consultant** »

Une personne morale ou physique, membre ou non d'une société ou d'une association professionnelle, offrant des services spécialisés, tels que design d'intérieur, programmation, analyse de la valeur, estimation, contrôle des coûts, rédaction de cahier des charges, quincaillerie, circulation verticale, acoustique, alimentation, restauration d'œuvre d'art;

« **Coordonnateur** »

L'Architecte, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'Ingénieur, qui assume la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;

« Coût estimé des travaux »

Le coût prévu pour chaque étape du projet tel qu'évalué par l'arrondissement, lequel pourrait être modifié par le Coordonnateur à la phase de la conception avec l'approbation préalable et écrite du Directeur. Ce coût inclut les frais généraux, les frais d'administration, les bénéfices des entrepreneurs, le coût des travaux contingents (15%) et les taxes sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) mais exclut:

a) les honoraires et déboursés des professionnels;
b) le coût de la machinerie et de l'outillage requis pour un procédé de production, de fabrication, de traitement ou de transformation contenu dans l'ouvrage, sauf s'ils font partie du marché;
c) les frais d'acquisition d'immeubles;
d) les frais de démolition d'immeubles, sauf s'ils font partie du marché;
e) le coût de sondages, essais, analyses et contrôle des matériaux, sauf s'ils font partie du marché;
f) les frais de déplacement des installations de services publics exécutés par leurs propriétaires respectifs;
g) le coût des accessoires fixes et des œuvres d'art pour lesquels l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels, sauf s'ils sont spécifiquement inclus à la présente convention;
h) les frais résultant d'erreurs ou d'omissions de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur;
i) les allocations incluses au cahier des charges pour lesquelles l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels;

« **Coût réel des travaux** »

Le montant versé par la Ville, à un entrepreneur, en vertu d'un marché dont les éléments sont inclus dans le coût estimé des travaux;

« **Directeur** »

Le Directeur d'arrondissement de Côte-des-Neiges- Notre-Dame-de-Grâce ou son représentant dûment autorisé;

« **Données générales de la mission** » ou « **Section VI** »

L'ensemble des informations communiquées à l'Architecte et à l'Ingénieur par le Directeur au début de la mission. Elles détaillent l'objet de la convention et constituent l'expression des objectifs, des besoins, des budgets, des échéanciers et des exigences de la Ville concernant l'exécution de la mission dans le cadre de la présente convention. Ce document daté du 29 novembre 2017 est joint aux présentes comme Section VI et fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Équipe** »

Le personnel de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur affecté à la mission;

« **Entrepreneur** »

Toute personne à qui la Ville octroie le marché;

« **Ingénieur** »

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Marché** »

Le contrat entre la Ville et un entrepreneur pour l'exécution de l'ouvrage;

« **Mission** »

Les services professionnels requis pour satisfaire les besoins de la Ville tels que spécifiés à la présente convention et à ses Annexes;

« **Offre de services professionnels** » ou « **Section IV – formulaire 4** »

Le document présenté le 16 janvier 2018 par l'Architecte et l'Ingénieur qui fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Ouvrage** »

Les travaux réalisés par l'entrepreneur conformément aux plans et devis et cahiers des charges préparés par l'Architecte et l'Ingénieur;

« **Personnel de soutien** »

Le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur autre que le personnel professionnel, technique ou le patron; il comprend, notamment, les secrétaires, les réceptionnistes et les commis de bureau;

« **Programme général** »

Le document contenant l'expression des besoins de la Ville pour chaque projet;

« **Projet** »

Services professionnels en architecture, en ingénierie, pour les relevés, la préparation des plans, du devis et de la surveillance des travaux pour la réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment au centre communautaire et bibliothèque interculturels tel que prévu aux documents d'appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-021

1.2 OBJET DE LA CONVENTION

1.2.1 La Ville retient les services de l'Architecte et de l'Ingénieur qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et les conditions de la présente convention et des Sections IV et VI, à rendre les services professionnels en architecture et en ingénierie, de manière à remplir la mission, à réaliser les plans et devis et cahier des charges pour les appels d'offres, à surveiller les travaux et à effectuer certaines expertises techniques dans le cadre du projet.

1.2.2 L'Architecte s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l'Architecte un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur.

1.3 DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et se termine lorsque les services professionnels couverts par cette convention auront été exécutés de façon satisfaisante, sous réserve des dispositions de l'article 5.4.

1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET

Dans les dix (10) jours calendrier suivants, la réception de la résolution approuvée par le conseil d'arrondissement qui marque le début de mission, le Coordonnateur doit soumettre au Directeur, pour approbation, un échéancier sommaire incluant les biens livrables. Les délais d'approbation imputables à la Ville et reproduits dans le tableau ci-après ainsi que l'échéancier prévisionnel à être fourni par la Ville pour chaque projet et apparaissant en outre dans le programme général devront être pris en considération lors de l'établissement de cet échéancier.

Délais d'approbation imputables à la Ville

ÉTAPE	RAISON	DÉLAI MAXIMUM
DOSSIER DE CONCEPTION	Examen et approbation - esquisses	10 jours de calendriers
DOSSIER PRÉLIMINAIRE	Examen et approbation à 50 % Examen et approbation - CCU	10 jours de calendriers 120 jours de calendriers
DOSSIER DÉFINITIF	Examen et approbation à 80 % Examen et approbation à 100 %	10 jours calendriers 10 jours calendriers
APPEL D'OFFRES	Période entre l'approbation du dossier définitif à 100 % et l'annonce dans SEAO Période pour l'appel d'offres, l'ouverture des soumissions, l'octroi de contrat par le conseil d'arrondissement	5 jours calendriers 45 jours de calendrier

1.5 INTERPRÉTATION

Les données générales de la mission, le programme général et l'offre de services professionnels font partie intégrante de la présente convention.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des données générales de la mission, du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte des données générales de la mission prévaut sur toute disposition du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte du programme général prévaut sur toute disposition de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

La table des matières et les titres des articles ont pour seul but de faciliter la consultation de la présente convention. Ils ne doivent en aucun cas être interprétés de manière à limiter ou dénaturer le sens des dispositions de la convention.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS

2.1.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de services, exécuter leur travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. L'Architecte doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement à l'Ingénieur.

2.1.2 L'Architecte et l'Ingénieur ne peuvent refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

2.1.3 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

2.1.4 L'Architecte et l'Ingénieur ne pourront engager aucune des phases, étapes ou projets énumérés dans les données générales de la mission ou dans le programme général sans y avoir été spécifiquement autorisés par écrit, au préalable, par le Directeur.

2.1.5 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à ne pas révéler à des tiers les données et renseignements fournis par les représentants de la Ville ou toute information confidentielle qui leur serait révélée à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

2.1.6 L'Architecte et l'Ingénieur doivent obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser les données, les renseignements ou les informations à d'autres fins que celles de la présente convention.

2.1.7 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

2.1.8 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

2.2 DONNÉES DU PROJET

2.2.1 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à respecter toutes les données générales de la mission qui leur sont communiquées par le Directeur ou qui sont modifiées avec son autorisation écrite.

2.2.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer de l'adéquation de toutes ces données et, le cas échéant, signaler par écrit au Directeur, dans les plus brefs délais, tout écart entre ces données. Ils doivent également lui formuler des propositions pour rétablir l'adéquation de toutes les données.

2.2.3 L'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de tous les coûts supplémentaires et de tous les frais encourus par la Ville résultant de toute modification des données, non autorisée au préalable par le Directeur, ou résultant de la négligence de l'Architecte et de l'Ingénieur de s'assurer de l'adéquation de ces données.

2.2.4 L'Architecte et l'Ingénieur sont aussi responsables d'assurer la conformité des documents produits avec les données générales. Le Directeur pourra donc, à tout moment, demander des modifications aux documents de l'Architecte et de l'Ingénieur afin de les rendre conformes et ce, sans frais pour la Ville.

2.2.5 Lors de toute modification aux données du projet par l'une ou l'autre des parties, le Coordonnateur sera tenu d'aviser le Directeur, dans les dix (10) jours de calendrier, de toutes les conséquences de telle modification sur l'échéancier d'exécution, le budget et les honoraires, eu égard aux obligations de l'Architecte et de l'Ingénieur en vertu de la présente convention.

2.2.6 À la phase construction, le Coordonnateur doit obtenir l'accord du Directeur avant de procéder aux études relatives aux modifications à l'ouvrage. Celles-ci doivent comprendre la description détaillée des travaux à effectuer, aux fins de transmission à l'entrepreneur, ainsi que leur impact sur le coût des travaux, l'échéancier d'exécution et la qualité de l'ouvrage et une explication sur la cause et les circonstances rendant ces modifications nécessaires.

2.2.7 Si le Directeur en fait la demande, l'Architecte et l'Ingénieur devront participer à un atelier de l'analyse de la valeur, à l'une ou l'autre des étapes du projet. L'Architecte et l'Ingénieur ne sont pas tenus d'animer ces ateliers, mais devront fournir toutes les informations requises.

La participation de l'Architecte et de l'Ingénieur à ces ateliers fait partie des services de base.

2.3 DOCUMENTS

2.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur fournissent au Directeur, sans frais, le nombre de copies complètes des documents requis à chaque étape du projet tel qu'indiqué à l'article 3.5.1 «COPIES À FOURNIR» de la section VI «Données générales de la mission».

2.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent préparer, sous la direction du Coordonnateur, le cahier des charges. Pour ce faire, le Directeur fournira au Coordonnateur le cahier des charges du service requérant. Ce cahier comprend notamment l'index au cahier des charges, le cahier des clauses administratives générales, le cahier des clauses administratives spéciales, les prescriptions normalisées pertinentes au projet, le cahier des instructions aux soumissionnaires et les formulaires de soumissions. Ces documents de la Ville ne peuvent être modifiés. Ils ne peuvent qu'être complétés par des clauses spéciales particulières au contrat.

Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique finale du cahier des charges, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, les fascicules étant classés individuellement en fichiers clairement identifiés par leur numéro.

2.3.3 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie AutoCAD et PDF des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

2.3.4 À chacune des étapes, le Coordonnateur remet au Directeur un dossier complet qui sera évalué par un comité technique formé d'architectes et d'ingénieurs désignés par le Directeur. L'Architecte et l'Ingénieur devront réviser leur dossier en respectant les demandes qui en découleront et qui leur seront adressées, par écrit, par le Directeur.

2.3.5 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

2.3.6 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

2.3.7 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

2.3.8 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours ouvrables suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours ouvrables de toute autre réunion.

2.3.9 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

2.3.10 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect de l'échéancier et de la performance générale des activités.

2.3.11 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

2.4.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention.

2.4.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS

2.5.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les échéanciers sous forme de diagramme de Gantt.

2.5.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements-clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

2.5.3 Les échéanciers doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune des tâches inventoriées, les dates des jalons et événements-clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

2.5.4 Les échéanciers doivent respecter les dates fixes par l'arrondissement pour le dépôt des dossiers décisionnels et celle des conseils d'arrondissement.

2.6 CODES ET RÈGLEMENTS

2.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

2.6.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

2.6.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS

2.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

2.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter tout au long de leur prestation de services, leur déclaration concernant les intérêts en matière d'armements nucléaires, jointe à l'offre de services professionnels

2.8 ASSURANCES

2.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours ouvrables de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

2.8.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

2.8.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

2.8.4 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

2.9.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS

3.1.1 La Ville s'engage à fournir à l'Architecte et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur ainsi que les renseignements et documents qu'elle possède en regard du projet.

3.1.2 Le Directeur fournit au Coordonnateur une copie du cahier des charges de la Ville (cf. art. 2.3.2).

3.1.3 Les renseignements fournis par la Ville au Coordonnateur en vue de la préparation des dessins, plans et devis, cahier des charges et autres documents, sont tenus pour exacts. Cependant, si l'Architecte et l'Ingénieur constatent une inexactitude dans ces renseignements, ils doivent en aviser immédiatement le Directeur qui pourra y apporter des modifications, s'il le juge à propos.

3.1.4 La Ville fournit au Coordonnateur la feuille de base pour les clauses spéciales sur support informatique avec une procédure d'utilisation.

3.1.5 À chaque étape, le Directeur procédera à un examen d'ordre général des documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur. Cet examen d'ordre général se fait par des pairs dans chacune des disciplines concernées par le projet. Cet examen vise deux objectifs : vérifier le degré d'avancement des documents aux fins de paiement des honoraires et s'assurer que les documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur répondent aux exigences de la Ville. Il ne doit, en aucun cas, être interprété par l'Architecte et l'Ingénieur comme une renonciation par la Ville à invoquer la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur à l'égard des documents fournis ou des services rendus.

3.2 AUTORITÉ

3.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partit des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

3.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 4

DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE

Les services de base de l'Architecte (coordinateur) et des Ingénieurs, sont tels que décrits au chapitre 3 «MISSION» de la section VI «Données générales de la mission».

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Les services supplémentaires de l'Architecte (coordinateur) et des Ingénieurs, sont tels que décrits au chapitre 3 «MISSION» de la section VI «Données générales de la mission».

Constituent des services supplémentaires et connexes à l'objet mentionné aux présentes, les services demandés par écrit par le Directeur à l'Architecte ou à l'Ingénieur et qui ne font pas partie des services de base.

Ces services visent notamment :

a) les services consultatifs comprenant les conseils, expertises, estimations, évaluations, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusion et de recommandations spécialisées;

b) les services spéciaux, incluant les expertises techniques, expertises judiciaires ou autres missions similaires, requis suite à la suspension du projet ou des travaux, ou suite à des dommages causés à l'ouvrage par un événement fortuit, par des malfaçons ou suite à des poursuites intentées contre la Ville pour des causes ne relevant pas de la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur;

c) les services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

d) les services de spécialistes en présentation, pour l'élaboration de documents de présentation, tels marquettes, perspectives, documents audiovisuels;

e) tout autre service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 5
RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de DEUX CENT ONZE MILLE DEUX CENT CINQUANTE-CINQ DOLLARS (211 255,00 $) avant les taxes, soit DEUX CENT QUARANTE-DEUX MILLE HUIT CENTS-QUATREVEINGT-DIX DOLLARS ET QUARANTE-QUATRE CENTS (242 890,44 $) incluant les contingences de 15 % et toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur.

5.1.1 Méthode du pourcentage

a) Cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception. Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux. Le pourcentage utilisé à ces fins sera de 3,85 % pour les services d'architecture, de 10 % pour les services d'ingénierie électrique et détection incendie, de 10 % pour les services d'ingénierie mécanique, et de 12 % pour les services d'ingénierie structure et parasismique tel qu'il apparaît dans l'offre de services professionnels de l'Architecte et de l'Ingénieur (section IV, formulaire 4).Toutefois, lorsque le coût réel des travaux est inférieur au coût estimé des travaux jusqu'à concurrence de 10 %, l'Architecte et l'Ingénieur seront payés selon le coût estimé des travaux pour la phase conception seulement.

b) Aux fins du calcul des honoraires selon la méthode du pourcentage, le coût des travaux, réel ou estimé, est calculé en tenant compte des exclusions prévues à l'article 1.1.

c) Dans le cas où le projet est divisé en plusieurs marchés, le calcul des honoraires suivant la méthode du pourcentage tient compte du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux de chacun des marchés.

d) Les honoraires de l'Architecte et de l'Ingénieur calculés selon la méthode du pourcentage sont payables comme suit :

Phase de conception (60 %) :

2 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape de la validation des données et des expertises supplémentaires;

5 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du PFT;

5 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape de l'esquisse;

18 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier préliminaire;

30 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier définitif;

Phase de construction (40 %) :

2 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de l'appel d'offres;

28 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux, pour l'étape de la surveillance de travaux;

2 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »;

4 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de l'assistance durant la mise en service;

4 % des honoraires calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de la période de garantie.

e) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme présente un écart en plus ou en moins de 10 % du coût estimé des travaux au moment de l'appel d'offres, le Directeur peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et cahier des charges et la tenue d'un nouvel appel d'offres sans que la Ville soit tenue de payer à l'Architecte et à l'Ingénieur des honoraires additionnels.

f) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la Ville décide de ne pas octroyer le marché, les honoraires professionnels sont payés sur la base du coût estimé des travaux.

5.1.2 Méthode du taux horaire

a) Cette méthode consiste à payer le temps réellement passé par des membres du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur appelés à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

b) Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel comme indiqué dans l'offre de services professionnels et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

c) Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur sera rémunéré par la Ville en temps régulier.

Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf

pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maxima de l'article 5.1.2 b). Aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

d) Le Coordonnateur doit veiller à l'enregistrement quotidien pour toutes les personnes affectées à l'exécution de la convention, du nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées à la fourniture des services à être rémunérés selon la méthode horaire, ainsi que des tâches effectuées durant ce temps et à la conservation des pièces à l'appui de ses factures.

e) Si l'Architecte et l'Ingénieur affectent du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

f) Les services du personnel de soutien ne sont rémunérés que pour le temps affecté à la dactylographie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

g) Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision

5.1.3 Méthode du forfait

Cette méthode consiste à verser à l'Architecte et à l'Ingénieur une somme fixe, préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur.

Mis à part le montant forfaitaire convenu, la Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services rémunérés selon cette méthode.

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

5.2.1 Généralités

a) L'Architecte et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leur compte et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard. Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de GR7 Architecture inc. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

b) Tout compte d'honoraires devra indiquer clairement la nature des services rendus ainsi que la période couverte. Il doit tenir compte de l'avancement des travaux et être adressé conformément aux instructions reçues du Directeur.

c) Ni un rapport sur l'état des travaux ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et les

services soient, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

d) La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés. De plus, tout compte basé sur la méthode à pourcentage qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 5.2.2 sera refusé et retourné au Coordonnateur pour correction, aux frais de ce dernier.

5.2.2 Méthode du pourcentage

a) Pour les services de base, des comptes d'honoraires peuvent être présentés, après approbation par le Directeur des documents requis, à chacune des étapes définies à l'article 4.1, mais sans dépasser le pourcentage défini à l'article 5.1.1 de la présente convention pour chacune des étapes.

b) Pendant la phase de conception, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés si la durée d'une même étape est supérieure à deux (2) mois.

c) Pour les services concernant la gestion de l'appel d'offres, le compte peut être présenté au Directeur lors de l'émission de la recommandation selon l'article 4.1.4 si le prix de la plus basse soumission conforme respecte les limites budgétaires allouées.

Dans les autres cas, le Coordonnateur devra à ses frais avec l'autorisation écrite du Directeur, soit réduire la portée des travaux du plus bas soumissionnaire conforme en retirant certains travaux désignés par le Directeur pour ramener le projet à l'intérieur des limites budgétaires allouées ou soit faire reprendre les dessins, plans et devis et cahier des charges de manière à respecter les limites budgétaires allouées. Par la suite, le compte pourra être présenté au Directeur.

d) Pour les services rendus durant l'étape surveillance des travaux, les comptes seront présentés au Directeur mensuellement, en proportion de l'avancement de l'ouvrage, selon les décomptes progressifs de l'entrepreneur. Le compte final est dû à l'approbation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » et des autres documents requis en vertu des articles 2.3.2 et 2.3.3.

e) Les comptes d'honoraires relatifs aux modifications décrites à l'article 5.3 des présentes, aussi bien pour la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges, que pour les services durant la construction seront payable dans la mesure où les travaux y afférents auront été exécutés à la satisfaction du Directeur.

5.2.3 Méthode du taux horaire

a) Pour les services rémunérés selon la méthode du taux horaire, les comptes d'honoraires seront présentés au Directeur mensuellement et devront indiquer le pourcentage d'avancement de la tâche confiée. Le compte devra comporter le nombre d'heures que chaque membre du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur a consacré à la fourniture de services supplémentaires connexes depuis le dernier jour inclus au compte précédent et comporter, en annexe, une copie du registre de ces heures.

b) Le Directeur peut en tout temps demander une vérification des pièces et registres relatifs au temps qui est facturé selon la méthode à taux horaire. Cette vérification doit être effectuée à

un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Coordonnateur et ce dernier devra accorder son concours pour en faciliter l'exécution.

5.2.4 Méthode du forfait

Pour tous les services payés selon la méthode du forfait, les comptes d'honoraires sont présentés au Directeur lorsque tous les services auront été rendus à la satisfaction de ce dernier. Dans le cas où la durée des services excède deux (2) mois, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés selon le pourcentage d'avancement de la tâche confiée.

5.3 MODIFICATIONS

Les articles 5.3.1 et 5.3.2 s'appliquent uniquement aux services de base.

5.3.1 En phase de conception

a) Le modifications requises par le Directeur pour atteindre les objectifs exprimés dans les données générales de la mission et le programme général font partie du processus reconnu d'évolution d'un projet à la phase de la conception et ne sont pas rémunérées en supplément. Les paragraphes b, c et d qui suivent s'appliquent à toute modification des données générales de la mission et du programme général approuvée par écrit par le Directeur et qui entraîne une révision de l'étendue ou de la nature des services prévus par la présente convention.

b) Lorsqu'il y a modification des données générales de la mission et du programme général durant la phase de conception, le montant d'honoraires versé à l'Architecte et à l'Ingénieur pour cette phase est réajusté, s'il y a lieu, en fonction du coût estimé des travaux révisé à la hausse ou à la baisse.

c) Pour toute modification des données générales de la mission et du programme général qui résulte en une réduction du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux, le paragraphe b) s'applique, sauf dans le cas des heures requises pour la correction de dessins, plans et devis ou cahier des charges déjà réalisés, qui seront rémunérées selon la méthode à taux horaire, après approbation par le Directeur d'une enveloppe budgétaire.

d) Cependant, tout au cours du projet, le Directeur peut exiger des modifications suite à l'examen des documents décrits aux articles 2.3 et 6.1 et l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de s'y soumettre sans honoraires additionnels.

5.3.2 En phase de construction

a) Les services découlant d'un avenant au marché pendant la phase de construction sont payés au choix du Directeur selon la méthode du taux horaire, pourcentage ou forfait.

b) Dans le cas où l'Architecte et l'Ingénieur sont payés selon la méthode du pourcentage pour les services de base réellement rendus par ces derniers, les règles suivantes s'appliquent :

(i) Le montant de l'avenant est considéré comme faisant partie du marché. Sa valeur s'établit de façon absolue, c'est-à-dire soit le coût supplémentaire des

travaux, soit le crédit donné sur le coût total du marché. Le pourcentage applicable est celui mentionné à l'article 5.1.1.

(ii) Si suite à une décision de la Ville, les services de l'Architecte et de l'Ingénieur découlant de cet avenant ne sont pas menés à terme, l'Architecte et l'Ingénieur ne sont payés que pour les services rendus et le montant des honoraires relatifs à cet avenant est calculé en appliquant le pourcentage des honoraires attribuables aux étapes complétées au moment où le service est interrompu.

(iii) L'estimation faite par l'Architecte et l'Ingénieur doit être de classe « A1 ».

5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions

a) Les services requis de l'Architecte et de l'Ingénieur pour l'impression des documents, la réalisation des dessins, plans et devis et cahier des charges et pour la surveillance des travaux afférents à une modification résultant d'une erreur, d'une omission ou du non-respect de la réglementation ou des directives de la Ville, par l'Architecte ou l'Ingénieur, ne donnent droit à aucune rémunération.

b) Dans le cas prévu au paragraphe a) du présent article, l'Architecte et l'Ingénieur doivent payer les tiers dont les services sont aussi requis pour cette modification. La Ville n'encourt aucune responsabilité pour de telles modifications.

c) Si la durée des travaux dépasse de 30 % ou plus la durée prévue, l'Architecte et l'Ingénieur pourront facturer la Ville, soit à taux horaire ou soit à prix forfaitaire, selon entente préalable et écrite avec le Directeur pour les visites de chantier et les réunions si ce retard n'est pas attribuable en partie ou en totalité à l'Architecte et à l'Ingénieur.

Les suspensions de travaux par la Ville et les congés sont exclus de la durée prévue des travaux et ne doivent pas être comptabilisés aux fins du présent article.

5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

5.4.2 Tous les documents et études exécutés en date de la résiliation ou de la suspension de la convention devront être remis au Directeur dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis

5.4.3 En cas de résiliation ou de suspension de la convention, l'Architecte et l'Ingénieur doivent présenter dans les dix (10) jours ouvrables de la réception de l'avis à cet effet, un compte d'honoraires eu égard aux services réellement rendus par eux en date de telle résiliation ou suspension.

5.4.4 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit à l'Architecte et à l'Ingénieur à aucune indemnité et ceux-ci n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés, ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

5.4.5 Lorsqu'après une suspension, la Ville demande à l'Architecte et à l'Ingénieur de reprendre l'exécution de la convention, ceux-ci devront le faire dans un délai de dix (10) jours ouvrables.

ARTICLE 6
ESTIMATIONS

Dans l'objectif de respecter le coût estimé des travaux, toutes les estimations présentées par l'Architecte et l'Ingénieur doivent tenir compte de toutes les données connues à ce moment, qu'elles soient écrites ou verbales. Lorsqu'elles sont verbales, elles devront être clairement identifiées comme telles.

6.1 CLASSIFICATION

Les estimations sont classées de « C » à « A1 ». Ces dénominations indiquent le degré de précision recherché pour chacune d'elles.

À chaque étape, l'estimation présentée par l'Architecte et l'Ingénieur doit inclure la marge d'erreur sous forme de contingences de design.

Classe C : estimation ventilée par élément, fondée sur une description générale de l'ouvrage, incluant le choix des principaux systèmes du bâtiment et la connaissance des conditions du marché. À cette étape, les contingences de design incluses dans l'estimation doivent être de 10% ou moins.

Classe B : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur des dessins et cahier des charges préliminaires ou plus avancés et une description des systèmes et sous-systèmes de l'ouvrage ainsi que la connaissance des conditions particulières du site. À cette étape, les contingences de design incluses dans l'estimation doivent être de 5% ou moins.

Classe A : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur une description complète et détaillée de l'ouvrage et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, les contingences de design incluses dans l'estimation doivent être de 3% ou moins.

Classe A1 : estimation pré-soumission, ventilée par chapitre (division) et section du cahier des charges fondée sur les dessins, plans et devis et cahiers de charges complets et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, les contingences de design incluses dans l'estimation sont à 0%.

6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE

Toutes les estimations soumises à la Ville (sauf l'estimation classe A1) seront, à moins d'indication contraire, de type élémental et devront donc s'exprimer en termes d'éléments fonctionnels du bâtiment. Elles doivent être présentées selon une méthode reconnue.

Une fois l'estimation complétée, l'Architecte et l'Ingénieur ajouteront les facteurs de correction suivants, sous forme de pourcentages ou de montants forfaitaires :

a) conditions du marché (conditions de l'offre et de la demande);
b) conditions particulières du site (accès, achalandage, entreposage, travaux de soir et de fin de semaine);
c) conditions climatiques (hiver, etc.);
d) inflation (inflation monétaire, décrets, etc.).

Ces facteurs de correction devront être réévalués par l'Architecte et l'Ingénieur à chaque étape du projet en fonction de leur évolution.

Les frais généraux, les marges bénéficiaires, les contingences du marché et les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q) doivent être indiqués séparément.

ARTICLE 7
CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente convention, la Ville élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé le Coordonnateur par courrier recommandé. L'Architecte et l'Ingénieur élisent domicile à l'adresse du Coordonnateur ou à toute autre adresse dont celui-ci aura préalablement avisé la Ville par courrier recommandé.

7.2 CESSION DE LA CONVENTION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

7.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pour parlers antérieurs, verbaux ou écrits.

7.4 VALIDITÉ

Une clause du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres clauses qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

7.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

7.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Geneviève Reeves

Secrétaire de l'arrondissement de CDN-NDG

Le e jour de 20

GR7 ARCHITECTURE INC.

Par : _____

Monsieur Claude Létourneau

Architecte associé

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 12e jour de mars 2018 (résolution CA18 _____)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185302001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à la firme GR7 Architecture, un contrat de services professionnels au montant de 242 890,44 $, taxes incluses, pour le réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir. Autoriser une dépense à cette fin de 265 885,44 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-050. Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Fichier des infos budg. et compt. SUPRO LOCAL - HON. PROF.- GR7 ARCHITECTURE- Réaménagement et mise aux normesdu gymnase et.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-28

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140

Service/Arrondissement : CDN - NDG

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre * Onglet complété

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Calcul des taxes 2018

Contrat	Avec taxes	
Montant avant taxes	211 255,00	
TPS 5%	10 562,75	
TVQ 9,975%	21 072,69	
Contrat ⟶	**242 890,44**	
Ristourne TPS à 100%	(10 562,75)	
Ristourne TVQ à 50%	(10 536,34)	
Dépense ⟶	221 791,34	*221791,343*

Incidence	Avec taxes
Montant avant taxes	20 000,00
TPS 5%	1 000,01
TVQ 9,975%	1 995,00
Contrat ⟶	**22 995,01**
Ristourne TPS à 100%	(1 000,01)
Ristourne TVQ à 50%	(997,50)
Dépense ⟶	20 997,50

TOTAL imputable **242 788,84**

Ristourne 2015 - ***1,049875***

GDD 1185302001 - Réaménagement,rénovations et mise aux normes gymnase et dojo du centre L

Hon. Prof.- GR7 Architecture

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxe	**TPS**	**TVQ**	**Dépenses t.t.i**	**Crédits**	**Quote-part 50% SUPRA LOCAL CORPO**
Contrat	183 700,00	9 185,00	18 324,08	211 209,08	192 862,04	96 431,02
Contingents	27 555,00	1 377,75	2 748,61	31 681,36	28 929,31	14 464,65
S-total	***211 255,00***	***10 562,75***	***21 072,69***	***242 890,44***	***221 791,34***	***110 895,67***
Incidence	20 000,00	1 000,00	1 995,00	22 995,00	20 997,50	10 498,75
Total projet	***231 255,00***	***11 562,75***	***23 067,69***	***265 885,44***	***242 788,84***	***121 394,42***

e Manoir-

Quote-part 50% ARRON
96 431,02
14 464,65
110 895,67
10 498,75
121 394,43

DOSSIER	:	1185302001
Estimation du coût du projet	:	
Contrat travaux	:	242 890,44 $
Incidences	:	22 995,00
Laboratoire		-
Ingénierie		-
Imprévus		-
Moins ristourne (TPS)	:	(11 562,75)
Moins ristourne (TVQ)	:	(11 533,84)
Coût total net du projet	=	242 788,84 $
Portion Arron		121 394,42 $

PROVENANCE 1

Règlement d'emprunt	RCA14 17220 PTI 2015 - 2017 - rRéfection et protection d'immeubles CA14 170027
Source:	0614220
Sous-projet:	
Projet SIMON:	
Montant :	121 394,42 $

PROVENANCE 2

Règlement d'emprunt	
Source:	
Sous-projet:	
Projet SIMON:	
Montant :	

PROVENANCE 3

Surplus affecté au parc Trenholme	
Objet:	
Montant :	

IMPUTATION

Requérant	:	59-00
Projet	:	67851
Sous-projet	:	1567851 002
Exécutant	:	59-00
Projet SIMON	:	154248

		2018	2019	2020	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2015-2017	:	121	0	0	0	121
Prévision de la dépense						
Brut	:	121	0	0	0	121
Autre	:	0	0		0	0
Sub-C		0	0	0		0
Net	:	121	0	0	0	121
Écart	:	0	0	0	0	0

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : MARS Année : 2018 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2018-03-07 Nom d'écriture : 180307udesjvc -

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**0,00**	**0,00**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de virement de crédits

Période : 07-Mar

Saisie par:

Téléphone : 514-868-5140 **Initial:** **Confirmation # :**

Service/Arrondissement : **CDN NDG**

Description du virement : 180307udesjvc - Réaménagement,rénovations et mise aux normes gymnase et dojo du c

*(Exemple: 140308udechna - Description) **Le code U doit être celui du demandeur*

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur	À (DT)	De (CT)	Description
1	6406	0614220	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		121 394,42	PTI 2015-2017
2	6406	0614220	800250	07123	54301	000000	0000	154248	000000	22015	00000	110 895,67		Contrat et contingences
3	6406	0614220	800250	07123	54301	000000	0000	154248	012079	22015	00000	10 498,75		Incidences
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
											Total de l'écriture	**121 394,42**	**121 394,42**	

Remarques

Approbation: _____ Date: _____

Report : _____ _____ _____

(V.90) (Signature) (Date) (Confirmation #)

Approbation Directeur d'Arrondissement	
Stéphane Plante	Date

Catégorie de virement : V.10 ☐ V.20 ☐ V.90 ☒

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre à la personne qui a le pouvoir de faire la saisie dans SIMON.

Si vous effectuez la saisie pour une personne autorisée en vertu du règlement de délégation, veuillez transmettre la copie signée à Nathalie Dechamps

centre Le Manoir- Hon. Prof.- GR7 Architecture GDD 1185302001

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140
Service/Arrondissement : CDN - NDG

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0614220	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000
2	6406	0614220	800250	07123	54301	000000	0000	154248	000000	22015	00000
3	6406	0614220	800250	07123	54301	000000	0000	154248	012079	22015	00000
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.0614220.800250.01909.57201.000000.0000.102600.000000.98001.00000
2	6406.0614220.800250.07123.54301.000000.0000.154248.000000.22015.00000
3	6406.0614220.800250.07123.54301.000000.0000.154248.012079.22015.00000
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....
36	.....
37	.....
38	.....
39	.....
40	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!

18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!
18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185302001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à la firme GR7 Architecture, un contrat de services professionnels au montant de 242 890,44 $, taxes incluses, pour le réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir. Autoriser une dépense à cette fin de 265 885,44 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-050. Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Validation du processus - 17-AOP-DAI-050.pdfAnalyse des soumissions GDD.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire recherchiste
Tél : 514 872-9492

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-28

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-17-AOP-DAI-050

No du GDD : 1185302001

Titre de l'appel d'offres : Réaménagement, rénovation et mise aux normes du gymnase et du dojo du centre Le Manoir

Type d'adjudication : Au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 11 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 17 - 1 - 2018

Ouverture faite le : 17 - 1 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 4 - 12 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 48 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs de cahier de charges : 14

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 29%

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 5 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Pointage final	Montant soumis (TTI)	√
Poirier Fontaine architectes inc.	s/o	s/o	
GR7 Architecture inc.	1	211 209,08 $	√
Groupe Marchand Design + Architecture	3	253 864,40 $	
Réal Paul Architete inc.	2	212 192,11 $	

Information additionnelle

Désistements : un preneur de cahier des charges est une ville, trois preneurs de cahier des charges ont soumissionnés à titre de sous-traitant en génie, trois firmes de génie l'ont pris sans avoir pu s'adjoindre les services d'architecture, une firme de génie a indiqué des exigences en matière d'expérience du chargé de projet en structure trop élevées et une firme a indiqué que le délai de soumission était trop court pour elle.

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 21 - 2 - 2018

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-17-AOP-DAI-050**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
POIRIER FONTAINE ARCHITECTES INC.	1165224529	OK	NON	OK	OK	OK	S/O	NON REQUISE	NON REQUISE	Attestation fiscale non fournie dans la proposition technique. Enveloppe de prix non ouverte.	Pointage intérimaire insuffisant
GR7 ARCHITECTURE	1143500214	OK	OK	OK	OK	OK	S/O	NON REQUISE	NON REQUISE		Conforme
GROUPE MARCHAND ARCHITETURE & DESIGN INC	1164690340	OK	OK	OK	OK	OK	S/O	NON REQUISE	NON REQUISE		Conforme
RÉAL PAUL ARCHITECTE INC.	1170528856	OK	NON	OK	OK	OK	S/O	NON REQUISE	NON REQUISE		Conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2018-01-24**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-01-24**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-01-24.**
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185302001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à la firme GR7 Architecture, un contrat de services professionnels au montant de 242 890,44 $, taxes incluses, pour le réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir. Autoriser une dépense à cette fin de 265 885,44 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-050. Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1185302001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana VELA
Preposée au budget

Tél : 514- 868-3203

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-05

Francine LEBOEUF
Professionnel(le)(domaine d expertise)-Chef d équipe
Tél : 514 872-0985

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Diana Vela Téléphone : 878-3203

Service/Arrondissement : Service des finances

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre * Onglet complété

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits * Onglet complété

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Calcul des taxes 2015

Contrat	Avec taxes
Montant avant taxes	0,00
TPS 5%	0,00
TVQ 9,975%	0,00
Contrat →	
Ristourne TPS à 100%	0,00
Ristourne TVQ à 50%	0,00
Dépense →	0,00

Incidence	Avec taxes
Montant avant taxes	0,00
TPS 5%	0,00
TVQ 9,975%	0,00
Contrat →	
Ristourne TPS à 100%	0,00
Ristourne TVQ à 50%	0,00
Dépense →	0,00

TOTAL imputable **0,00**

DOSSIER	:	
Estimation du coût du projet	:	**0,00 $**
Contrat travaux	:	**0,00 $**
Incidences	:	-
Laboratoire		-
Ingénierie		-
Imprévus		-
Moins ristourne (TPS)	:	-
Moins ristourne (TVQ)	:	-
Coût total du projet	=	**0,00 $**

IMPUTATION

Requétant	:	
Projet d'investi	:	
Sous-projet	:	
Exécutant	:	**0**
Projet SIMON	:	

		2016	2017	2018	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2015-2017	:		**0**	**0**	**0**	
Prévision de la dépense						
Brut	:	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autre	:	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Sub-C		**0**	**0**	**0**		**0**
Net	:	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Écart	:	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Diana Vela Téléphone : 878-3203
Service/Arrondissement : Service des finances

Période : MAR Année : 2018 **MAR-18** Description de l'écriture : GDD 1185302001 CC85302001

Virement de crédits demandé en vertu de :
(●) La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
( ) L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
h	6101	7716002	802505	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000		121 395,00	Reglement d'emprunt 16-002
2	6101	7716002	800250	07123	54301	000000	0000	172521	000000	22015	00000	110 896,00		Contrat
3	6101	7716002	800250	07123	54301	000000	0000	172521	050181	22015	00000	10 499,00		Incidences
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40														
Total de l'écriture :												**121 395,00**	**121 395,00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Diana Vela Téléphone : 878-3203
Service/Arrondissement : Service des finances

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6101	7716002	800250	07123	54301	000000	0000	172521	000000	22015	00000
2	6101	7716002	800250	07123	54301	000000	0000	172521	050181	22015	00000
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6101.7716002.800250.07123.54301.000000.0000.172521.000000.22015.00000
2	6101.7716002.800250.07123.54301.000000.0000.172521.050181.22015.00000
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....
36	.....
37	.....
38	.....
39	.....
40	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	6101.7716002.802505.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	0,00	121 395,00
2	6101.7716002.800250.07123.54301.000000.0000.172521.000000.22015.00000	110 896,00	0,00
3	6101.7716002.800250.07123.54301.000000.0000.172521.050181.22015.00000	10 499,00	0,00
4	.....	0,00	0,00
5	.....	0,00	0,00
6	.....	0,00	0,00
7	.....	0,00	0,00
8	.....	0,00	0,00
9	.....	0,00	0,00
10	.....	0,00	0,00
11	.....	0,00	0,00
12	.....	0,00	0,00
13	.....	0,00	0,00
14	.....	0,00	0,00
15	.....	0,00	0,00
16	.....	0,00	0,00
17	.....	0,00	0,00

18	.....	0,00	0,00
19	.....	0,00	0,00
20	.....	0,00	0,00
21	.....	0,00	0,00
22	.....	0,00	0,00
23	.....	0,00	0,00
24	.....	0,00	0,00
25	.....	0,00	0,00
26	.....	0,00	0,00
27	.....	0,00	0,00
28	.....	0,00	0,00
29	.....	0,00	0,00
30	.....	0,00	0,00
31	.....	0,00	0,00
32	.....	0,00	0,00
33	.....	0,00	0,00
34	.....	0,00	0,00
35	.....	0,00	0,00
36	.....	0,00	0,00
37	.....	0,00	0,00
38	.....	0,00	0,00
39	.....	0,00	0,00
40	.....	0,00	0,00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!
18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1173558025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente avec la compagnie First Capital Asset Management ULC pour la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures de services nécessaires à la réalisation d'un projet mixte (commercial - résidentiel) pour la propriété sise au 2615 à 2865, avenue Van Horne ainsi que l'aménagement d'une partie de la ruelle, selon les dispositions du Règlement sur les ententes relatives à des projets municipaux (08-013) - L'estimé de coût total taxes incluses pour l'ensemble des travaux est estimé à 354 215.87 $ incluant les contingences et les incidences.

D'approuver l'entente avec First Capital Asset Management ULC relativement à l'installation de feux de circulation, d'une saillie et d'une entrée charretière sur l'avenue Van Horne à l'intersection de Wilderton Crescent et l'aménagement d'une bande de verdure, dont la largeur varie de 0.5 m à 1 m et des saillies en béton dans la ruelle (lot 2 173 810) situé au nord du projet de développement Wilderton.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 14:41

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1173558025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente avec la compagnie First Capital Asset Management ULC pour la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures de services nécessaires à la réalisation d'un projet mixte (commercial - résidentiel) pour la propriété sise au 2615 à 2865, avenue Van Horne ainsi que l'aménagement d'une partie de la ruelle, selon les dispositions du Règlement sur les ententes relatives à des projets municipaux (08-013) - L'estimé de coût total taxes incluses pour l'ensemble des travaux est estimé à 354 215.87 $ incluant les contingences et les incidences.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement numéro 08-013 adopté par le Conseil de Ville le 28 avril 2008 prévoit la signature d'une entente sur le partage des coûts entre l'arrondissement et le promoteur pour tout projet qui nécessite la mise en place d'infrastructures municipales pour la réalisation d'un projet de nature résidentielle et commerciale.
First Capital Asset Management ULC a complété et déposé à l'arrondissement un projet d'installation de feux de circulation et le devis civil, préparés par monsieur Éric Papadolias, ingénieur de la firme CIMA+ et un projet d'aménagement paysager d'une partie de la ruelle (lot 2 173 810) avec les plans préparés par Groupe Marchand Architectures et Design.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170147 Adopter la résolution approuvant le projet particulier PP-93 visant à autoriser la démolition des bâtiments situés au 2615 à 2865, avenue Van Horne, et la construction d'un développement mixte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) (1160415001).

DESCRIPTION

L'entente ci-jointe précise la nature des travaux d'infrastructures et d'aménagement paysager à être réalisés, les responsabilités respectives ainsi que les échéanciers à être respectés par les parties.
Tel qu'identifié aux plans joints en annexes, ce projet d'entente vise l'installation de feux de circulation dans l'emprise de l'avenue Van Horne à l'intersection de Wilderton Crescent et l'aménagement paysager d'une partie de la ruelle se situant au nord du terrain sur lequel sera réalisé le projet de développement, selon les spécifications suivantes :

§ l'installation de feux de circulation et d'une saillie à l'intersection des avenues Wilderton Crescent et Van Horne, réalisée par la Ville;
§ l'aménagement d'une nouvelle entrée charretière ayant front sur l'avenue Van Horne, réalisé par la Ville;
§ l'aménagement d'une bande de verdure et de saillies en béton à même la ruelle située au nord de la propriété (lot 2 173 812), dont la largeur, varie de 0,5 m à 2.2 m (incluant les saillies en béton), réalisée par le promoteur.

Il est à noter que les infrastructures qui seront localisées sur le domaine public deviendront propriété de la Ville lors de la réception définitive des travaux. L'entretien de la bande de verdure et le remplacement des végétaux la composant qui seront aménagés dans la ruelle seront à la charge du promoteur.

Suivant la signature de l'entente le promoteur devra faire préparer les plans et devis selon les normes et directives de la Ville. Ces plans et devis devront être approuvés par la Ville avant le début des travaux. De plus, avant d'entreprendre les travaux d'aménagement paysager visés dans l'entente, le promoteur doit obtenir et remettre les copies des autorisations reçues, notamment, tous les permis d'excavation, d'entrave et autres permis de la Ville ou organismes gouvernementaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

L'entente présentée en pièce jointe prévoit que le promoteur assumera la totalité du coût des travaux (incluant les taxes). Elle inclut également un échéancier des travaux, une évaluation des coûts en question, ainsi que les modalités quant à la surveillance des travaux et aux garanties financières à fournir par le promoteur.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement et des services aux entreprises recommande favorablement cette entente pour les raisons suivantes :

- l'installation de nouveaux feux de circulation est requise afin de réduire les impacts et améliorer la circulation dans le secteur;
- l'aménagement paysager dans la ruelle vise à assurer une meilleure interface avec le secteur résidentiel et réduire les surfaces minérales tout en bonifiant le projet de développement;
- l'entente est réalisée conformément à l'article 4 du Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux 08-013. La totalité des coûts de réalisation des travaux d'infrastructures est à la charge du promoteur.

Les garanties bancaires et le paiement de tous les frais devront être payés avant l'émission des permis découlant des demandes de permis 3001361655 (démolition), 3001361730 (stationnement) et 3001361695 (construction) pour réaliser la phase 1 du projet Wilderton.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total des travaux s'élève à 354 215.87 $ taxes incluses et seront entièrement assumés par le promoteur.
Les travaux d'installation de feux de circulation, de l'entrée charretière et de l'aménagement de la saillie seront réalisés par la Ville.

Le promoteur se chargera lui-même de l'aménagement de la bande de verdure dans la ruelle.

Les travaux seront réalisés et remboursés de la façon suivante :

- **Travaux réalisés par le Service des infrastructures, de la Voirie et des transports, direction des transports de la Ville de Montréal (SIVT)**

Le SIVT procédera à l'installation de feux de circulation et d'une saillie, à l'intersection des avenues Wilderton Crescent et Van Horne, ainsi que l'aménagement d'une nouvelle entrée charretière, ayant front sur l'avenue Van Horne.

Le coût estimé des travaux d'infrastructures avec les frais de contingences (10%) incluant les taxes applicables est d'approximativement deux cent trente-sept mille cinquante-trois dollars (237 053,35$). – Règlement 17-080 (Feux de circulation et équipement de gestion du trafic).

L'entente prévoit qu'un ajustement à la hausse ou à la baisse des coûts estimés sera appliqué de façon à ce que le promoteur paie toujours sur la base des coûts réels des travaux.

Ces frais seront payés par chèque visé par le promoteur avant le début des travaux.

Travaux SIVT	
Feux de circulation	155 682.00 $
Contingence (10%)	15 568.20
Total avant taxes	171 250.20 $
Entrée charretière et saillie	31 752.70 $
Contingence (10%)	3 175.27 $
Total avant taxes	34 927.97 $
Total avant taxes	206 178.17 $
Taxes	30 875.18 $
TOTAL	**237 053.35 $**

Les travaux de surveillance et de contrôle qualitatif pour ces travaux seront également assumés par le SIVT. L'estimation des coûts s'élève à 35 557.73$ taxes incluses, soit 23 705.16 $ pour la surveillance des travaux et 11 852.57 $ pour le contrôle qualitatif.

Frais afférents	
Surveillance (10% de 237 053.35 $)	23 705.16 $
Contrôle qualitatif (5% de 237 053.35 $)	11 852.57 $
TOTAL	**35 557.73 $**

Ces frais seront remboursés par le promoteur, sur présentation de factures et des pièces justificatives.

- **Travaux réalisés par le promoteur**

Les travaux d'aménagement de la bande de verdure dans la ruelle seront effectués directement par le promoteur. Le coût total estimé par pour ces travaux, incluant les frais de contingence (10%) et les taxes et de 70 960.68 $. Une lettre de garantie bancaire de 70 960.68 $, sur la base d'estimation de coûts, sera déposée à cette fin par le promoteur à

l’arrondissement.

Travaux promoteur Aménagement de la ruelle	
Coûts avant taxes	56 107.60 $
Contingence (10%)	5 610.76 $
Total avant taxes	61 718.36 $
Taxes	9 242.33 $
TOTAL	**70 960.68**

- **Travaux réalisés par l'arrondissement**

Les travaux de surveillance et de contrôle qualitatif de la ruelle seront par ailleurs assumés par l'arrondissement. L'estimation des coûts s'élève à 10 644.09 $ taxes incluses, soit 7 096.07 $ pour la surveillance des travaux et 3 548.02 $ pour le contrôle qualitatif.

Travaux arrondissement	
Surveillance (10% de 70 960.68 $)	7 096.07 $
Contrôle qualitatif (5% de 70 960.68 $)	3 548.03 $
TOTAL	**10 644.10 $**

Ces frais seront remboursés par le promoteur, sur présentation de factures et des pièces justificatives.

À la fin des travaux, le coût réel sera établi et un ajustement à la hausse ou à la baisse sera appliqué de manière à ce que le promoteur assume 100% des coûts.

Les informations relatives aux comptes d'imputation se retrouvent dans la certification de fonds du SIVT et de celle de la direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
René MOLINIE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Frédérik GENDRON, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Son Thu LÊ, Service des infrastructures_voirie et transports
Sylvain FELTON, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Pascal TROTTIER, 19 février 2018
Son Thu LÊ, 8 février 2018
Frédérik GENDRON, 26 janvier 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-23

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-01-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1173558025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver l'entente avec la compagnie First Capital Asset Management ULC pour la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures de services nécessaires à la réalisation d'un projet mixte (commercial - résidentiel) pour la propriété sise au 2615 à 2865, avenue Van Horne ainsi que l'aménagement d'une partie de la ruelle, selon les dispositions du Règlement sur les ententes relatives à des projets municipaux (08-013) - L'estimé de coût total taxes incluses pour l'ensemble des travaux est estimé à 354 215.87 $ incluant les contingences et les incidences.

ANNEXE 1 - RÉSOLUTION: 1173558025_Annexe_1_Rés.pdf

ANNEXE 2 - CERTIFICAT DE LOCALISATION: 1173558025_Annexe_2_CL.pdf

ANNEXE 3 - PLANS AMÉNAGEMENT RUELLE: 1173558025_Annexe_3_ruelle.pdf

ANNEXE 4 (PRÉLIMINAIRE) - PLANS FEUX DE CIRCULATION: Annnexe_4_prél.pdf

ANNEXE 5 - ÉCHÉANCIER: 1173558025_Annexe_5_échéancier.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. :

ANNEXE 1 - RÉSOLUTION

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

23 JANVIER 2018

CDN-NDG

CORPORATION FIRST CAPITAL (WILDERTON) INC.
(the "Corporation")

WHEREAS:

1. It is stated under section 16.01 of the Corporation's by-laws that documents requiring signature by the Corporation may be signed by one (1) person being an officer or director of the Corporation;
2. Amy Chen was appointed as officer of the Corporation on September 16th, 2016, under the title of Vice President;

RESOLVED:

1. That Amy Chen is authorized to sign the *Entente Relative à la Réalisation de Travaux d'Infrastructures*, and any amendments thereto, on behalf of the Corporation.

THE FOREGOING RESOLUTION IS HEREBY CONSENTED TO AND SIGNED BY THE DIRECTORS OF THE CORPORATIONS, PURSUANT TO THE BUSINESS CORPORATIONS ACT (QUÉBEC) EFFECTIVE JANUARY 22nd, 2018.

Adam Paul

Kay Brekken

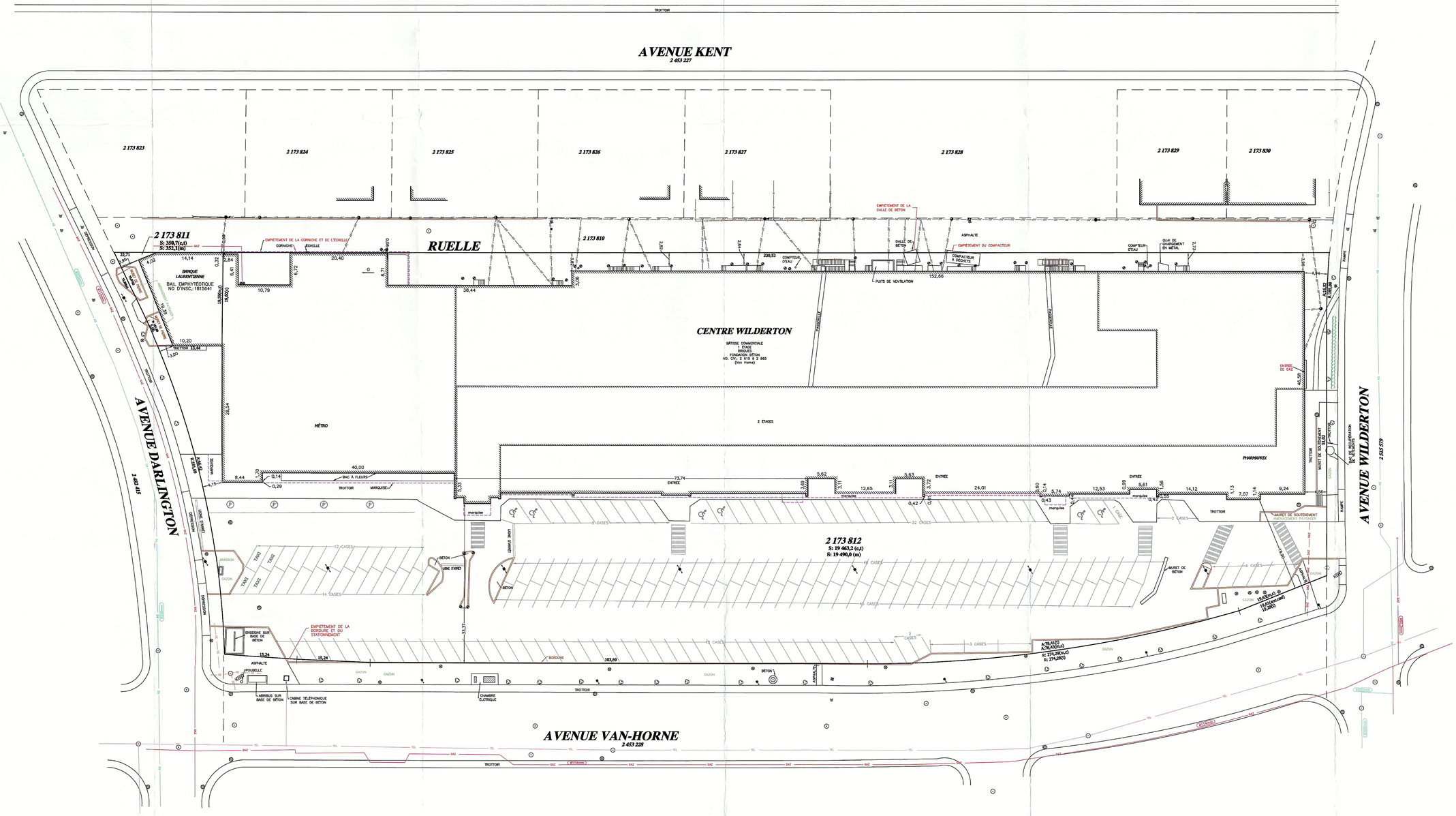
Jordan Robins

ANNEXE 2 - CERTIFICAT DE LOCALISATION

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

17 JANVIER 2018

CDN-NDG



LÉGENDE

REGARD
REGARD PLUVIAL
REGARD SANITAIRE
PUISARD
BORNE FONTAINE
VANNE
ENSEIGNE
BUTOIR
FEU DE CIRCULATION
LAMPADAIRE
POTEAU ÉLECTR.
HAUBAN
AQUEDUC — AQ —
ÉGOUT PLUVIAL — PLU —
ÉGOUT SANITAIRE — SAN —
CONDUITE DE GAZ — GAZ —
FILS AÉRIENS
CLÔTURE
MUR DE SOUTÈNEMENT (GRAND)
MUR DE SOUTÈNEMENT (PETIT)
HAUT TALUS
BAS TALUS
VOIE FERRÉE

Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI)
1 pied = 0,3048 m
1 m = 3,28084 pieds

Le bâtiment principal est mesuré au revêtement/solage
Les dépendances sont mesurées au revêtement/solage

Note: Ce plan doit que le rapport qui l'accompagne est fait uniquement pour la propriétaire et le but mentionné dans le rapport. Toute autre utilisation de ce document est interdite sans l'autorisation écrite de l'arpenteur-géomètre soussigné. Les limites de propriété montrées sur ce plan ne doivent pas être interprétées comme étant des lignes de clôture ou de division avec les limites de propriété. Les distances des structures par rapport aux limites de propriété n'ont été calculées et illustrées que pour permettre l'expression d'une opinion quant à l'application des lois et règlements pouvant affecter le bien-fonds. Elles ne doivent pas être interprétées comme étant les limites définitives de la propriété. Les limites de propriété indiquées ne peuvent servir de preuve advenant quant à leur véritable position. Elles n'ont pas la force probante d'un constat de bornage et sont hypothétiques sur tiers.

CUSSON LÉTOURNEAU
ARPENTEURS · GÉOMÈTRES
100, Boul. Industriel
Saint-Eustache (Québec)
J7R 6V2
t: 450 974-3338
t: 514 845-3745
f: 450 974-2026
clag@bellnet.ca
services-arpenteur-geometre.ca

Signé à Saint-Eustache le: 18 NOVEMBRE 2014

par: ALAIN LÉTOURNEAU, arpenteur-géomètre

Copie certifiée conforme à l'original

Émise le: / /

Par: arpenteur-géomètre

CERTIFICAT DE LOCALISATION

LOT(S): 2 173 811 ET 2 173 812

CADASTRE OFFICIEL: DU QUÉBEC

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL

DOSSIER: 23 338 | MINUTE: 13 900 | LEVÉ: 01-07-2014 ET AL | ÉCHELLE: 1:300 (SI)

ANNEXE 3 - AMÉNAGEMENT RUELLE

PAYSAGE - Aménagement de la ruelle sur l'emprise ville



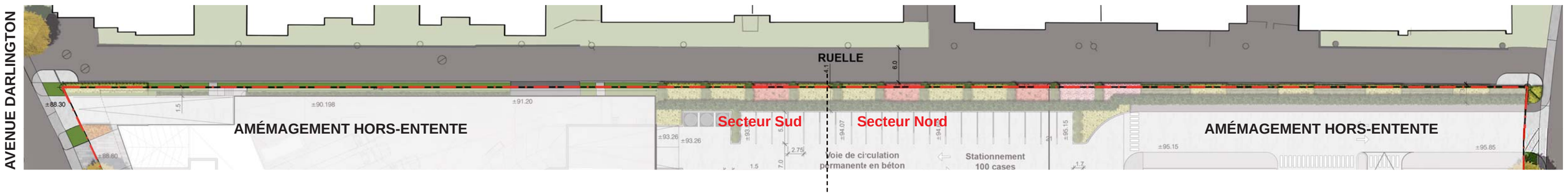
NOTE :
Les arbres figurés sur ce plan de localisation sont implantés sur l'emprise privée du projet et ne font donc pas partie de l'entente de développement de la ruelle.

N

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

22 JANVIER 2018

CDN-NDG



LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL®

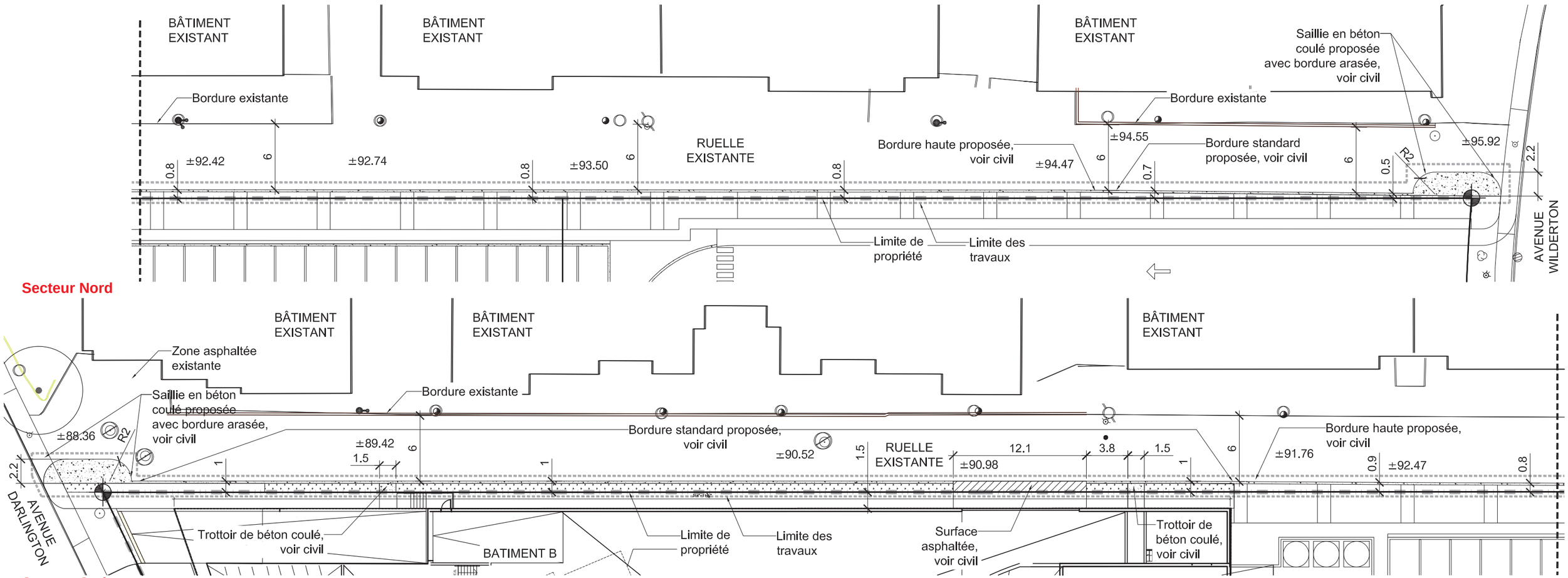
COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 19 JANVIER 2018

gmad

ANNEXE 3 - AMÉNAGEMENT RUELLE

PAYSAGE - Aménagement de la ruelle sur l'emprise ville



LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL

COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 19 JANVIER 2018

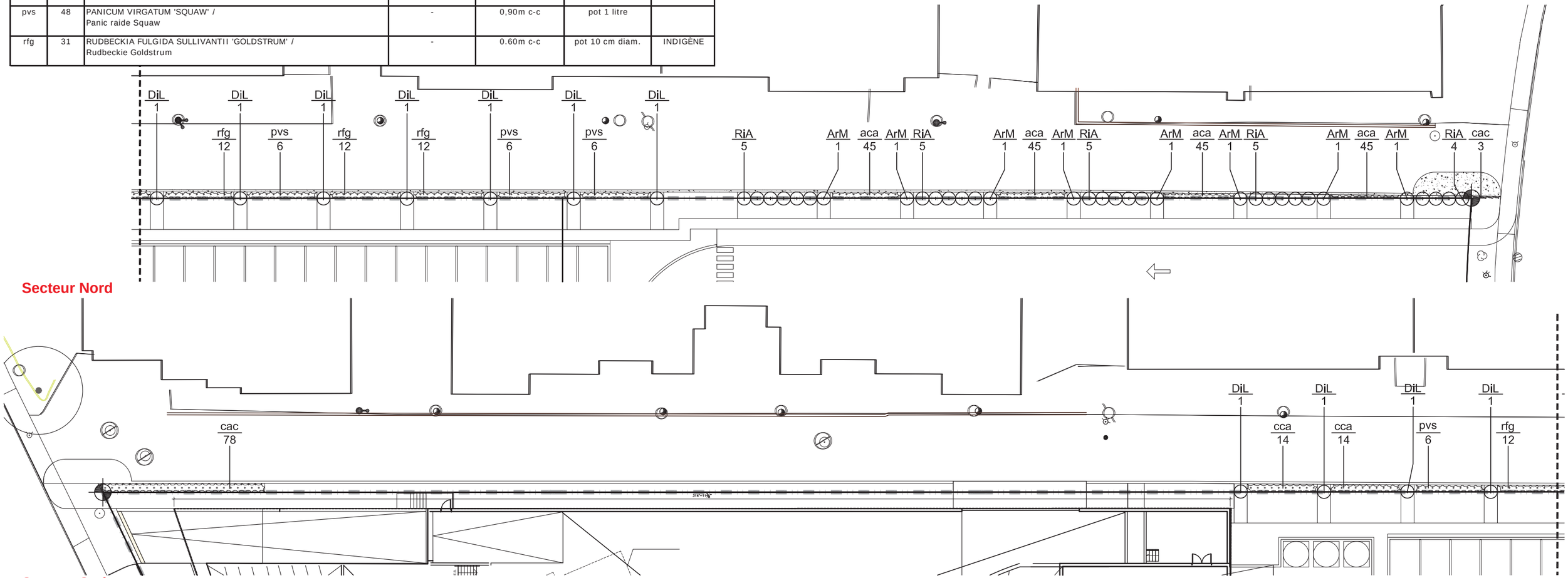
gmad

ANNEXE 3 - AMÉNAGEMENT RUELLE

PAYSAGE - Aménagement de la ruelle sur l'emprise ville

TABLEAU DE PLANTATION

CODE	QTÉ	NOM BOTANIQUE / Nom commun	CALIBRE Haut. ou diam.	DISTANCE DE PLANTATION centre à centre	MODE DE PLANTATION	
ARBUSTES FEUILLUS						
ArM	8	ARONIA MELANOCARPA / * Aronie noire	60cm	1m c-c	en pot	INDIGÈNE
DiL	11	DIERVILLA LONICERA / * Dierville chèvrefeuille	60cm	1m c-c	en pot	INDIGÈNE
RiA	29	RIBES ALPINIUM / Gadelier alpin	60cm	1.5m c-c	en pot	
VIVACES / GRAMINÉES						
aca	180	ANEMONE CANADENSIS / * Anémone du Canada	-	0.30m c-c	pot 10 cm diam.	INDIGÈNE
cac	78	CALAMAGROSTIS x ACUTIFLORA 'STRICTA' / Calamagrostide x Stricta	_	0,40m c-c	pot 1 litre	
cca	24	CALAMAGROSTIS CANADENSIS / * Calamagrostide du Canada	_	0,60m c-c	pot 1 litre	INDIGÈNE
pvs	48	PANICUM VIRGATUM 'SQUAW' / Panic raide Squaw	-	0,90m c-c	pot 1 litre	
rfg	31	RUDBECKIA FULGIDA SULLIVANTII 'GOLDSTRUM' / Rudbeckie Goldstrum	-	0.60m c-c	pot 10 cm diam.	INDIGÈNE



LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL

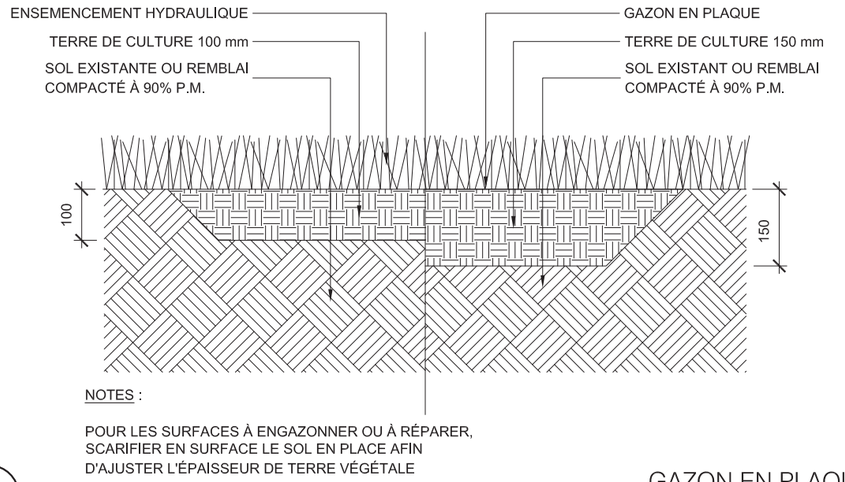
COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 19 JANVIER 2018

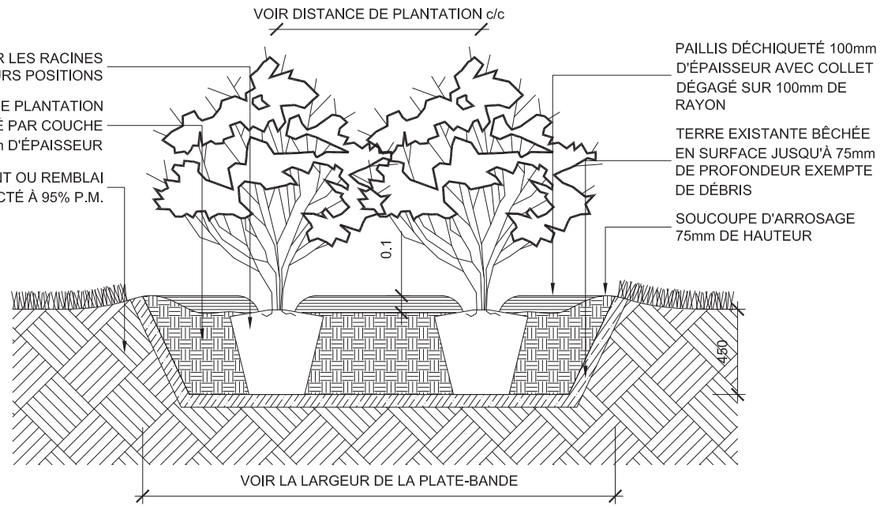
gmad

ANNEXE 3 - AMÉNAGEMENT RUELLE

PAYSAGE - Aménagement de la ruelle sur l'emprise ville



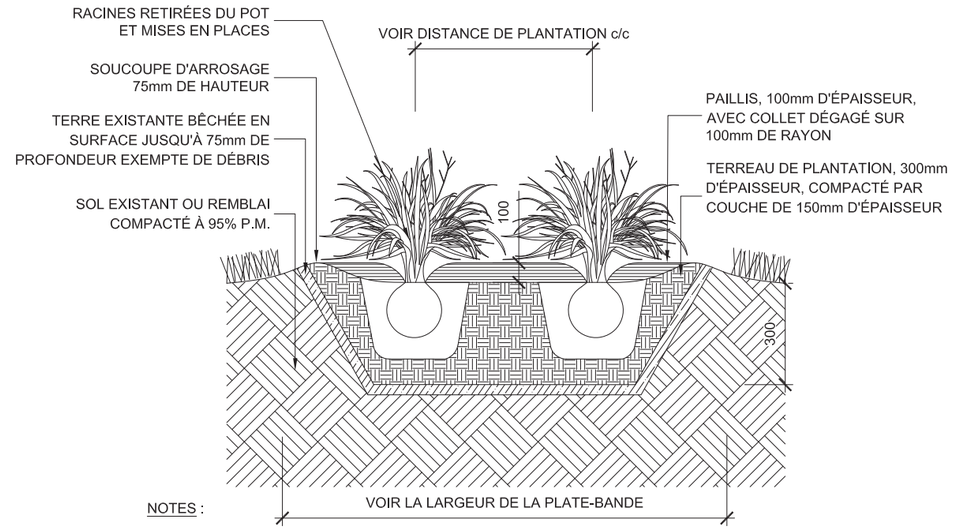
1 GAZON EN PLAQUES



NOTES :

1 LE SPÉCIMEN DEVRA ÊTRE CHOISI ET PLANTÉ SELON LES STANDARDS LES PLUS RÉCENTS DU B.N.Q. ET DU CANADIAN NURSERY TRADES ASSOCIATION
2 LA PROFONDEUR DU LIT DE PLANTATION DOIT ÊTRE SUFFISANTE POUR QUE LE COLLET DES ARBUSTES, PLANTES GRIMPANTES, VIVACES ET GRAMINÉES SOIT VIS-À-VIS DU NIVEAU FINI DU TERREAU
3 AMENDER INDIVIDUELLEMENT LES ARBUSTES, PLANTES GRIMPANTES, VIVACES ET GRAMINÉES, DIRECTEMENT DANS LE LIT DE PLANTATION À L'AIDE DE COMPOST, POUDRE D'OS ET MYCHORIZE SELON LES RECOMMANDATIONS DES FABRICANTS
4 PENDANT LA PÉRIODE DE DORMANCE, ÉLAGUER TOUTES LES BRANCHES MORTES OU MALADES DES ARBUSTES SELON LES PLUS RÉCENTS STANDARDS DU B.N.Q.
5 RABATTRE LES VIVACES ET GRAMINÉES AU SOL TARD À L'AUTOMNE ET TÔT AU PRINTEMPS POUR LES GRAMINÉES SELON LES PLUS RÉCENTS STANDARDS DU B.N.Q.
6 APPORTER ENGRAIS ET FERTILISANT APPROPRIÉS LORS DE LA PLANTATION (OS MOULU, MYCCORHIZE ET ENGRAIS TRANSPLANTEUR NATUREL)
7 NE PAS ENSEMENCER LA SURFACE DES PENTES ENTRE LES ARBUSTES PLANTÉS EN REGROUPEMENT

2 ARBUSTE - PLANTATION



NOTES :

1 LE SPÉCIMEN DEVRA ÊTRE CHOISI ET PLANTÉ SELON LES STANDARDS LES PLUS RÉCENTS DU B.N.Q. ET DU CANADIAN NURSERY TRADES ASSOCIATION.
2 LA PROFONDEUR DU LIT DE PLANTATION DOIT ÊTRE DE 300mm MINIMUM.
3 AMENDER INDIVIDUELLEMENT LES VIVACES ET GRAMINÉES, DIRECTEMENT DANS LA FOSSE DE PLANTATION À L'AIDE DE COMPOST, POUDRE D'OS ET MYCHORIZE SELON LES RECOMMANDATIONS DES FABRICANTS.
4 RABATTRE DES VIVACES AU SOL TARD À L'AUTOMNE ET TÔT AU PRINTEMPS POUR LES GRAMINÉES SELON LES PLUS RÉCENTS STANDARDS DU B.N.Q.

3 VIVACE/GRAMINÉE - PLANTATION

ANNEXE 4 - PRÉLIMINAIRE

PRÉCAUTIONS PRÉLIMINAIRES

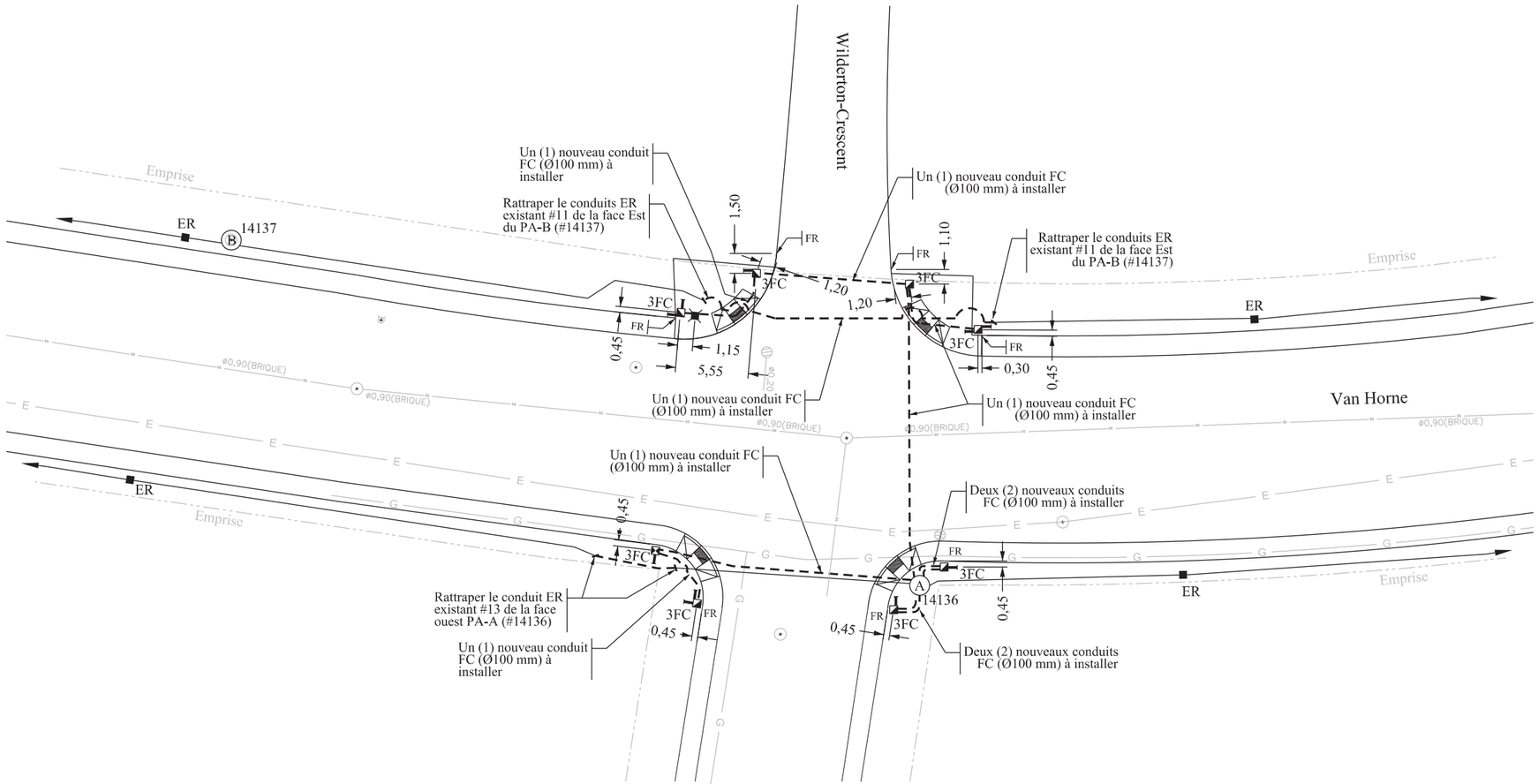
1- LES SERVICES SOUTERRAINS EXISTANTS LORSQUE INDIQUÉS AUX PLANS SONT À TITRE INFORMATIF SEULEMENT. L'ENTREPRENEUR NE DOIT PRENDRE AUCUNE MESURE SUR LES PLANS POUR LA LOCALISATION EXACTE DES SERVICES EXISTANTS.

2- AVANT D'EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX D'EXCAVATION, L'ENTREPRENEUR DOIT PRENDRE TOUTES LES PRÉCAUTIONS NÉCESSAIRES AFIN DE NE PAS ENDOMMAGER LES CONDUITS ET LES CÂBLES D'ÉLECTRICITÉ, DE TÉLÉCOMMUNICATION, DE CÂBLODISTRIBUTION, LES CÂBLES DE FIBRES OPTIQUES AINSI QUE LES CANALISATIONS EXISTANTES (AQUEDUC, ÉGOUT, GAZ).

3- L'ENTREPRENEUR DOIT FAIRE UNE DEMANDE DE REPÉRAGE OFFICIELLE À INFO-EXCAVATION POUR LES SERVICES SOUTERRAINS EXISTANTS GÉRÉS PAR CETTE DERNIÈRE ET À LA MUNICIPALITÉ OU L'ARRONDISSEMENT CONCERNÉ POUR LES CONDUITES SOUTERRAINES LUI APPARTENANT.

LÉGENDE

- CONDUIT EXISTANT
- CONDUIT PROPOSÉ
- CÂBLE AÉRIEN
- E — CONDUIT ÉLECTRICITÉ
- G — GAZ
- A — AQUEDUC
- C — ÉGOÛT COMBINÉ
- EMPRISE
- PUISARD
- REGARD
- BORNE FONTAINE
- VANNE
- POTEAU HYDRO-QUÉBEC
- POTEAU UTILITÉS PUBLIQUES
- LAMPADAIRE DOUBLE EXISTANT
- BASE EXISTANTE
- BASE À REMPLACER
- NOUVELLE BASE
- BASE À ENLEVER
- PUIT D'ACCÈS
- COFFRET SUR SOCLE EXISTANT
- COFFRET SUR SOCLE À ENLEVER
- COFFRET SUR SOCLE À REMPLACER
- NOUVEAU COFFRET SUR SOCLE
- BOÎTE DE TIRAGE EXISTANTE
- SORTIE SUPPLÉMENTAIRE
- FR — FIN DE RAYON
- CR — CENTRE DE RAYON
- CENTRE LIGNE



Dessins de reference :
14-868 (plan de géométrie, génie experts-conseils)

Direction de l'aménagement urbain et des travaux publics
22 JANVIER 2018
CDN-NDG

Notes

1. Ce plan indique la localisation des bases de feux de circulation et le cheminement des conduits électriques seulement.
2. L'emplacement final des bases et conduits ainsi que les conduits à rattraper doivent être validés par un représentant de la Ville et de la CSEM lors de la construction.
3. Les cotes sont en mètre.
4. Les poteaux de bois sont représentés à titre indicatif. L'Entrepreneur doit valider leur localisation et avertir le Surveillant et/ou le Concepteur de toutes mesures conflictuelles avec les plans.
5. Les nouvelles bases doivent être conformes au dessin normalisé DN-1308-R2, à moins d'indication contraire.
6. Les conduits doivent être :
   - De 100 mm de diamètre à moins d'indication contraire;
   - De type PVC selon la norme CAN/CSA.C22.2 no 211.2;
   - Enrobés de béton d'une épaisseur d'au moins 50mm;
   - Enfouis à 750mm du niveau du sol fini.

No	Révision	Date
0	Émis pour exigences	2017-11-23

Base & Conduit

Van Horne / Wilderton-Crescent

CIMA+

NO de projet : M03226B

740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900
Montréal (Québec) H3C 3X6
Téléphone : (514) 337-2462
Télécopieur : (514) 281-1632
www.cima.ca

Eric Papadolias, ing.
Patrice Brouillette, ing.

Auteurs

INGÉNIEUR · ENGINEER
Eric Papadolias
5054159
QUÉBEC
2017-11-23

Montréal

SIVT - Direction des transports
Division de l'exploitation du réseau artériel

Autres ingénieurs

CES DOCUMENTS NE DOIVENT PAS ÊTRE UTILISÉS À DES FINS DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION

Intersection	Dossier	Dessin	Révision	Échelle
6431	01	BC	00	1:400

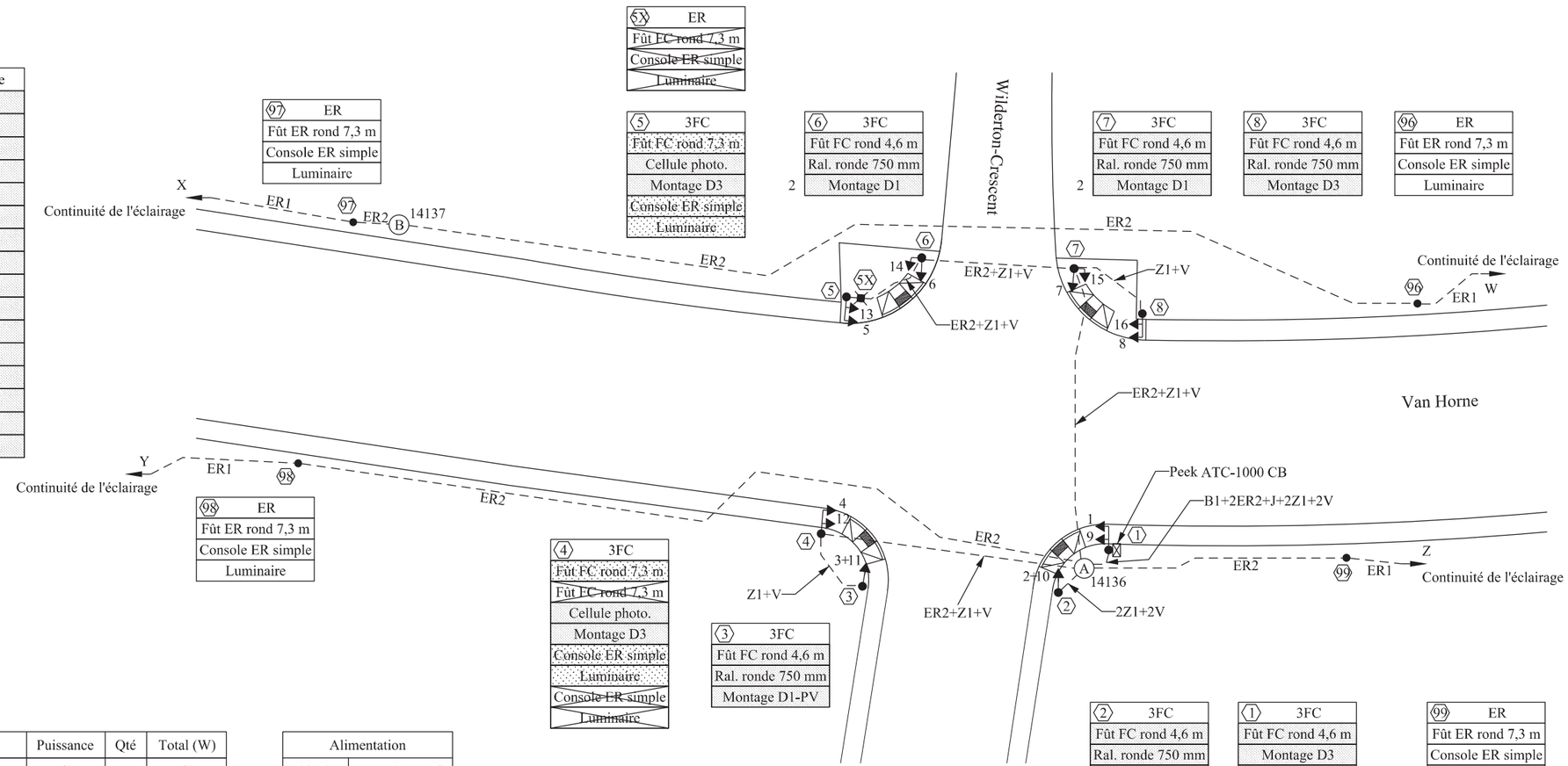
ANNEXE 4 - PRÉLIMINAIRE

Câble	Chemin		Lg.(m)
B1	A-1		5
ER1	Z-99	NOTE 2	
ER1	W-96	NOTE 2	
ER1	Y-98	NOTE 2	
ER1	X-97	NOTE 2	
ER2	1-A-4	NOTE 3	28
ER2	1-A-7-6-5	NOTE 3	52
ER2	96-B-97	NOTE 3	88.9
ER2	99-A-98	NOTE 3	87.5
~~ER3~~	96-5X-B-97	NOTE 4	85
~~ER3~~	99-A-4-98	NOTE 4	90
J	1-A		5
V	3-4-A-2-A-1-A-7		77.5
V	8-7-6-5		30
Z1	3-4-A-2-A-1-A-7		77.5
Z1	8-7-6-5		30

De	Vers	No.	Dia.(mm)	Lg.(m)	Câbles
1	A		100	2,5	B1+2ER2+J+2Z1+2V
2	A		100	3	2Z1+2V
3	4		100	5,5	Z1+V
4	A		100	20,5	ER2+Z1+V
5	6		100	6	ER2+Z1+V
6	7		100	10,5	ER2+Z1+V
7	8		100	6	Z1+V
7	A		100	23	ER2+Z1+V
96	B	13	100	79	ER2
96	W	13	90		ER1
97	B	13	90	4,9	ER2
97	X		90		ER1
98	A	13	90	62	ER2
98	Y		90		ER1
99	A	13	90	20,5	ER2
99	Z	13	90		ER1

Phase	Fonction	Lampe	Câble	Cond.	Têtes	Relais	Bornes
2	R	Ru	Z1	rouge/noir	1,8		
2	J	Au	Z1	jaune/noir	1,8		
2	V	Vu	Z1	vert/noir	1,8		
4	R	Ru	Z1	rouge/blanc	6,7		
4	J	Au	Z1	jaune/blanc	6,7		
4	V	Vu	Z1	vert/blanc	6,7		
6	R	Ru	Z1	rouge/orange	4,5		
6	J	Au	Z1	jaune/orange	4,5		
6	V	Vu	Z1	vert/orange	4,5		
CH.4	R	Ru	Z1	rouge/bleu	2,3		
CH.4	J	Au	Z1	jaune/bleu	2,3		
CH.4	V	Vu	Z1	vert/bleu	2,3		
2P	DW	Omd	Z1	jaune	9,12		
2P	W	Bs	Z1	bleu	9,12		
6P	DW	Omd	Z1	blanc/bleu	13,16		
6P	W	Bs	Z1	noir/bleu	13,16		
CH.3p	DW	Omd	Z1	rouge	10,11,14,15		
CH.3p	W	Bs	Z1	vert/brun	10,11,14,15		

Tête no.	Modèle
1	12u
2	12u
3	12u
4	12u
5	12u
6	12u
7	12u
8	12u
9	pn
10	pn
11	pn
12	pn
13	pn
14	pn
15	pn
16	pn



Description	Puissance	Qté	Total (W)
Contrôleur	60	1	60
Chauffage	175	1	175
Feux rouges	6	8	48
Feux jaunes	9	8	72
Feux verts	11	8	88
Feux piétons	8	8	64
Feux décomptes	20	8	160
Total			667

Alimentation	
120/240V	PA-A (#14136)
Adr. élect.	
Compte	
T-3 (W)	507

Dessins de reference :
6431_01_BC_00
6431_01_PE_00
14-868 (plan de géométrie génio experts-conseils)

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
22 JANVIER 2018
CDN-NDG

Notes

1. Les bases et conduits sont montrés schématiquement. Ce document ne peut donc pas être utilisé aux fins de leur construction, tel que visé par la Loi sur les ingénieurs.
2. Le câble ER1 représente la continuité du câble d'éclairage de part et d'autre du carrefour (câbles d'éclairage existants à conserver).
3. Le câble ER2 représente le câble d'éclairage à installer au carrefour. Le câble ER2 est de type RWU90 3#4 et RWU90 1#6 pour l'éclairage. L'Entrepreneur doit confirmer le type et le calibre du câble d'éclairage en chantier.
4. Le câble ER3 représente le câble d'éclairage existant à enlever.
5. L'Entrepreneur doit assurer la continuité de l'éclairage.

No	Révision	Date
0	Émis pour construction	2017-11-23

Signalisation Lumineuse

Van Horne / Wilderton-Crescent

CIMA
NO de projet : M03226B
740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900
Montréal (Québec) H3C 3X6
Téléphone : (514) 337-2462
Télécopieur : (514) 281-1632
www.cima.ca

Eric Papadolias, ing.
Patrice Brouillette, ing.

Auteurs
INGÉNIEUR · ENGINEER
Eric Papadolias
5054159
QUÉBEC
2017-11-23

Montréal
SIVT - Direction des transports
Division de l'exploitation du réseau artériel

Autres ingénieurs
INGÉNIEUR
Dominic Di Palma
141238
QUÉBEC
2017-11-23

Intersection	Dossier	Dessin	Révision	Échelle
6431	01	SL	00	1:400

ANNEXE 4 - PRÉLIMINAIRE

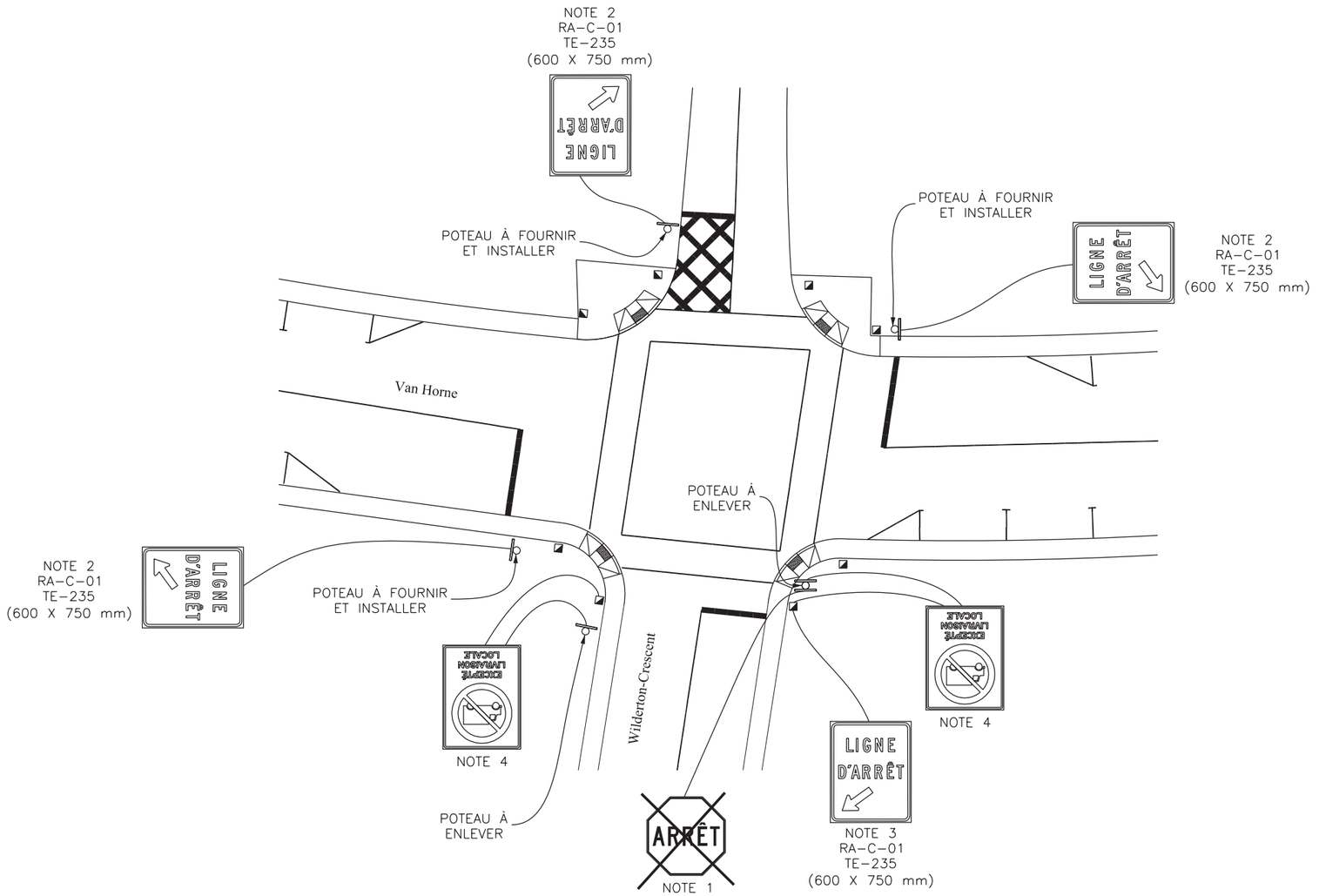
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

22 JANVIER 2018

CDN-NDG

LÉGENDE

- BASE POUR FEUX DE CIRCULATION ET/OU D'ÉCLAIRAGE
- POTEAU DE SIGNALISATION



Dessins de reference :

6431_01_MA_00
6431_01_PE_00
6431_01_BC_00
14-868 (plan de géométrie génio experts-conseils)

Notes

1. Panneau de signalisation et poteau à enlever.
2. Panneau de signalisation et poteau à fournir et installer.
3. Panneau de signalisation à fournir et installer sur fût.
4. Panneau de signalisation à relocaliser à l'endroit indiqué au plan.

No	Révision	Date
0	Émis pour réalisation	2017-11-23

Signalisation Écrite

Van Horne / Wilderton-Crescent

CIMA

NO de projet : M03226B

740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900
Montréal (Québec) H3C 3X6
Téléphone : (514) 337-2462
Télécopieur : (514) 281-1632
www.cima.ca

Eric Papadolias, ing.
Patrice Brouillette, ing.

Auteurs

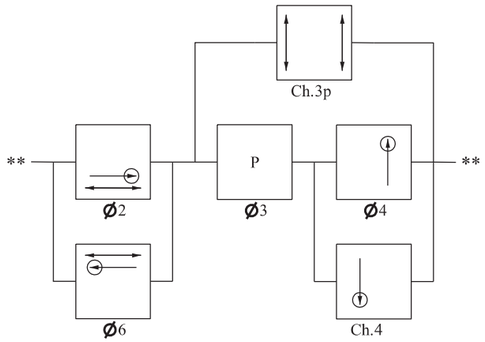
INGÉNIEUR · ENGINEER
Eric Papadolias
5054159
QUÉBEC
2017-11-23

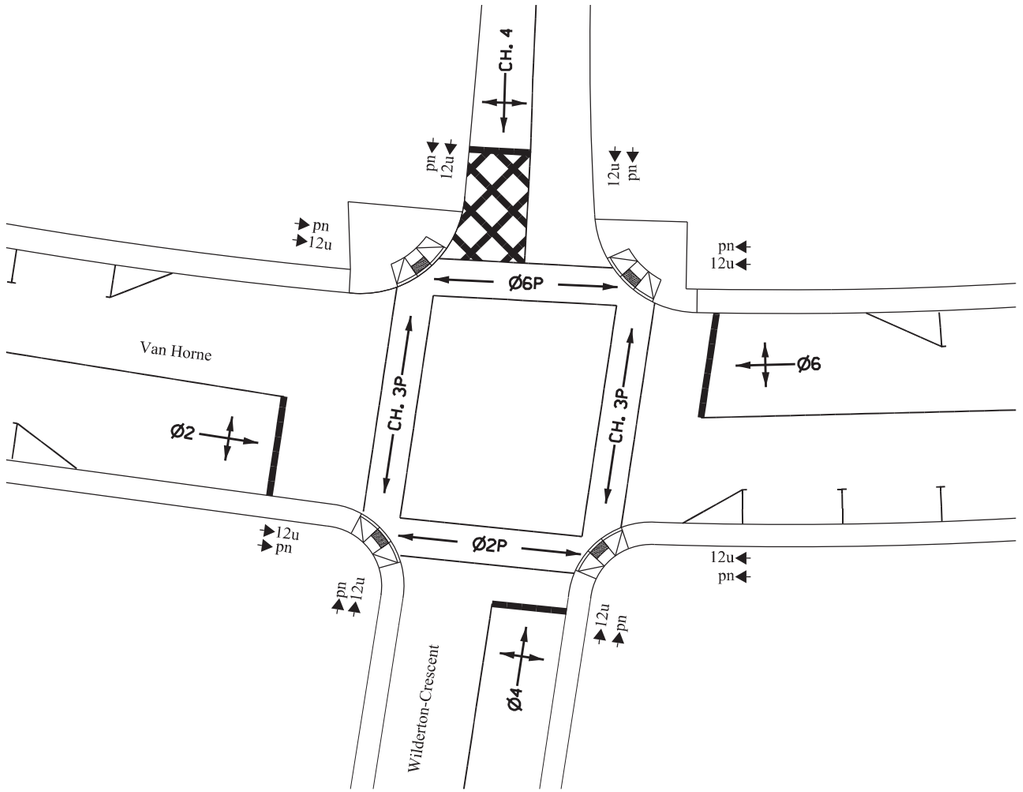
Montréal
SIVT - Direction des transports
Division de l'exploitation du réseau artériel

Autres ingénieurs

Intersection	Dossier	Dessin	Révision	Échelle
6431	01	SE	00	1:400

ANNEXE 4 - PRÉLIMINAIRE





Phases (Ø)	1	2	3	4	5	6	7	8
V min (s)		12	6	11		12		
Jaune (s)		4		4		4		
Rouge (s)		2		2		2		
V max.1 (s)		42	7	19		42		
V max.2 (s)								
V max.3 (s)								
Mode d'opération - véhicules		Rapp Max	Piet Seul	Rapp Max		Rapp Max		
Temps d'intervalle (s)								
Silhouette (s)		7	5	1		7		
Main clignotante (s)		10	1	12		10		
Mode d'opération - piétons		Rapp	Rapp	Rapp		Rapp		

Plan de coordination	Cycle (s)	Décalage (s)	Répartition (s)							
1	80	60		48	7	25		48		
11	80	57		50	7	23		50		

Prog. journalier 1	
Heure	Plan de coordination
00:00	1
15:00	11
19:00	1

Prog. journalier 2	
Heure	Plan de coordination
00:00	1

Programme hebdomadaire 1	
Jour	Prog.jour.
Lun.	1
Mar.	1
Mer.	1
Jeu.	1
Ven.	1
Sam.	2
Dim.	2

Informations complémentaires

Marque: Peek
Modèle: ATC-1000
Norme: NEMA TS2 Type1
I.D. contrôleur: F337

Nombre de relais de charge: 16

Réseau no: 54 Adresse de télémétrie: N/A
Maître du réseau:
Darlington / Van Horne

Mode de coordination: Horloge interne + GPS
Phases de coordination: 2,6
Référence du décalage: Début de vert Ø2
Démarrage: a) clignotant tout rouge: 5 s
b) jaune: Ø 4

Ch.3p : Ø3 + Ø4: Mode 2, silh. prolongée sur Ø4
Ch.4 : Ø4: Mode 1, normal

Dessins de reference :
6431_01_MA_00
6431_01_SE_00
14-868 (plan de géométrie geno experts-conseils)

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
22 JANVIER 2018
CDN-NDG

Notes

1. Les silhouettes des Ø2p, Ø4p et Ø6p doivent utiliser le temps de vert résiduel lorsque la somme du jaune, du tout rouge, de la silhouette et de la main clignotante est inférieure à la durée de la phase en cours.

No	Révision	Date
0	Émis pour exécution	2017-11-23

Programmation Électronique

Van Horne / Wilderton-Crescent

CIMA
NO de projet : M03226B
740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900
Montréal (Québec) H3C 3X6
Téléphone : (514) 337-2462
Télécopieur : (514) 281-1632
www.cima.ca

Eric Papadolias, ing.
Patrice Brouillette, ing.

Auteurs

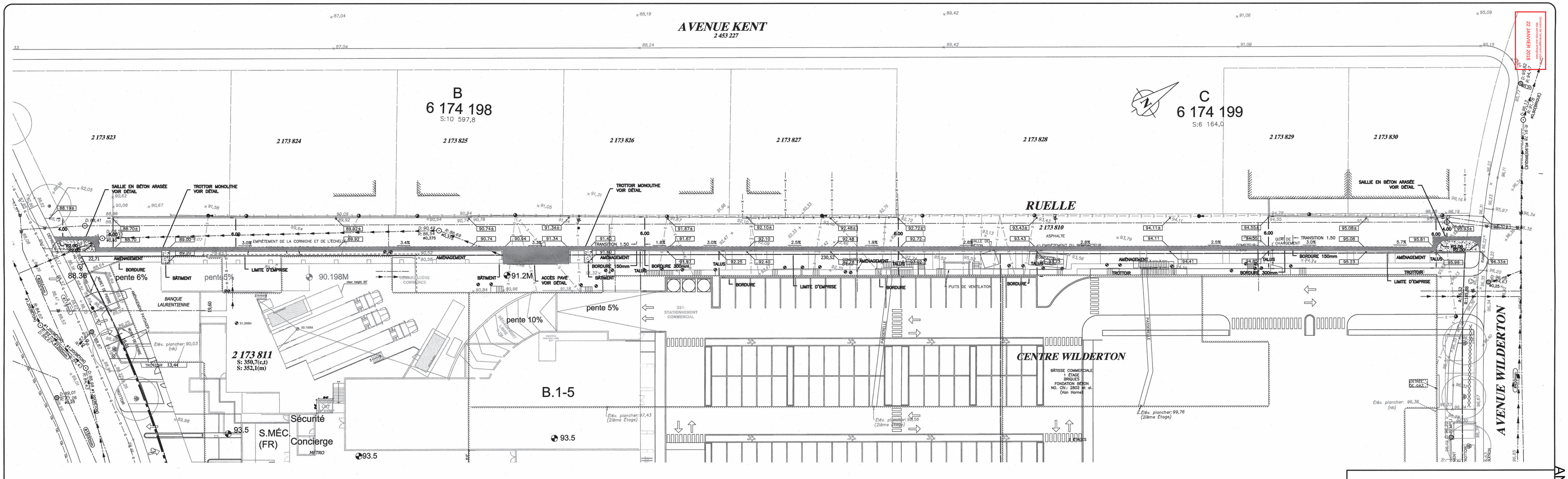
INGÉNIEUR · ENGINEER
Eric Papadolias
5054159
QUÉBEC
2017-11-23

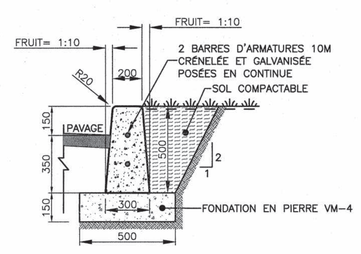
Montréal
SIVT - Direction des transports
Division de l'exploitation du réseau artériel

Autres ingénieurs

INGÉNIEUR · ENGINEER
Sébastien Germain
5001148
QUÉBEC
2017-11-23

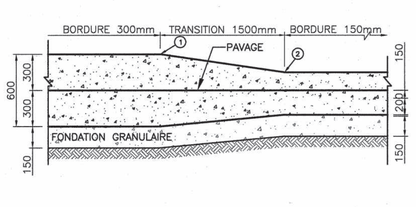
Intersection	Dossier	Dessin	Révision	Échelle
6431	01	PE	00	1:400





BORDURE 150mm

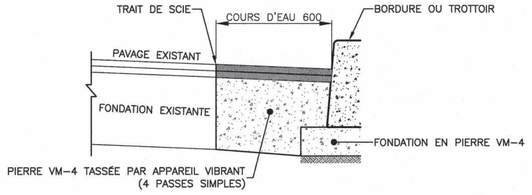
ÉCHELLE: AUCUNE



JOINTS:
LES JOINTS REQUIS POUR LES BORDURES DEVRONT RESPECTER LES EXIGENCES DE L'ARTICLE "8. MÉTHODES DE CONSTRUCTION – JOINTS" DU "CAHIER DES PRESCRITIONS NORMALISÉES – FASCICULE 2–7" DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

TRANSITION ENTRE BORDURE 150 et 300mm

ÉCHELLE: AUCUNE



PAVAGE:
ESG–10, GROS GRANULATS, CATÉGORIE 3b, GRANULATS FIN, CATÉGORIE 2, BITUME PG 58–34 – ÉPAISSEUR: 50mm
ESG–14, GROS GRANULATS, CATÉGORIE 3b, GRANULATS FIN, CATÉGORIE 2, BITUME PG 58–28 – ÉPAISSEUR: 60mm

DÉTAIL RÉPARATION DU COURS D'EAU

ÉCHELLE: AUCUNE

NOTES:

–LES GRANULATS UTILISÉS DANS LE CADRE DU PRÉSENT PROJET DOIVENT RESPECTER LES EXIGENCES DU DEVIS TECHNIQUE NORMALISÉ 6VM–9 DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

–LES REVÊTEMENTS BITUMINEUX UTILISÉS DOIVENT RESPECTER LES EXIGENCES DU DEVIS TECHNIQUE NORMALISÉ 4VM–10 DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

–LE BÉTON DE CIMENT UTILISÉ DOIT RESPECTER LES EXIGENCES DE LA SECTION 8. BÉTON DU "CAHIER DES PRESCRIPTIONS NORMALISÉES – FASCICULE 1–4, MATÉRIAUX ET MATÉRIEL" DE LA VILLE DE MONTRÉAL. TOUT LE BÉTON UTILISÉ POUR LES TROTTOIRS ET BORDURES DEVRA DÉVELOPPER UNE RÉSISTANCE À 28 JOURS DE 32 Mpa.

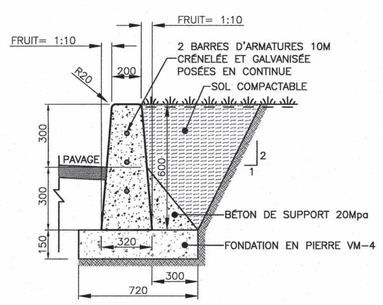
–TOUS LES TRAVAUX DE TROTTOIR DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE "CAHIER DES PRESCRIPTIONS NORMALISÉES – FASCICULE 2–6, TRAVAUX DE TROTTOIR" DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

–TOUS LES TRAVAUX DE VOIRIE ET DE PAVAGE RÉALISÉS DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE "CAHIER DES PRESCRIPTIONS NORMALISÉES – FASCICULE 2–5, TRAVAUX DE CHAUSSÉE" DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

–TOUS LES TRAVAUX DE BORDURE DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE "CAHIER DES PRESCRIPTIONS NORMALISÉES – FASCICULE 2–7, TRAVAUX DE BORDURE, MAIL CENTRAL, SÉPARATEUR DE CIRCULATION, ILOT, MURET, CHASSE–ROUES" DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

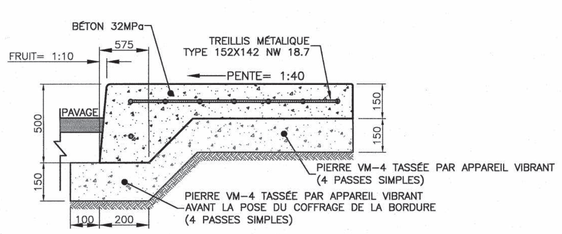
–LES TRAVAUX À CONSIDÉRER SONT CEUX DU CÔTÉ DE LA RUELLE. LES TRAVAUX SUR LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE NE SONT MONTRÉS QU'À TITRE INDICATIF.

–LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS PAYSAGÉS SONT PRÉSENTÉS AUX PLANS "PAYSAGE – AMÉNAGEMENT DE LA RUELLE SUR L'EMPRISE VILLE" DE LA FIRME GMAD ÉMIS EN DATE DU 16 NOVEMBRE 2017.



BORDURE 300mm

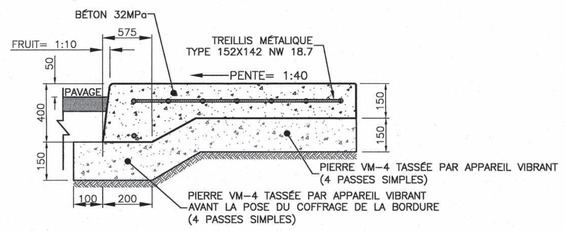
ÉCHELLE: AUCUNE



JOINTS:
LES JOINTS DANS LES TROTTOIRS DOIVENT ÊTRE CONFORME AU CROQUIS M.V.251 DU "CAHIER DES PRESCRITIONS NORMALISÉES – VOLUME "6. RÉPERTOIRE DES DESSINS NORMALISÉES DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

DÉTAIL DE TROTTOIR MONOLITHE

ÉCHELLE: AUCUNE



JOINTS:
LES JOINTS DANS LES TROTTOIRS DOIVENT ÊTRE CONFORME AU CROQUIS M.V.251 DU "CAHIER DES PRESCRITIONS NORMALISÉES – VOLUME "6. RÉPERTOIRE DES DESSINS NORMALISÉES DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

DÉTAIL SAILLIE EN BÉTON ARASÉE

ÉCHELLE: AUCUNE

PAVAGE:
ESG–10, GROS GRANULATS, CATÉGORIE 3b, GRANULATS FIN, CATÉGORIE 2, BITUME PG 58–34 – ÉPAISSEUR: 50mm
ESG–14, GROS GRANULATS, CATÉGORIE 3b, GRANULATS FIN, CATÉGORIE 2, BITUME PG 58–28 – ÉPAISSEUR: 60mm

VOIRIE:
GRANULATS MG20 COMPACTÉS À 98% DU PROCTOR MODIFIÉ – ÉPAISSEUR: 300mm
GRANULATS MG112 COMPACTÉS À 95% DU PROCTOR MODIFIÉ – ÉPAISSEUR: 450mm

DÉTAIL ACCÈS PAVÉ

ÉCHELLE: AUCUNE

génio
experts-conseils
290, rue Seigneuriale, Beauport (Québec) G1C 3P8
Tél.: (418) 660-6969 Télec.: (418) 660-6463
civil@genio.ca - www.genio.ca

1	POUR APPROBATION	22/11/2017

Client

FIRST CAPITAL

Projet
Centre commercial
Wilderton

Titre
RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUELLE
PLAN ET DÉTAILS

Relevé par	Cusson et Létourneau Arp. Géo.
Dessiné par	G. Morasse
Préparé par	G. Morasse
Approuvé par	J. Gourde ing.

Ingénieur du contrat

Échelles horizontale: 1 : 250
verticale:

Date novembre 2017

Dossier Génio 14–868
Dossier client Xxxxxx

C1 / C1

ANNEXE 4 - PRÉLIMINAIRE

DESSIN N°: CIVIL_XXXXXXXXXX_LAYOUT
XREF: XXXXXXXXXX_XXXXXXXXXX

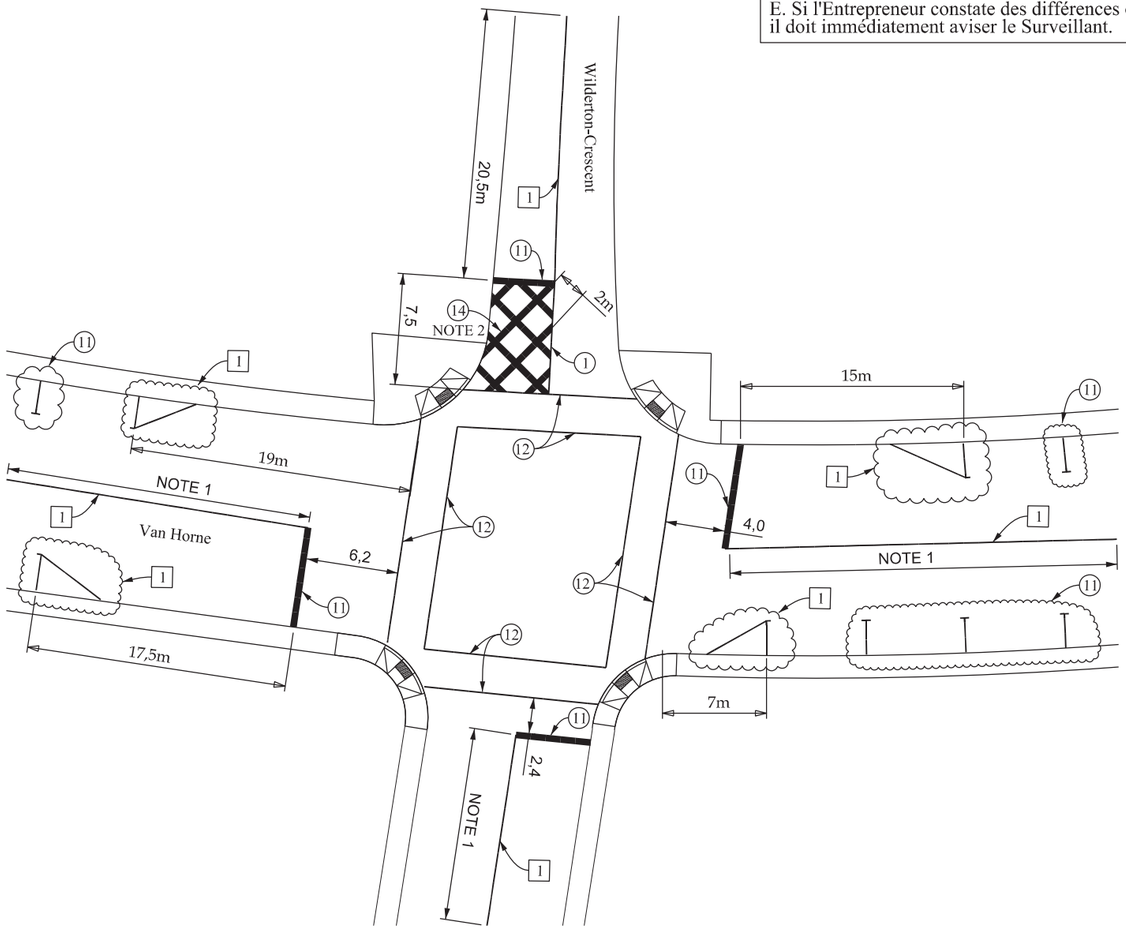
ANNEXE 4 - PRÉLIMINAIRE

TYPES DE LIGNES ET SYMBOLES
VOIES VÉHICULAIRES

BLANC	JAUNE	DIMENSION	DESCRIPTION
-	-	[ ]	MARQUAGE EXISTANT À EFFACER
1	1		LIGNE CONTINUE 100mm DE LARGEUR
2	2	3,0 6,0	LIGNE DISCONTINUE 100mm DE LARGEUR
3	3	0,10	LIGNE CONTINUE DOUBLE 100mm DE LARGEUR
-	4	3,0 6,0 0,10	LIGNE DOUBLE CONTINUE/DISCONTINUE 100mm DE LARGEUR
5	-	1,0 3,0	LIGNE DE CONTINUITÉ 100mm DE LARGEUR
6	6	0,5 1,0	LIGNE DE GUIDAGE 100mm DE LARGEUR
7	7	3,0 2,0 0,10	LIGNE DOUBLE DISCONTINUE 100mm DE LARGEUR
8	-	3,0 3,0	LIGNE DISCONTINUE 100mm DE LARGEUR
9	-	1,0 1,0	LIGNE DISCONTINUE 100mm DE LARGEUR
10	-	1,0 1,0	LIGNE DISCONTINUE (CÉDEZ LE PASSAGE) 300mm DE LARGEUR
11	-		LIGNE D'ARRÊT 450mm DE LARGEUR
12	-	2,5	PASSAGE PIÉTONNIER 150mm DE LARGEUR
13	13	0,4 0,4 2,5	PASSAGE PIÉTONNIER 400mm DE LARGEUR
14	14	4,0**	HACHURES 400mm DE LARGEUR

5** 10** 10** FLÈCHES DE SÉLECTION DES VOIES COTÉES À PARTIR DE LA LIGNE D'ARRÊT (TYP.)

* LES COTES SONT EN MÈTRES
** SAUF INDICATION CONTRAIRE



Remarques :

A. L'Entrepreneur doit procéder au marquage et/ou à l'effacement sur la chaussée pour les éléments qui diffèrent du plan et qui sont effacés suite aux travaux de géométrie et/ou de feux de circulation.

B. Les travaux font l'objet de l'approbation du Surveillant avant l'exécution. Les quantités n'ayant fait l'objet d'aucune approbation par le Surveillant ne seront pas payées.

C. L'extrémité des lignes d'arrêt est à 1,3 mètres derrière les traverses pour piétons, à moins d'indications contraires.

D. La largeur des traverses pour piétons est de 2,5m centre à centre, à moins d'indication contraire.

E. Si l'Entrepreneur constate des différences entre les plans et le terrain, il doit immédiatement aviser le Surveillant.

Dessins de reference :
14-868 (plan de géométrie générale)

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
22 JANVIER 2018
CDN-NDG

Notes

1. Le marquage doit être effectué sur une distance minimale de 30m de la ligne d'arrêt de façon à s'harmoniser avec le marquage existant, notamment en ce qui concerne les largeurs de voie et le type de ligne.
2. Les lignes blanches d'une largeur de 400 mm doivent être marquées à 45 degrés de la bordure du trottoir.

No	Révision	Date
0	Émis pour construction	2017-11-23

Marquage

Van Horne / Wilderton-Crescent

CIMA
NO de projet : M03226B
740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900
Montréal (Québec) H3C 3X6
Téléphone : (514) 337-2462
Télécopieur : (514) 281-1632
www.cima.ca

Eric Papadolias, ing.
Patrice Brouillette, ing.

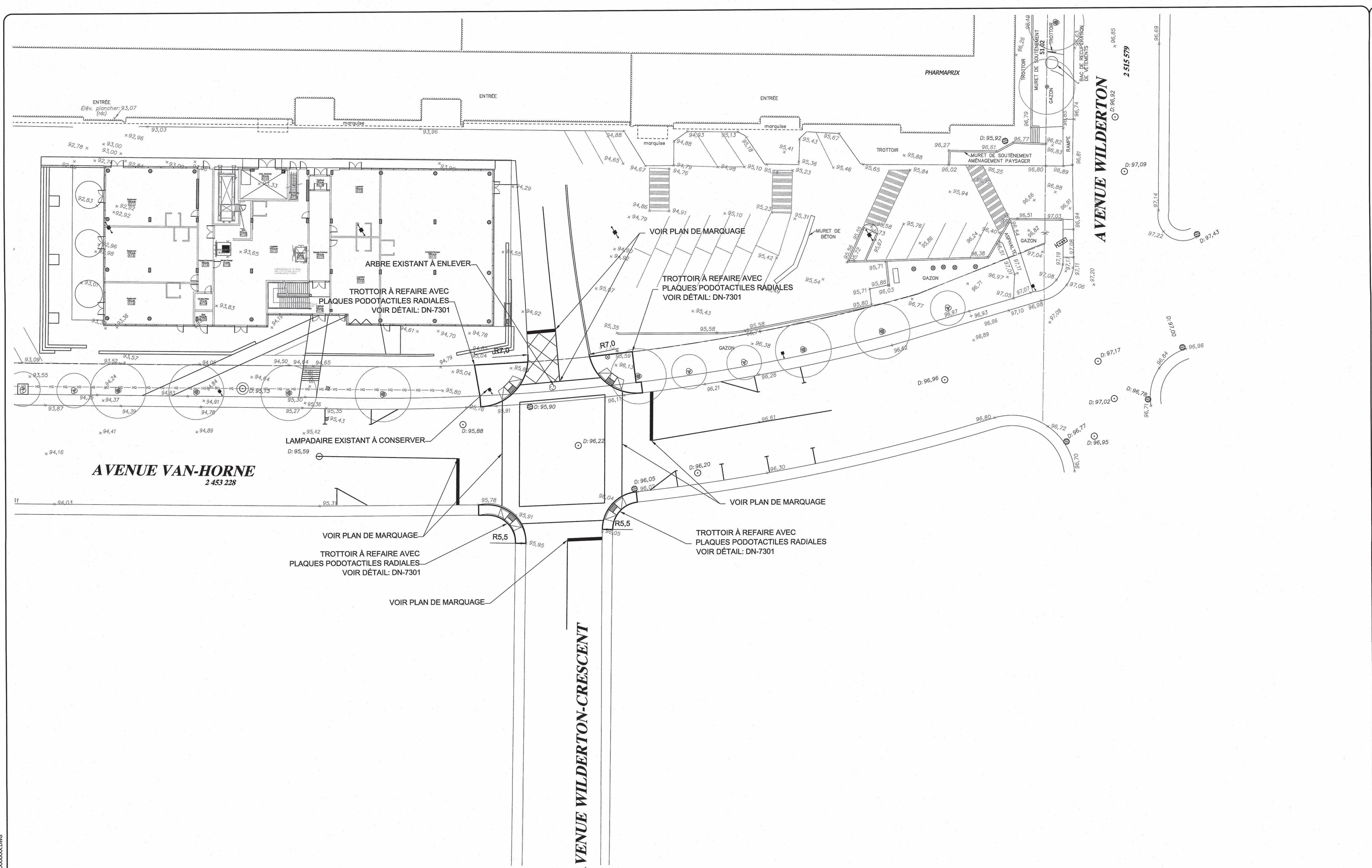
Auteurs

INGÉNIEUR · ENGINEER
Eric Papadolias
5054159
QUÉBEC
2017-11-23

Montréal
SIVT - Direction des transports
Division de l'exploitation du réseau artériel

Autres ingénieurs

Intersection	Dossier	Dessin	Révision	Échelle
6431	01	MA	00	1:400



22 JANVIER 2018

ANNEXE 4 - PRÉLIMINAIRE

DESSIN N°: CIVIL\XXXXXX\DWG\LAYOUT\
XREF:XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX.DWG

génio
experts-conseils

290, rue Seigneuriale, Beauport (Québec) G1C 3P8
Tél.: (418) 660-6969 Télec.: (418) 660-6463
civil@genio.ca - www.genio.ca

3	POUR APPROBATION	21/11/2017
2	RÉVISION 1	07/11/2017
1	PRÉLIMINAIRE	06/11/2017

Client

FIRST CAPITAL

Projet
Centre commercial
Wilderton

Titre
MODIFICATION DE L'INTERSECTION
AVEC AJOUT D'UN FEU DE CIRCULATION
PLAN DE GÉOMÉTRIE

Relevé par Cusson et Létourneau Arp. Géo.
Dessiné par G. Morasse
Préparé par G. Morasse
Approuvé par J. Gourde ing.

Province de Québec
Jérôme Gourde
115057
Ingénieur
21/11/17
Ingénieur du contrat

Échelles horizontale: 1 : 200
verticale:

Date
juillet 2015

Dossier Génio 14-868
Dossier client Xxxxxx

C1
C1

ANNEXE 5
ÉCHÉANCIER POUR LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA RUELLE

Les travaux d'aménagement de la bande de verdure et de la saillie dans la ruelle, du secteur sud tel qu'illustré à l'annexe 3, doivent être terminés au plus tard le 30 novembre 2020.

Les travaux d'aménagement de la bande de verdure et de la saillie de la ruelle du secteur nord tel qu'illustré à l'annexe 3, doivent être terminés au plus tard le 30 juin 2021.

6 février 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173558025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver l'entente avec la compagnie First Capital Asset Management ULC pour la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures de services nécessaires à la réalisation d'un projet mixte (commercial - résidentiel) pour la propriété sise au 2615 à 2865, avenue Van Horne ainsi que l'aménagement d'une partie de la ruelle, selon les dispositions du Règlement sur les ententes relatives à des projets municipaux (08-013) - L'estimé de coût total taxes incluses pour l'ensemble des travaux est estimé à 354 215.87 $ incluant les contingences et les incidences.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente entente est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

Entente visée 20022018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-20

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

ENTENTE RELATIVE À LA RÉALISATION DE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES

PROJET DE REDÉVELOPPMENT DU CENTRE WILDERTON

CENTRE WILDERTON

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
20 FÉV 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE

1. Désignation des Parties

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Me Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 5 du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044);

Ci-après désignée comme étant la « **Ville** »

ET

FIRST CAPITAL ASSET MANAGEMENT ULC, personne morale dûment constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes ayant une place d'affaires au 7600, boulevard Viau, rdc 113, Montréal, Québec, H1S 2P3, agissant et représentée à la présente par Madame Amy Chen, vice-présidente, dûment autorisé à signer la présente entente et à la représenter en vertu d'une résolution adoptée par le conseil d'administration de First Capital Asset Management ULC le _____, copie de cette résolution étant jointe en annexe 1 des présentes.

Ci-après désignée comme étant le « **Promoteur** »

Ci-après, collectivement désignées les « **Parties** »

ATTENDU QU'IL est nécessaire d'exécuter des travaux relatifs aux infrastructures afin de permettre la réalisation d'un projet de développement immobilier sur le site tel que ci-après défini : sur les lots 2 173 811 et 2 173 812, bordés au nord par le lot 2 173 810, à l'est par l'avenue Wilderton, au sud par l'avenue Van Horne et à l'ouest par l'avenue Darlington indiqués au plan joint en annexe 2 des présentes (ci-après appelé le « Projet »);

ATTENDU QUE la réalisation de tels travaux est assujettie à la conclusion d'une entente conformément à l'article 4 du Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux (08-013) (ci-après désigné le « Règlement ») adopté par le conseil de la Ville de Montréal.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

2. <u>Description des travaux et désignation de la Partie responsable de tout ou partie de leur réalisation</u>

2.1 Les travaux à réaliser constituent des travaux de raccordement au sens du Règlement, lesquels sont décrits comme suit et illustrés aux plans soumis par le Promoteur joints comme annexes 3 et 4, lesquels pourraient être modifiés par la Ville à son entière discrétion :

2.1.1 Installation de feux de circulation et aménagement d'une entrée charretière et d'une saillie sur l'avenue Wilderton Crescent à l'intersection de l'avenue Van Horne;

2.1.2 Aménagement d'une bande de verdure dont la largeur varie de 0.5 m à 1 m sur le lot 2 173 810 (ruelle) située au nord du lot 2 173 812 ainsi que des saillies en béton aux extrémités de la ruelle.

2.2 Les travaux prévus à l'article 2.1.1 seront réalisés par la Ville tandis que ceux prévus à l'article 2.1.2 seront réalisés par le Promoteur.

2.3 La personne qui réalise les travaux devra obtenir, préalablement au début des travaux, toutes autorisations requises du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.

2.4 Tout entrepreneur mandaté pour réaliser tout ou une partie des travaux devra détenir une licence de la Régie du bâtiment du Québec dans la spécialité pertinente aux travaux à exécuter.

2.5 Les plans et devis seront préparés par le Promoteur à ses entiers frais.

2.6 Les plans et devis doivent être préparés selon les normes et directives de la Ville et approuvés par la Ville avant le début des travaux, incluant toute modification que cette dernière peut requérir.

2.7 Les travaux seront réalisés sous la surveillance d'un ingénieur mandaté par la Ville, aux frais du Promoteur.

2.8 La Ville pourra effectuer, aux frais du Promoteur, toutes les inspections et tests qu'elle jugera nécessaires ou exiger du Promoteur que ce dernier les exécute et transmette copie des résultats à la Ville.

2.9 La Ville se chargera d'engager un laboratoire de sols compétent et indépendant de façon à effectuer un contrôle qualitatif des travaux. Un rapport résumant le contrôle effectué par le laboratoire sera remis au Promoteur une fois que les travaux seront terminés. Tous les frais relatifs à ce qui est prévu au présent article seront à la charge du Promoteur.

2.10 Lorsqu'il est constaté par l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux que ceux-ci ont été exécutés à son entière satisfaction, il informe la Ville qu'il est prêt à procéder à l'acceptation provisoire des travaux ou à leur

acceptation définitive. L'acceptation provisoire ou définitive ne peut être donnée sans l'accord de la Ville lorsque le Projet comporte des travaux d'infrastructures souterraines.

2.11 Durant la période entre l'acceptation provisoire des travaux et l'acceptation définitive, tout défaut et malfaçon résultant des travaux devront être corrigés avec diligence par le Promoteur et à défaut, la Ville pourra les faire corriger. À cette fin, la Ville transmettra un avis de défaut au Promoteur dans les dix (10) jours suivant la découverte du défaut ou de la malfaçon. Si le Promoteur ne remédie pas à la situation dans le délai imparti de l'avis de défaut, la Ville fera corriger les déficiences à sa satisfaction. Tous les frais de l'entrepreneur et des professionnels qui auront participé à la correction de ces déficiences seront réclamés au Promoteur et payés par lui.

2.12 Le Promoteur est responsable de l'entretien complet des infrastructures et des travaux d'aménagement jusqu'à la réception définitive des travaux par la Ville.

2.13 Le Promoteur doit assumer, à ses frais, le nettoyage des rues salies par les véhicules de l'entrepreneur général, de ses mandataires et des fournisseurs de matériaux.

2.14 Le Promoteur devra utiliser, sur le chantier de construction, toutes les techniques possibles afin de limiter les impacts de l'émission de poussière jusqu'à la fin des travaux de construction (rues et bâtiments) et d'aménagement, et ce, à la satisfaction de la Ville.

2.15 La Ville peut exiger du Promoteur, seul responsable de la qualité des travaux, toute mesure ou correction qu'elle juge nécessaire à cet effet, même si telle mesure ou correction est rendue nécessaire par le fait d'un tiers.

2.16 À moins d'indication contraire de la part de la Ville, le Promoteur s'engage à entretenir, en tout temps, et ce, même lorsque la réception définitive des travaux sera complétée, les nouvelles plantations associées aux ouvrages d'aménagement localisés sur le domaine public ainsi que les saillies situées aux extrémités de la ruelle (lot 2 173 810).

2.17 Les infrastructures du Projet seront prises en charge par la Ville suite à la réception définitive des travaux effectués par le Promoteur excluant les plantations et saillies spécifiées à l'article 2.16 qui relèvent de la responsabilité du Promoteur.

3. Détermination des coûts

3.1 Le coût estimé pour la réalisation des travaux de raccordement est de 308 014,04$, incluant toutes les taxes applicables;

Le coût estimé pour la réalisation des travaux prévus à l'article 2.1.1 est de 237 053,35$, incluant toutes les taxes applicables;

Le coût estimé pour la réalisation des travaux prévus à l'article 2.1.2 est de 70 960,68$, incluant toutes les taxes applicables;

Le coût estimé pour les honoraires de surveillance des travaux est de 30 801,14$, incluant toutes les taxes applicables;

Le coût estimé pour les honoraires de contrôle qualitatif des travaux est de 15 400,70$, incluant toutes les taxes applicables;

Tous les coûts et les frais mentionnés au présent article 3.1 sont payables par le Promoteur. Un ajustement à la hausse ou à la baisse de ces coûts et frais estimés sera appliqué, de manière à ce que le Promoteur paie toujours sur la base de leur coût réel.

3.2 Les frais afférents aux travaux définis à l'article 1 du Règlement sont payables par le Promoteur sur présentation par la Ville de factures ou pièces justificatives.

4. <u>Les modalités de paiement des coûts relatifs aux travaux et garanties financières.</u>

4.1 Puisque le Promoteur réalise les travaux prévus à l'article 2.1.2, il doit, pour que lui soit délivré le premier permis de construction de l'ensemble du Projet ou, le cas échéant, le premier permis de construction de chacune des phases du Projet, remettre à la Ville une lettre de garantie bancaire en faveur de celle-ci, émise par une institution financière dûment autorisée, d'un montant correspondant à la totalité des coûts estimés pour ces travaux en vertu du troisième alinéa de l'article 3.1. Cette lettre de garantie doit être encaissable sur le territoire de la Ville de Montréal à première demande, nonobstant tout litige entre les Parties et indiquer que celle-ci sera encaissable par la Ville si elle n'est pas renouvelée 60 jours avant son échéance.

4.2 Puisque la Ville réalise les travaux prévus à l'article 2.1.1, le Promoteur doit lui verser, par chèque visé libellé au nom de la Ville de Montréal, le coût total estimé de ces travaux, incluant les taxes applicables, plus les frais contingents, et les imprévus (tenir compte, le cas échéant, de l'application du *Règlement relatif au financement des infrastructures nécessaires à la construction de projets de construction résidentiels* (03-089);

Ce chèque doit être remis à la Ville par le Promoteur à la première des dates suivantes :

4.1.1 à la date de l'émission des permis autorisation la construction du bâtiment A du Projet faisant suite aux demandes de permis numéro 3001361695 et 3001361655;

4.1.2 à la date d'octroi, par la Ville, du contrat d'exécution de ces travaux.

4.3 À la réception définitive des travaux prévus à l'article 2.1.2, la lettre de garantie exigée à l'article 4.1 est remise au Promoteur.

5. Date à laquelle les travaux doivent être complétés

Le Promoteur s'engage à compléter les travaux prévus à l'article 2.1.2 selon l'échéancier apparaissant à l'annexe 5 après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties.

Le Promoteur s'engage à débuter les travaux de la phase 2 (bâtiment B) du Projet seulement une fois que les travaux prévus à l'article 2.1.1 sont complétés et opérationnels.

6. Résiliation

À défaut par le Promoteur d'entreprendre les travaux prévus à la présente entente dans un délai de 120 jours suivant la signature de la présente entente, la Ville pourra résilier unilatéralement celle-ci en transmettant un avis écrit au Promoteur.

La Ville pourra également résilier unilatéralement la présente entente si le Promoteur est en défaut de réaliser les travaux conformément aux conditions énoncées à la présente entente malgré un avis de la part de la Ville l'informant de son défaut.

7. Assurance responsabilité

Le Promoteur s'engage à tenir la Ville indemne de toute responsabilité pouvant découler de l'exécution des travaux, à partir du début des travaux jusqu'à douze (12) mois après la réception provisoire de ceux-ci. Ainsi, il s'engage à prendre fait et cause pour la Ville de toute réclamation pour dommages corporels ou matériels qui pourraient survenir en raison de l'exécution des travaux par lui-même ou ses mandataires.

Pour ce faire, dans les quinze jours suivant l'octroi des contrats, le Promoteur devra remettre à la Ville copie de sa police d'assurance responsabilité ou celle de son entrepreneur prise aux fins de l'exécution de travaux. Cette police devra être approuvée par la Ville et assurer une protection pour dommages corporels ou matériels de deux millions de dollars (2 000 000$) par évènement. Elle doit désigner la Ville comme coassurée et indiquer qu'elle ne pourra être résiliée sans un avis écrit d'au moins vingt (20) jours à la Ville.

Cette police d'assurance responsabilité doit être souscrite et maintenue en vigueur, aux frais du Promoteur, à compter de la date du début des travaux et jusqu'à douze (12) mois après la réception provisoire des travaux. Si à compter du quinzième jour précédant la date d'échéance ou de résiliation de la police, il est constaté que le Promoteur ou l'entrepreneur néglige ou refuse de maintenir cette police pendant toute cette période, la Ville pourra la maintenir en vigueur aux frais du Promoteur ou contracter une nouvelle police d'assurance couvrant les mêmes risques et offrant une couverture équivalente à celle prévue au 2e alinéa du présent article. Le Promoteur doit, dans les quinze (15) jours précédant la date de l'échéance de la police, remettre au

responsable de la Ville la preuve du renouvellement de la police d'assurance décrite au présent article.

8. Garanties

Le Promoteur, par les présentes, cède et transfère à la Ville toute garantie qu'il détiendra en regard des travaux prévus à la présente entente.

9. Domicile

Les Parties élisent domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente entente ou à toute autre adresse, dans le district judiciaire de Montréal, dont une Partie avisera l'autre conformément à l'article 10.

10. Avis

Tout avis, communication ou correspondante entre les Parties aux présentes doit être transmis par courrier recommandé à l'adresse suivante :

Pour la Ville :
M. Pascal Trottier
Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
2140, avenue Madison – 3e étage
Montréal (Québec) H4B 2T4

Pour le Promoteur :
Luc Fortin
First Capital Asset Management ULC
7600, boulevard Viau RDC 113
Montréal (Québec) H1S 2P3

Tout changement d'adresse par une Partie doit être communiqué à l'autre conformément au présent article.

11. Entrée en vigueur

La présente entente entre en vigueur le jour de sa signature par tous les représentants des Parties dûment autorisés.

12. Signatures

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé cette entente aux dates et lieux indiqué en regard de leur signature.

POUR LA VILLE :

_____
Sue Montgemery, mairesse

_____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

_____
Date

POUR LE PROMOTEUR :

_____
Amy Chen, vice-présidente

_____
Date

Annexe 1 : Résolution du conseil d'administration First Capital Asset Management ULC
Annexe 2 : Certificat de localisation
Annexe 3 : Plans d'aménagement de la ruelle
Annexe 4 : Plans feux de circulation
Annexe 5 : Échéancier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1173558025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver l'entente avec la compagnie First Capital Asset Management ULC pour la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures de services nécessaires à la réalisation d'un projet mixte (commercial - résidentiel) pour la propriété sise au 2615 à 2865, avenue Van Horne ainsi que l'aménagement d'une partie de la ruelle, selon les dispositions du Règlement sur les ententes relatives à des projets municipaux (08-013) - L'estimé de coût total taxes incluses pour l'ensemble des travaux est estimé à 354 215.87 $ incluant les contingences et les incidences.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1173558025 - CERTIFICATION DE FONDS.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-07

Marion ANGELY
Directrice par intérim

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

CERTIFICATION DE FONDS

No. GDD : 1173558025

Ce dossier vise à approuver l'entente avec la compagnie First Capital Asset Management ULC pour la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures de services nécessaires à la réalisation d'un projet mixte (commercial – résidentiel).

Le montant total de l'entente s'élève à 354 215,87$ taxes incluses. La majorité des travaux sera réalisée par la Ville de Montréal et donc un financement temporaire de 283 255,45$ taxes incluses est requis, lequel sera remboursé par le promoteur, soit par un dépôt préalable ou par facturation à la fin des travaux.

1. **Les travaux suivants seront réalisés par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la ville de Montréal (SIVT):**

- **Installation de feux de circulation et d'une saillie à l'intersection des avenues Wilderton Crescent et Van Horne**
- **Aménagement d'une nouvelle entrée charretière ayant front sur l'avenue Van Horne**

En 2018, des dépenses estimées de 272 611,08$ taxes incluses seront déboursées par la Ville en lien avec ces travaux et pour la surveillance et le contrôle qualitatif de ces travaux spécifiques.

Les informations financières relatives à ces travaux se retrouvent dans la certification de fonds du service des infrastructures, de la Voirie et des Transports (SIVT).

2. **L'aménagement de la bande de verdure dans la ruelle sera réalisé par le promoteur**

Le promoteur s'engage à effectuer les travaux et à remettre une garantie bancaire de 70 960,68$ afin de garantir ces obligations pour l'aménagement de la ruelle.

3. **La surveillance des travaux et le contrôle qualitatif de la bande de verdure dans la ruelle seront réalisés par l'arrondissement CDN-NDG.**

Un virement budgétaire de 9 719.49 $ net de ristourne de la direction des services administratifs et du greffe vers la direction des travaux publics sera donc effectué suite à l'approbation de ce dossier afin de financer temporairement ces travaux.

Provenance
2406.0010000.300702.06819.66502.000000.0000.000000.000000.00000.00000

Imputation
2406.0010000.300726.03003.54301.000000.0000.012099.000000.00000.00000

Le remboursement sera déposé dans le compte de revenus suivant :

2406.0010000.300726.03003.44602.000000.0000.012099.000000.00000.0000

Le promoteur s’engage à rembourser la Ville les frais de surveillance et de contrôle qualitatif sur présentation de factures et de pièces justificatives.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173558025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver l'entente avec la compagnie First Capital Asset Management ULC pour la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures de services nécessaires à la réalisation d'un projet mixte (commercial - résidentiel) pour la propriété sise au 2615 à 2865, avenue Van Horne ainsi que l'aménagement d'une partie de la ruelle, selon les dispositions du Règlement sur les ententes relatives à des projets municipaux (08-013) - L'estimé de coût total taxes incluses pour l'ensemble des travaux est estimé à 354 215.87 $ incluant les contingences et les incidences.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1173558025.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

Co-auteure

Marie claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-07

Reak Sa SEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Div. Conseil Et Soutien Financier

NO GDD : **1173558025**

Taux: 1.0951303727

No d'engagement CC73558025

Financement de 100% implique une dépense nette à la charge des contribuables de: **- $**

Provenances

Feux de circulation et équipements de gestion de la circulation		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-080	6101.7717080.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	272 611.08 $	248 930.26 $	248 931 $

Imputations

Installation FC rues VanHorne/WildertonCrescent- FirstCapitalAssetM		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat et contingences-feux circulation	6101.7717080.802701.03163.57201.000000.0000.172482.000000.17040.00000	237 053.35 $	216 461.31 $	216 462 $
Incidences prof.-surveillance et ctrl.qualit.	6101.7717080.802701.03163.54301.000000.0000.172486.000000.17040.00000	35 557.73 $	32 468.95 $	32 469 $

Total imputations	**272 611.08 $**	**248 930.26 $**	**248 931 $**

NOTE: le coût total de ces travaux sera entièrement remboursé par le promoteur sur présentation des pièces justificatives

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Jean-François Rondou Téléphone : 514-868-3837
Service/Arrondissement :

Période : Année : 2016 -16 Description de l'écriture :

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1187551003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 75 000 $, taxes incluses, à l'entreprise de courtage TRANSVRAC-Montréal-Laval inc. pour le camionnage en vrac de la terre et d'autres matériaux issus des opérations d'excavation sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2018.

IL EST RECOMMANDÉ :
D' autoriser une dépense maximale de 75 000 $, taxes incluses, à l'entreprise de courtage TRANSVRAC-Montréal-Laval inc. pour le camionnage en vrac de la terre et d'autres matériaux issus des opérations d'excavation sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2018.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-06 16:19

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187551003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 75 000 $, taxes incluses, à l'entreprise de courtage TRANSVRAC-Montréal-Laval inc. pour le camionnage en vrac de la terre et d'autres matériaux issus des opérations d'excavation sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2018.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce procède, dans le cadre de ses opérations courantes, à des excavations sur le domaine public de son territoire. Les sols excavés sont composés principalement de pierre, de roc, et de terre; l'asphalte et le béton doivent être traités hors site. Lesdits sols proviennent principalement de l'excavation d'aqueduc, d'égout, de plantation d'arbres et d'autres opérations de la voirie et des parcs. Ces sols sont transportés par les effectifs Ville des lieux d'excavation aux deux clos de voirie de l'arrondissement. Une fois qu'une quantité préétablie de matière excavée est accumulée, elle est échantillonnée et analysée. Par la suite, la matière caractérisée est transportée à un site de disposition.

Un contrat externe est nécessaire pour assurer cette activité compte tenu du grand volume de terre à transporter dans un délai relativement court.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170271 - Autoriser la signature d'une entente avec l'entreprise de courtage TRANSVRAC-Montréal-Laval inc. pour le camionnage en vrac de terre et d'autres matériaux issus des opérations d'excavation sur le territoire de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2017 et autoriser une dépense maximale additionnelle de 60 000 $, taxes incluses.

CA13 170063 - Autoriser une dépense additionnelle de 120 000 $, taxes incluses, pour le contrat pour l'échantillonnage, l'analyse chimique, le transport et la disposition de terre provenant d'excavation selon l'option de 3 ans aux conditions de sa soumission dans le cadre du contrat accordé à Northex (CA11 170123), majorant ainsi le montant total du contrat de 960 045,98 $ à 1 080 045,98 $, taxes incluses (ce contrat prévoyait l'analyse et le transport pour 3 ans).

CA11 170123 - Accorder à Northex le contrat pour l'échantillonnage, l'analyse chimique, le transport et la disposition de terre provenant d'excavation selon l'option de 3 ans aux

conditions de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public, soumission numéro TP-VOIRIE-2011-01. D'autoriser une dépense à cette fin de 960 045,98 $ toutes taxes incluses et comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant (ce contrat prévoyait l'analyse et le transport pour 3 ans).

DESCRIPTION

La dépense consiste à assurer le transport des sols caractérisés de leurs lieux de caractérisation au site de disposition par l'entreprise de courtage TRANSVRAC-Montréal-Laval inc. Cette entreprise est enregistrée sous une forme juridique de personne morale sans but lucratif. Le paiement sera fait en fonction des taux préalablement fixés dans le recueil des tarifs de transport de camionnage en vrac du ministère des Transports du Québec pour l'année 2018 (au volume ou à l'heure).

JUSTIFICATION

L'arrondissement doit traiter les sols en se conformant à la *Politique de Protection des Sols et des Réhabilitations de Terrains Contaminés* du MDDELCC. La Direction des travaux publics ne dispose pas d'un nombre adéquat de ressources (disponibilité du nombre suffisant des camions de type semi-remorque) permettant d'effectuer cette activité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le calcul de la dépense est estimé à un maximum de 75 000.00 $, taxes incluses. Le tout selon les taux en vigueur fixés dans le recueil des tarifs de transport de camionnage en vrac du ministère des Transports du Québec pour l'année 2018 (au volume ou à l'heure). La proportion des terres en provenance des travaux d'aqueduc, qui est assumée par la DGSRE, est de 75 %. L'autre 25 % provient des travaux de voirie et de parcs (assumé par l'arrondissement).

En 2018, la dépense totale s'élève à 75 000,00 $ taxes incluses, ce qui représente un déboursé net de ristourne de 68 485,00 $. L'arrondissement assumera entièrement la dépense, ainsi la Voirie assumera un montant de 17 121,25 $ net de ristourne et la DGSRE un total de 51 363.75 $ net de ristourne.

Les crédits requis pour imputer cette dépense, sont donc disponibles à la Direction des travaux publics de l'arrondissement, dans les centres de responsabilité 300763 - CDN - FONDS DE L'EAU et 300717 - CDN - VOIRIE selon l'information inscrite dans l'intervention financière.

Calcul de la ristourne pour l'achat de biens et services				
52 185,26 $		**DGSRE**	**VOIRIE**	**TOTAL**
Soumission	**100%**	**48 923,68 $**	**16 307,89 $**	**65 231,57 $**
T.P.S	**5%**	**2 446,19 $**	**815,39 $**	**3 261,58 $**
T.V.Q	**9,975%**	**4 880,14 $**	**1 626,71 $**	**6 506,85 $**
Total Taxes incluses		**56 250,00 $**	**18 750,00 $**	**75 000,00 $**

Ristourne TPS	**100%**	**(2 446,19 $)**	**(815,39 $)**	**(3 261,58 $)**
Ristourne TVQ	**50%**	**(2 440,07 $)**	**(813,36 $)**	**(3 253,42 $)**
Déboursé Net		**51 363,75 $**	**17 121,25 $**	**68 485,00 $**

Les sommes nécessaires pour faire suite à ce dossier décisionnel ont été réservées par la demande d'achat no. 540839.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette entente est un outil qui permet à la Ville de se conformer au *Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés* (RSCTSC) qui prévoit l'obligation de procéder à l'élimination et au traitement de sols contaminés selon les normes et les règlements en vigueur par le Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et le la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le transport de terre est nécessaire pour l'organisation des opérations. De plus, l'espace limité pour le transit de la terre oblige l'administration à compléter rapidement le transport de la terre analysée afin de libérer les zones pour l'accueil de la matière non caractérisée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Du 13 mars 2018 au 31 décembre 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La gestion des sols d'excavation est assujettie à la *Politique de Protection des Sols et des Réhabilitations de Terrains Contaminés* du MDDEP.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain TURNBLOM
Chef de section

Tél : 514 872-8957
Télécop. : 514 872-1936

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-23

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1187551003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 75 000 $, taxes incluses, à l'entreprise de courtage TRANSVRAC-Montréal-Laval inc. pour le camionnage en vrac de la terre et d'autres matériaux issus des opérations d'excavation sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2018.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1187551003 Certification des fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-27

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1187551003

Calcul de la dépense 2018

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Voirie et parcs	16 307.89 $	815.39 $	1 626.71 $	18 750.00 $	1 628.75 $	17 121.25 $
DGSRE	48 923.68 $	2 446.18 $	4 880.14 $	56 250.00 $	4 886.25 $	51 363.75 $
Total des dépenses	**65 231.57 $**	**3 261.57 $**	**6 506.85 $**	**75 000.00 $**	**6 515.00 $**	**68 485.00 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0.0%
CDN-NDG	68 485.00 $	100.0%

PROVENANCE - IMPUTATION	2018
2130.0010000.300763.04121.54503.012353.0.0.0.0.0.	51 363.75 $
Entité : AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal Centre de responsabilité : CDN - Gestion de l'eau Activité : Réseau de distribution de l'eau potable Objet : Serv.tech. - Gestion des matières résiduelles Sous-objet : Déversement de sols d'excavation	
2406.0010000.300717.03103.54503.012353.0.0.0.0.0.	17 121.25 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Voirie Activité : Entretien et réfection des chaussées et trottoirs Objet : Serv.tech. - Gestion des matières résiduelles Sous-objet : Déversement de sols d'excavation	
Total de la disponibilité	68 485.00 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1187772004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 9 500 $, toutes taxes comprises si applicables, à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 08:51

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187772004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1971, l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM), offre des activités de basketball pour la communauté philippine de l'arrondissement. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soutient l'organisme aux niveaux logistique et financier pour la réalisation d'activités de basketball destinées aux jeunes philippins. La DCSLDS assure l'accès gratuit à plusieurs gymnases de ses centres. Les membres de l'association proviennent en grande partie de l'arrondissement et participent régulièrement à de nombreux tournois municipaux, intermunicipaux, interprovinciaux et, à l'occasion internationaux. Ce sommaire vise à obtenir l'autorisation d'octroyer une contribution financière ponctuelle de 9 500 $, taxes comprises si applicables, à l'Association. Le soutien financier demandé par l'organisme servirait, entre autres, à offrir un programme récréatif gratuit et à maintenir les activités estivales de basketball afin de rejoindre le plus grand nombre de jeunes Philippins et d'autres communautés culturelles de l'Arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170062 - Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500$ à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation de ses activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement; d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites dans le dossier décisionnel.

DESCRIPTION

Depuis 1993, l'organisme a développé un programme destiné aux jeunes Philippins et autres communautés culturelles provenant de milieux défavorisés afin de leur offrir des périodes de pratique de basketball. L'organisme accueille plus de 300 jeunes de l'arrondissement qui participent à des activités de basketball se déroulant dans différentes installations sur le territoire.
Ce sommaire vise à octroyer une contribution financière de 9 500 $, taxes comprises si applicables, à l'Association. PBAM dépose une demande de soutien financier afin d'être en mesure d'offrir des activités de basketball abordables pour les jeunes tout au long de l'année. Le soutien accordé finance entièrement l'inscription de plus de 100 jeunes dans les programmes d'initiation et de compétition afin de faire la promotion de saines habitudes de vie et de permettre aux jeunes de développer leurs habiletés par le sport. Dans le même sens, près du tiers du coût d'inscription pourrait être financé pour supporter la participation de plus de 100 jeunes à la ligue estivale multiculturelle, leur permettant de développer leur sentiment d'appartenance. Ces fonds permettraient également le maintien de la ligue compétitive d'hiver où il y a plus de 150 jeunes inscrits chaque année.

JUSTIFICATION

En 2016, l'arrondissement adoptait une nouvelle Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif afin d'officialiser ses relations avec les organismes sans but lucratif sur son territoire. L'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) a été reconnu dans le cadre de ce processus. L'organisme a remis la documentation nécessaires pour le maintien de sa reconnaissance.
PBAM a également déposé une demande de soutien auprès de la DCSLDS. Le plan d'action et les objectifs du projet déposé par PBAM répondent au Cadre de référence de la DCSLDS. Les participants sont des jeunes âgés de 6 à 17 ans qui souhaitent s'initier à la pratique du basketball. Actuellement, c'est plus de 300 jeunes, provenant d'origines culturelles au sein de l'arrondissement, qui participent aux activités de l'organisme. Le projet mis en place par l'Association PBAM contribue au mieux-être des citoyens, au développement de la vie communautaire et est partie prenante du mandat de la DCSLDS.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette contribution est destinée à l'encadrement des activités jeunesse. Un montant de 9 500 $ non récurrent est disponible au budget de la DCSLDS pour des contributions à des organismes pour des activités en sport et loisir.
Imputation Montant Exercice financier
2406.0010000.300741.07123.61900.016490 9 500 $ 2018

Ce montant a été réservé par la demande d'achat 533308

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permet l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en intervenant sur les quatre piliers soit, le sport, le loisir, le développement social et la culture.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Garantir l'accessibilité et la participation aux activités de basketball qui se dérouleront dans certaines installations pour l'année 2018, principalement les activités du programme estival destiné aux jeunes;

- Assurer une saine supervision et allouer les ressources nécessaires à la réalisation de l'offre de services;

- Développer de saines habitudes de vie et un sentiment de fierté chez des jeunes qui peuvent être à risque.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion de la programmation dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

- La publicité de ces activités est réalisée au moyen de dépliants distribués dans les écoles du secteur, du répertoire des activités de l'arrondissement et auprès des membres des autres associations du milieu, les réseaux sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Versement de la contribution financière;
· Réalisation de la ligue estivale;
· Évaluation des activités estivales;
· Réalisation des programmes d'entraînement, de récréation et de la ligue hivernale;
· Évaluation des activités hivernales;
· Bilan des activités avec l'organisation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LAPOSTOLLE

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Marie-Claude OUELLET

Régisseure

Tél : 514 868-4204
Télécop. :

Chef de divsion sports, loisirs et développement social

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187772004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

Demande de soutien financier transmis à la DCSLDS

Formulaire de demande de soutien financier 2018 (2).pdf

Page 7 de 9 (2).pdf

Budget/Prévision de l'association pour 2017-18

BUDGET 0CT. 2017 - 0CT. 2018.xlsx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LAPOSTOLLE
Régisseure

Tél : 514 868-4204
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

REÇU LE
14 DEC. 2017
ARRONDISSEMENT CDN - NDG

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Soutien à la réalisation d'activités de loisirs

Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM)

No d'enregistrement REQ
1165546558

Date d'incorporation
2008-11-25

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
Box 85 Snowdon Stn., Montreal, H3X 3X8

Représentant désigné
Jake Maguigad

Titre
Adviser

Numéro de téléphone
514 636-7831

Adresse courriel
jcmaguigad@gmail.com

Site internet
www.pbam.ca

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
1. Promovoir et developper le basketball
2. Organizer des tournois pour developper le jeu
3. Participer aux affaires sociales et culturelles.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien

Une organisation but non lucratif qui besoin soutien additionel soutenir la programme jeunesse et multi-culturelle.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné | Conseil executif des PBAM 2017-2018

Après avoir pris connaissance du Programme - Soutien à la réalisation d'activités de loisirs
nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien
Jake Maguigad, Adviser

Date
May 27/17

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: hela.dhaou@ville.montreal.qc.ca

REÇU LE
14 DEC. 2017
ARRONDISSEMENT CDN - NDG

Veuillez noter que:

- Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;
- Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme Soutien à la réalisation d'activités de loisirs seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

PBAM BUDGET FOR OC

REVENUE:

REGISTRATION FEES
METRO SUMMER LEAGUE
PLAAYERS SHARE FOR PHIL. INTERCITY
ADULT RECREATIONAL FITNESS PROGRA
FUNDRAISING FROM CONCESSION STAN
DONATION
VILLE MONTREAL FINANCIAL ASSISTANC

LEAGUE OPERATIONS

REFEREES (MAMBRA)
SCORERS/ TIMERS
AWARDS/ MEDALS/ CASH AWARDS

GYM RENTAL EXPENSES (LSCDN & BREBEUF GYM)

WINTER LEAGUE -- 2018
SUMMER TOURNAMENTS
BREBEUF GYM
FALL SEASON

EQUIPMENT

BASKETBALLS
SCORE SHEETS
UNIFORMS

TOURNAMENTS

MONTREAL UNITED
FEM. CLASSIC --UQAM
BLACK COMMUNITY OUTREACH
TEENCAGERS JULY TOURNAMENT
PHIL. - NOTH AMERICAN TOURNAMENT
(IN CHICAGO)

ADMINISTRATIVE EXPENSES

WEBSITE FEE
NEQ REGISTRATIO N FEE
BASKETBALL FEDERATION FEE
POST OFFICE BOX

MONTHLY BANK FEES
TRANSPORTATION COST FOR VOLUNTEE
MEALS FOR VOLUNTEERS
OFFICE SUPPLIES
INTERFILIPINO ASSOCIATION EXCHANGE
LSCDN AWARDS TICKETS.
PROMOTIONS

TOBER 2017 TO SEPTEMBER 30, 2018

	32,620.00 $	
	500.00 $	
	4,000.00 $	
AM	600.00 $	
D	300.00 $	
E	9,500.00 $	
		28,000.00 $
	20,000.00 $	
	6,000.00 $	
	2,000.00 $	
		5,500.00 $
		1,100.00 $
	300.00 $	
	300.00 $	
	500.00 $	
		6,000.00 $
		6, 900.00 $

RS

S

TOTAL OF PROJECTED EXPENSES	**47,500.00 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1187772004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1187772004- cert. fonds DSLCDS -PBAM.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-05

Hélène BROUSSEAU
Chef de division, ressources financières, matérielles et informationnelles
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1187772004**
Nature du dossier	**Contribution financière – Philipinne Basketball Association of Montreal (PBAM)**
Financement	**Budget de fonctionnement 2018**

Ce dossier vise à accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

Imputer la dépense comme suit :

GDD 1187772004 - Contribution financière PBAM

Imputation	2017
2406.0010000.300741.07123.61900.016490 .0000.000000.000000.00000.0000 CR: CDN - Gestion sports, loisirs, dév. soc. A: Exploitation des centres commun. - Act.récréatives O: Contribution à d'autres organismes SO: Organismes sportifs et récréatifs	9 500.00 $
Total	**9 500.00 $**

Cette dépense est entièrement assumée par le budget de fonctionnement de la Direction des sports, loisirs, culture et développement social de l'arrondissement CDN/NDG et est réservée par la demande d'achat no.533308.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1185265006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 250 $.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 250 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Association des locataires de l'Habitation de Terrebonne inc. 623-6350, rue de Terrebonne Montréal (Québec) H4B 2Z4 a/s Madame Pierrette Nolet Secrétaire a/s Madame Linda Gouthro Wilson Présidente	Pour aider cette Association à organiser différentes activités socio-communautaires pour les résidants de cet immeuble.	**TOTAL : 250 $** Sue Montgomery 125 $ Christian Arseneault 125 $
Centre de Bénévolat Côte-des-Neiges **4945, ch. de la Côte-des-Neiges, #6** **Montréal (Québec) H3V 1H5** a/s Madame Patricia Lavigne Directrice a/s Madame Marie-Josée Wenger Présidente du CA	Afin de participer à la réussite de l'organisation du souper pour les bénévoles qui souligneront le 35e anniversaire du Centre.	**TOTAL : 450 $** Sue Montgomery 150 $ Magda Popeanu 300 $
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce	Pour fournir notre aide et soutien aux bénévoles qui offre le service	**TOTAL : 250 $**

5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Bureau 204 Montréal (Québec) H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	dans la clinique d'impôts pour les citoyens.	Sue Montgomery 125 $ Christian Arseneault 125 $
Communauté hellénique du Grand Montréal/ Hellenic Community of Greater Montreal 5777, av. Wilderton Montréal (Québec) H3S 2V7 a/s M. Nicolas Pagonis Président	Pour favoriser la réalisation des festivités de la Fête nationale de la Grèce,	**TOTAL : 400 $** Magda Popeanu 400 $
Agudath Israël de Montréal inc. 100-2195, av. Ekers Montréal (Québec) H3S 1C6 a/s Fred Pfeiffer Président	Pour la réussite de la cérémonie « Brûler le pain » dans le cadre de la fête de la Pâque juive.	**TOTAL : 1 000 $** Lionel Perez 1 000 $
La Jeunesse D'Agudath Israël **Pirchei Agudath Israel** 100-2195, av. Ekers Montréal (Québec) H3S 1C6 a/s Rabbi Yossi Treisser Président	Pour le programme annuel des activités de cette organisation.	**TOTAL : 1 000 $** Lionel Perez 1 000 $
Congrégation Shomrim Laboker 5150, av. Plamondon Montréal (Québec) H3W 1G1 a/s Monsieur Norman Simon	Pour la coexistence des Canadiens concernant le 5e rassemblement interconfessionnel annuel (« Canadians for Coexistence for the 5th Annual Interfaith Gathering ») le 24 mai 2018.	**TOTAL : 300 $** Marvin Rotrand 150 $ Lionel Perez 150 $
Association Philippine-canadienne artistes du Québec/ Filipino Canadian Artists Association of Québec 2525 Cavendish #219 Montréal (Québec) H4B 2Y6 a/s Michelle Vargas Lao Présidente	Pour permettre la réalisation des activités de cette association.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
Le Club des Femmes de Couleur / **The Coloured Women's Club** 1068, av. Oxford Montréal (Québec) H4A 2X4 a/s Madame Rachel Simon Présidente	Pour soutenir cette organisation dans ses activités annuelles.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 100 $ Marvin Rotrand 200 $ Magda Popeanu 200 $
La Promenade des arts NDG /	Pour soutenir les activités organisées par la Promenade des	**TOTAL : 500 $**

NDG Arts Walk 2319, avenue de Hampton, bureau 1 Montréal (Québec) H4A 2K5 a/s Madame Yvette Salinas Coordonnatrice de La Promenade des arts NDG **Chèque au fiduciaire: Dépôt Alimentaire NDG**	arts NDG dans le cadre de la Semaine des arts de NDG le 25 août 2018 dont le fiduciaire est le Dépôt alimentaire NDG.	Sue Montgomery 125 $ Peter McQueen 250 $ Christian Arseneault 125 $
Fondation du complexe de santé Reine Elizabeth 2100, av. Marlowe, bureau 331 Montréal (Québec) H4A 3L5 a/s Madame Rosemary Nolan Allmand	Pour la mise à neuf de la salle d'attente de la Supe-clinique qui sera renommée en l'honneur de M. Warren Allmand.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 100 $ Peter McQueen 200 $ Christian Arseneault 100 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 10:24

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185265006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 250 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Sue Montgomery, mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, de Peter McQueen, conseiller de la Ville pour le district de Notre-Dame-de-Grâce et de Magda Popeanu, conseillère de la Ville pour le district de Côte-des-Neiges et de Christian Arseneault, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 5 250 $. à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 5 250 $, proviennent des budgets discrétionnaires des élus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 5 250 $,

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 5 250 $. La dépense totale est imputée au budget des élus, tel que décrit dans la certification de fonds.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Muy-Heak TANG TONGSOMSONG)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Sonia GAUDREAULT, 6 mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-872-4863
Télécop. : 514-868-3327

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-05

Daniel SANGER
Directeur de cabinet

Tél : 514-868-3527
Télécop. : 514-868--3327

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185265006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 250 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185265006_Contributions financières Mars 2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Muy-Heak TANG TONGSOMSONG
Agente de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514 868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-07

Hélène BROUSSEAU
Chef de division ressources financières, matérielles et informationnelles
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No de dossier	**1185265006**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 5 250 $ comme suit :

Organisme	**DA**	**Lionel Perez**	**Magda Popeanu**	**Marvin Rotrand**	**Peter McQueen**	**Sue Montgomery**	**Christian Arsenault**	**Total**
Association des locataires de l'Habitation de Terrebonne inc.	541624					125 $	125 $	**250 $**
Centre de Bénévolat Côte-des-Neiges	541632		300 $			150 $		**450 $**
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce	541636					125 $	125 $	**250 $**
Communauté hellénique du Grand Montréal	541643		400 $					**400 $**
Agudath Israël de Montréal inc.	541649	1 000 $						**1 000 $**
La Jeunesse D'Agudath Israël Pirchei Agudath Israel	541661	1 000 $						**1 000 $**
Congrégation Shomrim Laboker	541665	150 $		150 $				**300 $**
Association Philippine-canadienne artistes du Québec	541683			200 $				**200 $**
Le Club des Femmes de Couleur	541690		200 $	200 $		100 $		**500 $**
La Promenade des arts NDG	541708				250 $	125 $	125 $	**500 $**
Fondation du complexe de santé Reine Elizabeth	541713				200 $	100 $	100 $	**400 $**
		2 150 $	**900 $**	**550 $**	**450 $**	**725 $**	**475 $**	**5 250 $**

La dépense totale est imputée au budget des élus comme suit :

Élu	Imputation	**Total**
Lionel Perez	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.**000557**.0.0.0	2 150 $
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.**001577**.0.0.0	900 $
Marvin Rotrand	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.**000137**.0.0.0	550 $
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.**000558**.0.0.0	450 $
Sue Montgomery	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.**003047**.0.0.0	725 $
Christian Arsenault	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.**003048**.0.0.0	475 $
		5 250 $

Les fonds ont été réservés par les demandes d'achat inscrites au tableau.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1184535003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer une contribution financière maximale de 6 000,00 $ au Regroupement des éco-quartiers en appui au projet de la patrouille verte pour l'année 2018.

Il est recommandé :
D'octroyer une contribution financière maximale de 6 000,00 $ au Regroupement des éco-quartiers en appui au projet de la patrouille verte pour l'année 2018.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 08:55

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1184535003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer une contribution financière maximale de 6 000,00 $ au Regroupement des éco-quartiers en appui au projet de la patrouille verte pour l'année 2018.

CONTENU

CONTEXTE

Le Regroupement des éco-quartiers (REQ) poursuit le projet de patrouille verte pour une quatorzième année consécutive. Fort de l'enthousiasme soulevé par cette campagne et de l'expérience acquise, le REQ qui est responsable de la gestion du programme Patrouille verte, invite l'arrondissement de Côte-des-Neige- Notre-Dame-de-Grâce à participer de nouveau à l'édition 2018. La copie de la lettre du REQ adressée à la mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neige- Notre-Dame-de-Grâce madame Montgomery est disponible sous la rubrique « pièce jointe ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Cette année encore, dans le cadre du Plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise, il est proposé que les patrouilles travaillent 50% du temps sur les trois (3) thèmes suivants :

- La gestion des matières résiduelles;
- La gestion de l'eau;
- La promotion de la forêt urbaine (Plan d'action canopée et lutte contre l'agrile du frêne).

La contribution financière demandée par le REQ vise à financer l'embauche estivale de quatre (4) étudiants pour l'arrondissement de Côte-des-Neige- Notre-Dame-de-Grâce. Avant le début du projet, le REQ, organisera, avec l'appui de la Ville de Montréal, une formation pour les étudiants sur les thématiques communes et sur les techniques de sensibilisation de la population. De même le REQ, en collaboration avec la Ville de Montréal, fournira aux étudiants le matériel de sensibilisation pour les mandats communs.

De plus, l'arrondissement demande aux membres de la patrouille verte de participer à une campagne de sensibilisation à l'arrachage de l'herbe à poux sur l'ensemble de l'arrondissement.

JUSTIFICATION

La patrouille verte est une occasion pour les jeunes de consolider et de mettre en pratique leurs connaissances à l'égard de différentes problématiques environnementales, de faire de la sensibilisation et de l'éducation auprès des citoyens, d'acquérir une expérience de travail directement avec le public et de se faire connaître auprès de futurs employeurs potentiels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement du projet provient d'une subvention du programme Emplois d'Été Canada 2018. De plus, une contribution financière du Service de l'eau, du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont Royal et du service de l'environnement de la ville de Montréal a également été demandée pour ce projet, de sorte que les arrondissements participants n'ont qu'a débourser 1 500,00 $ par patrouilleur pour l'ensemble de la période estivale. Une contribution financière de 6 000,00 $ est demandée pour permettre de bonifier le salaire des quatre (4) patrouilleurs afin d'œuvrer sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et de contribuer à la coordination du projet. Les quatre (4) patrouilleurs seront embauchés pour une période de 9 semaines au salaire de 13,25 $/heure.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'article 137 de la *Charte de la Ville de Montréal* prévoit que le conseil d'arrondissement peut soutenir financièrement un organisme qui exerce ses activités dans l'arrondissement et a pour mission le développement économique local, communautaire, culturel ou social. Seuls les organismes à but non lucratif sont visés par l'article précité et peuvent bénéficier d'une contribution financière.

Il appert du résultat d'une recherche effectuée auprès du Registraire des entreprises du Québec que la forme juridique de l'organisme Regroupement des éco-quartiers est celle d'une personne morale sans but lucratif, et que celui-ci exerce ses activités dans l'arrondissement et a pour mission principale le développement communautaire et social.

En conséquence, nous sommes d'avis que le conseil d'arrondissement peut soutenir la présente demande de soutien financier.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-22

Hélène BROUSSEAU
Chef de division

Tél : 514 872-0419
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1184535003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Octroyer une contribution financière maximale de 6 000,00 $ au Regroupement des éco-quartiers en appui au projet de la patrouille verte pour l'année 2018.



Demande de soutien financier.pdf



REQ - 1148738686.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

Regroupement des éco-quartiers

Madame Sue Montgomery
Mairesse de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, Bureau 710
Montréal (Québec) H3X 2H9

Montréal, le 14 février 2018

Objet : Demande de soutien financier au projet Patrouille verte 2018

Madame Montgomery,

L'Éco-quartier Notre-Dame-de-Grâce, l'Éco-quartier Côte-des-Neiges et le Regroupement des éco-quartiers (REQ) sont heureux de vous annoncer que le projet de Patrouille de sensibilisation environnementale se poursuivra pour une **quatorzième** année consécutive et vous invite à y participer de nouveau en **appuyant financièrement vos patrouilleurs.** Cette contribution financière de votre arrondissement est très importante pour la réalisation du projet car elle permettra de bonifier le salaire des étudiants embauchés par la Société environnementale de Côte-des-Neiges et Prévention Notre-Dame-de-Grâce pour œuvrer sur votre territoire, en plus de contribuer à la coordination du projet.

Depuis février 2012, le Regroupement des éco-quartiers est responsable de la gestion de la Patrouille verte, auparavant assurée par le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal).

C'est donc une demande de soutien à hauteur de 1 500 $ par poste de patrouilleur, soit 6 000 $ pour l'ensemble des patrouilleurs de votre arrondissement, que nous sollicitons de votre part. Le financement du projet proviendra, pour l'essentiel, d'une subvention de Service Canada dans le cadre du programme Emplois d'Été Canada 2018, qui défraie le salaire le minimum. Votre contribution permettra de bonifier le salaire à 14$ de l'heure pour une durée minimale de 9 semaines et maximale de 12 semaines. Une contribution financière du Service de l'eau, du Service des grands parcs, du verdissement et du mont-Royal et du Service de l'environnement de la Ville de Montréal a également été demandée pour ce projet.

Contribution demandée à l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce en 2018 :

Lieu de travail	**Nb de patrouilleurs**	**Nb de semaines**	**Contribution totale demandée**
Éco-quartier Notre-Dame-de-Grâce *(Prévention NDG)*	2	9 à 12	3 000,00 $
Éco-quartier Côte-des-Neiges *(SOCENV)*	2	9 à 12	3 000,00 $
Contribution totale demandée			**6 000,00 $**

Regroupement des éco-quartiers

Cette année, les patrouilleurs consacreront 50% de leur temps de travail sur les trois thèmes suivants : la promotion et la protection de la forêt urbaine (lutte contre l'agrile du frêne et plan d'action canopée), la gestion de l'eau (réorientation et déconnexion de gouttières, règlement sur l'utilisation de l'eau potable et économie d'eau à l'intérieur et à l'extérieur du domicile) et la gestion des matières résiduelles (sensibilisation au 3RV, aux collectes et à la propreté). Pour la deuxième moitié du temps de travail, votre arrondissement pourra choisir, en collaboration avec les organismes partenaires, d'autres mandats en lien avec les enjeux environnementaux locaux. Par exemple, les patrouilleurs verts pourront participer aux activités organisées dans l'arrondissement.

Il est important de mentionner que votre contribution est conditionnelle à l'obtention des subventions du programme Emplois d'Été Canada 2018. Dans la perspective où vous choisissez de soutenir la patrouille verte, nous vous informerons le plus rapidement possible (mars-avril) sur le nombre exact d'étudiants obtenus pour votre arrondissement et nous vous ferons parvenir une demande en fonction de ce nombre.

Si nous n'obtenons pas le nombre souhaité de subventions de la part de Service Canada, ou si vous souhaitez doter votre arrondissement d'un patrouilleur vert supplémentaire, le coût pour un patrouilleur non-subventionné est de 5 500 $ pour une durée de 10 semaines. Nous vous recommandons d'inclure cette possibilité dans vos prévisions budgétaires.

Avant le début du projet, le REQ organisera, avec l'appui de la Ville de Montréal, une formation pour les étudiants sur les thématiques environnementales communes et sur les techniques de sensibilisation de la population. De même, le REQ, en collaboration avec la Ville de Montréal, fournira aux étudiants le matériel de sensibilisation pour les mandats communs.

Nous apprécierions si vous pouviez nous transmettre votre réponse au plus tard le 20 mars. N'hésitez pas à contacter le Regroupement des éco-quartiers au 514 507-5401 pour toute question ou commentaire à propos de la Patrouille verte.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Madame Montgomery, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Nicolas Montpetit
Directeur, Regroupement des éco-quartiers
75, Square Sir-Georges-Étienne-Cartier
Montréal (Québec), H4C 3A1
Tél. (514) 507-5401
Courriel : regroupementeq@gmail.com

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2018-02-20 11:13:59

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1148738686
Nom	REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS

Adresse du domicile

Adresse	219-75 Square Sir-Georges-Étienne-Cartier Montréal Québec H4C3A1 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Regroupement des éco-quartiers
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Montpetit
Prénom	Nicolas

Adresse	219-75 Square Sir-Georges-Étienne-Cartier Montréal Québec H4C3A1 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1999-08-06
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1999-08-06
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1999-08-06 Constitution
Régime constitutif	

	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2017-12-05
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2017-07-18 2016
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2018	2019-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2017	2018-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9799
Activité	Autres services personnels et domestiques
Précisions (facultatives)	RÉSEAU D'ORGANISMES (ENVIRONNEMENT)

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9839
Activité	Autres associations professionnelles
Précisions (facultatives)	-

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 1 à 5

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Bialikamien
Prénom	Greicy
Date du début de la charge	2015-04-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	10416 RUE Lajeunesse Montréal, Québec Québec H3L2E5 Canada

Nom de famille	Marchand
Prénom	Philippe
Date du début de la charge	2015-09-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	685 boul. Décarie Montréal (Québec) H4L5G4 Canada

Nom de famille	Bernier
Prénom	Anne-Marie
Date du début de la charge	2016-04-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	5570 2e Avenue Montréal (Québec) H1Y2Y3 Canada

Nom de famille	Albert
Prénom	Katrina
Date du début de la charge	2017-04-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	3415 boul. Décarie Montréal (Québec) H4A3J4 Canada

Nom de famille	Esther
Prénom	Tremblay
Date du début de la charge	2017-04-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	4515 rue Messier Montréal (Québec) H2H2J2 Canada

Nom de famille	Sénécal
Prénom	Thierry
Date du début de la charge	2017-04-01
Date de fin de la charge	

Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	2292 rue Marie-Anne E Montréal (Québec) H2H1N3 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	Montpetit
Prénom	Nicolas
Fonctions actuelles	Principal dirigeant
Adresse	266 av. Desmarchais Montréal (Québec) H4H1S4 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0003 - REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS (Établissement principal)	219-75 Square Sir-Georges-Étienne-Cartier Montréal Québec H4C3A1 Canada	Autres services personnels et domestiques (9799)

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2017-12-05
Déclaration de mise à jour courante	2017-08-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-07-18
Déclaration de mise à jour courante	2016-12-05
Déclaration initiale	2016-10-12
Déclaration de mise à jour courante	2016-07-05
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-05-06
Déclaration de mise à jour courante	2015-11-12
Déclaration de mise à jour courante	2015-06-10
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-03-17
Déclaration de mise à jour courante	2014-12-08
Déclaration de mise à jour courante	2014-06-13
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-03-04
Déclaration de mise à jour courante	2013-12-12
Déclaration de mise à jour courante	2013-09-30
Déclaration annuelle 2010	2013-09-30

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2013-05-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-06-27
Déclaration de mise à jour courante	2012-01-18
Déclaration de mise à jour courante	2011-12-20
Lettres patentes supplémentaires	2011-11-03
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2011-08-23
Déclaration modificative	2010-11-05
Déclaration annuelle 2001	2010-05-10
Déclaration annuelle 2009	2009-08-04
Déclaration annuelle 2008	2009-08-03
Avis de défaut	2009-04-07
Avis de changement de nom	2008-12-19
Déclaration modificative	2008-07-04
Déclaration annuelle 2007	2007-10-25
Déclaration modificative	2007-04-18
Déclaration annuelle 2006	2006-11-09
Déclaration annuelle 2005	2005-11-30
Déclaration annuelle 2004	2005-08-17
Avis de défaut	2005-06-09
Déclaration annuelle 2003	2004-02-04
Déclaration annuelle 2002	2003-01-31
Avis de défaut	2002-05-23
Déclaration annuelle 2000	2000-12-04
Déclaration annuelle 1999	2000-08-10
Avis de défaut	2000-05-25
Certificat de constitution	1999-08-06

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2011-09-07

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS		2008-12-19		En vigueur
REGROUPEMENT DE SERVICES ÉCO-QUARTIER		1999-08-06	2008-12-19	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Regroupement des services éco-quartiers		2011-08-23		En vigueur
REQ		2011-08-23		En vigueur
Reseq		2011-08-23		En vigueur
PATROUILLE BLEUE		2010-11-05	2011-12-20	Antérieur

Québec

© Gouvernement du Québec

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184535003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Octroyer une contribution financière maximale de 6 000,00 $ au Regroupement des éco-quartiers en appui au projet de la patrouille verte pour l'année 2018.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1184535003 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-26

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1184535003

Ce dossier vise à :

- Octroyer une contribution financière de 6 000$ au Regroupement des éco-quartiers en appui au projet de patrouille verte pour l'année 2018

Provenance

Le budget est prévu au budget de fonctionnement 2018 de la direction de l'arrondissement :

2406.0010000.300700.01301.61900.000000.0000.000000.000000.00000.0

Imputation

Budget de fonctionnement de la direction :

IMPUTATION	2018
2406.0010000.300700.05803.61900.016207.0000.000000.000000.00000.0	6 000 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Source : Budget régulier Centre de responsabilité : CDN - Direction Activité : Développement social Objet : Contribution à d'autres organismes Sous-objet : Éco-quartiers	
Total de la dépense	**6 000 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1187772010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une convention de contribution financière entre l'arrondissement et l'organisme La Semaine des Arts afin de soutenir la programmation de La Semaine des arts NDG qui se déroulera du 20 au 26 août 2018 et autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 21 000 $, toutes taxes comprises si applicables.

Il est recommandé:
D'autoriser la signature d'une convention de contribution financière à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme La Semaine des Arts pour la réalisation des activités dans le cadre de La Semaine des Arts NDG et le versement d'une contribution financière non récurrente de 21 000 $, toutes taxes comprises si applicables.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 14:59

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187772010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une convention de contribution financière entre l'arrondissement et l'organisme La Semaine des Arts afin de soutenir la programmation de La Semaine des arts NDG qui se déroulera du 20 au 26 août 2018 et autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 21 000 $, toutes taxes comprises si applicables.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) a reçu une demande de financement de La semaine des arts (l'Organisme) afin de soutenir la programmation de La Semaine des arts NDG qui se déroulera du 20 au 26 août 2018.
Le festival la Semaine des Arts NDG existe depuis 2010 et se déroule annuellement la dernière semaine complète du mois d'août. L'Organisme est un diffuseur artistique et culturel dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) qui offre une programmation inclusive et démocratique pour la famille, les jeunes et les communautés culturelles. De l'art visuel à la musique, du cinéma à la danse, ce festival est un tremplin pour la scène artistique locale et une occasion de mettre en valeur des talents de classe internationale.

L'arrondissement soutient cette activité depuis sa première édition, soit en prêt d'équipement, en soutien logistique ou encore en soutien financier pour en assurer le bon déroulement. La contribution demandée par l'Organisme permettra d'offrir plusieurs activités aux résidents de l'arrondissement.

L'Organisme demande une contribution de 30 000 $ pour une durée de 3 ans. La DCSLDS recommande une contribution financière ponctuelle de 21 000 $ en 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170167: (5 juin 2017) Autoriser la signature d'une convention de contribution financière à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme La Semaine des arts pour la

réalisation des activités dans le cadre de l'événement La Semaine des arts NDG et le versement d'une contribution financière non récurrente de 17 000 $, toutes taxes comprises si applicables.
CA16 170160: (6 juin 2016) D'octroyer une contribution financière non récurrente de 10 000 $, toutes taxes comprises si applicables, à l'organisme La Semaine des arts NDG, pour les activités réalisées dans le cadre de l'événement La Semaine des arts NDG qui se déroulera du 22 au 28 août 2016.

CA15 170199: (22 juin 2015) Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 14 000 $ à la Semaine des arts NDG afin de l'aider à l'organisation des activités dans le cadre de la Semaine des arts NDG qui se déroulera du 24 au 30 août 2015.

DESCRIPTION

Pour la neuvième édition de La Semaine des Arts NDG, le promoteur compte maintenir toute la programmation de l'année 2017, incluant les activités qui sont nées dans le cadre de Vive 375^{e} qui ont permis de développer des événements culturels au coeur de secteurs défavorisés : Crépuscule sur Somerled pour le secteur Loyola et Comicamp pour le secteur Darlington. Il importe de maintenir ces activités dans ces nouveaux secteurs afin de permettre un accès plus grand aux activités culturelles.
En 2018, l'organisme innove également en introduisant officiellement la danse et le théâtre à sa programmation. De nouveaux partenaires spécialistes de leurs disciplines, tels le Festival MUTEK à la bibliothèque Benny pour les arts numériques ainsi que Cinéclub Film Society pour le cinéma muet, seront impliqués dans les activités proposées. La Semaine des arts NDG présentera 35 activités sur une semaine, du 20 au 26 août 2018, dans six lieux extérieurs (Place du 375^{e} au parc Notre-Dame-de-Grâce, parc Trenholme, avenue Somerled et Prince-of-Wales, parc de Kent, rue Sherbrooke entre les avenues Harvard et de Hampton et parc Benny) et dans plus de dix espaces culturels (dont Café Shaïka, Centre culturel Notre-Dame-de-Grâce, REP NDG, Galerie d'art Métèque, Sherbrooke Forest, Café 92, Espace Knox). La programmation sera divisée en deux volets : le volet performance (arts de la scène, spectacles de rue) et le volet arts visuels (cinéma, photos, expositions).

JUSTIFICATION

Depuis 2010, la Semaine des Arts NDG répond à un besoin grandissant pour la diffusion des arts et de la culture dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce où plus de 40 % des citoyens sont issus de communautés culturelles. En célébrant la diversité culturelle unique à CDN-NDG, ce festival permet l'émergence de nombreux échanges et de découvertes entre les citoyens, tout en favorisant le développement d'un sentiment d'appartenance très fort.
La Semaine des Arts NDG souhaite entamer un dialogue avec d'autres communautés, qui n'ont pas été approchées par l'organisation. L'Organisme souhaite également découvrir leur richesse et les mettre en scène. Entre autre, l'activité Crépuscule sur Somerled sera mis en vedette, avec notamment des groupes musicaux locaux issus de différentes communautés ethniques. Il sera alors possible pour les citoyens de Montréal de voyager d'un pays à l'autre, au fil de la rue Somerled. Ce type d'événement s'inscrit dans les orientations de la Politique culturelle 2017- 2022 adoptée par la Ville de Montréal et à laquelle l'arrondissement a adhéré.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'Organisme demande 30 000 $; Après analyse, la DCSLDS recommande un montant de 21 000 $, en plus du soutien technique évalué à 18 100 $ pour un total de 39 100 $, excluant les dépenses de la Direction des travaux publics.
Un montant de 21 000 $ (toutes taxes comprises si applicables) est disponible au budget de la DCSLDS.

- La dépense est imputée dans le 2406 0010000 300729 07201 61900 016491;
- Les crédits sont réservés par la demande d'achat no - 541286.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S'inscrit dans l'action prévue au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise qui se lit comme suit: ''Montréal s'engage à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Amélioration de l'offre en diffusion culturelle professionnelle et amateur;

- Bonification de l'offre d'activité de proximité;
- Développement de liens de voisinage de qualité dans les espaces publics.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme La Semaine des Arts assume les activités de communication liées à l'événement. Il fait mention dans ses publications du soutien offert par la Ville et l'Arrondissement. Toutes les publications doivent être préalablement approuvées par l'agent de développement culturel responsable du suivi de l'entente.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'entente;
Suivi de l'entente;
Tenue de l'événement du 20 au 26 août 2018;
Remise du bilan et de la reddition de compte au plus tard le 30 septembre 2018;
Dépôt de l'évaluation au plus tard le 30 octobre 2018;
Réflexion sur les orientations et objectifs 2019 au plus tard le 30 novembre 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raymond CARRIER
Chef division culture et bibliothèques

Tél : 514 868-4021
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-07

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-6364
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187772010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser la signature d'une convention de contribution financière entre l'arrondissement et l'organisme La Semaine des Arts afin de soutenir la programmation de La Semaine des arts NDG qui se déroulera du 20 au 26 août 2018 et autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 21 000 $, toutes taxes comprises si applicables.



SOUTIEN à la SDA 2018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raymond CARRIER
Chef division culture et bibliothèques

Tél : 514 868-4021
Télécop. : 000-0000

SOUTIEN TECHNIQUE ET MATÉRIEL DE L'ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE À LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS DE LA SEMAINE DES ARTS 2018

ÉVÈNEMENTS	**LIEU**	Contribution en nature	**Valeur monétaire de la contribution en nature demandée**	**Accordée ou Non**	Contribution Monétaire Demandée	**Contribution monétaire – Accordée ou Non**	**Conditions (en plus de celles déjà demandées)**
Lancement	Centre culturel Benny	Atrium, sonorisation, employé du centre	**1100 $**	**1 100 $**	$1000	**0 $**	
Samedi dans le parc - grand concert extérieur de musique populaire. Artistes variés.	Parc NDG	Nouvelle scène dans le parc, éclairage, sonorisation, techniciens	**8 300 $**	**8 300 $**	$7000	**7 000 $**	L'arrondissement a un droit de regard sur la programmation et l'événement est présenté par CDN-NDG
Opéra dans le parc	Parc NDG	Nouvelle scène dans le parc, éclairage, sonorisation, techniciens	**3 600 $**	**3 600 $**	$2000	**2 000 $**	
Dansez NDG - nouveau spectacle de danse à NDG	Parc NDG	Nouvelle scène dans le parc, éclairage, sonorisation, techniciens	**3 600 $**	**0 $**	$3000	**3 000 $**	La Semaine des Arts prend en charge la technique
Belles lettres - ateliers d'écriture en collaboration avec Quebec Writers' Federation	Bibliothèque Benny	Salles de rencontre à la bibliothèque Benny	**NA**	**0 $**	$1500	**1 500 $**	
Théâtre NDG	Parc NDG	à déterminer	**3 600 $**	**0 $**	$1500	**1 500 $**	La Semaine des Arts prend en charge la technique
Crépuscule sur Somerled - petits spectacles musicaux extérieurs	Fermeture de la rue Somerled entre Cavendish et Prince-of-Wales	Barrières, sonorisation, techniciens, petite scène	**12 200 $**	**2 500 $** Voir conditions	$3500	**3 500 $**	**OK** : scène et barrières. **NON** : équipe technique et équipement sonore
COMICAMP - camp de création de bande	Parc Kent ou Bibliothèque interculturelle	Tente extérieure pouvant accueillir 20 à 30 jeunes, 4 ipad Pro	**100 $**	**100 $**	$2000	**2 000 $**	Selon disponibilité des tentes. Non pour les IPad

dessinée							à l'extérieur
VéloArt - art public	Partout dans la ville	Aucune	**NA**	**0 $**	$2000	**0 $**	
Coordination de La semaine des arts		Équipe de coordination de l'arrondissement	**NA**	**0 $**	$4000	**0 $**	
Outils de promotion		Publicité en ligne sur les réseaux sociaux et le site web de l'arrondissement	**NA**	**0 $**	$2000	**0 $**	
Activités de bricolage pour les enfants	Parc NDG	Aucune	**NA**	**0 $**	$500	**500 $**	
Street Vibes	Parc NDG Ou MC NDG	Place du 375e ou MC NDG, sonorisation, employé du centre	**Parc NDG 2 900 $** **MC NDG 2 500 $**	**Parc NDG 0 $** **MC NDG 2 500 $**	NA	**0 $**	La technique accordée qu'à la Maison de la culture de Notre-Dame-de-Grâce
TOTAL			34 900 $	**18 100 $**	30 000 $	**21 000 $**	



Convention CD_1187772010.doc

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 5 du règlement RCA04 17044;

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : ***LA SEMAINE DES ARTS*** Organisme à but non lucratif et personne morale légalement (*constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le* 2296 av. Wilson Montréal (Québec) H4A 2T3, agissant et représenté par Monsieur Luca Palladino, directeur exécutif, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS :
N° d'inscription TVQ :
Numéro d'Organisme de charité :

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de jouer le rôle de diffuseur artistique et culturel dans l'arrondissement Côte-Des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce (CND-NDG) en offrant une programmation inclusive et démocratique pour la famille, les jeunes et les communautés culturelles;

ATTENDU QUE L'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et Villes* (RLRQ, C. c-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention et les annexes qui en font partie intégrante, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 **« Annexe 5 »** Modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.6 « **Responsable** » La Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui

verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la période couverte : du 21 août 2017 au 30 septembre 2017;

2.12 « **Unité administrative** » : l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt-un mille dollars (21 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit:

- un premier versement au montant de dix-neuf mille dollars (19 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement au montant de deux mille dollars (2 000 $), dans les trente (30) jours, au plus tard le 30 septembre 2018 de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

4.1.3 **Suspension et annulation**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

l'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre 2018 de chaque année de la

présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet,

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours (confirmer nombre?) avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas

de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 septembre 2018 de chaque année et doit couvrir la période comprise entre le 20 août 2018 au 30 septembre 2018 de l'année suivante pour les années subséquentes.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation de son terme (ci-après la « **30 septembre 2018** ») la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable le Rapport annuel

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une

valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours (confirmer) après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours (confirmer) après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable le 30 mai 2018 un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 septembre 2018 (confirmer date)

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.5, 5.5.6, 5.9 et 5.10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'Organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la date de terminaison de la présente convention l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par à l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'ORGANISME

l'Organisme fait élection de domicile au 2296 av. Wilson Montréal (Québec) H4A 2T3, et tout avis doit être adressé à l'attention, Monsieur Luca Palladino, directeur exécutif. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la VILLE sa nouvelle adresse, l'ORGANISME fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la VILLE

La VILLE fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 4^{e} étage, Montréal (Québec0 H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2018

LA SEMAINE DES ARTS

Par : _____
Luca Palladino, Directeur exécutif

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de ……. 2018 (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET



Le mercredi 15 mars 2017

Stéphane Plante, Directeur d'arrondissement
Sonia Gaudreault, Chef de division de la culture, sports, loisirs et dév. social
Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
5160 boul. Décarie, bureau 600
Montréal, Qc, H3X 2H9
stephane.plante@ville.montreal.qc.ca
sgaudreault@ville.montreal.qc.ca

Monsieur Plante, Madame Gaudreault,

Il me fait plaisir de vous présenter la 8ième édition de ***La semaine des arts*** qui aura lieu du 21 août au 27 août 2017. Cette année, plus que jamais, c'est sous le signe de l'inclusion culturelle que nous développons ce grand festival communautaire apprécié de toute la communauté.

L'année 2016 aura été une année marquante pour le festival puisqu'elle a permis d'introduire le spectacle *Barbeque* de la compagnie *Vague de cirque* qui s'est produit à guichet fermé. La septième édition aura également introduit la programmation originale d'arts visuels *Perdu dans la forêt* aux Habitations Sherbrooke Forest. Mais, surtout, le festival a pu prendre de la maturité et entamer un important travail de structuration.

L'année 2017 sera une année de continuité afin de bien structurer *La semaine des arts* et créer une équipe stable qui pourra assurer le développement de l'événement pour les années à venir. En ce qui concerne la programmation, *La semaine des arts* désire continuer son travail d'intégration des communautés culturelles à son festival et nous voulons offrir la programmation dans des nouveaux secteurs de l'arrondissement. Pour la première fois, *La semaine des arts* fera le saut sur Somerled et dans le quartier Darlington à Côte-des-Neiges pour offrir une programmation qui touche directement les résidents.

En tant que partenaire de premier plan, l'arrondissement CDN-NDG a toujours su nous appuyer financièrement et en nature.

Nous privilégions ce partenariat qui, nous en sommes convaincus, continuera de porter fruit dans les années à venir et continuera d'offrir une plateforme culturelle importante pour l'arrondissement.

Solidairement,

Luca Palladino
Directeur général
La semaine des arts

INTRODUCTION

La Semaine des Arts est un diffuseur artistique et culturelle dans l'arrondissement CDN-NDG qui offre *une programmation inclusive et démocratique pour la famille, les jeunes et les communautés culturelles*. De l'art visuel, à la musique, au cinéma et à la danse, La Semaine des Arts est un tremplin pour la scène artistique locale et une chance de démontrer notre talent de classe internationale. Nous mettons en valeur plus d'une cinquantaine d'artistes professionnels à chaque année et un achalandage qui oscille entre 8 000 et 10 000 participants.

Sur sept jours de festivités, la programmation reflète la grande diversité culturelle du quartier et engage les artistes directement avec la communauté. La diversité et la richesse culturelle de l'arrondissement CDN-NDG démontre qu'il existe un intérêt pour être reconnu en tant qu'**un pivot culturel** de la Ville de Montréal. Le dévouement de nos bénévoles, partenaires et participants contribue à la croissance continue du festival.

Nous avons une mission sociale pour faire la promotion de l'inclusion, de la cohésion sociale et briser l'isolement des gens. Nous construisons des ponts en échangeant et en proposant de la programmation des communautés artistiques asiatiques, arabes, africaines, européennes et latino-américaines. Et nous créons un espace pour que les familles et les jeunes puissent s'exprimer.





La semaine des arts NDG Arts Week 2017
du 21 août au 27 août 2017
THÈME : Inclusion

- Un maintien des acquis de la programmation de 2016 incluant les arts du cirque.

- Un élargissement de la programmation à de nouveaux secteurs de NDG incluant deux nouveaux événements, soit *Crépuscule sur Somerled* (Sunset sur Somerled) dans le secteur Somerled et *COMICAMP* dans le secteur Darlington à Côtes-des-Neiges.

- Une équipe de professionnels des arts vouée à la mise en place d'une nouvelle structure pour le festival (Voir la nouvelle équipe en annexe).

- Une augmentation des revenus grâce à la bonification des partenariats actuels, la recherche de nouveaux partenaires gouvernementaux et privés ainsi que la diversification des revenus pour offrir des boissons de microbrasserie et de la nourriture sur le site principal de l'événement.

- Négocier le défi de naviguer à travers les nombreux chantiers de construction dans le parc Girouard en redirigeant les activités vers le coin sud-ouest ou nord-est du parc pour l'édition 2017. Ainsi que l'établissement d'une véritable scène si l'espace du bassin n'est pas disponible.

- Une augmentation de l'achalandage total du festival de 10% pour atteindre 11 000 personnes grâce à une meilleure programmation et une meilleure publicité.

- Une bonification de La marche des Arts/Arts Walk pour créer un véritable parcours à pieds qui met en valeur la rue Sherbrooke.



[redacted]

REVENUS	
ARRONDISSEMENT CDN-NDG	**$17000.00**
AUTRES AIDES GOUVERNMENTALES	$15000.00
DONATEURS PRIVÉS	$10000.00
ANNONCEURS	$1000.00
VENTES DES MARCHANDISES	$3000.00
TOTAL REVENUS	$46000.00
DÉPENSES	
ÉVÉNEMENTS	$19000.00
SALAIRES	$14000.00
PROMOTION	$4000.00
ADMINISTRATION	$4500.00
COÛTS DES VENTES	$3700.00
ASSURANCES ET COÛTS BANCAIRES	$800.00
TOTAL DÉPENSES	$46000.00
PROFIT/LOSS	0

Annexe A : Bilan d'activités 2016





LA SEMAINE DES ARTS NDG 2016 – Bilan d'activités 2016

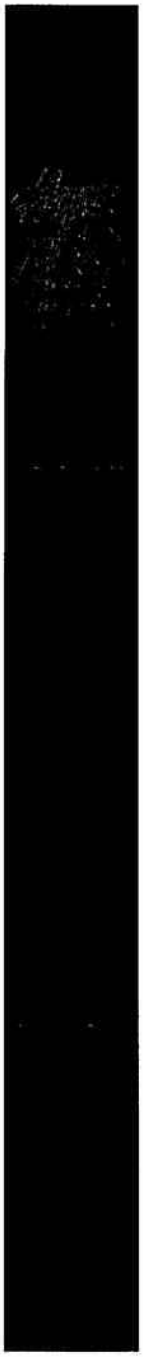
Vernissage (75 participants)
Soirée vernissage pour la galerie NDG avec 4 artistes locaux au Café Shaika
•Visibilité marquée pour le Café Shaika
•Exposition d'œuvres par des artiste locaux
•Intérêt marqué par le public et un bon taux de participations

Lancement (200 participants)
Activité de lancement au Centre Culturel de NDG
•Salle comble pour le lancement officiel du festival
•Appui politique de Marc Garneau, Kathleen Weil, Russell Copeman et Peter McQueen
•Participation de traiteur local avec Nicolina Servello
•Excellente visibilité pour le nouveau centre culturel de NDG
•Media: The Suburban, CBC, Barry Morgan Show
•Capacité de la salle au maximum
•Activité ouverte au public

Cirque par Vague de Cirque (600 participants)
Spectacle de cirque sous un chapiteau présenté par vague de cirque
•Nouvelle activité pour diversifier la programmation du festival
•Salle comble pour les trois soirées de cirque
•Événement rassembleur pour la communauté et les familles
•Excellente visibilité pour le Parc Benny et le centre culturel NDG

Belles Lettres NDG et Atelier d'Écriture (245 participants)
Soirée de prose et poésie par des auteurs locaux au Café Shaika
Partenaire: Notre-Dame-des-Arts
•Expansion de l'activité suite au succès de Belles Lettres 2015
•Salle comble pour les trois soirées de Belles Lettres au Café Shaika
•Vitrine pour les auteurs et écrivains locaux
•Atelier d'écriture bien reçu par l'auditoire

Cinéma NDG (450 participants)
Projection de La collectionneuse, un film de Weibke Von Carolsfeld au parc NDG



Partenaire: Cinéma NDG
•Promotion complémentaire par cinéma NDG dans la programmation d'été

Opéra dans le parc (800 participants)
Présentation de Ainsi font toutes au parc NDG
Partenaires: Productions Alma Vida, Notre-Dame-des-Arts
•Croissance continue de l'auditoire comparé à l'édition 2015
•Expérience hors du commun avec un opéra a la belle étoile entourer par les sons du milieu urbain
•Média: Montreal Gazette
•Un bon support financier est nécessaire pour la mise en scène
•Besoin de meilleure amplification pour l'éclairage de la scène

Dansez NDG (175 participants)
Activités de danse Tango et Écossaise sur 2 soirées au parc NDG
Partenaires: MonTango, Notre-Dames-des-Arts
•Intérêt marqué pour la danse Tango
•Participation de jeunes enfants pour les leçons de danse Écossaise
•Le mauvais temps à changer l'emplacement au studio MonTango pour Tango dans le parc
•Possibilité d'ajouter de nouvelles danses pour l'édition 2017

Sherbrooke Forest (150 participants)
Activité créative offertes aux habitations Sherbrooke forest
•Participation des jeunes pour les ateliers de griffonnages

Street Vibes (150 participants)
Spectacle Hip Hop, danse et art visuel
Partenaire: A deux mains (programme Jeunesse 2000)
•Intérêt marqué par les jeunes de NDG et démonstration de talent pour les jeunes du quartier
•Possibilité d'épanouir en ajoutant des performances professionnelles

No Damn Good Comedy (100 participants)
Soirée de comédies avec des humoristes locaux au Café Shaika
•Peu d'intérêt par l'auditoire
•Taux de participation faible au Café Shaika

Atelier Speech (50 participants)
•Spectacle bénéfice du collectif 2016 de ateliers speech
•Démonstration de nouveaux talents locaux

Aérographie avec J-Ra (60 participants)
Ateliers d'aérographies avec J-Ra et Le Grands Pas
•Bonne participation par les jeunes enfants du quartier
•Activité familiale bien reçu

La Ruche d'Art du parc NDG (300 participants)
Activités créatives pour les enfants dans le chalet du Parc NDG
Partenaires: La Ruche d'art NDG
•Initiative dans NDG avec des bénévoles et des animateurs très engager
•Bonne participation et des activités créatives pour les parents et enfants

La Promenade des Arts NDG (2000 participants)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1187772010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser la signature d'une convention de contribution financière entre l'arrondissement et l'organisme La Semaine des Arts afin de soutenir la programmation de La Semaine des arts NDG qui se déroulera du 20 au 26 août 2018 et autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 21 000 $, toutes taxes comprises si applicables.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1187772010- cert. fonds DSLCDS - La Semaine des arts.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-07

Hélène BROUSSEAU
Chef de division, ressources financières, matérielles et informationnelles
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1187772010**
Nature du dossier	**Contribution financière**
Financement	**Budget de fonctionnement 2018**

Ce dossier vise à autoriser la signature d'une convention de contribution financière à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme La Semaine des arts pour la réalisation des activités dans le cadre de l'événement La Semaine des arts NDG et le versement d'une contribution financière non récurrente de 21 000 $, toutes taxes comprises si applicables.

Cette dépense est imputée comme suit :

GDD 1187772010 - Semaine des arts NDG - Contribution financière

Imputation	2017
2406.0010000.300729.07201.61900.016491 .0000.000000.000000.00000.0000 CR: CDN – CDN – Gest. Cult. Bibli. A: Act. Cult.d.adm.rep. O: Contribution à d'autres organismes SO: Autres organismes	21 000,00 $
Total	**21 000,00 $**

Les crédits sont réservés par la demande d'achat numéro 541286.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1185153001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2018 (rues locales), PRR-2-2018 (rues locales), du « Programme complémentaire de planage-revêtement » PCPR-2018 (rues locales), du « Programme de réhabitation de chaussée par planage-revêtement » PRCPR-2018 (rues locales) et de « Remplacements des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2018 et RESEP-2-2018 (rues locales) les listes des rues visées par les travaux de réfections des chaussées et des trottoirs, incluant les changements des entrées de services d'eau en plomb, ainsi que des travaux seulement de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2018 (rues locales), PRR-2-2018 (rues locales), du « Programme complémentaire de planage-revêtement » PCPR-2018 (rues locales), du « Programme de réhabitation de chaussée par planage-revêtement » PRCPR-2018 (rues locales) et de « Remplacements des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2018 et RESEP-2-2018 (rues locales), les listes des rues visées par les travaux de réfections des chaussées et des trottoirs, incluant les changements des entrées de services d'eau en plomb, ainsi que des travaux seulement de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-08 07:47

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185153001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2018 (rues locales), PRR-2-2018 (rues locales), du « Programme complémentaire de planage-revêtement » PCPR-2018 (rues locales), du « Programme de réhabitation de chaussée par planage-revêtement » PRCPR-2018 (rues locales) et de « Remplacements des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2018 et RESEP-2-2018 (rues locales) les listes des rues visées par les travaux de réfections des chaussées et des trottoirs, incluant les changements des entrées de services d'eau en plomb, ainsi que des travaux seulement de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

CONTENU

CONTEXTE

PRR-1-2018 : Rues locales avec un budget d'arrondissement

En fonction des besoins d'entretien du réseau des chaussées et des trottoirs, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce devra procéder à des travaux dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local PRR -1- 2018 - rues locales du PTI 2018 ».

Le projet de PRR-1-2018 est visé par les travaux de (trottoirs, corrélatifs, planage et pavage) avec le budget de l'arrondissement et par les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP) avec le budget de la DGSRE.

PRR-2-2018 / PCPR-2018 / PRCPR-2018 : Rues locales avec le budget du central

En vertu des orientations budgétaires de 2018, le programme de réfection routière du réseau local a été reconduit pour l'année 2018, et ce, pour l'ensemble des arrondissements de la Ville de Montréal. Donc, en fonction des besoins d'entretien du réseau des chaussées et des trottoirs, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce devra procéder à des travaux dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local relatif au PRR-2-2018 (rues locales), du programme complémentaire de planage-revêtement - PCPR-2018 (rues locales) et du programme de réhabilitation de chaussée par planage-revêtement - PRCPR-2018 (rues locales), selon la répartition des montants de l'enveloppe budgétaire pour le PRR-2-2018, le PCPR-2018 et le PRCPR-2018, allouée à cet effet par le Service des

infrastructures, de la Voirie et des Transports (SIVT) de la Ville centre.

Les projets de PRR-2-2018 et PCPR-2018 sont visés par les travaux de (trottoirs, corrélatifs, planage et pavage) avec le budget du central (SIVT) et par les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP) avec le budget de la DGSRE.

Le projet de PRCPR-2018 est visé par les travaux de (trottoirs, corrélatifs, planage et pavage) avec le budget du central (SIVT) seulement.

RESEP-1-2018 / RESEP-2-2018 : Rues locales avec le budget de la DGSRE

Conformément à l'aval et à l'autorisation de la Direction de la Gestion Stratégique des Réseaux d'Eau (DGSRE), notamment des unités Nord et Est, de mandater l'arrondissement pour la réalisation des travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur l'ensemble du territoire de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, et ce, selon le plan d'action de la Ville de Montréal en rapport avec la Directive SE-DGSRE-D-17-001 ayant pour objectif de supprimer toutes les entrées de service en plomb ESP sur le domaine public sur tout le territoire de la Ville d'ici 2026.

La DGSRE a alloué une enveloppe budgétaire pour la réalisation des travaux de dépistage des entrées de services d'eau, de l'exécution et de la surveillance des travaux, et toutes activités connexes à ces projets.

Les rues visées par les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb en 2018, feront l'objet des travaux de réfections routières (trottoirs, corrélatifs, planage et pavage) en 2019 dans le cadre des budgets de l'arrondissement et du Service des infrastructures, de la Voirie et des Transports (SIVT) de la Ville centre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 170019 - 13 janvier 2014 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière PRR -1- 2014 (local) » la liste des rues visées par les travaux de réfection de chaussées et de trottoirs pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA15 170066 - lundi 16 mars 2015 : Approuver, dans le cadre du Programme de réfection routière du réseau local- PRR-1-2015, la liste des rues visées par les travaux de réfection des chaussées et des trottoirs pour l'ensemble du territoire de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA16 170098 - Lundi 4 avril 2016 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » le PRR-1-2016, le PRR-2-2016, le PPR-3-2016 et le PRR-4-2016, les listes des rues visées par les travaux de réfections des chaussées et des trottoirs sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

CA17 170043 - lundi 13 février 2017 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2017 (rues locales), PRR-2-2017 (rues locales), PPR-3-2017 (rues artérielles), et PRR-4-2017 (rues artérielles), les listes des rues visées par les travaux de réfections des chaussées et des trottoirs sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

CA17 170121 - lundi 1er mai 2017 : Accorder à Construction Bau-Val inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 4 685 171,11 $, taxes incluses, pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux de chaussées, ainsi que la

reconstruction en entier ou en partie des trottoirs et bordures, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce - PRR-1-2017 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-002.

CA17 170130 - lundi 1er mai 2017 : Accorder à Construction Bau-Val inc., le contrat au montant de 6 127 403,42 $, taxes incluses, pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux de chaussées, ainsi que la reconstruction en entier ou en partie des trottoirs et bordures, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, PRR-2-2017 (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 6 557 403,42 $, incluant les taxes et les frais accessoires - (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-003.

CA17 170128 - lundi 1er mai 2017 : Accorder à Les pavages Chenail inc., le contrat au montant de 5 914 536,91 $, taxes incluses, pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux de chaussées, ainsi que la reconstruction en entier ou en partie des trottoirs et bordures, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, PRR-3-2017 (rues artérielles), et autoriser une dépense à cette fin de 6 084 536,91 $, incluant les taxes et les frais accessoires - (6 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-006.

CA17 170127 - lundi 1er mai 2017 : Accorder à Pavages Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 2 901 523,56 $, taxes incluses, pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux de chaussées, ainsi que la reconstruction en entier ou en partie des trottoirs et bordures, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce - PCPR-2017 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-004.

DESCRIPTION

Programme Réfections Routières (PRR-2018)

Liste des rues du PRR-1-2018

Numéro	Rue	De	A	District	Type
1	Boisé	Van Horne	Fin de rue	CDN	Local
2	Woodbury	Édouard-Montpetit	Limite d'arrondissement	CDN	Local
3	Bernières	Falaise	Glencoe	Darlington	Local
4	Dieppe	Fin de l'arrondissement	Glencoe	Darlington	Local
5	Falaise	Carpiquet	Dieppe	Darlington	Local
6	Falaise	Bernières	Carpiquet	Darlington	Local
7	Falaise	Glenwood	Bernières	Darlington	Local
8	Falaise	Jean-Talon	Glenwood	Darlington	Local
9	Jean-Talon	Falaise	Glenwood	Darlington	Local
10	Jean-Talon	Glenwood	Dieppe	Darlington	Local
11	Légaré	Linton	Van Horne	Darlington	Local
12	Légaré	Plamondon	Barclay	Darlington	Local
13	Légaré	Kent	Carlton	Darlington	Local

14	Légaré	Carlton	Plamondon	Darlington	Local
15	Légaré	Bouchette	Mackenzie	Darlington	Local
16	Légaré	Mackenzie	Courtrai	Darlington	Local
17	Deacon	Van Horne	Clinton	Darlington	Local
18	Northcrest	Van Horne	Fin de rue	Darlington	Local

Nota :

Incluant les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb.

Liste des rues du PRR-2-2018

Numéro	Rue	De	A	District	Type
1	Westmore	Saint-Jacques	Harley	Loyola	Local
2	Westmore	Fin de rue	Saint-Jacques	Loyola	Local
3	Bessborough	Terrebonne	Borden	Loyola	Local
4	Bessborough	Borden	Somerled	Loyola	Local
5	Robert-Burns	Fin de rue	Westover	Loyola	Local
6	Robert-Burns	Westover	Côte-Saint-Luc	Loyola	Local
7	Trenholme	Sherbrooke	Portland	Loyola	Local
8	Trenholme	Portland	Somerled	Loyola	Local
9	Harvard	Côte-Saint-Antoine	Notre-Dame-de-Grâce	NDG	Local
10	Harvard	Notre-Dame-de-Grâce	Monkland	NDG	Local
11	Royal	Terrebonne	Somerled	NDG	Local
12	Marlowe	Côte-Saint-Antoine	Notre-Dame-de-Grâce	NDG	Local
13	Marlowe	Côte-Saint-Antoine	Sherbrooke	NDG	Local
14	Cunard	Savane	Ostell-Crescent	Snowdon	Local
15	Place Circle	Circle	Fin de rue	Snowdon	Local
16	Isabella	Coolbrook	Décarie	Snowdon	Local
17	Isabella	Earnscliffe	Coolbrook	Snowdon	Local
18	Kenmore	Fin de rue	Coolbrook	Snowdon	Local
19	Kenmore	Coolbrook	Décarie	Snowdon	Local
20	Mountain Sights	Édouard-Montpetit	Dupuis	Snowdon	Local
21	Mountain Sights	Lacombe	Édouard-Montpetit	Snowdon	Local
22	Trans Island	Dupuis	Côte-Sainte-Catherine	Snowdon	Local
23	Lemieux	Vézina	Mackenzie	Snowdon	Local
24	Lemieux	Mackenzie	Courtrai	Snowdon	Local
25	Lemieux	Carlton	Plamondon	Snowdon	Local
26	Lemieux	Van Horne	Kent	Snowdon	Local
27	Lemieux	Bourret	De La Peltrie	Snowdon	Local
28	Ostell-Crescent	Kindersley	Braille	Snowdon	Local
29	Ostell-Crescent	Cunard	Badgley	Snowdon	Local
30	Ostell-Crescent	Badgley	Braille	Snowdon	Local
31	Ostell-Crescent	Savane	Cunard	Snowdon	Local

Nota :

Incluant les travaux de remplacement des entrées de service d’eau en plomb.

Programme Complémentaire Planage - Revêtement (PCPR-2018)

Liste des rues du PCPR- 2018

Numéro	Rue	De	A	District	Type
1	Decelles	Linton	Van Horne	CDN	Local
2	Decelles	Côte-Sainte-Catherine	Decelles	CDN	Local
3	Decelles	Decelles	Ellendale	CDN	Local
4	Decelles	Ellendale	Decelles	CDN	Local
5	Decelles	Decelles	Linton	CDN	Local
6	Linton	Decelles	Souart	CDN	Local
7	Jean-Brillant	Decelles	Louis-Colin	CDN	Local
8	Decelles	Decelles	Ellendale	Darlington	Local
9	Decelles	Ellendale	Decelles	Darlington	Local
10	Decelles	Decelles	Linton	Darlington	Local
11	Decelles	Côte-Sainte-Catherine	Decelles	Darlington	Local
12	Linton	Côte-des-Neiges	Decelles	Darlington	Local
13	Coronation	Chester	Côte-Saint-Luc	Loyola	Local
14	Coronation	Fielding	Chester	Loyola	Local
15	Belmore	Fielding	Chester	Loyola	Local
16	Belmore	Chester	Côte-Saint-Luc	Loyola	Local
17	Coolbrook	Monkland	Côte-Saint-Luc	NDG	Local
18	Northcliffe	Notre-Dame-de-Grâce	Côte-Saint-Antoine	NDG	Local
19	Marcil	Terrebonne	Côte-Saint-Luc	NDG	Local
20	Marcil	Côte-Saint-Antoine	Notre-Dame-de-Grâce	NDG	Local
21	Old Orchard	Saint-Jacques	Upper-Lachine	NDG	Local
22	Jean-Brillant	Lemieux	Victoria	CDN	Local
23	Jean-Brillant	Westbury	Lemieux	CDN	Local

Nota :

Incluant les travaux de remplacement des entrées de service d’eau en plomb.

Programme Réhabilitation De Chaussée - Planage-revêtement (PRCPR-2018)

Liste des rues du PRCPR-2018

Numéro	Rue	De	A	District	Type
1	De La Peltrie	Victoria	Lemieux	Snowdon	Local
2	De La Peltrie	Lemieux	Westbury	Snowdon	Local
3	Lavoie	Saint-Kevin	Dupuis	CDN	Local
4	Saint-Kevin	Légaré	Côte-des-Neiges	CDN	Local
5	Lacombe	McKenna	Louis-Colin	CDN	Local
6	McKenna	Fendall	Lacombe	CDN	Local
7	McKenna	Jean-Brillant	Fendall	CDN	Local

8	McKenna	Lacombe	Édouard-Montpetit	CDN	Local
9	Canterbury	Limite d'arrondissement	Côte-Sainte-Catherine	CDN	Local
10	Déom	Côte-Sainte-Catherine	Fin de rue	CDN	Local
11	Brighton	McShane	Hudson	CDN	Local
12	Dolbeau	Ellendale	Linton	CDN	Local
13	Cedar Crescent	Stanley-Weir	Queen-Mary	CDN	Local
14	Cedar Crescent	Stanley-Weir	Michel-Bibaud	CDN	Local
15	Cedar Crescent	Michel-Bibaud	Miller	CDN	Local

Remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP-1-2018)

Liste # 1 - Rues visées par les travaux de RESEP

1 - Remplacement des entrées de service d'eau en plomb - 2018
2 - Infrastructures (trottoirs, planage et pavage) - 2019

Numéro	Rue	De	A	District	Type
1	Vendôme	Sherbrooke	Côte-Saint-Antoine	Notre-Dame-de-Grâce	Local
2	Vendôme	Côte-Saint-Antoine	Notre-Dame-de-Grâce	Notre-Dame-de-Grâce	Local
3	Harvard	Monkland	Terrebonne	Notre-Dame-de-Grâce	Local
4	Harvard	Terrebonne	Somerled	Notre-Dame-de-Grâce	Local
5	Harvard	Somerled	Côte-Saint-Luc	Notre-Dame-de-Grâce	Local
6	Melrose	Terrebonne	Somerled	Notre-Dame-de-Grâce	Local
7	Draper	Terrebonne	Somerled	Notre-Dame-de-Grâce	Local
8	Draper	Monkland	Terrebonne	Notre-Dame-de-Grâce	Local
9	Clifton	Saint-Jacques	Upper-Lachine	Notre-Dame-de-Grâce	Local
10	Clifton	Upper-Lachine	Fin de rue	Notre-Dame-de-Grâce	Local
11	Beaconsfield	Sherbrooke	Notre-Dame-de-Grâce	Notre-Dame-de-Grâce	Local
12	West Hill	Somerled	Randall	Loyola	Local
13	West Hill	Randall	West Hill	Loyola	Local
14	West Hill	West Hill	Biermans	Loyola	Local
15	West Hill	Biermans	Fielding	Loyola	Local
16	Randall	West Hill	West Hill	Loyola	Local
17	Randall	West Hill	Fielding	Loyola	Local
18	Borden	Somerled	Fielding	Loyola	Local
19	King-Edward	Fielding	Chester	Loyola	Local
20	King-Edward	Chester	Côte-Saint-Luc	Loyola	Local
21	Rosedale	Fielding	Chester	Loyola	Local
22	Doherty	Chester	Côte-Saint-Luc	Loyola	Local

23	Doherty	Fielding	Chester	Loyola	Local
24	Westmore	Chester	Connaught	Loyola	Local

Nota

Le remplacement des entrées de service d'eau en plomb se fera en 2018 par la DGSRE.

Numéro	Rue	De	A	District	Type
1	Kensington	Fielding	Côte-Saint-Luc	Loyola	Local
2	Kensington	Biermans	Fielding	Loyola	Local
3	Kensington	Somerled	Biermans	Loyola	Local

1-Total rues visées par les travaux RESEP-1-2018	**24**
2-Total rues visées par les travaux Infrastructures- 2019	**27**

Remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP-2-2018)

Liste # 2 - Rues visées par les travaux de RESEP

1 - Remplacement des entrées de service d'eau en plomb - 2018
2 - Infrastructures (trottoirs, planage et pavage) - 2019

Numéro	Rue	De	A	District	Type
1	Kent	Légaré	Côte-des-Neiges	Darlington	Local
2	Kent	Darlington	Wilderton	Darlington	Local
3	Carlton	Victoria	Lavoie	Darlington	Local
4	Bouchette	Lavoie	Légaré	Darlington	Local
5	Hudson	Van Horne	Kent	Darlington	Local
6	Hudson	Kent	Appleton	Darlington	Local
7	Place Darlington	Darlington	Darlington	Darlington	Local
8	Lennox	Van Horne	Clinton	Darlington	Local
9	Lennox	Barclay	Clinton	Darlington	Local
10	Bayard	Kirkfield	Douglas	Darlington	Local
11	Bayard	Douglas	Glencoe	Darlington	Local
12	Kirkfield	Tilly	Chambois	Darlington	Local
13	Kirkfield	Roquancourt	Tilly	Darlington	Local
14	Kirkfield	Churchill	Roquancourt	Darlington	Local
15	Kirkfield	Maynard	Churchill	Darlington	Local
16	Kirkfield	Bayard	Maynard	Darlington	Local
17	Kirkfield	Mount	Bayard	Darlington	Local
18	Kirkfield	Dieppe	Mount	Darlington	Local
19	Trenton	Canora	Limite d'arr.	Darlington	Local
20	Atherton	Powell	Mountain Sights	Snowdon	Local
21	Vézina	Lemieux	Victoria	Snowdon	Local
22	Newman	Fin de rue	Coolbrook	Snowdon	Local
23	Newman	Coolbrook	Décarie	Snowdon	Local

24	Rustic	Fin de rue	Coolbrook	Snowdon	Local
25	Rustic	Coolbrook	Décarie	Snowdon	Local
26	Dupuis	Trans Island	Mountain Sights	Snowdon	Local
27	Dupuis	Décarie	Trans Island	Snowdon	Local
28	Isabella	Westbury	Lemieux	Snowdon	Local
29	Bonavista	Bonavista	Fin de rue	Snowdon	Local
30	Bonavista	Côte-Saint-Luc	Bonavista	Snowdon	Local
31	Ponsard	Meridian	Circle	Snowdon	Local
32	Ponsard	Circle	Meridian	Snowdon	Local
33	Trans Island	Van Horne	Plamondon	Snowdon	Local
34	Westbury	Plamondon	Barclay	Snowdon	Local
35	Westbury	Van Horne	Kent	Snowdon	Local
36	Fendall	Decelles	McKenna	Côte-de-Neiges	Local
37	Michel-Bibaud	Roslyn	Cedar Crescent	Côte-de-Neiges	Local
38	De Soissons	Hudson	Northmount	Côte-de-Neiges	Local
39	Louis-Colin	Lacombe	Privée, voie Montréal	Côte-de-Neiges	Local
40	Louis-Colin	Privée, voie Montréal	Édouard-Montpetit	Côte-de-Neiges	Local
41	Forest Hill	Côte-des-Neiges	Fin de rue	Côte-de-Neiges	Local

Nota

Pour ces tronçons, le remplacement des entrées de service d'eau en plomb a été réalisé par la DGSRE (Réhabilitation aqueduc).

Numéro	Rue	De	A	District	Type
1	Cochrane	Fin de rue	Coolbrook	Snowdon	Local
2	Cochrane	Coolbrook	Décarie	Snowdon	Local
3	Mountain Sights	Vézina	Fin de rue	Snowdon	Local
4	Mountain Sights	Plamondon	Vézina	Snowdon	Local
5	Mountain Sights	Côte-Sainte-Catherine	Bourret	Snowdon	Local

1-Total rues visées par les travaux RESEP-2- 2018	**41**
2-Total rues visées par les travaux Infrastructures- 2019	**46**

JUSTIFICATION

À la suite du constat de l'état des chaussées et des trottoirs des rues de l'arrondissement, il est important et nécessaire d'investir les sommes recommandées en objet pour pallier à la dégradation accrue du réseau routier en lien avec les projets (PRR-1-2018, PRR-2-2018, PCPR-2018 et PRCPR-2018).

Aussi, conformément à la Directive SE-DGSRE-D-17-001 - Remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP), l'arrondissement a jugé utile et nécessaire de participer à la réalisation des travaux de RESEP avant que ceux d'infrastructures (PRR ou PCPR) sur les rues sélectionnées à cet effet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour le « Programme de réfection routière du réseau local, PRR-1-2018 (rues locales) », les travaux seront réalisés en conformité avec le budget du PTI 2016-2018.

Les travaux à réaliser dans le cadre du « Programme de réfection du réseau routier local » en lien avec les projets du PRR-2-2018 (rues locales), du programme complémentaire de planage-revêtement du réseau local - PCPR-2018 (rues locales) et du programme de réhabilitation de chaussée par planage-revêtement- PRCPR-2018 (rues locales), seront financés par le budget-2018 dédié à la réfection de la voirie des réseaux locaux du Service des infrastructures, de la Voirie et des Transports (SIVT) de la Ville centre.

Tous les travaux en lien avec la Directive SE-DGSRE-D-17-001- Remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP) sont financés par la DGSRE

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfection routière et de remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP) du présent sommaire décisionnel portant sur les travaux de chaussées, de trottoirs et de RESEP, visent à améliorer l'infrastructure routière, d'éliminer toutes les entrées de service en plomb ESP sur le domaine public et à assurer la sécurité du public, ainsi qu'aux usagers du réseau routier de l'arrondissement tout en utilisant les techniques, les matériaux et les matériels qui respectent les normes environnementales en vigueur du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et la Lutte contre les Changements Climatiques (MDDELCC).

Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- maintenir des conditions de circulation dans les secteurs très achalandés;
- améliorer l'état des infrastructures routières à moyen terme;
- assurer la sécurité du public;
- prolonger la pérennité des infrastructures routières;
- éliminer toutes les ESP sur le domaine public;
- assurer la sécurité des usagers du réseau routier de l'arrondissement incluant tous les organismes et institutions (Centres universitaires, Hôpitaux, écoles, etc.).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux de réfections de trottoirs et de chaussées des rues visées par le programme de réfection routière du réseau local PRR-1-2018 (rues locales), PRR-2-2018 (rues locales), du programme complémentaire de planage-revêtement du réseau local - PCPR-2018 (rues locales), du programme de réhabilitation de chaussée par planage-revêtement- PRCPR-2018 (rues locales) et les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb - RESEP-1-2018 et RESEP-2-2018 (rues locales) ont un impact majeur sur l'entretien de ces rues, afin d'améliorer l'état des infrastructures routières pour une période à moyen terme.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés par l'arrondissement en ce qui a trait au volet "signalisation et circulation". L'impact sur la circulation sera décrit dans les cahiers des charges des documents d'appel d'offres.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière et de remplacement des entrées de service d'eau en plomb du réseau local des projets susmentionnés seront informés, par lettre, de la nature et de la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux à réaliser par les entrepreneurs (échéancier approximatif) :

PRR-1-2018 / PRR-2-20187 / PCPR-2018 / PRCPR-2018/ RESEP-1-2018/ RESEP-2-2018

Du 25 mai 18 au 30 novembre 2018

Contrats : PRR-1-2018 / PRR-2-2018 / PCPR-2018 **:** Remplacement des entrées de service d'eau en plomb / Trottoirs/ Corrélatifs/ Planage / Pavage.

Contrats : PRCPR-2018 : Trottoirs/ Corrélatifs/ Planage / Pavage.

Contrats : RESEP-1-2018 / RESEP-2-2018: Remplacement des entrées de service d'eau en plomb.

Le contrôle qualitatif des matériaux de construction des travaux sera effectué périodiquement aux étapes importantes de chaque projet.

Le calendrier pourra être revu suivant les éléments externes (disponibilité des équipements, des entrepreneurs, de la main-d'oeuvre et de la météo).

Début: 2018-05-25 **Fin:** 2018-11-30

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges à préparer pour les documents d'appel d'offres des différents contrats feront mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences.
- politique de gestion contractuelle des contrats.
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction.
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats.
- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autre avec la Ville de Montréal.
- harmonisation des documents d'appel d'offres de 2017.

- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (SST).
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Farid OUARET
INGENIEUR

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-07

Chantal HOOPER
Chef de division

Tél : 514 872-3625
Télécop. : 514-872-0918

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1187772011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 12 mars 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Il est recommandé:
D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 12 mars 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-06 16:17

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187772011**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 12 mars 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

CONTENU

CONTEXTE

Des organismes et promoteurs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) organisent différents événements sur le domaine public depuis plusieurs années. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soumet au conseil d'arrondissement un dossier comportant des événements publics, identifiés en annexe, dont le déroulement est prévu dans l'arrondissement.
Sous réserve de l'obtention de tous les documents officiels requis par les agents de développement pour l'émission des permis nécessaires à la tenue de chacun des événements identifiés à l'annexe I, au plus tard 72 heures avant la date prévue de l'événement, la DCSLDS sollicite l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire et déroger aux règlements suivants de la Ville de Montréal, s'il y a lieu :

· Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
· Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8);
· Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1 article 8 (vente) et article 3 (consommation).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170039 D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 12 février 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances numéros OCA18 17005, OCA18 17006 et OCA18 17007 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

DESCRIPTION

Les événements sont de différentes catégories. Ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, civique, commémorative et festive ou encore constituer des collectes de fonds. Les événements se déroulant sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce sont d'ampleur locale. L'occupation du domaine public peut se traduire de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou de plusieurs rues ou de plusieurs artères formant un circuit; ou alors par l'occupation d'une combinaison de lieux telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue.

JUSTIFICATION

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais. Ces événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux citoyens de découvrir un arrondissement dynamique et chaleureux. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous.
Afin de les réaliser, plusieurs autorisations peuvent être nécessaires, par exemple :
1. le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles favorisant la familiarisation avec les autres cultures;
2. la vente d'aliments et d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

Conformément aux procédures établies par l'arrondissement, les organismes ont fourni tous les documents et informations nécessaires pour être reconnus admissibles uniquement pour la réalisation des événements publics sur la liste en annexe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation des événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services concernés. Les coûts additionnels reliés aux événements pourront être assumés par les promoteurs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permets l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les quatre piliers, soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts importants et positifs pour les organismes et les membres de la communauté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les organisateurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, les réseaux sociaux, et ce, après autorisation de leur publicité par les responsables de la DCSLDS de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les événements listés en annexe seront soumis pour avis aux différents services et intervenants concernés pour négociation des parcours et approbation des mesures de sécurité et des plans d'installation. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.
Une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs sur réception, au plus tard 72 heures avant la date de l'événement, de l'avenant d'assurance responsabilité civile et de tout autre document requis conformément aux règles de la DCSLDS de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section sports loisirs dév. social

Tél : 514 872-0322
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Marie-Claude OUELLET
des sports et des loisirs

Tél : 514 868-4956
Télécop. : 514-872-4585

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187772011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 12 mars 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.



Liste des événements au CA du 12 mars 2018_v030318.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section sports loisirs dév. social

Tél : 514 872-0322
Télécop. :

Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 12 mars 2018 (mise à jour 3 mars 2018)

Événements (page 1 de 2)	Requérant	Endroit	Date	Occupation	Demande de reconnaissance pour la réalisation d'un événement public.	Vente	Camion bouffe de rue	consommation d'alcool	Bruit	Véhicule hyppomobile	Nombre éventuel de participant	Fermeture de rue	Statue
Mitzvah tank parade	Chabad Lubavitch Youth Organisation	Rue(s)	20-mars-18	12:00 à 14:00	non	non	non	non	oui	non	14 voitures et 300 participants	Ralentissement de la circulation : Départ du 6405 ave. Westbury, (dir. Nord), rue Vézina (dir. Est), ave. Victoria (dir. Sud), Ch. Queen-Mary (dir. Est), Ch. C-d-N (dir. Nord), Boul. Edouard-Montpetit (dir. Ouest), rue Lavoie (dir. Nord), ave. Van Horne (dir. Ouest), retour au 6405 rue Westbury	Accepté sous condition
Outdoor way of the cross - 2018	Fabrique de St-Kevin	Rue(s)	30-mars-18	10:00 à 13:00	non	non	non	non	oui	non	500	Occupation partielle de la rue avec escorte policière. Départ : Fabrique de St-Kevin; St-Kevin et Ch. De la Côte-des-Neige (dir. Sud), Jean-Brillant (dir. Ouest), Lajoie (dir. Nord), Ed.-Montpetit (dir. Nord), Lemieux (dir. Nord), St-Kevin (dir. est), Beaucourt (dir. Nord), Ch. de la Côte-Ste-Catherine (dir. Est), Ch. de la Côte-des-Neige (dir. sud), arrivé Fabrique St-Kevin	Accepté sous condition
Fêtes religieuses de Pâques	Communauté Hellénique de Montréal	Marche sur rue, ralentissement de la circulation	6 avril 2018 et 7 avril 2018	6 avril 2018 21:15 à 23:30 et 7 avril 2018 23:00 à 00:45	non	non	non	non	oui	non	500	Fermeture d'une voie du chemin de la Côte Ste-Catherine entre la rue Wilderton et la rue Stirling Fermeture d'une voie de le chemin de la Côte Ste-Catherine entre la rue Wilderton et la rue Stirling	Accepté sous condition
Marche de sensibilisation	Talmud Torahs Unis de Montréal Inc	Trottoir(s)	27 avr. 2018	9:00 à 13:30	non	non	non	non	non	non	400	Occupation partielle du trottoir. Départ : École sec. Herzliah, Côte-Ste-Catherine jusqu'à Lemieux (dir. Nord) jusqu'au Parc Van Horne. Retour su parc Westbury (dir. Sud) jusqu'à St-Kevin (dir. Est) jusqu'au 5475 Victoria	Accepté sous condition

Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 12 mars 2018 (mise à jour 3 mars 2018)

Événements (page 2 de 2)	Requérant	Endroit	Date	Occupation	Demande de reconnaissance pour la réalisation d'un événement public.	Vente	Camion bouffe de rue	consommation d'alcool	Bruit	Véhicule hyppomobile	Nombre éventuel de participant	Fermeture de rue	Statue
Les-Enfants-du-Monde en Duathlon (vélo-course)	École primaire Les-enfants-du-Monde	Rue	10 mai 2018	9:00 à 15:00	oui	non	non	non	non	non	180	Avenue Chester entre Rosedale et Coronation	Accepté sous condition
Hockey de rue 2018	YM-YWHA	Rue	26 mai 2018 et le 27 mai 2018	17:00 à 18:00 et 9:00 à 18:00	oui	non	oui	non	17:00 à 18:00 et 9:00 à 18:00	non	300	Westbury entre les rues Côte-Ste-Catherine et St-Kevin	Accepté sous condition

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT
(R.R.V.M., chapitre B-3, article 20)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 12 mars 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur ou, selon le cas, le bruit de percussion est exceptionnellement permis sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 12 mars 2018** (voir en pièce jointe);

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 12 mars 2018** (voir en pièce jointe);

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon le site, la date et l'horaire de l'événement indiqué au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 12 mars 2018** (voir en pièce jointe).

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)
Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 12 mars 2018 le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce »:

1. La fermeture des rues ou le ralentissement de la circulation tel que décrit au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 12 mars 2018** (voir en pièce jointe);

2. L'autorisation est valable selon la date et les heures identifiées au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 12 mars 2018** (voir en pièce jointe).

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation des événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 12 mars 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à ces événements, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées, sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 12 mars 2018,** (voir en pièce jointe). Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement;

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la date de présentation et l'horaire de l'événement identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 12 mars 2018**, (voir en pièce jointe);

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec les règlements de la Communauté urbaine de Montréal, notamment, le Règlement sur les aliments (93, modifié).

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.02

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1173558057

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 g) prendre des mesures visant à limiter les nuisances abusives issues du bruit et de la circulation, contrôler celles découlant du dépôt des ordures et promouvoir auprès des citoyennes et des citoyens un comportement civique responsable et respectueux des milieux de vie et de l'environnement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3) en lien avec, notamment, les nuisances relatives aux chantiers, les montants des amendes et abrogeant l'ordonnance OCA10 17010 (B-3).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'adopter, tel que soumis, le Règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3) en lien avec, notamment, les nuisances relatives aux chantiers de construction, les montants des amendes et abrogeant l'ordonnance OCA10 17010 (B-3).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 08:43

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1173558057

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 g) prendre des mesures visant à limiter les nuisances abusives issues du bruit et de la circulation, contrôler celles découlant du dépôt des ordures et promouvoir auprès des citoyennes et des citoyens un comportement civique responsable et respectueux des milieux de vie et de l'environnement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3) en lien avec, notamment, les nuisances relatives aux chantiers, les montants des amendes et abrogeant l'ordonnance OCA10 17010 (B-3).

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de construction sont des activités pouvant générer des nuisances dans le voisinage où ils sont entrepris. En effet, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises reçoit en moyenne plus de 70 requêtes de bruit par année concernant les chantiers de construction.
Cette modification réglementaire vise à améliorer la qualité de vie des citoyens en permettant d'intervenir plus tôt lors des situations de nuisances.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- RCA08 17140 Règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3) afin de permettre aux agents de la paix de sévir à l'égard de tout bruit excessif qui s'entend à l'intérieur d'une unité d'habitation, adopté le 4 février 2008;
- OCA10 17010 (B-3) Ordonnance No OCA10 17010 (B-3) relative au bruit provenant des chantiers de construction, adoptée le 7 septembre 2010.
- RCA10 17185 Règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), concernant le montant des amendes, adopté le 4 octobre 2010.

DESCRIPTION

Actuellement, l'ordonnance n°OCA10 17010 (B-3) interdit tout chantier de construction et activités connexes entre 23h et 7h. Il est proposé d'abroger cette ordonnance et d'intégrer son contenu modifié directement au règlement B-3 :

· En réduisant les périodes pendant lesquelles les bruits de chantiers ne sont pas spécifiquement prohibés (du lundi au vendredi de 7h à 19h; le samedi, le dimanche et les jours fériés de 10h à 18h), on se permet d'intervenir plus tôt en soirée;
· La formulation est quelque peu modifiée de façon à préciser que c'est le bruit des travaux qui est interdit durant cette période, et non les travaux en tant que tel;
· En intégrant cette disposition à l'article concernant les bruits spécifiquement prohibés du Règlement sur le bruit (B-3), on assure une certaine cohérence dans le traitement de ces nuisances essentiellement similaires;

La période d'interdiction concernant l'usage d'instruments à percussion ou électriques est aussi modifiée afin de spécifier l'étendue de cette période non définie et la notion de musicien ambulant est supprimée.

Finalement, les montants des amendes prévues par le Règlement sur le Bruit (B-3) concernant les personnes physiques sont augmentés, alors que ceux concernant les personnes morales demeurent inchangés, car étant déjà parmi les plus élevés en ville.

JUSTIFICATION

La Direction recommande l'adoption de cette modification réglementaire puisque celle-ci :
• augmente les possibilités d'intervention dans les cas de nuisances générés par les chantiers de construction;
• améliore la cohérence des dispositions sur les bruits spécifiquement prohibés;
• simplifie la compréhension du règlement en intégrant une ordonnance au règlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La notion de bruit est une composante non négligeable du développement durable en milieu urbain. Le bruit dans l'environnement urbain, notamment les bruits nocturnes perturbant le sommeil, constitue d'ailleurs une préoccupation de santé publique sur l'île de Montréal selon la Direction régionale de santé publique. La limitation en période nocturne des travaux de construction et du camionnage est ainsi identifiée par celle-ci parmi les stratégies d'interventions (DSP, 2017).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2018-02-12 : Avis de motion
2018-03-12 : Adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo LAFONTAINE-JACOB
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-4133
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-23

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-01-29

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 12 février 2018	Résolution: CA18 170040

AVIS DE MOTION

Mme Sue Montgomery donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3) en lien avec, notamment, les nuisances relatives aux chantiers de construction, les montants des amendes et abrogeant l'ordonnance OCA10 17010 (B-3), et dont la présentation du projet de règlement est faite à même le sommaire décisionnel.

40.02 1173558057

Geneviève REEVES
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 13 février 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173558057

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3) en lien avec, notamment, les nuisances relatives aux chantiers, les montants des amendes et abrogeant l'ordonnance OCA10 17010 (B-3).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièce jointe

FICHIERS JOINTS

RCA18 17XXX Règl. bruit (final 06-02-2018).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-07

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Division du droit public et de la législation

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA18 17XXX – RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE BRUIT (R.R.V.M., C. B-3) AFIN DE MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS PORTANT SUR LES BRUITS SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS ET D'ABROGER L'ORDONNANCE OCA10 17010 (B-3)

VU l'article 185.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du XX XXXXXX 2018, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Le paragraphe 3° de l'article 9 du Règlement sur le bruit de la Ville de Montréal (R.R.V.M., c. B-3) est modifié à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce par :

1° le remplacement des mots « en période de nuit » par les mots et chiffres « de 23 h à 9 h »;

2° la suppression des mots « par un musicien ambulant ».

2. L'article 9 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 4°, du paragraphe et de l'alinéa suivants :

« 5° le bruit provenant de l'exécution de travaux de construction, de transformation, de démolition, de réfection, d'excavation, de compactage, et autres travaux de même nature ou provenant de la livraison de matériaux, en dehors des plages horaires suivantes :

a) du lundi au vendredi de 7h à 19h;

b) le samedi, le dimanche et les jours fériés de 10h à 18h.

Le premier alinéa ne s'applique pas au bruit produit :

1° dans le cadre de travaux devant être exécutés d'urgence;
2° lors des opérations de déneigement. ».

3. Le paragraphe a) de l'article 21 de ce règlement est remplacé par le paragraphe suivant :

« a) S'il s'agit d'une personne physique :
1º pour une première infraction, d'une amende de 300 $ à 1 000 $;
2º pour une première récidive, d'une amende de 600 $ à 2 000 $;
3º pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000 $ à 3 000 $. »

4. L'ordonnance N° OCA10 17010 (B-3) relative au bruit provenant des chantiers de construction est abrogée.

_____

GDD 1173558057

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXXX 2018.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.03

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1173558056

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-11) afin d'ajouter une condition à l'octroi d'une dérogation à l'interdiction de convertir et actualiser certaines dispositions.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le Règlement modifiant le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-11) afin d'ajouter une condition à l'octroi d'une dérogation à l'interdiction de convertir et actualiser certaines dispositions.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 08:46

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1173558056

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-11) afin d'ajouter une condition à l'octroi d'une dérogation à l'interdiction de convertir et actualiser certaines dispositions.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2002, le pouvoir de réglementer et d'octroyer les dérogations est dévolu aux conseils d'arrondissement par l'article 134 de la Charte.
La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises reçoit des demandes de dérogation pour convertir en moyenne plus d'une douzaine de logements en copropriété divise par année depuis 2010.

Ce projet de modification réglementaire concerne le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-11) et vise surtout à limiter l'accessibilité de ce type de dérogation pour contribuer à la protection du parc de logements locatifs de l'arrondissement, supprimer certaines dispositions désuètes et en ajuster d'autres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Règlement 9387 : Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (qui deviendra C-11) adopté le 14 juin 1993;
Règlement 94-137 : Règlement modifiant le règlement C-11 adopté le 12 décembre 1994;

Règlement 97-185 : Règlement modifiant le règlement C-11 adopté le 27 octobre 1997;

Règlement 00-033 : Règlement modifiant le règlement C-11 adopté le 24 janvier 2000;

RCA03 17035 : Le 4 août 2003, le conseil d'arrondissement adoptait un règlement modifiant le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11) de l'ancienne Ville de Montréal à l'égard de l'arrondissement de Côte des Neiges—Notre-Dame-de-Grâce afin de restreindre l'admissibilité à l'octroi d'une dérogation aux immeubles ne comportant que 2 logements dont l'un d'eux est occupé par un ou des propriétaires, et ce, en ne tenant plus compte du taux d'inoccupation.

DESCRIPTION

Le projet de règlement prévoit :

- L'ajout d'une période minimale de 5 ans entre la date de délivrance d'un permis de transformation visant à réduire le nombre de logements de l'immeuble à deux logements et la date du dépôt de la demande de dérogation (C-11, art.7);
- Retrait de la catégorie d'immeuble admissible dont tous les logements sont vacants depuis le 28 janvier 2000 (C-11, art.7, par.3);
- Retrait de tous les articles concernant les taux d'inoccupations et les subventions (C-11, art. 2, 30 et annexe A);
- Ajustement, suite à la modification de la charte en 2002, de la définition du "Directeur".

JUSTIFICATION

Le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-11) limite, à toutes fins pratiques, l'octroi de telles dérogations aux immeubles de 2 logements dont l'un d'eux est occupé par le propriétaire.
Or, il apparaît que cette disposition peut inciter des propriétaires à réduire le nombre de logements de leur immeuble afin de les convertir en copropriété divise. Il est donc proposé d'ajouter une disposition imposant un délai minimal de 5 ans entre l'émission d'un permis de transformation visant à réduire le nombre de logements d'un bâtiment à deux logements et la date du dépôt d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir.

Il est à noter que la Régie du logement peut tout de même autoriser la conversion d'un immeuble de plus de 2 logements en copropriété divise en autant que l'ensemble de ses logements sont occupés par des copropriétaires indivis (RLRQ, c. R-8.1, art. 51, al. 3).

De plus, aucune autorisation de la Régie n'est requise lorsque les logements sont vacants depuis plus de 10 ans (L.R.Q. c. R-8.1, art.51), non plus qu'une dérogation de l'arrondissement (C-11, art.1). Ainsi, il est proposé d'abroger la disposition permettant l'octroi de dérogation lorsque les logements sont vacants depuis le 28 janvier 2000 et de ne pas la remplacer par une durée fixe (ex. 3 ans), ce qui pourrait avoir comme effet de faciliter les conversions et d'inciter des propriétaires à laisser leurs logements sans locataire en vue d'une conversion. À titre d'information, cette date avait été fixée lors de la modification réglementaire de janvier 2000.

Par ailleurs, le règlement (R.R.V.M. c. C-11) contient des dispositions sur la délimitation de la ville en secteurs. Ces articles sont désuets depuis que les taux d'inoccupation ne sont plus considérés lors de l'octroi des dérogations. Ces dispositions seront donc abrogées.

Finalement, le règlement (R.R.V.M. c. C-11) contient aussi des dispositions traitant d'un ancien programme de subventions accordées aux acheteurs de logements convertis, programme qui n'est plus en vigueur. Le retrait de tous les articles concernant les subventions (C-11, art. 3 et 21 à 29), initialement prévu au projet de règlement, est retiré puisqu'il ne s'agit pas d'une compétence d'arrondissement. Une modification réglementaire afin de supprimer ces dispositions désuètes a été suggérée au service central concerné en vue d'une adoption par le conseil municipal. À noter que la Ville offre déjà des subventions aux nouveaux propriétaires-occupants d'immeubles locatifs, pour lesquelles une des conditions est justement de ne pas procéder à une conversion en copropriété divise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2018-02-12 - Avis de motion
2018-03-12 - Adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo LAFONTAINE-JACOB
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-4133
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-23

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-01-29

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 12 février 2018	Résolution: CA18 170041

AVIS DE MOTION

Mme Sue Montgomery donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (R.R.V.M. c. C-11) afin d'ajouter une condition à l'octroi d'une dérogation à l'interdiction de convertir et actualiser certaines dispositions, et dont la présentation du projet de règlement est faite à même le sommaire décisionnel.

40.03 1173558056

Geneviève REEVES
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 13 février 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173558056

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-11) afin d'ajouter une condition à l'octroi d'une dérogation à l'interdiction de convertir et actualiser certaines dispositions.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. le Règlement C-11.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-06

Véronique BELPAIRE
Avocate - Chef de division
Tél : 514 872-3832
Division : Droit public et législation

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA18 17XXX – RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA CONVERSION DES IMMEUBLES EN COPROPRIÉTÉ DIVISE À L'ÉGARD DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (R.R.V.M. C. C-11)

VU l'article 54.12 de la Loi sur la Régie du logement (RLRQ, c. R-8.1);

VU l'article 134 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11);

À sa séance du XX XXXXXX 2018, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Name-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-11) est modifié par le remplacement de la définition du mot « directeur » par la suivante :

« « directeur » : le directeur de la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Name-de-Grâce ou toute personne désignée par lui; ».

2. Les articles 2 et 30 ainsi que l'annexe A de ce règlement sont abrogés.

3. L'article 7 de ce règlement est modifié :

1° par l'abrogation du paragraphe 3°;

2° par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Aux fins de l'octroi d'une dérogation pour un immeuble visé au paragraphe 1°, une période minimale de 5 ans doit s'être écoulée, le cas échéant, entre la date de délivrance d'un permis de transformation visant à réduire le nombre de logements de l'immeuble à deux logements et la date du dépôt de la demande par son propriétaire. ».

GDD 1173558056

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXXX 2018.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1183558008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains immeubles commerciaux (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur du Triangle (les rues Buchan et Paré).

IL EST RECOMMANDÉ :
De demander au conseil d'agglomération d'adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains immeubles commerciaux (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur du Triangle (les rues Buchan et Paré).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 08:53

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183558008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains immeubles commerciaux (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur du Triangle (les rues Buchan et Paré).

CONTENU

CONTEXTE

La requalification du secteur Le Triangle est un projet de création d'un milieu de vie au cœur de Montréal. À proximité de plusieurs lieux d'emplois et desservi par deux stations de métro, le secteur va accueillir, d'ici 2025, environ 3 300 nouveaux logements. Dans le cadre du projet, l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) désire procéder à l'enfouissement des fils électriques par Hydro-Québec, par le biais du Programme "Embellir les voies publiques".
À cet effet, l'arrondissement CDN-NDG a adopté une résolution en 2009 visant à participer à un programme de financement d'Hydro-Québec.

Dans le cadre de la mise en œuvre de projets d'enfouissement des réseaux câblés, la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) a réalisé les travaux d'ouvrages civils souterrains, afin d'enfouir la ligne aérienne existante en bordure de la rue Paré du boulevard Décarie jusqu'à l'avenue Victoria incluant la boucle Paré/Victoria/Buchan/Mountain Sights, sur une distance de 1450 mètres. Il est prévu l'enlèvement de 56 poteaux.

Pour assurer le succès de l'enfouissement des fils électriques sur son territoire, la Ville de Montréal a adopté en 2000 le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M, c. S-6.01). En vertu de ce règlement, un propriétaire peut obtenir une subvention de la Ville pour la mise aux normes de son entrée électrique en lien avec les travaux d'enfouissement des fils électriques.

De son côté, le Conseil d'agglomération a adopté le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) pour les commerces et industries, puisque les subventions aux commerces et industries sont considérées comme étant de l'aide à l'entreprise qui relève de la compétence de l'agglomération.

Ces deux règlements ont été modifiés à quelques reprises afin d'ajouter des secteurs d'application pour les riverains de manière à ce que ce soit à « coût nul » pour eux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 170206 - 22 juin 2015 – Acceptation du rapport d'étude d'avant-projet déposé par Hydro-Québec concernant le projet d'enfouissement des fils électriques dans Le Triangle et demande à Hydro-Québec de poursuivre la phase de réalisation des travaux. Approbation d'une somme de 57 815,06 $ sans les taxes, en plus des contingences de 15%, pour un montant total de 76 443,78 $ incluant taxes, pour ses frais d'ingénierie.
CA15 170064 - 16 mars 2015 - Adoption d'une résolution pour accepter le rapport d'étude préliminaire No DCL-21164674 déposé par Hydro-Québec concernant le projet d'enfouissement des fils dans le secteur Le Triangle. Demande à Hydro-Québec de poursuivre la démarche en vue de la réalisation du projet d'enfouissement des fils à l'étape d'avant-projet. Confirmation de l'engagement de la Ville à rembourser les frais encourus par Hydro-Québec, si le projet est annulé. Confirmation de l'engagement de la Ville de contribuer à cette étape du projet. Entrée en vigueur le 19 mars 2015.

CM13 0144 - 26 février 2013 - Adoption du Règlement 13-007 autorisant un emprunt de 30 900 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement de l'emprise publique.

CA12 170106 - 2 avril 2012 - Présentation d'une demande d'inscription au programme « Embellir les voies publiques d'Hydro-Québec » afin d'officialiser l'inscription du projet d'enfouissement des fils dans le secteur Le Triangle.

CG09 0367 - 27 août 2009 - Adoption du Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023).

CA09 30040091 - 7 avril 2009 - Demande de financement à Hydro-Québec, afin de pouvoir réaliser les travaux d'enfouissement des fils prévus dans le secteur du Triangle.

DESCRIPTION

L'arrondissement CDN-NDG profite du projet requalification du secteur Le Triangle pour procéder, avec ses partenaires, à l'enfouissement des fils électriques. Le projet consiste à l'enfouissement des fils des réseaux électriques et de télécommunications prévus sur la boucle Mountain Sights-Buchan-Victoria-Paré et sur la rue Paré entre Mountain-Sights et Décarie. Ce projet vise aussi plusieurs branchements électriques souterrains de bâtiments commerciaux.

JUSTIFICATION

Le règlement RCG 09-023 prévoit que le Conseil d'agglomération peut subventionner les travaux relatifs aux modifications de branchements électriques des propriétaires de commerces et industries concernés dans les projets de conversion.
Les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution d'électricité et de télécommunications contribuent à améliorer le paysage urbain montréalais par l'élimination des poteaux et des fils du réseau aérien. Ceux-ci font partie intégrante des orientations et objectifs d'aménagement préconisés par le Plan d'urbanisme de Montréal.

Il y a lieu de modifier le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023), afin notamment de hausser le plafond admissible de subvention pour assurer le paiement complet par la Ville des coûts de branchement découlant des projets pour, à toute fins utiles, assurer que ce projet se fasse à « coût nul » pour les propriétaires concernés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant requis pour le raccordement est de 69 800,00 $ (taxes incluses). Cette somme représente la subvention maximale pour les travaux de conversion de l'entrée électrique de commerces existants. Cette dépense non capitalisable sera entièrement assumée par l'agglomération et sera financée par le budget des chapitres corporatifs. Le détail de l'imputation des crédits est présenté à l'intervention du Service des finances.

ANNEXE J

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DES RUES BUCHAN ET PARÉ, ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

No civique	Rue	Montant maximale de la subvention (taxes incluses)
4980	Buchan	6 400,00 $
4985	Buchan	5 200,00 $
5000	Buchan	6 700,00 $
5005	Buchan	7 900,00 $
5011-17	Buchan	8 200,00 $
5025	Buchan	10 900,00 $
4900	Paré	4 000,00 $
5010	Paré	11 400,00 $
5050	Paré	7 700,00 $
5055	Buchan	
5250-54	Paré	1 400,00 $
	Total	**69 800,00**

Les propriétaires devront présenter leur demande de subvention avant le 31 décembre 2018. L'aide financière aux propriétaires visés sera versée uniquement sur présentation des pièces justificatives, à la fin des travaux et conditionnellement à la conformité de ces derniers aux exigences d'Hydro-Québec.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets d'enfouissement des fils soutiennent les principes de développement durable de protection du patrimoine et de réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement

et les paysages. Ils permettent également de mettre les fils à l'abri des intempéries pouvant résulter de conditions climatiques extrêmes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'enfouissement des fils électriques et de télécommunications contribuera à rehausser la qualité du domaine public et l'image du secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le projet Le Triangle a déjà fait l'objet de plusieurs annonces publiques. Les propriétaires seront avisés qu'une subvention est prévue à cet effet, le tout après l'adoption de l'amendement au règlement RCG 09-023.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux de construction des infrastructures civiles de la CSEM étant complétés, les travaux de modification des entrées privées pourront être faits après l'envoi d'un avis aux propriétaires concernées par la CSEM.
Les propriétaires devront présenter leur demande de subvention avant le 31 décembre 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Michelle GAGNÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie CAREAU, Service de la mise en valeur du territoire
Gilles G - Ext GAUDET, Commission des services électriques

Lecture :

Gilles G - Ext GAUDET, 5 mars 2018
Lucie CAREAU, 23 février 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacques LEMIEUX
Ingénieur

Tél : 514 872-3897
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-22

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1183558008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains immeubles commerciaux (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur du Triangle (les rues Buchan et Paré).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement et son annexe afférente.

FICHIERS JOINTS

Règl. modifiant RCG 09-023_rues Buchan et Paré_CDN-NDG.docx ANNEXE.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-26

Véronique BELPAIRE
Avocate - Chef de division
Tél : 514 872-3832
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'AGGLOMÉRATION SUR LA SUBVENTION À LA MODIFICATION DU RACCORDEMENT DU SERVICE ÉLECTRIQUE DE CERTAINS BÂTIMENTS (RCG 09-023)

Vu le sous-paragraphe f) du paragraphe 11 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu les articles 82 et 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du XXXXX, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) est modifié par l'ajout, après l'article 5.7., de l'article suivant :

« **5.8.** Le présent règlement s'applique dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, sur les rues Buchan et Paré, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe J, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe J en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2018 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

a) modifier les montants prévus à l'annexe 1°;

b) modifier la date prévue au paragraphe 2°. ».

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe I, de l'annexe J jointe en annexe au présent règlement.

ANNEXE

ANNEXE J – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DES RUES BUCHAN ET PARÉ, ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1183558008

ANNEXE J

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DES RUES BUCHAN ET PARÉ, ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

No civique	**Rue**	**Montant maximal de la subvention**
4980	Buchan	6 400,00 $
4985	Buchan	5 200,00 $
5000	Buchan	6 700,00 $
5005	Buchan	7 900,00 $
5011-17	Buchan	8 200,00 $
5025	Buchan	10 900,00 $
4900	Paré	4 000,00 $
5010	Paré	11 400,00 $
5050 5055	Paré Buchan	7 700,00 $
5250-54	Paré	1 400,00 $

GDD : 1183558008

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1183558008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains immeubles commerciaux (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur du Triangle (les rues Buchan et Paré).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1183558008-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle GAGNÉ
Agente de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-5882

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-02

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514 872-1054
Division : Service des finances , Div. de la mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

INTERVENTION FINANCIÈRE – BUDGET DE FONCTIONNEMENT

NO GDD : 1183558008

Taux 2018: 1,0951303727

No d'engagement 2018: CC83558008

Imputation de la dépense

	Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
1001.0010000.200251.06819.66503.016637.0000.000000.000000.00000.00000	69 800,00 $	63 736,70 $	63 737 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1183558004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au titre titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de construction visant la réalisation d'un nouveau bâtiment pour la propriété située aux 2645, avenue Van Horne - Demande de permis - 3001361695

IL EST RECOMMANDÉ :
D'approuver les plans, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) conformément aux critères énoncés aux articles 38 à 41 du projet particulier PP-93, pour la construction d'un nouveau bâtiment pour la propriété située aux 2645 avenue Van Horne, tel que présenté sur les plans joints en annexe A et B, réalisés par Le Groupe Marchand - Archtiecture et Design, estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, 19 février 2018, joints en annexe (demande de permis 3001361695).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 14:07

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183558004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au titre titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de construction visant la réalisation d'un nouveau bâtiment pour la propriété située aux 2645, avenue Van Horne - Demande de permis - 3001361695

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a reçu une demande de permis afin de permettre la construction d'un nouveau bâtiment commercial, ayant front sur l'avenue Van Horne ainsi que de l'aménagement de l'aire de stationnement sur la propriété sise aux 2615-2865, avenue Van Horne, entre les avenues Wilderton et Darlington.
À cet égard, les plans doivent être soumis en révision architecturale (PIIA) en fonction des articles 38 à 41 du projet particulier PP-93 afin d'autoriser la nouvelle construction. Sur avis de la Direction de l'aménagement urbain et du Comité consultatif d'urbanisme, la demande de construction doit être soumise au Conseil d'arrondissement pour approbation ou pour refus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170147 Adopter la résolution approuvant le projet particulier PP-93 visant à autoriser la démolition des bâtiments situés au 2615 à 2865, avenue Van Horne, et la construction d'un développement mixte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) - 1er mai 2017.

DESCRIPTION

La construction de ce nouveau bâtiment est la première phase d'un projet qui en comprend 3 et qui vise à transformer le centre commercial Wilderton et à densifier le site. Les travaux de construction, de la première phase, prévoient s'échelonner de mai 2018 au printemps 2019.
Les principales caractéristiques du projet :

- le nouveau bâtiment représente une superficie brute totale d'environ 1 272 m² répartie sur 2 étages. La nouvelle construction occupera une partie de la cour avant ayant front sur l'avenue Van Horne près du Widerton Crescent;

- l’implantation sur le site permet de bien encadrer la rue et de dégager la cour arrière afin de permettre l'aménagement du stationnement en arrière lot;
- une partie de l'aire de stationnement, situé derrière le bâtiment, est conçue pour être utilisée comme une aire multifonctionnelle pouvant accueillir des activités communautaires;
- ce bâtiment sera relié au bâtiment de la phase 2 par l'ajout d'une passerelle à l'étage;
- l'étude d'ensoleillement a démontré que les impacts, pour le bâtiment de la première phase, se concentrent principalement au nord du terrain (dans l'aire de stationnement);
- la facture architecturale du nouveau bâtiment de facture contemporaine se caractérise par de grandes façades vitrées;
- la composition des façades intègre le verre comme matériau dominant, le métal perforé et la brique;
- l'entrée principale du nouveau bâtiment est située sur l'avenue Van Horne. Des entrées sont également prévues à l'arrière, à partir de l'aire de stationnement, ainsi que sur la façade ouest du bâtiment;
- un trottoir sera aménagé devant le bâtiment afin de faciliter les déplacements des piétons;
- des terrasses, ayant front sur l'avenue Van Horne, sont également prévues et contribueront à l'animation de la rue;
- une aire de repos avec du mobilier urbain et des terrasses sont également prévues du côté ouest du bâtiment;
- le concept paysager prévoit la plantation de 32 arbres pour l'aire de stationnement et vise à créer des liens de transition et de repos restructurant le lieu par le tracé de sentiers piétons;
- le bâtiment comprend également une toiture verte;
- un stationnement pour dix-huit vélos est prévu du côté est du nouveau bâtiment;
- une nouvelle entrée charretière sera aménagée sur l'avenue Van Horne à l'intersection de Wilderton Crescent. Des feux de circulation seront aménagés afin d'assurer des déplacements sécuritaires entre les piétons et les voitures;
- un écran paysager dense, composé d'arbres et d'arbustes, sera aménagé sur la limite nord du terrain ainsi que sur la partie sud de la ruelle afin de dissimuler l'aire de stationnement.

Un plan de gestion des déchets a été déposé, et ce, conformément à l'exigence prévue au PP-93. L'obligation de ce document visait à identifier différentes mesures qui seront mises de l'avant pour récupérer les matières résiduelles (déchets, recyclage, compost).

En parallèle à ce dossier l'arrondissement signera une entente d'infrastructures pour aménager une nouvelle entrée charretière, des feux de circulation et une saillie sur Wilderton Crescent à l'intersection de l'avenue Van Horne ainsi que l'aménagement d'une bande de verdure en bordure de la ruelle. Le permis sera délivré lorsque l'entente d'infrastructures sera approuvée et signée.

JUSTIFICATION

Après l'étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme aux articles 38 à 41 du projet particulier PP-93 et formule un avis favorable pour les raisons suivantes:

- le projet respecte les critères d'aménagement;
- le bâtiment de facture contemporaine s'insère dans son milieu d'insertion par son volume, son gabarit et sa matérialité;
- l'aire de stationnement, conçue en partie comme une aire multifonctionnelle, peut accueillir des activités communautaires;

- la matérialité du pavage, composée de béton coulé ou de pavage de béton sera composé de texture et de couleurs différentes afin de créer des motifs distinctifs entre l'aire de stationnement et l'aire multifonctionnelle;
- la toiture du nouveau bâtiment est composée principalement de végétation et permet de réduire la surface minéralisée du projet;
- un plan de gestion des matières résiduelles a été déposé et prévoit la valorisation des matières résiduelles (déchets, recyclage et compost);
- l'aménagement du site prévoit un écran composé de végétaux à la limite nord du terrain qui permettra de dissimuler l'aire de stationnement adjacent au secteur résidentiel et les activités reliées au site;
- lors de sa séance du 31 janvier 2018, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a formulé un avis favorable pour la réalisation du projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / FAVORABLE

Parties prenantes

Frédérik GENDRON, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
René MOLINIE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Claude COMTOIS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

et Claude Comtois, architecte

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-21

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-02-23

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1183558004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver, conformément au titre titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de construction visant la réalisation d'un nouveau bâtiment pour la propriété située aux 2645, avenue Van Horne - Demande de permis - 3001361695

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, le **mercredi 31 janvier 201**8, à 18 h 30
5160, boulevard Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

4.4 Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de construction visant la réalisation de la phase I du PP-93 au 2615-2865, avenue Van Horne.

Délibération du comité

Attendu que la direction est favorable à la demande au projet

LE COMITÉ RECOMMANDE AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

D'autoriser la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO

Conseiller en aménagement

et Claude Comtois, architecte

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver, conformément au titre titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de construction visant la réalisation d'un nouveau bâtiment pour la propriété située aux 2645, avenue Van Horne - Demande de permis - 3001361695



ANNEXE A - PLAN COMPLEXE WILDERTON: Wilderton A_1183558004.pdf
ANNEXE B - PLAN AMÉNAGEMENT PAYSAGER:



2018_02-19_Amén_pay_1183558004.pdf



PLAN DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES: 17-0657_GMR_1183558004.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

et Claude Comtois, architecte

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ANNEXE A - BÂTIMENT A

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

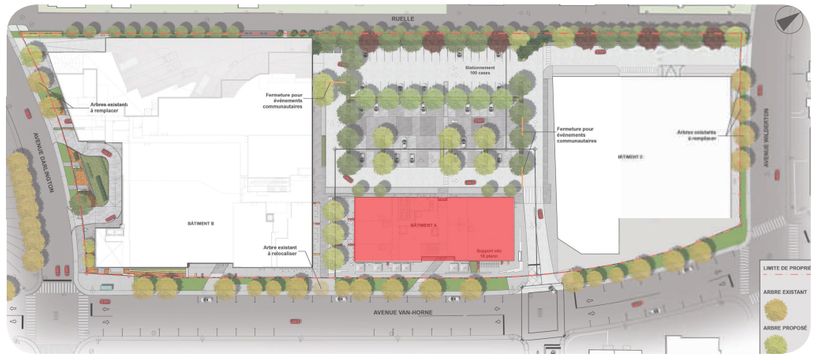
LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

COMPLEXE WILDERTON

BÂTIMENT A - PRÉSENTATION CCU
arrondissement Côtes-des-Neiges
Notre-Dame-De-Grâce

MONTRÉAL,QUÉBEC
17 JANVIER 2018



6
6
3
4

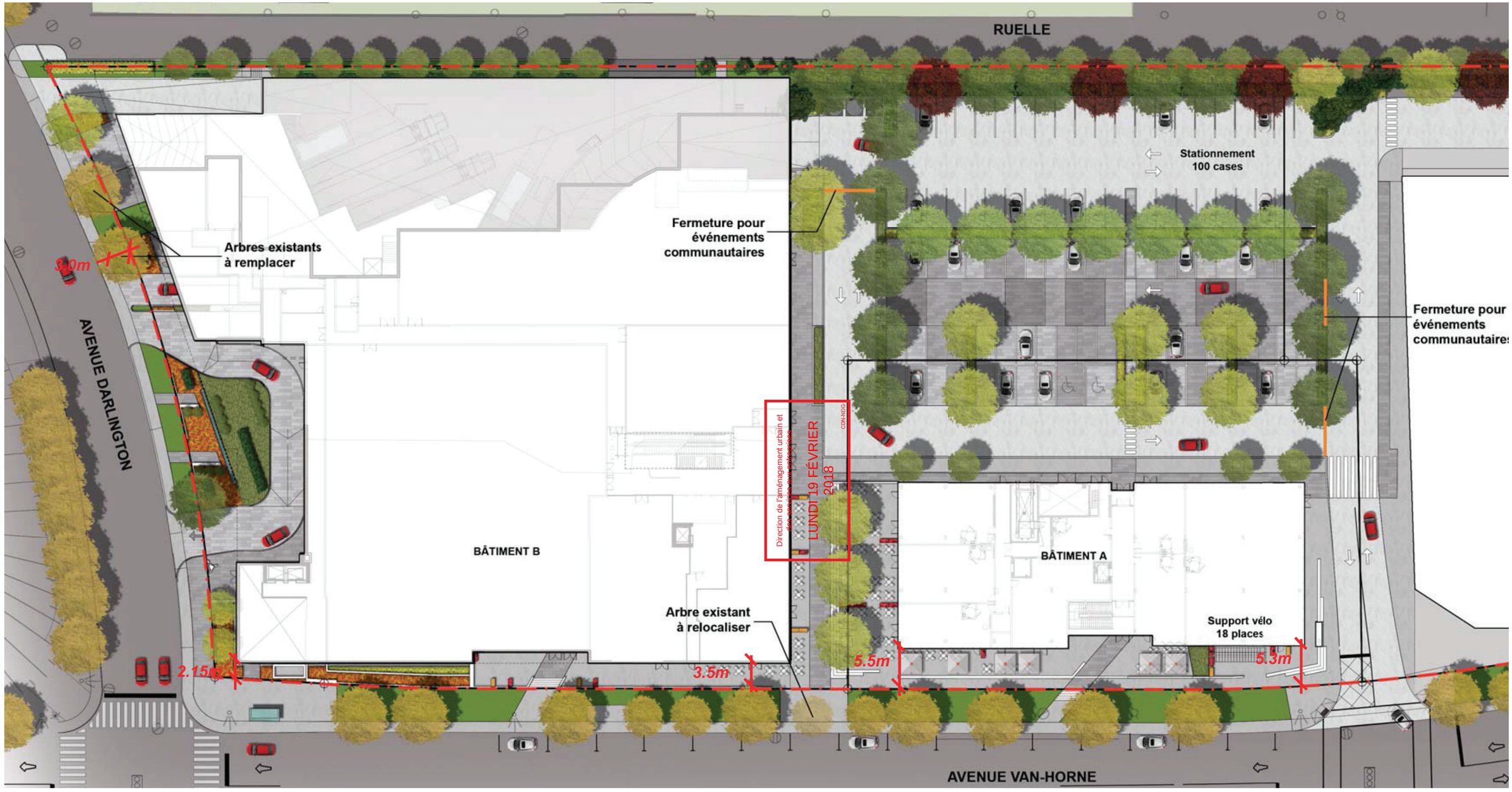
ANNEXE A - BÂTIMENT A

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

IMPLANTATION



FIRST CAPITAL

COMPLEXE WILDERTON - BÂTIMENT A

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 17 JANVIER 2018

gmad

ANNEXE A - BÂTIMENT A

ÉLÉVATION - AVENUE VAN HORNE

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG





ÉLÉVATION AVENUE VAN-HORNE A



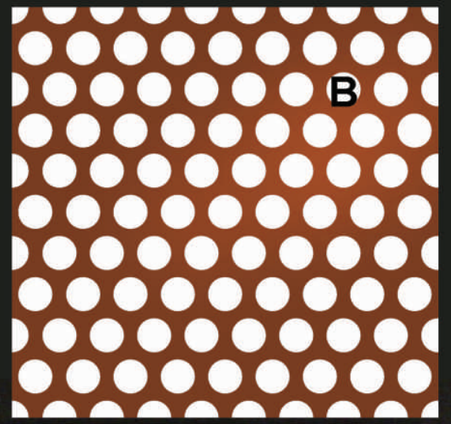
ÉLÉVATION AVENUE VAN-HORNE B

COMPLEXE WILDERTON - BÂTIMENT A

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 17 JANVIER 2018

ANNEXE A - BÂTIMENT A















LÉGENDE DES MATÉRIAUX

- **A** VERRE: Superneutral 68 on clear*
- **B** MÉTAL PERFORÉ 1: Couleur similaire a la brique G*
- **C** VERRE TYMPAN: Couleur blanc*
- **D** MÉTAL PERFORÉ 2: Couleur similaire a la brique G*
- **E** MÉTAL: Grey regent*
- **G** BRIQUE: ENDICOTT CLAY PRODUCTS CO : Medium Ironspot 77 Smooth Modular*

*NOTE: OU ÉQUIVALENT

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

FIRST CAPITAL®

COMPLEXE WILDERTON - BÂTIMENT A

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 17 JANVIER 2018

gmad

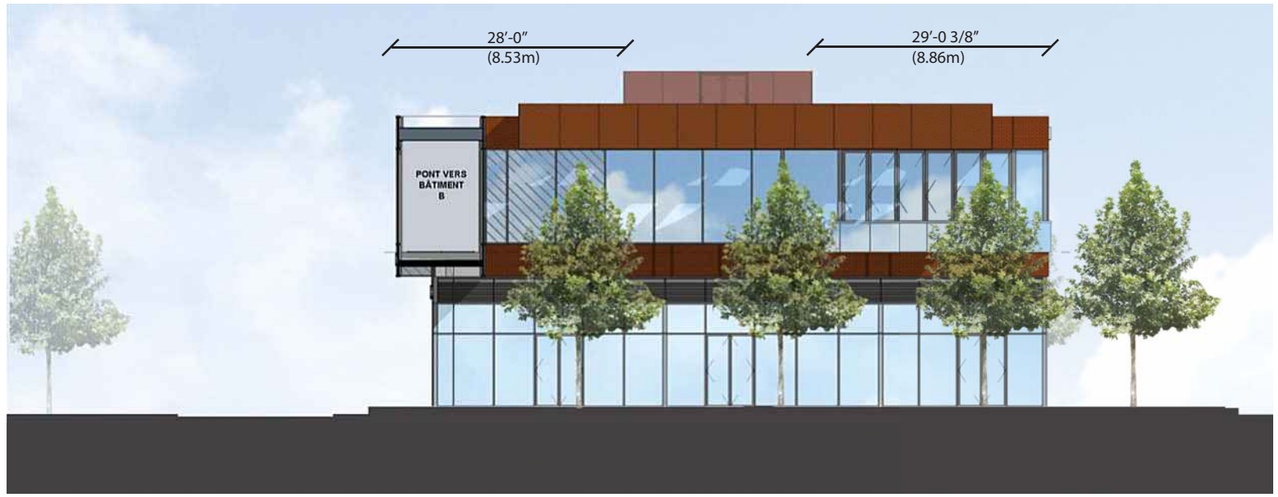
ANNEXE A - BÂTIMENT A

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

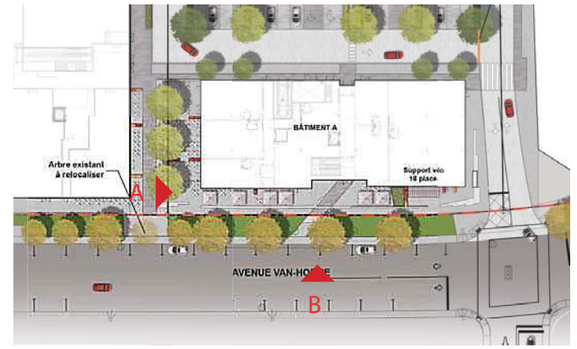
LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

ÉLÉVATIONS



ÉLÉVATION A



INSPIRATION: Métals architectural perforé



ÉLÉVATION B

FIRST CAPITAL®

COMPLEXE WILDERTON - BÂTIMENT A

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

gmad

ANNEXE A - BÂTIMENT A

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

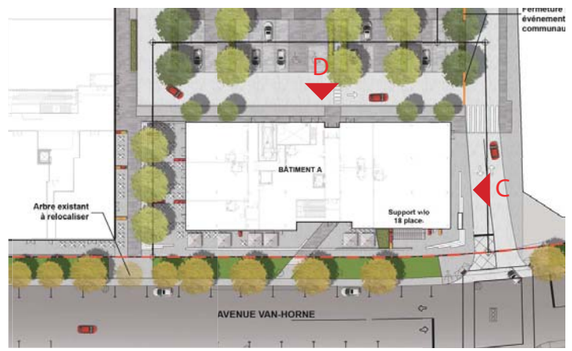
LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

ÉLÉVATIONS



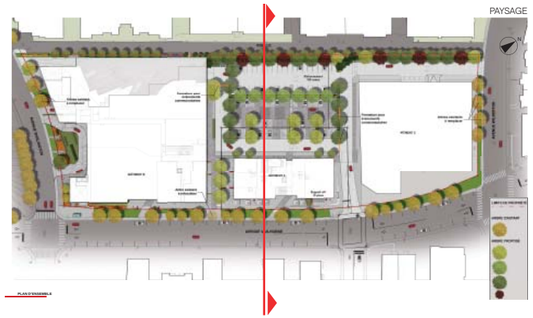
ÉLÉVATION C





ÉLÉVATION D

ANNEXE A - BÂTIMENT A



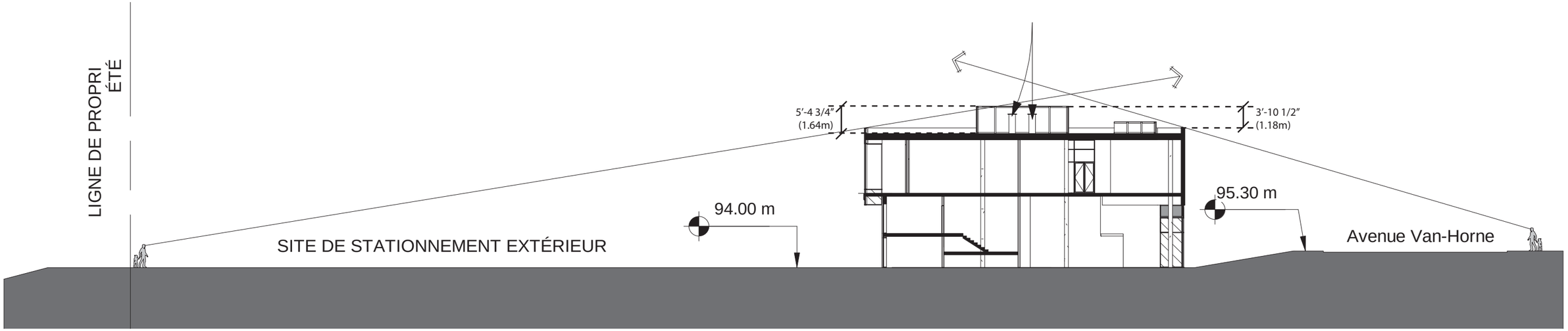
CÔNE DE VISION

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

COMPRESSEUR D'AIR CLIMATISEUR



Cushman & Wa

COMPLEXE WILDERTON - BÂTIMENT A

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

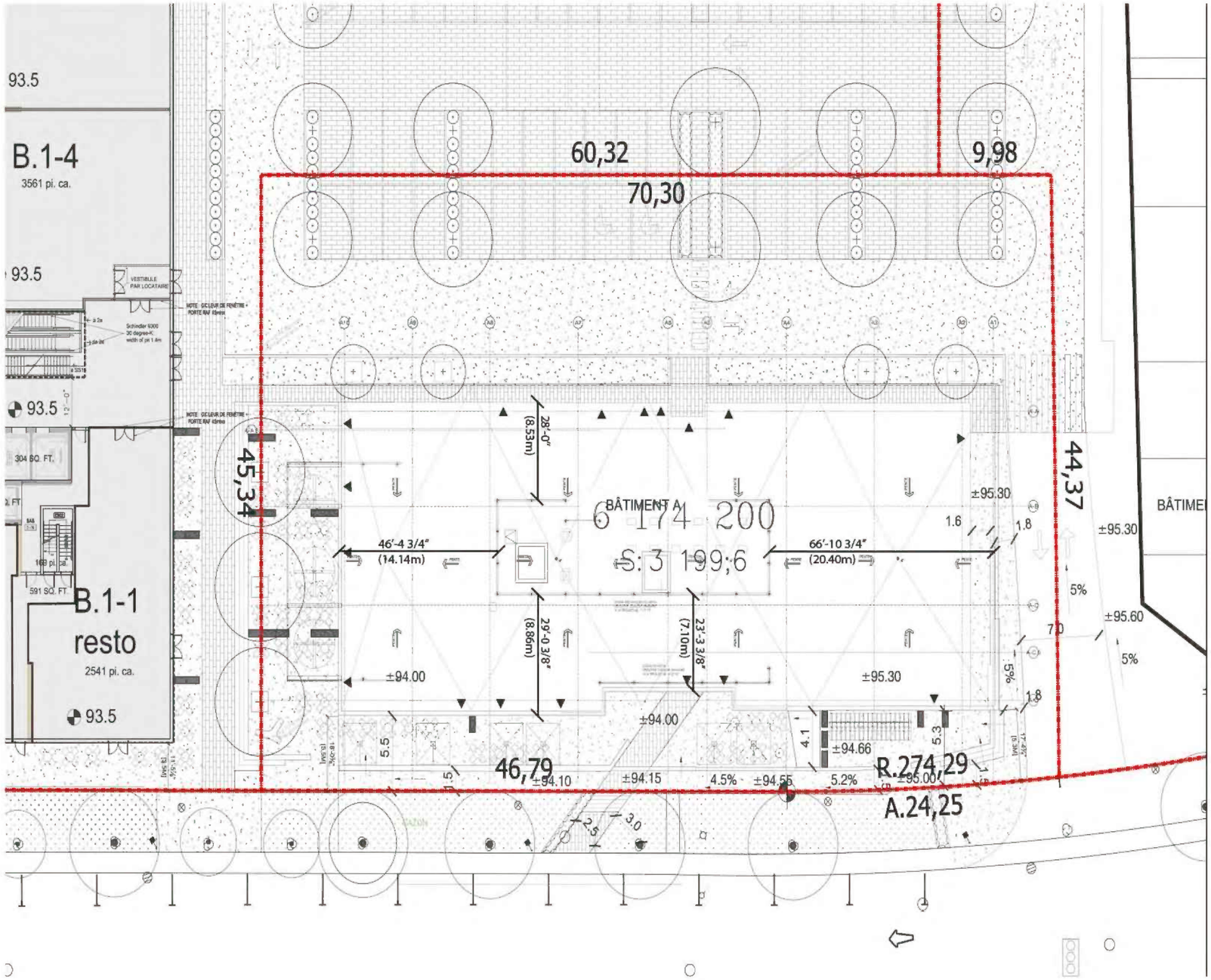
ANNEXE A - BÂTIMENT A

IMPLANTATION

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG



COMPLEXE WILDERTON - BÂTIMENT A

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

FIRST CAPITAL

gmad

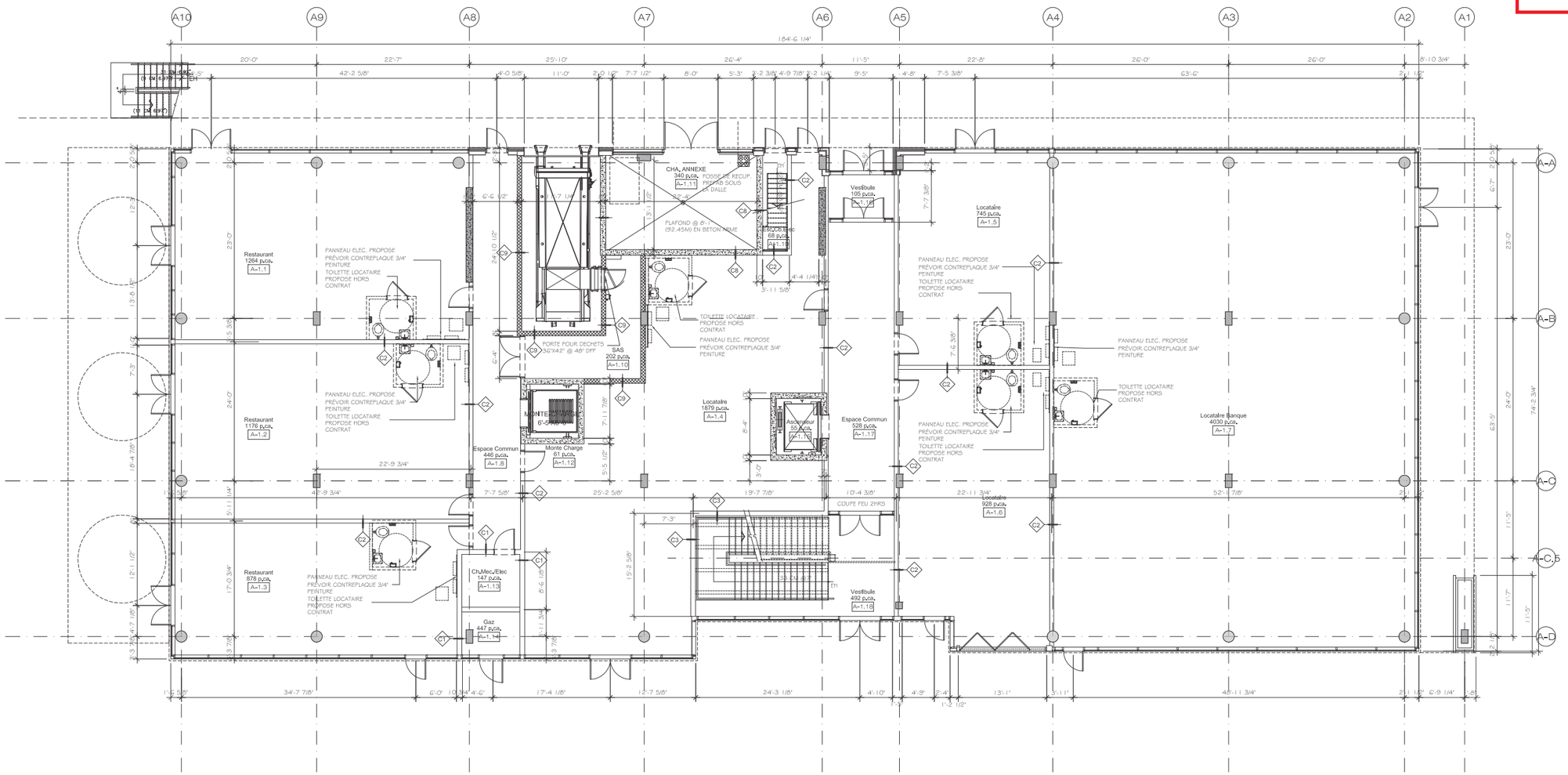
ANNEXE A - BÂTIMENT A

PLAN REZ-DE-CHAUSSÉE

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG



Plan du Rez de Chaussee
Échelle : 1/8"=1'-0"
1
A200

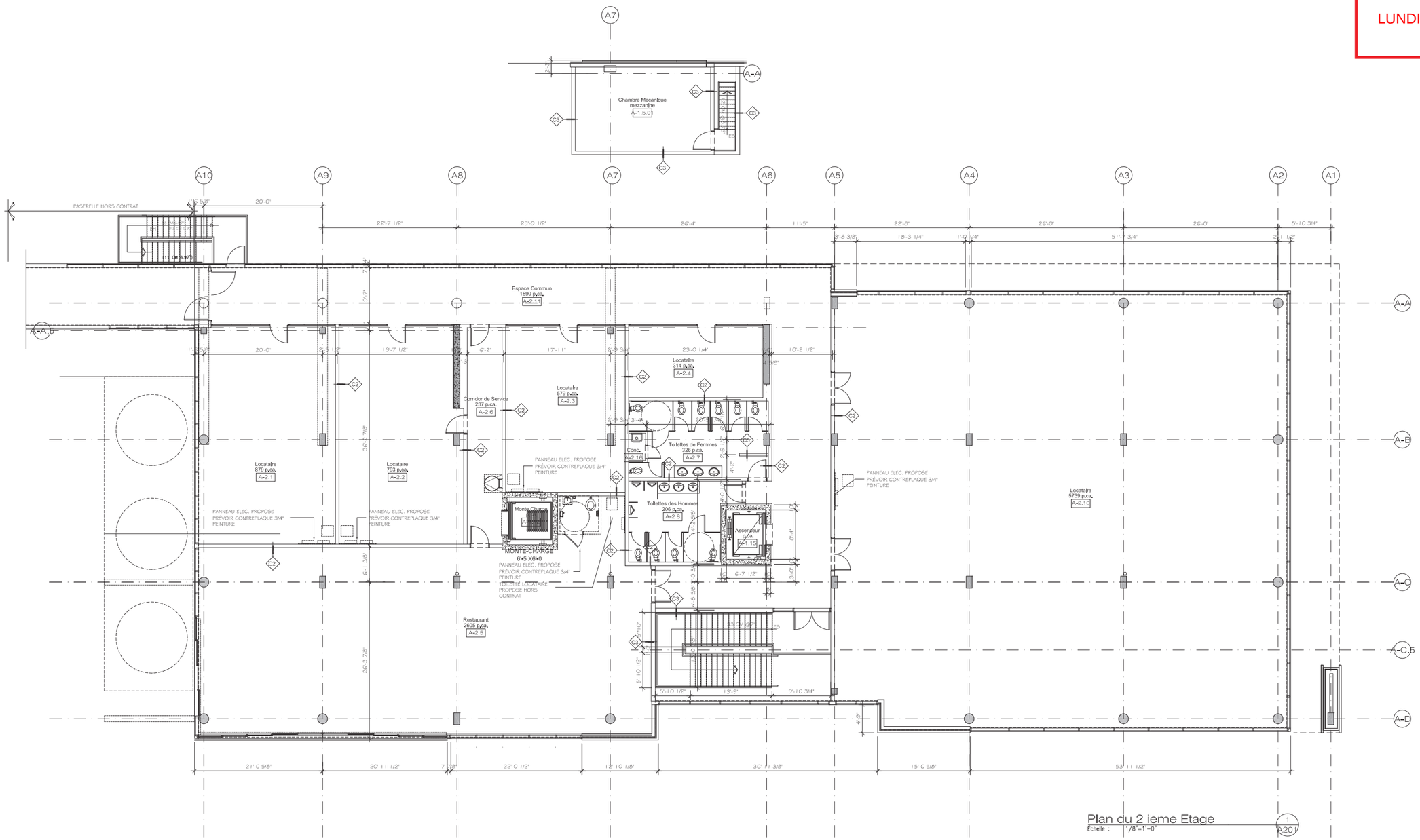
ANNEXE A - BÂTIMENT A

PLAN 2e ÉTAGE

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG



Plan du 2 ieme Etage
Échelle : 1/8"=1'-0"
1
A201

COMPLEXE WILDERTON - BÂTIMENT A

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 17 JANVIER 2018

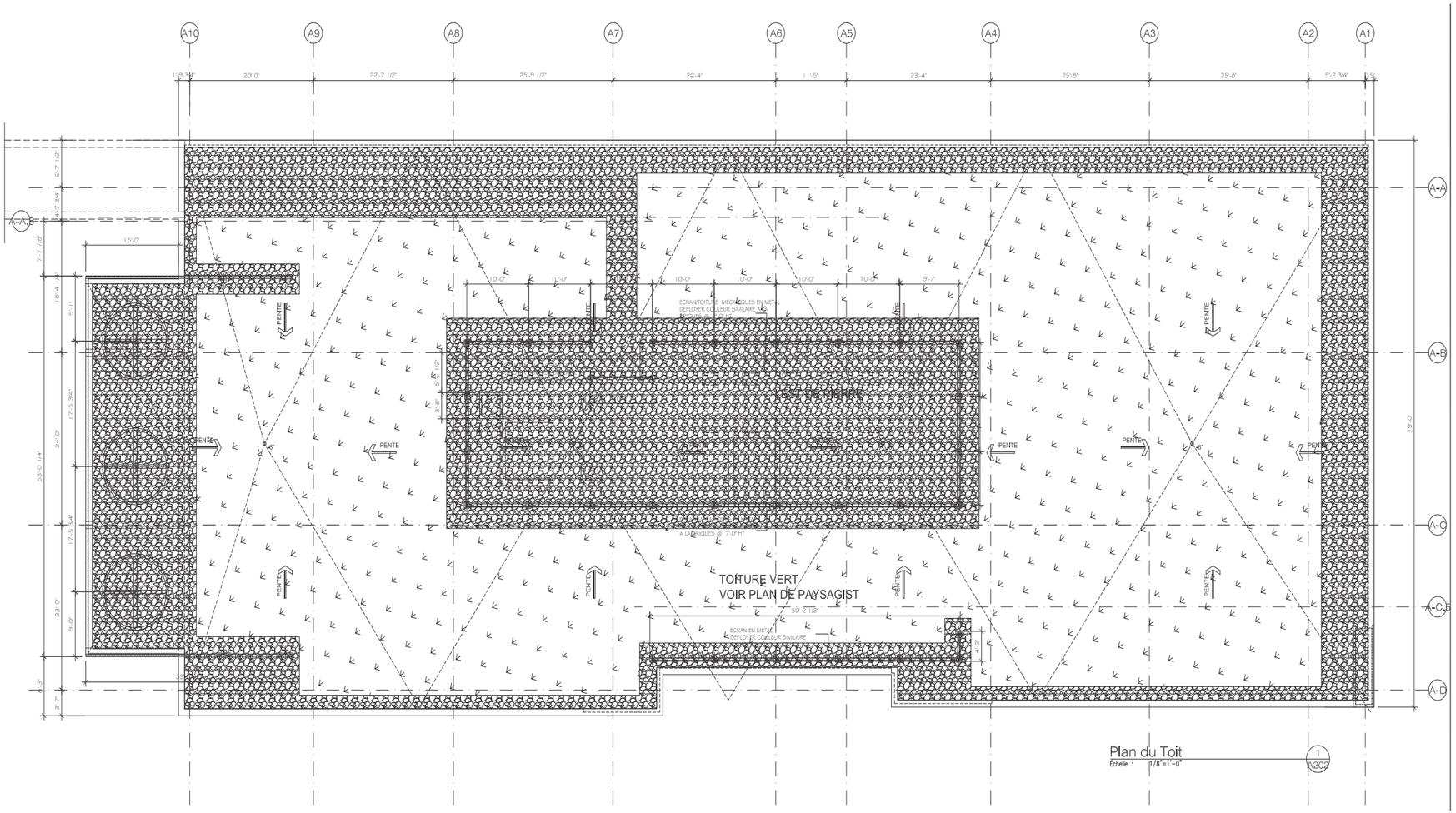
ANNEXE A - BÂTIMENT A

PLAN TOITURE

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

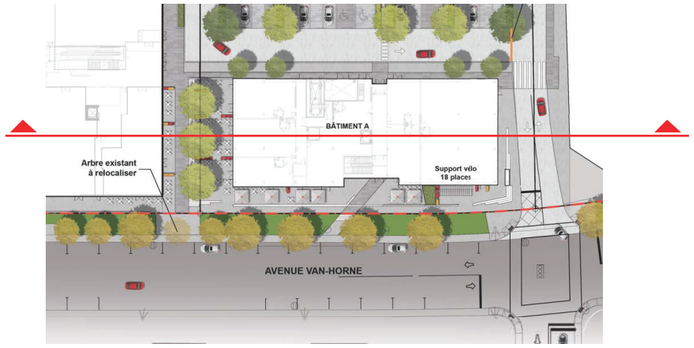
LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG



aménagement du toit
voir proposition dans le document de l'aménagement paysager

ANNEXE A - BÂTIMENT A

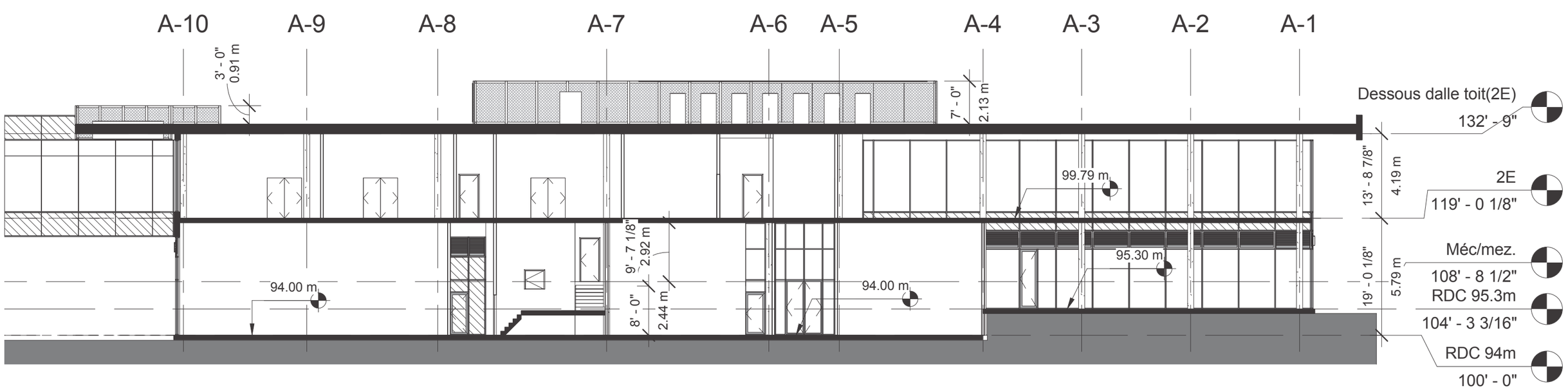


COUPES

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG



FIRST CAPITAL®

COMPLEXE WILDERTON - BÂTIMENT A

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 17 JANVIER 2018

gmad

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER

CDN-NDG

COMPLEXE WILDERTON
Aménagement paysager

BÂTIMENT A et B - PRÉSENTATION À LA VILLE
arrondissement Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce, Montréal,Qc

31 JANVIER 2018



LE GROUPE MAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL

gmad

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER

CDN-NDG



PLAN D'ENSEMBLE

LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL®

COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

gmad

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER

CDN-NDG

PAYSAGE

RUELLE

N

ALIGNEMENT D'ABRES FASTIGIÉS POUR DIMINUTION DE L'IMPACT ÉOLIEN

1 ARBRE A GRAND DÉPLOIEMENT DE COIN POUR DIMINUTION DE L'IMPACT ÉOLIEN

Arbres existants à remplacer

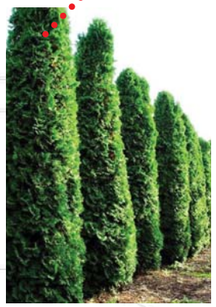
Fermeture pour événements communautaires

Stationnement 100 cases

AVENUE DARLINGTON



CARPINUS BETULUS 'FASTIGIATA'



THUYA OCCIDENTALIS 'FASTIGIATA'



PICEA OMORIKA

BÂTIMENT B

BÂTIMENT A

2 ARBRES DE COIN POUR DIMINUTION DE L'IMPACT ÉOLIEN : AMÉLANCHIER

Arbre existant à relocaliser

Support vélo 18 places

Fermeture pour événements communautaires

LIMITE DE PROPRIÉTÉ

ARBRE EXISTANT

ARBRE PROPOSÉ

AVENUE VAN-HORNE

PLAN D'ENSEMBLE

LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL

COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

gmad

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER

CDN-NDG

RUELLE

N

Arbres existants à remplacer

THUYA OCCIDENTALIS 'SMARAGD'

Fermeture pour événements communautaires

Voie de circulation permanente en béton coulé

Stationnement 100 cases

Voie de circulation et stationnement en pavé préfabriqué pour événements communautaires

Voie de circulation pour événements communautaires en béton coulé

Fermeture pour événements communautaires

AVENUE DARLINGTON

BÂTIMENT B

Arbre existant à relocaliser

BÂTIMENT A

Support vélo 18 places

AVENUE VAN-HORNE

PLAN D'ENSEMBLE SANS ARBRES

LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL

COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

gmad

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER

CDN-NDG

PAYSAGE



ÉLÉVATION 1





ÉLÉVATION 2

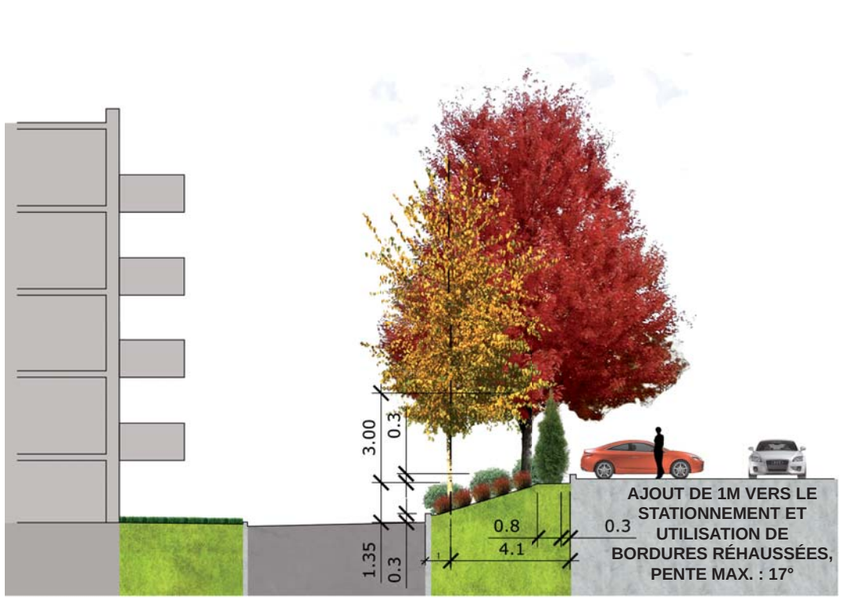
LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL®

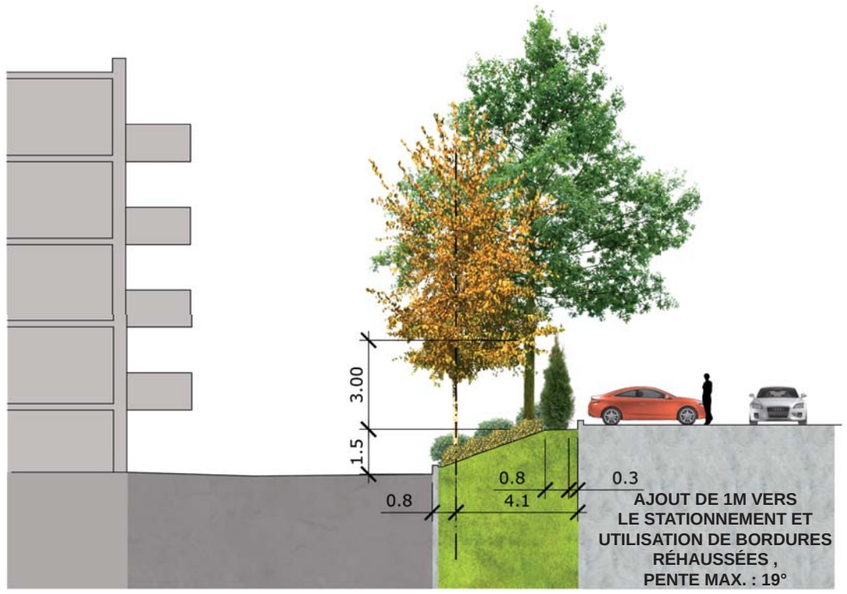
COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

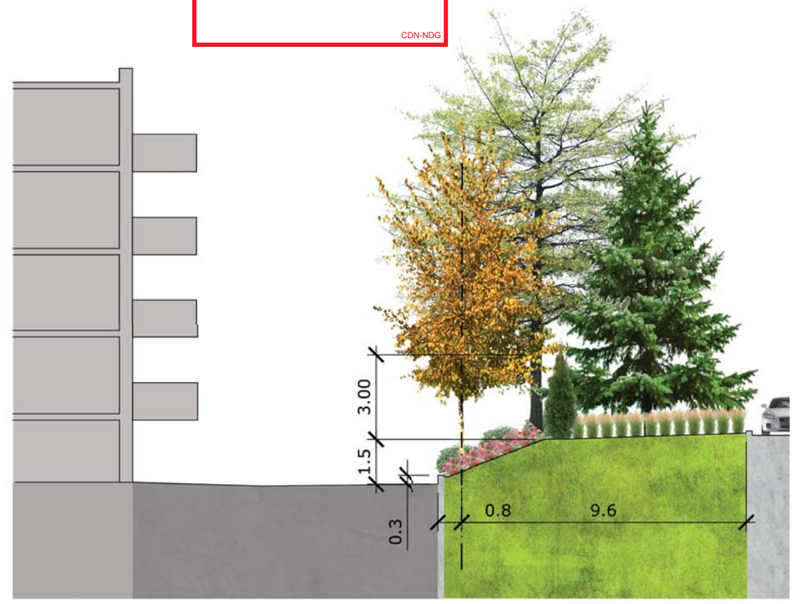
gmad



COUPE 1



COUPE 2



COUPE 3

COUPE 2



COUPE 4

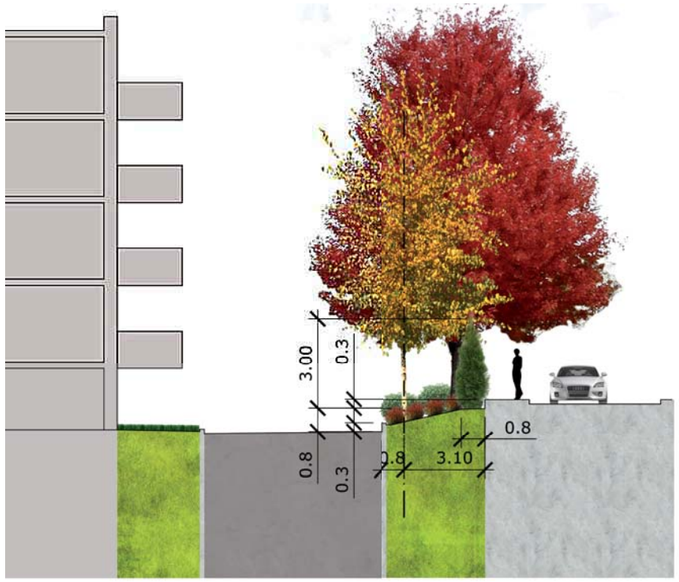
LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL

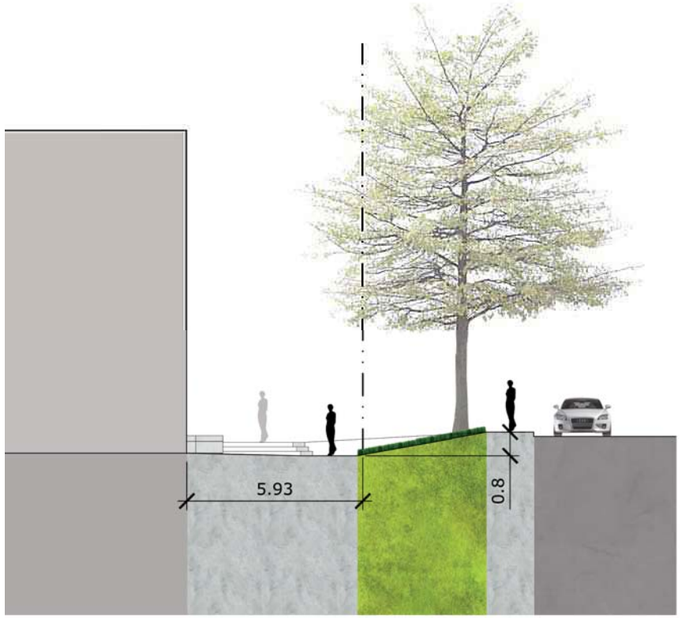
COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

gmad



COUPE 5



COUPE 6



COUPE 7



COUPE 8



CONDITION DES ARBRES EXISTANTS

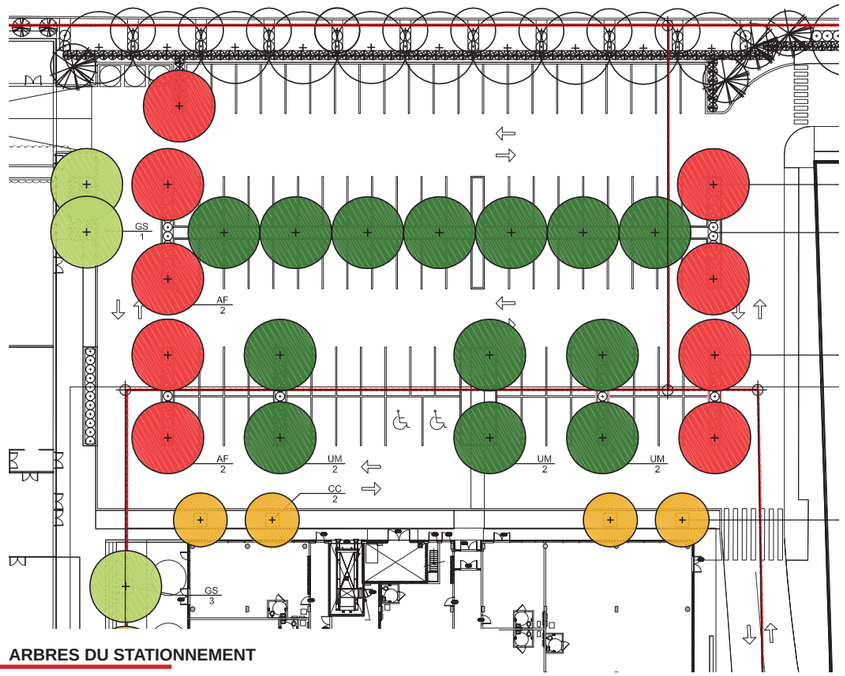
LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL®

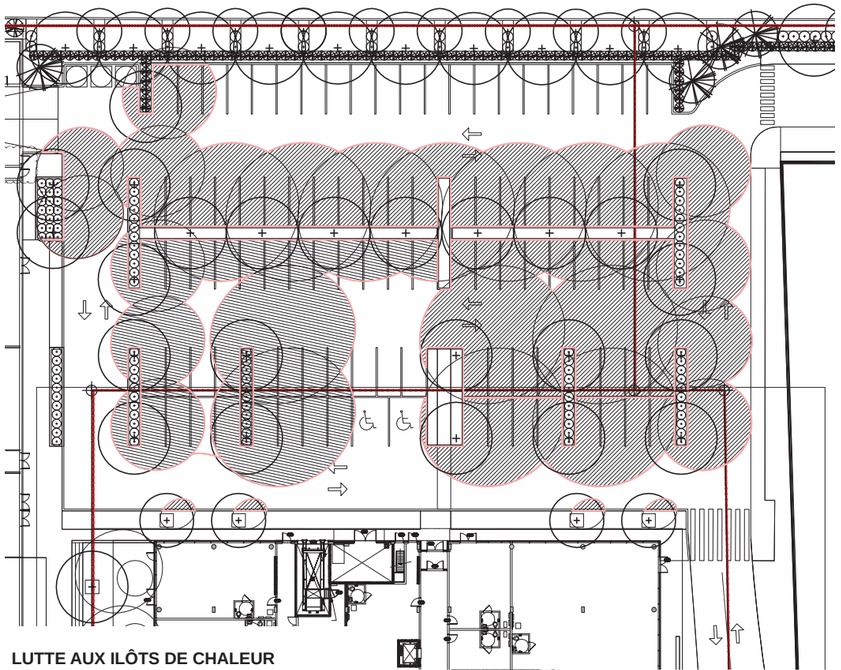
COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

gmad



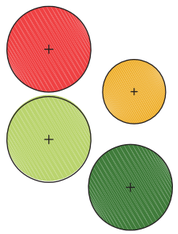
ARBRES DU STATIONNEMENT

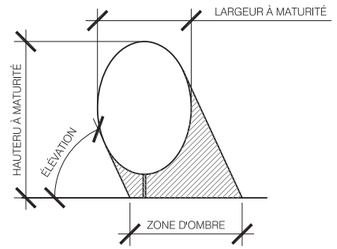


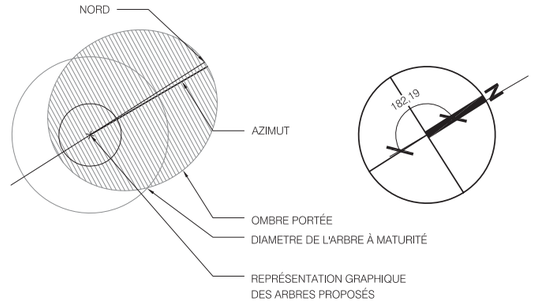
LUTTE AUX ILÔTS DE CHALEUR

TABLEAU DE PLANTATION

CODE	QTÉ	NOM BOTANIQUE / Nom commun	CALIBRE Haut. ou diam.	DISTANCE DE PLANTATION centre à centre	MODE DE PLANTATION	DONNÉES UTILISÉES PAR GMAD
ARBRES FEUILLUS						
AF	9	ACER X FREEMANII 'JEFFERSRED' / * Érable de Freeman Jeffersred	60mm diam.	9m c-c	en motte	H:12m/ L:10m
CC	4	CARPINUS BETULUS 'FASTIGIATA' / Charme de fastigié	200cm	7m c-c	en pot	H:10m/ L:3m
GS	6	GLEDITSIA TRIACANTHOS INERMIS 'SKYLINE' / Févier d'Amérique Skyline	60mm diam.	9m c-c	en motte	H:14m/ L:9m
UM	13	ULMUS MORTON ACCOLADE / Orme Morton Accolade	60mm diam.	10m c-c	en motte	H:20m/ L:15m







DONNÉES UTILISÉES POUR LE CALCUL DE LA CANOPÉE DU STATIONNEMENT

COORDONNÉES DU SITE: 45.5091854 : -73.62535
2785 AVENUE VAN HORNE

21 JUIN (GMT-5)

HEURE	ÉLÉVATION	AZIMUT
10:00:00	57,73°	123,31°
12:00:00	67,92°	182,19°
15:00:00	46,99°	254,97°

SURFACE MINÉRALISÉE DU STATIONNEMENT: 3 445 M.CA
SUPERFICIE OMBRAGÉE PAR LA CANOPÉE LE 21 JUIN (CLACULÉE À MATURITÉ)
10:00:00
12:00:00 2 290 M.CA
15:00:00
RÉSULTAT 66%

OBJECTIF 40% DE LA SURFACE MINÉRALISÉE

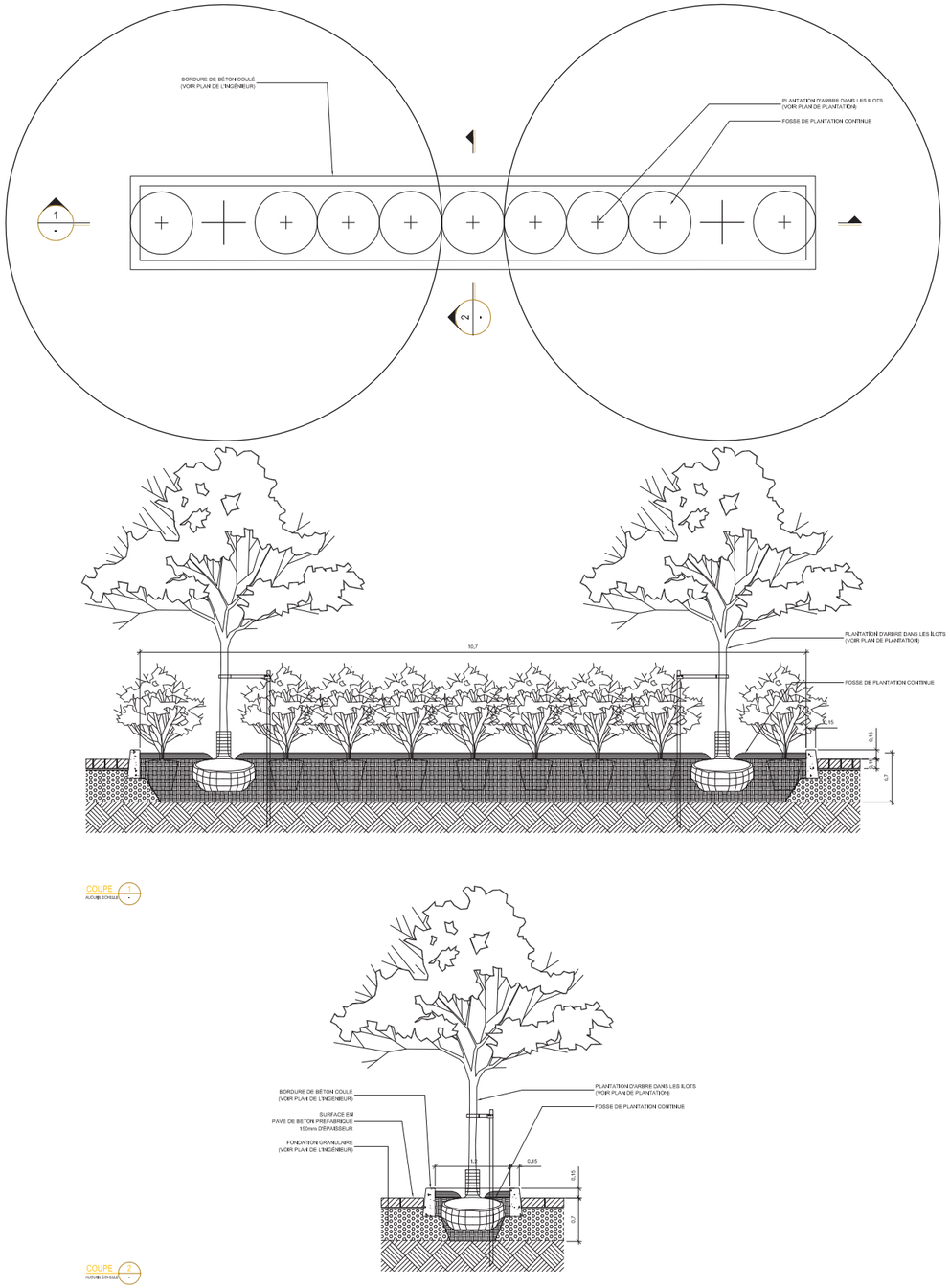
LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

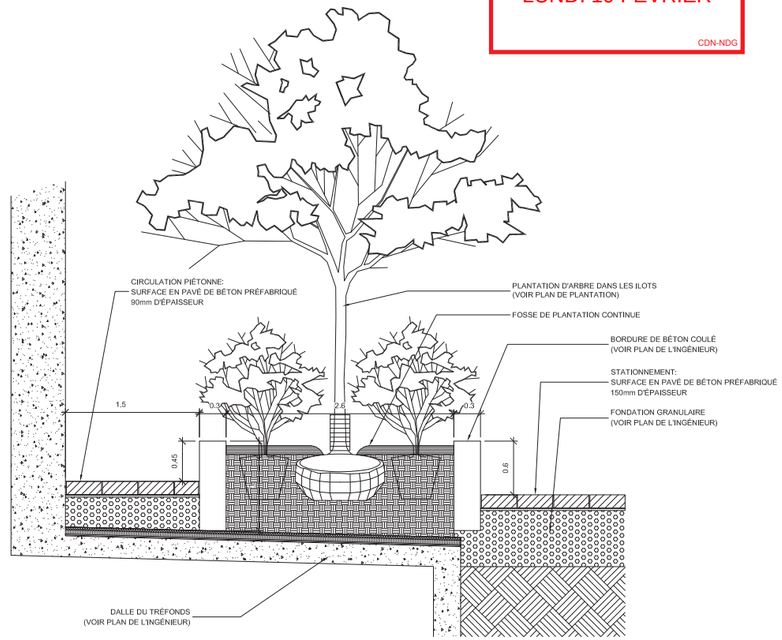
FIRST CAPITAL

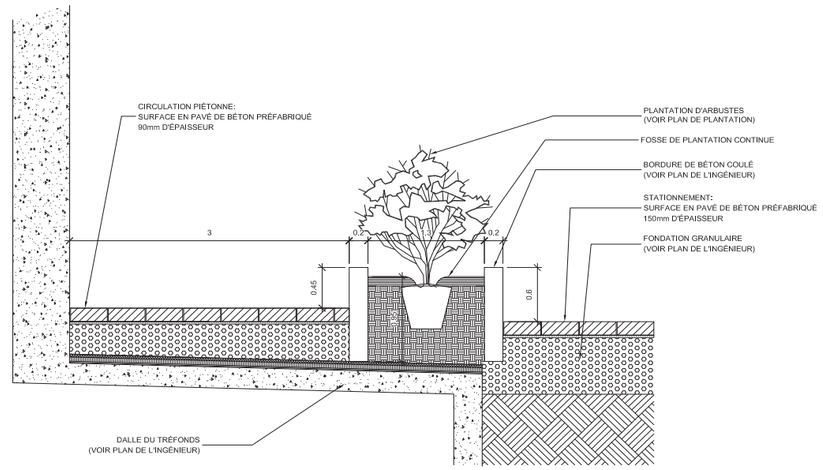
COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

gmad







STATIONNEMENT - DÉTAILS DE PLANTATION

BAC DE PLANTATION TROTTOIR BATIMENT B STATIONNEMENT- DÉTAIL

LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL

COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

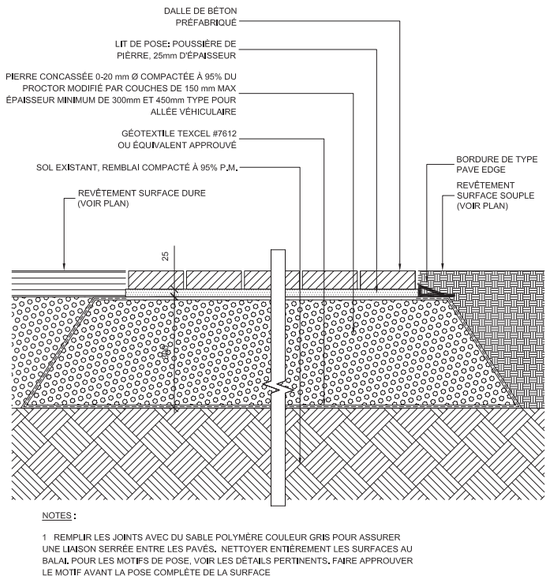
gmad

NOTES À L'ENTREPRENEUR (EXTRAIT)
A - CLAUSES ET SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES
6.0 L'entrepreneur devra respecter les limites des travaux pour la circulation de la machinerie, l'entreposage des matériaux, les travaux d'excavation, d'aménagement et de plantation afin de ne pas endommager la végétation et les aménagements existants hors de cette limite. Pour des raisons de sécurité, l'entreposage temporaire du matériel et de l'équipement devra être coordonné avec le client pendant la durée des travaux.

11.0 Tous les travaux exécutés devront se conformer aux normes et à la réglementation en vigueur (municipale, provinciale, fédérale, codes du bâtiment, normes du BNQ. et autres) et ce, pour tous les corps de métier.

12.0 Pour tous les ouvrages en béton préfabriqué se référer aux spécifications techniques des manuels d'installation et aux recommandations du fabricant.

13.0 L'entrepreneur devra garantir l'ensemble des travaux d'aménagement y compris entretenir les plantations pour une durée minimale de 1 an.



PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ, STATIONNEMENT

TRAVAUX DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ
8.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX
Pour tous les ouvrages en béton préfabriqué se référer à la planche de détail ainsi qu'aux spécifications techniques des manuels d'installation et aux recommandations du fabricant. Utiliser un sable polymérique à joint de couleur à valider par l'architecte paysagiste. Utiliser une bordure de pavé rigide en pvc de type brick Edge de Oly-Ola ou équivalent approuvé, ancrée dans le sol à tous les 450mm avec ancrage d'acier de 200mm de longueur.

Fournir échantillon au chantier pour approbation avant le début des travaux.
Motif de pose, à valider avec l'architecte paysagiste avant l'installation. Se référer aux emplacements illustrés au plan et selon les spécifications et détails fournis.

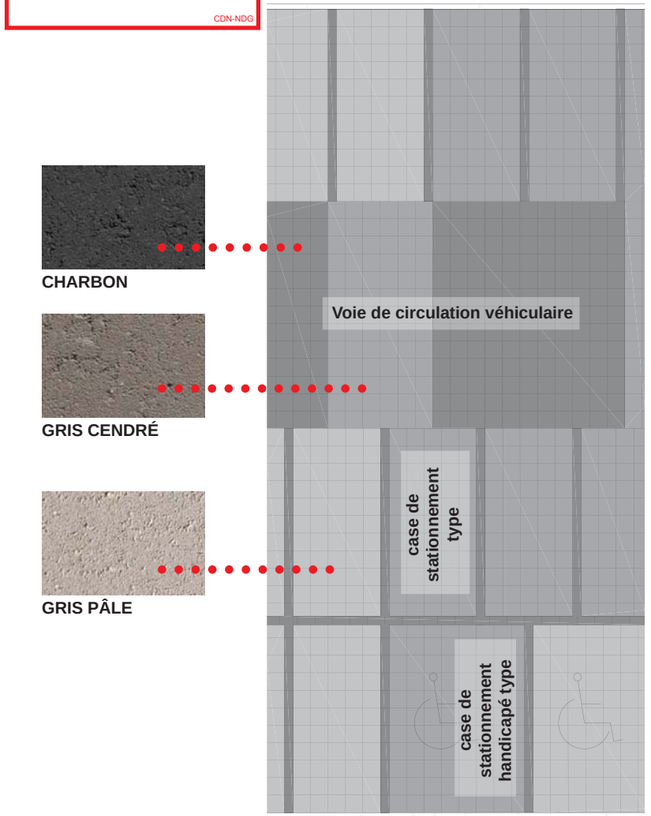
8.2 PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ
A) Stationnement
Les surfaces seront réalisées avec des pavés conformes à la norme CSA A231.2 :
Modèle : pavé boulevard TLI 150 de Permacon ou équivalent approuvé
Couleur : charbon, gris cendré, gris pale
Finition : standard
Formats : 150 x 250 x 500 (module B pour lignage) 150 x 500 x 500 (module C)
Motif de pose : lisière (damier)

B) Allée d'accès
Les surfaces seront réalisées avec des pavés conformes à la norme CSA A231.2 :
Modèle : pavé boulevard TLI 90 de Permacon ou équivalent approuvé
Couleur : gris cendré, gris pale
Finition : standard
Formats : 90 x 160 x 240 (module A, 50%) et 90 x 320 x 520 (module B, 50%)
Motif de pose : lisière (damier)

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER

CDN-NDG



Voie de circulation véhiculaire

MOTIF DE POSE TYPE ET RÉPARTITION DES COULEURS



PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ POUR LE STATIONNEMENT MODÈLE TLI 150MM DE PERMACON

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER

CDN-NDG

génio experts-conseils

Devis technique pour chaussée et trottoir en béton

Client:	First Capital Corporation	*N/Réf.:*	14-868
Projet:	Centre commercial Wilderton	*Date:*	19-01-18
	Ville de Montréal	*Addenda no.:*	

1.0 - Généralités

Les travaux de chaussée, de trottoir et de bordures en béton devront être réalisés en conformité avec les exigences des sections "14 - Revêtement de chaussée en béton" et "18 - Éléments de sécurité" du Cahier des charges et devis généraux (CCDG) édition 2017. Des références sont aussi faites au "Chapitre 2 - Structure de chaussée" du "Tome II - Construction routière" des normes pour les ouvrages routiers du MTMDET. Les exigences qui suivent ont toutefois préséances sur ces normes et exigences.

2.0 - Type de mélange de béton

Le béton utilisé pour la construction des trottoirs, bordures et pour la chaussée en béton devra avoir les propriétés suivantes:

Le béton de tous les trottoirs devra être de classe C-2 conforme aux exigences de la CSA A23.1 tout en respectant les exigences minimales suivantes :

- Résistance à 28 jours: 32 Mpa
- Ciment de type GU
- Masse minimale de ciment: 350 kg/m³
- Rapport eau/liant maximum de 0,45
- Affaissement de 80 ±30 mm
- Gros granulats: 5-20 mm **non réactifs**
- Teneur en air: **6%-8%**

3.0 - Exigences liées à la mise en place du béton

- Avant de débuter les travaux de bétonnage, l'entrepreneur devra avoir fourni les essais **conformes** du réseau de bulles d'air (L barre) et résistance à l'écaillage (BNQ2621-905) représentants le même mélange avec exactement tous les mêmes adjuvants.
- Le délai de déchargement est de 90 minutes à partir du chargement initial à l'usine. Passé ce délai, le béton sera refusé.
- Les essais de teneur en air seront faits avant le début du déchargement de tous les camions. Si la teneur en air n'est pas conforme aux exigences du devis, elle devra être corrigée avant de débuter le déchargement.
- Les essais d'affaissement et la validation de la température seront faits sur chaque camion.
- De façon à éviter un dessèchement de la surface, les coulées du béton devront être planifiée en fin de journée pour les secteurs ensoleillés.

4.0 - Mûrissement et protection du béton

- Dès que le film d'eau en surface du béton a disparu et que les opérations de finition sont complétées, l'entrepreneur doit obligatoirement recouvrir d'un produit de cure formant une membrane toutes les surfaces de béton exposées. Le but est d'éviter les pertes d'humidité du béton lors de la cure. Il ne doit pas se passer plus de 2 heures entre la fin de la coulée et la pose du produit.
- Le produit de cure à utiliser devra être le Sealtight 1220 de WR Meadows (pigmentation blanc).
- Le produit de cure devra être mis en place de façon **uniforme**. Les buses devront être maintenues propres car il ne sera pas accepté que la mise en place se fasse en faisant des "lignes". Les sections qui ne respecteront pas cette exigence devront être reprises.
- Le béton devra être protégé du moment de sa coulée jusqu'à 28 jours suivant la coulée. Au moment de la coulée, il devra protéger le béton contre les fortes pluies pour les heures suivant la coulée. Il devra aussi prévoir toutes les mesures de protections afin d'éviter que des charges excessives soient appliquées sur les nouveaux ouvrages avant la fin du délais de 28 jours.

5.0 - Finition des surfaces en béton

- La qualité du fini de surface devra être optimale. La finition au balai devra se faire par un ouvrier expérimenté. L'esthétique du produit fini devra être excellente sinon les ouvrages devront être repris.

génio experts-conseils

Devis technique pour chaussée et trottoir en béton

Client:	First Capital Corporation	*N/Réf.:*	14-868
Projet:	Centre commercial Wilderton	*Date:*	19-01-18
	Ville de Montréal	*Addenda no.:*	

6.0 - Joints sur les trottoirs

a) Généralités
L'entrepreneur devra prévoir une implantation précise afin que chaque joint soit précisément positionné.

La réalisation des joints devra être réalisé par des ouvriers expérimentés dans ce type d'ouvrage. La qualité de l'esthétisme sera à prioriser. Des joints qui ne respecteraient pas cette exigence impliqueront une reprise du trottoir.

L'entrepreneur devra adapter ses méthodes de travail afin d'obtenir des joints bien droits. Des joints qui ne respecteraient pas cette exigence impliqueront une reprise du trottoir.

b) Joint de désolidarisation
Un joint de désolidarisation est requis entre le trottoir et les structures fixes (bâtiment, escalier, etc.). Le joint de désolidarisation devra être une planche asphaltique de 12 mm.

c) Joint de dilatation
Les joints de dilatation acceptés sont présentés aux plans. Ils devront êtres espacés de 6 m au maximum.

d) Joint de retrait
Les joints de retrait acceptés sont présentés aux plans. Ils devront êtres espacés de 1,5 m au maximum.

7.0 - Joints dans la chaussée en béton

a) Généralités
La chaussée en béton sera de type "dalles courtes goujonnées"

L'entrepreneur devra prévoir une implantation précise afin que chaque joint soit précisément positionné.

La réalisation des joints devra être réalisé par des ouvriers expérimentés dans ce type d'ouvrage. La qualité de l'esthétisme sera à prioriser. Des joints qui ne respecteraient pas cette exigence impliqueront une reprise de la section de chaussée.

L'entrepreneur devra adapter ses méthodes de travail afin d'obtenir des joints bien droits. Des joints qui ne respecteraient pas cette exigence impliqueront une reprise du trottoir.

b) Joint de désolidarisation
Un joint de désolidarisation est requis entre la chaussée de béton et les trottoirs et bordures de chaque côté. Ce joint devra être composé d'une planche asphaltique de 12 mm d'épaisseur sur toute l'épaisseur de la dalle.

c) Joint longitudinal
Un joint longitudinal devra être construit au centre de la voie avec la mise en place de tirants. Le tout devra être tel que présenté au dessin normalisé 018 du "Chapitre 2 - Structure de chaussée" du "Tome II - Construction routière" des normes pour les ouvrages routiers du MTMDET. Les joints devront être scellés.

d) Joint transversal
Des joints transversaux devront être construits à tous les 5 m en moyenne (4,5 m à 5,5 m) avec la mise en place de goujons. Le tout devra être tel que présenté au dessin normalisé 019 du "Chapitre 2 - Structure de chaussée" du "Tome II - Construction routière" des normes pour les ouvrages routiers du MTMDET. Les joints devront être scellés.

e) Joints et armature aux regards, puisards et autres accessoires
Des joints devront être construits et de l'armature devra être mise en place au pourtour de tous les regards, puisards et autres accessoires. Le tout devra être tel que présenté au dessin normalisé 020 du "Chapitre 2 - Structure de chaussée" du "Tome II - Construction routière" des normes pour les ouvrages routiers du MTMDET.

f) Transition entre une chaussée en enrobé et une chaussée en béton
À l'approche de l'avenue Van-Horne, une dalle de transition devra être construite sur une longueur de 3 m tel que présenté au dessin normalisé 015 du "Chapitre 2 - Structure de chaussée" du "Tome II - Construction routière" des normes pour les ouvrages routiers du MTMDET.

Ce type de transition ne sera pas requise en présence d'une zone en pavage temporaire.

Préparé par Jérôme Gourde, ing.

EXTRAIT DU DEVIS, BÉTON COULÉ , PAR INGÉNIEUR

LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL®

COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

gmad



SEDUM ALBUM ‘HAILEY’S COMET’



SEDUM ALBUM ‘CHLOROTICUM’



SEDUM ELLCOMBIANUM



SEDUM FLORIFERUM



SEDUM SPURIUM ‘ROYAL PINK’



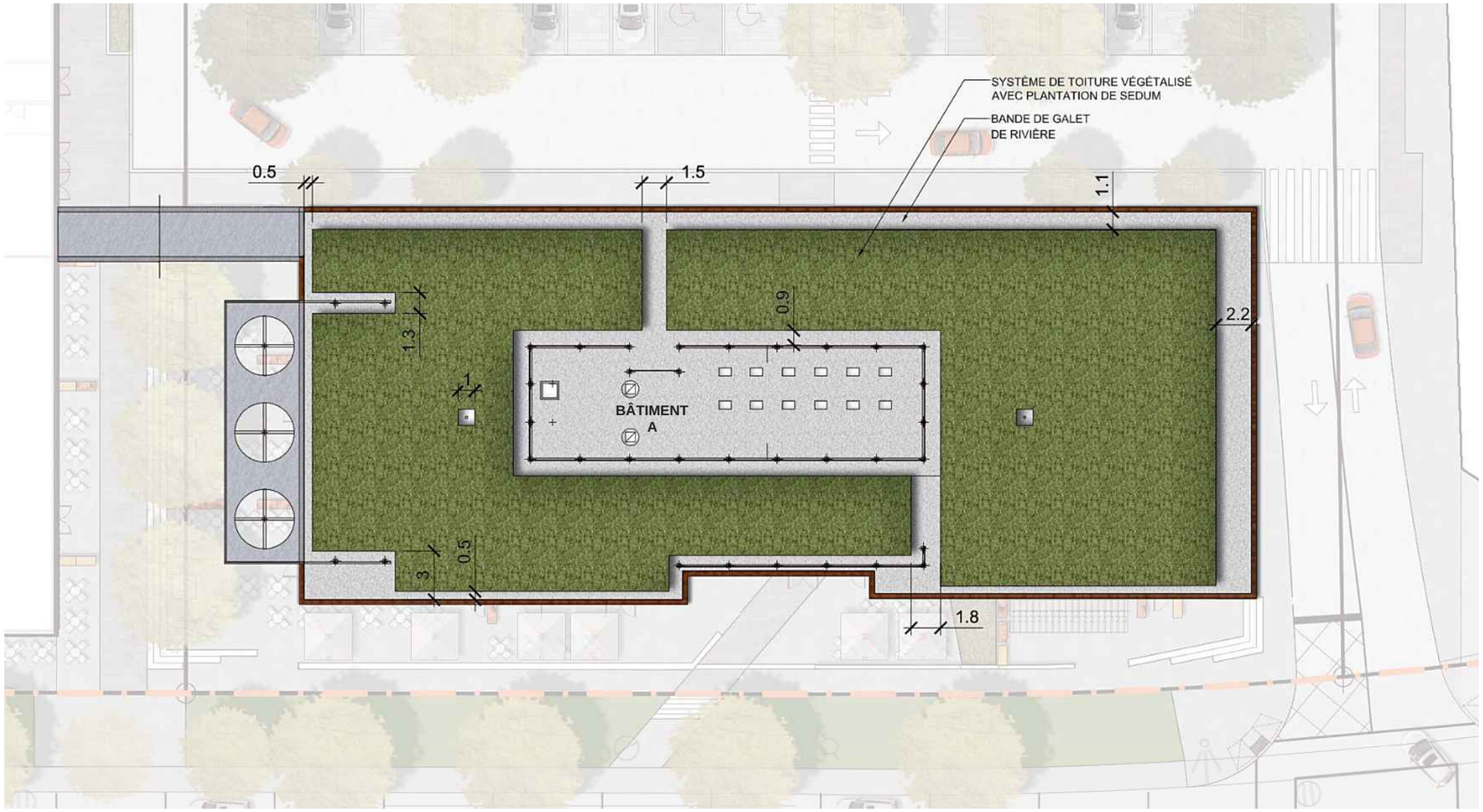
SEDUM SPURIUM ‘GREEN MANTLE’



SEDUM SPURIUM ‘WILD CHERRY’

MÉLANGE RUSTIC MIX





TOIT VERT, BÂTIMENT A

LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL®

COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER

CDN-NDG

gmad

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
LUNDI 19 FÉVRIER
CDN-NDG

TOIT VÉGÉTALISÉ (DEVIS TECHNIQUE) EXTRAIT

1.7 ARROSAGE ET ENTRETIEN

L'arrosage du toit vert requis est un arrosage d'appoint qui devra être fait de façon manuelle. Le système pourra résister à 21 jours sans pluie ni arrosage. Deux sorties d'eau sont prévues aux toits pour l'entretien.

ENTRETIEN PRINTANIER (aux deux semaines)

Tôt jusqu'à la mi•avril

Procéder à une analyse de sol et fertilisation entre le 1er et 15 avril, le pH doit demeurer dans une fourchette de 6,5 à 8. Ce test déterminera la nécessité d'appliquer un fertilisant avant la reprise de la végétation,

Avril

Une fois le toit dégelé, retirer toutes les mauvaises herbes et ce, jusqu'à la fin de l'automne.

Tôt en mai.

A la réception des résultats des tests du votre sol : appliquer un fertilisant (si nécessaire)

Lors de l'application du fertilisant sur le toit vert, il est important d'être attentif à son potentiel de lessivage. Choisir un fertilisant granuleux à libération lente.et il ne doit contenir aucun pesticide ou herbicide.

Procéder à la fertilisation en une seule application. Les formules usuelles sont 18-6-12 ou 14-14-14. Dans certaines régions, les fertilisants contenants du Phosphate sont interdits à cause de leur potentiel à créer des algues dans les canalisations. Vérifier auprès de l'agence locale (csres.usda.gov.extension).

Utiliser un épandeur rotatif afin que le fertilisant soit réparti également sur la surface traitée.

Appliquer le fertilisant selon les prescriptions du fabricant.

Tonte (si requise)

Procéder à la tonte de la végétation du toit tôt en mai. Ajuster la lame de la tondeuse juste au dessus du feuillage des Sedum. Laisser les déchets de coupe en place et les souffler au besoin dans la portion de la toiture végétalisée afin qu'ils se décomposent et retransmettent les éléments nutritifs dans le substrat.

Mai à juillet

Note: Il est important qu'aucune pousse d'arbre ne s'installe sur le toit végétal.

Les déplacements de sol

Les oiseaux nichant sur les toits déplacent le sol pour former leurs nids, Tout sol déplacé doit immédiatement être remis en place.

Inspection des drains

Les drains de toit doivent être inspectés à chaque visite, enlever les débris, les cailloux et les feuilles afin que l'eau s'écoule librement.

Enlèvement des débris

Les débris emmenés par le vent et logés sur les plantes doivent être enlevés immédiatement pour ne pas nuire à leur croissance.

Contrôle des insectes nuisibles

Si des problèmes persistants d'insectes ou de maladies sont détectés, l'utilisation d'agents de contrôle organiques et biologiquement naturels sont suggérés au lieu des pesticides conventionnels qui pourraient se lessiver et endommager les membranes du toit. Consulter un professionnel avant d'appliquer un agent de bio contrôle des insectes ou des maladies.

ENTRETIEN ESTIVAL (aux deux semaines)

Juillet à septembre

Retirer toutes les mauvaises herbes avant qu'elles ne fleurissent et forment des graines et faire l'inspection du drain

Irrigation

Dans les régions froides de l'Amérique du Nord, l'arrosage n'est pas nécessaire pour garder le LiveRoof vivant durant la plupart des étés s'il est pourvu du système standard de 4 pouces de profondeur et végétalisé de Sédum, mais les chaleurs prolongées peuvent conduire à l'éclaircissement ou la mort des plants. Prévoir l'arrosage manuel, comme une mesure temporaire durant les périodes de chaleurs prolongées.

Une période de chaleur prolongée est définie généralement comme une période avec des températures de 24'C (ou 75'F) et moins de 1 pouce de précipitations par mois. Cette estimation de période de temps sera moindre si les températures sont plus chaudes, ou si les végétaux sont exposés aux vents constants ou à la réflexion du soleil.

En période de chaleur intense ou lorsque les plants subissent le stress d'une sécheresse, un arrosage, temporaire, devra être fait jusqu'au point de saturation du sol, ceci empêchera les plants de tomber en dormance, Il n'y a pas de règles absolues en ce qui concerne le stress hydrique et l'arrosage. Vérifiez le flétrissement des plantes, particulièrement en fin d'après-midi, si elles montrent des signes de faiblesse il est alors temps d'arroser.

Ne pas fertiliser à la fin de l'été.

ENTRETIEN D'AUTOMNE (aux deux semaines)

Octobre et novembre

Plusieurs mauvaises herbes germent et poussent durant l'automne et donc continuer le désherbage jusqu'à quelques semaines avant l'arrivée de la neige dans les climats nordiques.

Ne pas arroser en automne, à moins que les plantes soient asséchées en raison des vents et aux chaleurs prolongées.

De plus

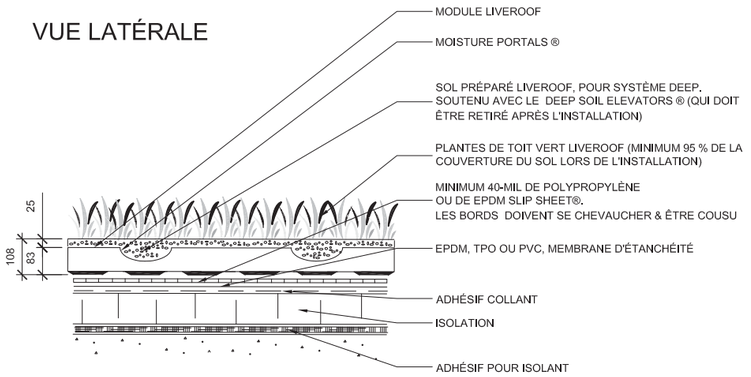
- Ne jamais fertiliser durant l'automne.
- Raclez et enlever toutes les feuilles d'arbre qui sont tombées et accumulées.
- S'assurez que les drains soient exempts de feuilles et que l'eau s'écoule librement.

ENTRETIEN D'HIVER

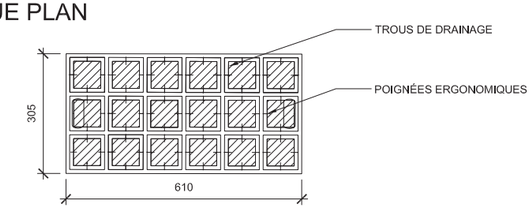
Dans la région nordique tempérée de l'Amérique du Nord, les plantes sont en dormance et le sol est gelé durant la saison hivernale. Il n'y a rien à faire durant l'hiver sauf enlever la neige devant l'allée d'accès au toit, si des entrées et sorties sont requises.

- Si vous devez pelleter, des allées de pavés sur le toit durant l'hiver, évitez d'utiliser du sel ou autres dégivrants chimiques. Utilisez du sable ou de la litière à chats comme agent antidérapant.
- De plus ne pas empiler la neige au même endroit. Dispersez-la également sur une grande surface de plantes. Un excès de neige peut potentiellement endommager les plantes en les isolant et les gardant trop au chaud, déclenchant ainsi les maladies fongiques.

VUE LATÉRALE



VUE PLAN



SYSTÈME LIVEROOF STANDARD POIDS SATURÉ : 27 - 29 LB / PI2

ARBRES FEUILLUS



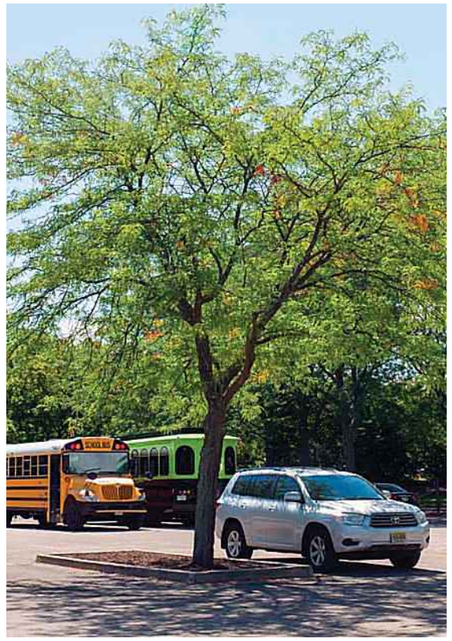
ACER X FREEMANII ‘JEFFERSRED’ *



ACER RUBRUM ‘MORGAN’ *



CELTIS OCCIDENTALIS *



GLEDITSIA TRIACANTHOS INERMIS ‘SKYLINE’



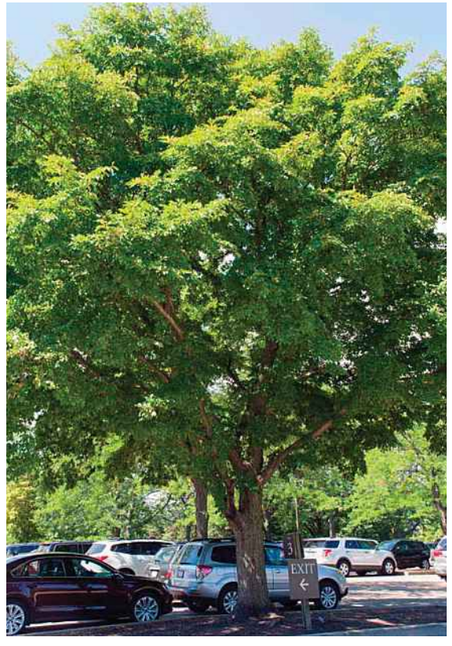
AMELANCHIER LAEVIS ‘SPRING FLURRY’ *



CARPINUS BETULUS ‘FASTIGIATA’



GLEDITSIA TRIACANTHOS INERMIS ‘SHADEMASTER’



ULMUS MORTON ACCOLADE

PALETTE VÉGÉTALE AU SOL

INDIGÈNE OU ADAPTÉ *

LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL

COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

gmad

ARBRES CONIFÈRES

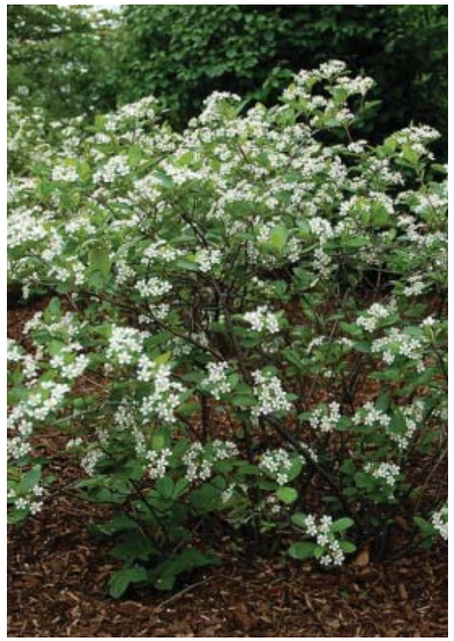


PICEA GLAUCA *



PICEA OMORIKA

ARBUSTES FEUILLUS



ARONIA MELANOCARPA *



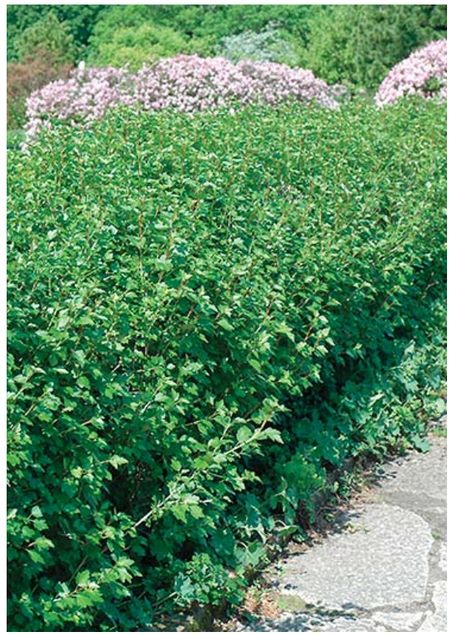
CORNUS ALTERNIFOLIA *



DIERVILLA LONICERA *



ILEX VERTICILLATA *



RIBES ALPINIUM



SAMBUCUS CANADENSIS *



SPIRAEA LATIFOLIA *

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER

CDN-NDG

PALETTE VÉGÉTALE AU SOL

INDIGÈNE OU ADAPTÉ *

LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL

COMPLEXE WILDERTON

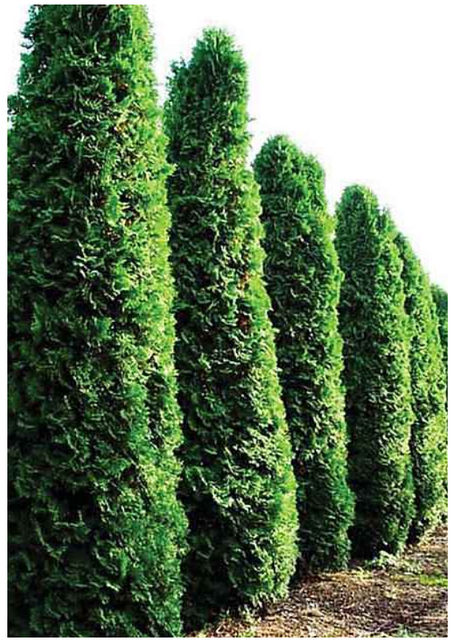
MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

gmad

ARBUSTES CONIFÈRES



JUNIPERUS COMMUNIS ‘DEPRESSA’ *



THUYA OCCIDENTALIS ‘FASTIGIATA’



JUNIPERUS SABINA ‘TAMARISCIFOLIA’

VIVACES / GRAMINÉES



ANEMONE CANADENSIS *



ACTAEA RUBRA *



TAXUS CANADENSIS *



THUYA OCCIDENTALIS ‘SMARAGD’



CALAMAGROSTIS CANADENSIS *



ANAPHALIS MARGARITACEA *



CALAMAGROSTIS x ACUTIFLORA ‘STRICTA’

PALETTE VÉGÉTALE AU SOL

LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL

COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER

CDN-NDG

INDIGÈNE OU ADAPTÉ *

gmad

VIVACES / GRAMINÉES - SUITE



HEMEROCALLIS FULVA



PANICUM VIRGATUM 'SQUAW'



SOLIDAGO CANADENSIS *

FOUGÈRES



ATHYRIUM FILIX-FEMINA *

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER

CDN-NDG

GRIMPANTES



HEMEROCALLIS x 'STELLA DE ORO'



SESLERIA AUTUMNALIS



RUDBECKIA FULGIDA SULLIVANTII 'GOLDSTRUM'



DRYOPTERIS FILIX-MAS *



PARTHENOCISSUS QUINQUEFOLIA 'ENGELMANNII' *

LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

FIRST CAPITAL

COMPLEXE WILDERTON

MONTRÉAL, QUÉBEC
DATE : 31 JANVIER 2018

INDIGÈNE OU ADAPTÉ *

gmad

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

TABLEAU DE PLANTATION

CODE	QTÉ	NOM BOTANIQUE / Nom commun	CALIBRE Haut. ou diam.	DISTANCE DE PLANTATION centre à centre	MODE DE PLANTATION
ARBRES FEUILLUS					
AF	9	ACER X FREEMANII 'JEFFERSRED' / * Érable de Freeman Jeffersred	60mm diam.	9m c-c	en motte
AR	7	ACER RUBRUM 'MORGAN' / * Érable rouge Morgan	60mm diam.	10m c-c	en motte
AL	2	AMELANCHIER LAEVIS 'SPRING FLURRY' / Amélanchier glabre Spring flurry	50mm diam.	6m c-c	en motte
CC	27	CARPINUS BETULUS 'FASTIGIATA' / Charme de fastigié	200cm	7m c-c	en pot
CO	10	CELTIS OCCIDENTALIS / * Micocoulier occidental	60mm diam.	8m c-c	en motte
GS	5	GLEDITSIA TRIACANTHOS INERMIS 'SHADEMASTER' / Févier d'Amérique Skyline	60mm diam.	9m c-c	en motte
GT	4	GLEDITSIA TRIACANTHOS INERMIS 'SKYLINE' / Févier d'Amérique Skyline	60mm diam.	9m c-c	en motte
UM	13	ULMUS MORTON ACCOLADE / Orme Morton Accolade	60mm diam.	10m c-c	en motte
ARBRES CONIFÈRES					
PG	1	PICEA GLAUCA / * Épinette blanche	200cm	10m c-c	en motte
PO	3	PICEA OMORIKA / Épinette de Serbie	200cm	4m c-c	en motte
ARBUSTES FEUILLUS					
ArM	24	ARONIA MELANOCARPA / * Aronie noire	60cm	1m c-c	en pot
CoA	18	CORNUS ALTERNIFOLIA / * Cornouiller à feuilles alternes	60cm	2m c-c	en pot
DiL	33	DIERVILLA LONICERA / * Dierville chèvrefeuille	60cm	1m c-c	en pot
IlV	14	ILEX VERTICILLATA / * Houx verticillé	40cm	1.8m c-c	en pot
RiA	88	RIBES ALPINIUM / Gadelier alpin	60cm	1.5m c-c	en pot
SaC	6	SAMBUCUS CANADENSIS / * Sureau du Canada	60cm	2m c-c	en pot
SnL	25	SPIRAEA LATIFOLIA / * Spirée à larges feuilles	40cm	1,5m c-c	en pot
ARBUSTES CONIFÈRES					
JcD	9	JUNIPERUS COMMUNIS 'DEPRESSA' / * Genévrier commun 'Depressa'	40cm	1.5m c-c	en pot
JsT	18	JUNIPERUS SABINA 'TAMARISCIFOLIA' / Genévrier Sabine à feuilles de Tamarix	60cm	1,5m c-c	en pot
TaC	9	TAXUS CANADENSIS / * If du Canada	40cm	2.5m c-c	en pot
ToF	4	THUYA OCCIDENTALIS 'FASTIGIATA' / Cèdre pyramidal	40cm	2m c-c	en pot
ToS	174	THUYA OCCIDENTALIS 'SMARAGD' / Cèdre émeraude	125cm	1m c-c	en pot
VIVACES / GRAMINÉES					
aca	194	ANEMONE CANADENSIS / * Anémone du Canada	-	0.30m c-c	pot 10 cm diam.
ama	100	ANAPHALIS MARGARITACEA / * Immortelle	-	0.40m c-c	pot 10 cm diam.
aru	5	ACTAEA RUBRA / * Actée rouge	-	0.40m c-c	pot 10 cm diam.
cac	345	CALAMAGROSTIS x ACUTIFLORA 'STRICTA' / Calamagrostide x Stricta	_	0,40m c-c	pot 1 litre
cca	110	CALAMAGROSTIS CANADENSIS / * Calamagrostide du Canada	_	0,60m c-c	pot 1 litre
hfu	50	HEMEROCALLIS FULVA / Hémérocalle fauve (orange)	-	0.80m c-c	pot 10 cm diam.
hso	55	HEMEROCALLIS x 'STELLA DE ORO' / Hémérocalle Stella de Oro	-	0.45m c-c	pot 10 cm diam.
pvs	106	PANICUM VIRGATUM 'SQUAW' / Panic raide Squaw	-	0,90m c-c	pot 1 litre
rfg	162	RUDBECKIA FULGIDA SULLIVANTII 'GOLDSTRUM' / Rudbeckie Goldstrum	-	0.60m c-c	pot 10 cm diam.
sau	80	SESLERIA AUTUMNALIS / Seslérie	-	0,40m c-c	pot 1 litre
sca	25	SOLIDAGO CANADENSIS / * Verge d'Or du Canada	-	0.50m c-c	pot 10 cm diam.
FOUGÈRES					
aff	74	ATHYRIUM FILIX-FEMINA / * Fougère à feuillage découpée femelle	-	0.6m c-c	pot 1 litre
dfm	49	DRYOPTERIS FILIX-MAS / * Fougère mâle	-	0,9m c-c	pot 1 litre
PLANTES GRIMPANTES					
pqe	10	PARTHENOCISSUS QUINQUEFOLIA 'ENGELMANNII' / Vigne vierge	-	5m c-c	pot 1 galon



LEGROUPEMAURICE
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

gmad

FIRST CAPITAL

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES
BÂTIMENTS A ET B

CENTRE COMMERCIAL WILDERTON

COMPLÉMENT D'INFORMATION AU CCU
DANS LE CADRE DE LA RÉVISION ARCHITECTURALE

lemay

JANVIER 2018 17-0657

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

LOCALISATION DES ESPACES DÉDIÉS



USAGES COMMERCIAUX

ZONE 1 : Bacs semi-enfouis – extérieur

- 3 bacs semi-enfouis
- Collecte du verre et du plastique, du carton et des déchets divers
- 1 collecte par semaine

ZONE 3 : Compacteur – intérieur

- 1 compacteur
- Collecte privée
- 1 collecte par semaine

ZONE 4 : Compacteurs et espaces compost – intérieur

- 2 compacteurs
- 2 conteneurs pour collecte de compost
- Collecte privée
- 1 collecte par semaine pour les conteneurs
- 2 collectes pour le compost

USAGES RÉSIDENTIELS

ZONE 2 : Entreposage temporaire – extérieur

- Espace pour l'entreposage de 6 bacs
- Collecte privée
- 2 collectes par semaine

ZONE 5 : Bacs – intérieur

- 12 bacs
- Collecte privée
- 1 collecte par semaine

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

MISE EN ŒUVRE SUR LE SITE

ZONE 1 : Bacs semi-enfouis



3 bacs semi-enfouis de 6,50 verges cubes sont disposés à l'extérieur, dans le stationnement, pour les commerces des bâtiments A et B. Les bacs seront dissimulés par de la végétation. Un bac est destiné à la collecte du carton, le second aux métaux et le dernier au plastique. La collecte, privée, s'effectuera par camion une fois par semaine. Celui-ci utilisera l'accès au stationnement.

LES AVANTAGES DES BACS SEMI-ENFOUIS

Les bacs semi-enfouis présentent de nombreux avantages. Outre de faibles coûts d'exploitation en raison de la grande capacité des bacs, leur enfouissement limite la propagation des odeurs grâce à une température interne plus fraîche.

Les bacs choisis sont en plastique rotomoulé, avec double paroi. Ces caractéristiques assurent solidité et étanchéité, permettant d'éviter les épanchements de liquides, simplifiant leur entretien et éliminant les risques de contamination des sols. Durables, ils sont notamment conçus pour résister aux cycles de gel et de dégel.

Leur collecte est effectuée par grue. Entre l'arrivée et le départ du camion, la collecte ne dure que quelques minutes. La cuve principale est inamovible, seuls le couvercle et le sac sont levés par le dessus du conteneur, le système ne nécessitant ainsi aucun déneigement en hiver. Les bacs semi-enfouis sont également conçus pour que les utilisateurs puissent s'en servir en toute sécurité.

BACS SEMI-ENFOUIS ECOLOXIA





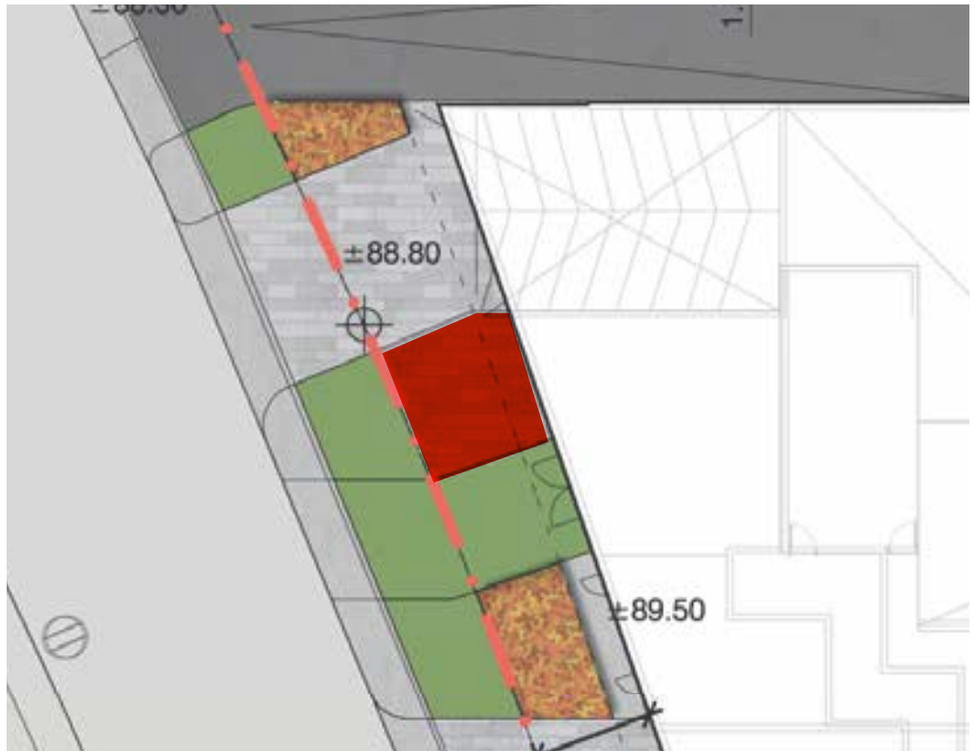
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

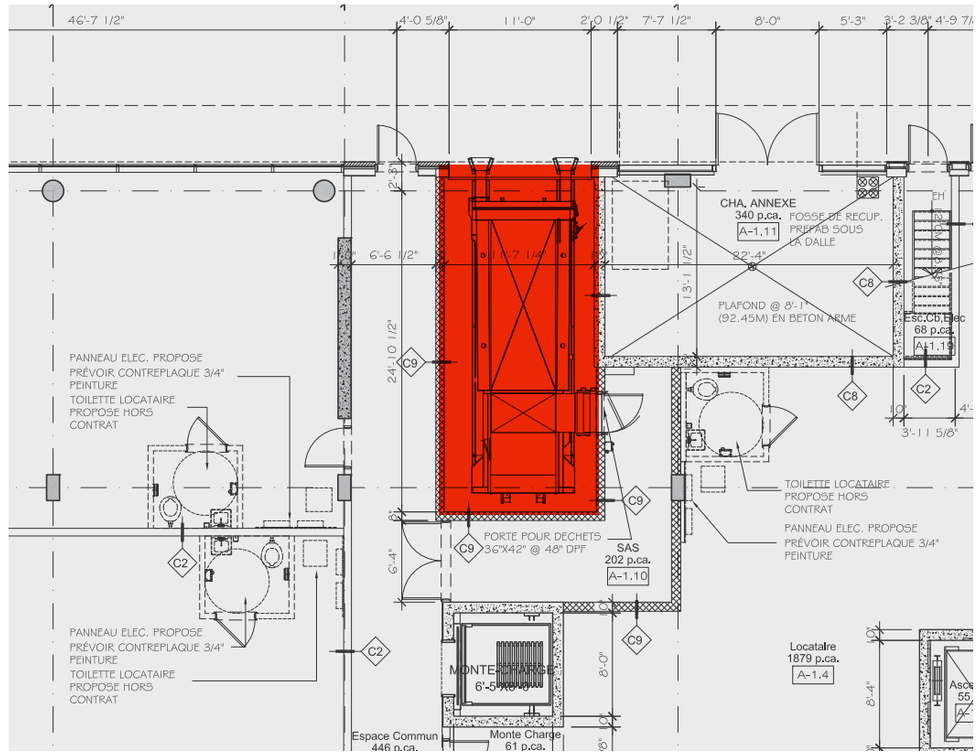
MISE EN ŒUVRE SUR LE SITE

ZONE 2: Entreposage temporaire



La zone 2 correspond à l'entreposage temporaire des bacs de la zone 5, en vue de leur collecte deux fois par semaine. Le concierge les déposera le jour J. La collecte, privée, sera effectuée par un camion stationné sur rue. L'opérateur videra manuellement les bacs dans le camion avant de les reposer dans la zone d'entreposage. Le concierge les ramènera dans le local dédié du sous-sol 2 immédiatement après la collecte, à l'aide d'un véhicule tout-terrain.

ZONE 3: Compacteur / *Bâtiment A*



Le compacteur, de 20 verges cubes, est à l'usage des commerces du bâtiment A. Il est situé dans un local réfrigéré pour éviter tout risque d'odeur et de pourriture. La collecte, privée, se fera par camion une fois par semaine. Le chargement se fera à l'avant ou à l'arrière du camion selon la configuration. Celui-ci utilisera l'accès au stationnement.

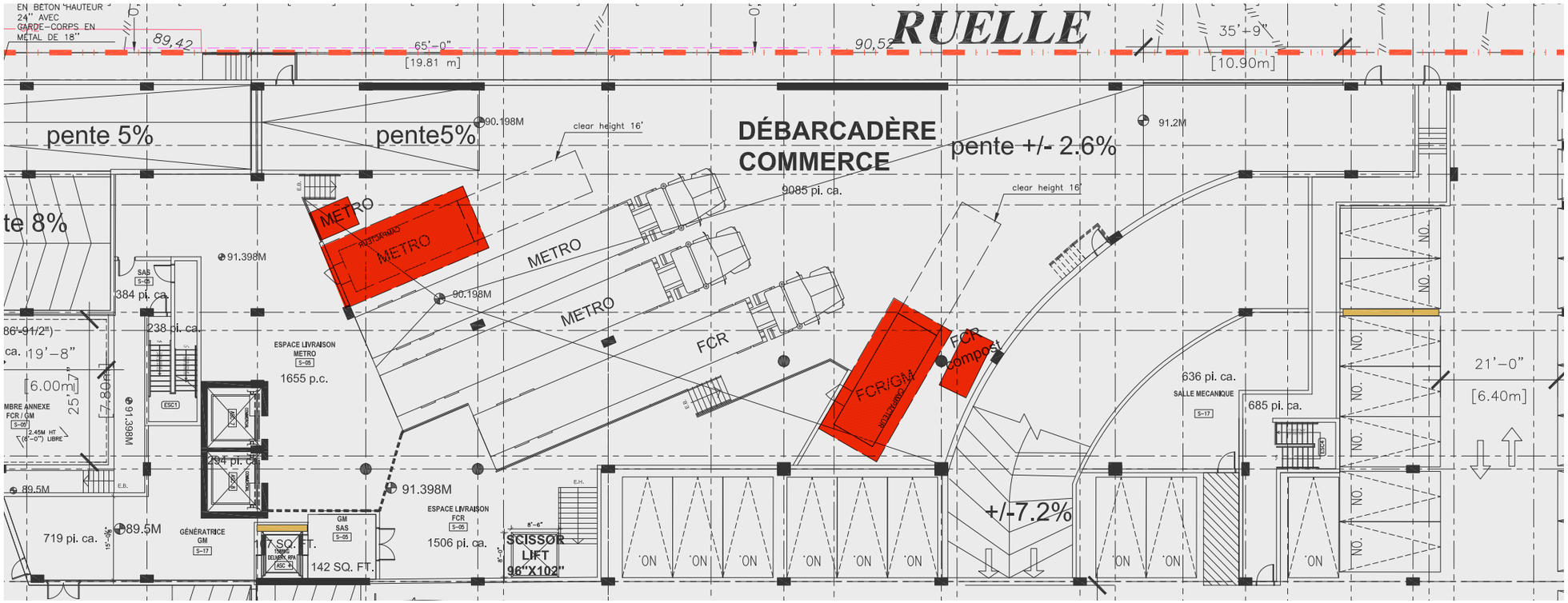
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

MISE EN ŒUVRE SUR LE SITE

ZONE 4: Compacteurs et compost / *Bâtiment B, sous-sol 1*



Deux compateurs à déchets, de 20 verges cubes chacun, sont prévus pour les besoins des commerces du bâtiment B. Ils sont situés dans l'aire de chargement du sous-sol 1. Selon les normes en vigueur dans l'industrie, ceux-ci sont conçus de façon intégrée et comprennent un système de sanitation qui contrôle les odeurs, en plus du système de ventilation en place dans l'aire de chargement pour évacuer les émanations de CO2. Le premier est à l'usage exclusife de l'épicerie, tandis que le second accueille les déchets des autres commerces du bâtiment.

La collecte, privée, sera effectuée par camion une fois par semaine. Le chargement se fera à l'arrière du camion selon la configuration. Celui-ci utilisera le débarcadère commercial et la ruelle comme accès.

Deux bacs de 6 verges cubes chacun sont également prévus pour les commerces des bâtiments A et B. Aucun emplacement dédié collectif n'est prévu dans le bâtiment A. Les usagers des commerces disposent de bacs de compost individuels dans leurs propres locaux et viennent déposer leurs déchets organiques dans l'un des deux bacs du bâtiment B, lorsqu'ils sont pleins.

Pour ce faire, ils utilisent les accès mis à leur disposition depuis la rampe d'accès véhiculaire ou via la plateforme de chargement (corridor de service pour les commerces au rdc et monte-charge pour l'épicerie). Le modèle de bac utilisé sera autoréfrigéré; le modèle final sera choisi de concert avec les locataires, de façon à répondre aux besoins de chacun, tout en rencontrant les exigences visant à limiter les odeurs. La collecte est effectuée deux fois par semaine par un opérateur privé.

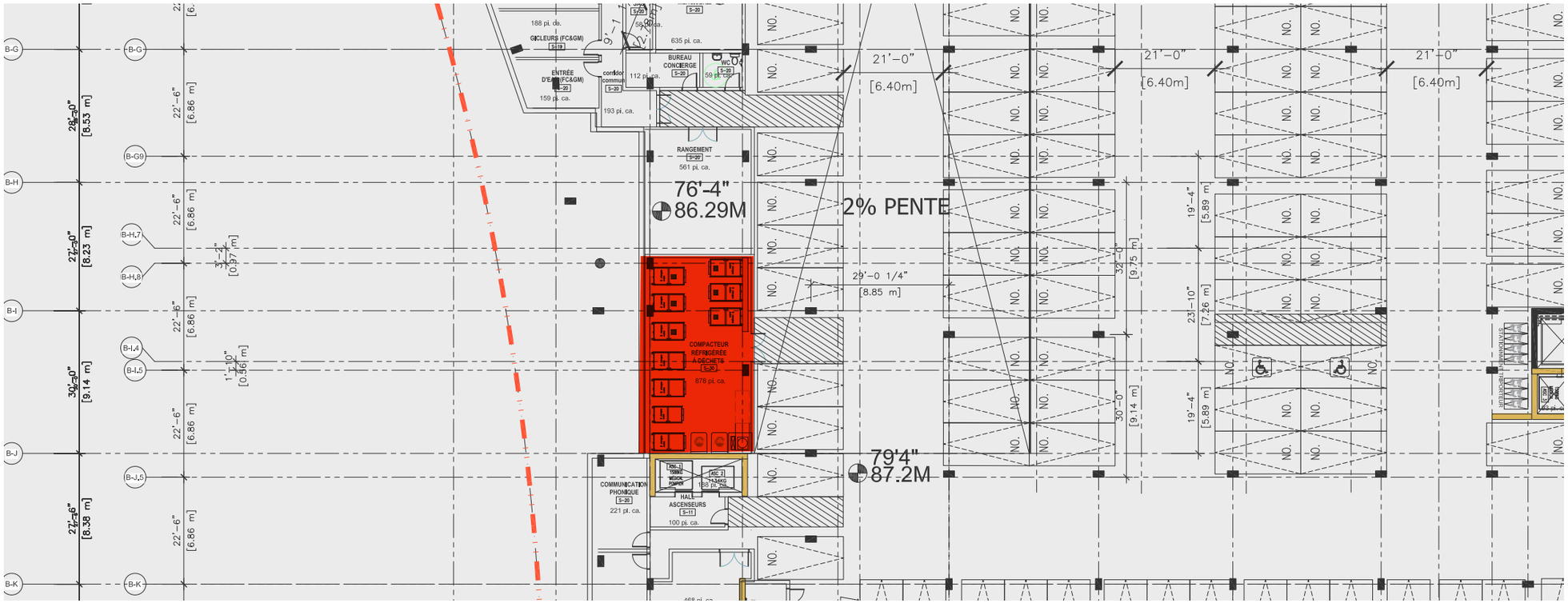
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

MISE EN ŒUVRE SUR LE SITE

ZONE 5 : Bacs / *Bâtiment B, sous-sol 2*



La zone 5, destinée aux résidents, accueille 4 bacs à déchets, 6 bacs pour les matières recyclables et 2 pour les matières compostables, dans un local réfrigéré de ± 81,5 m² (878 pi²) situé au sous-sol 2 du bâtiment B. Les bacs proposés pour les déchets et le recyclage ont un volume de 2 verges cubes chacun.

Des chutes à tous les étages du bâtiment B permettent aux résidents de disposer facilement de leurs déchets. Pour les matières recyclables et compostables, la méthode n'est pas encore définie, mais on privilégie que les usagers puissent disposer de petits bacs aux étages qui seront ensuite descendus dans la salle à déchets.

Deux fois par semaine, le jour de la collecte privée, le concierge mènera les bacs à la zone d'entreposage temporaire (zone 2) à l'aide d'un véhicule tout terrain et en empruntant les allées de circulation du stationnement intérieur et sa rampe d'accès.

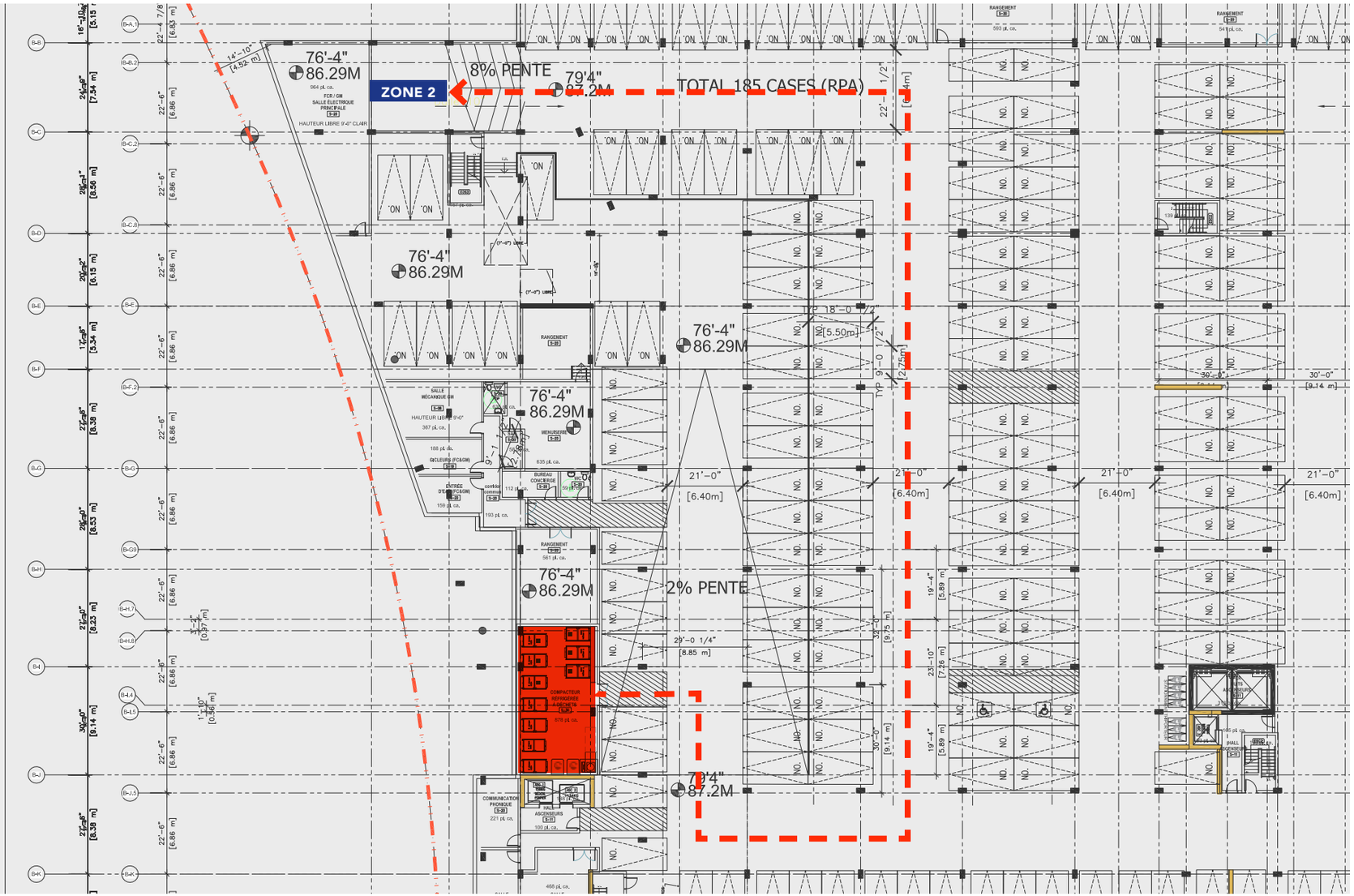
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

MISE EN ŒUVRE SUR LE SITE

Transit des bacs



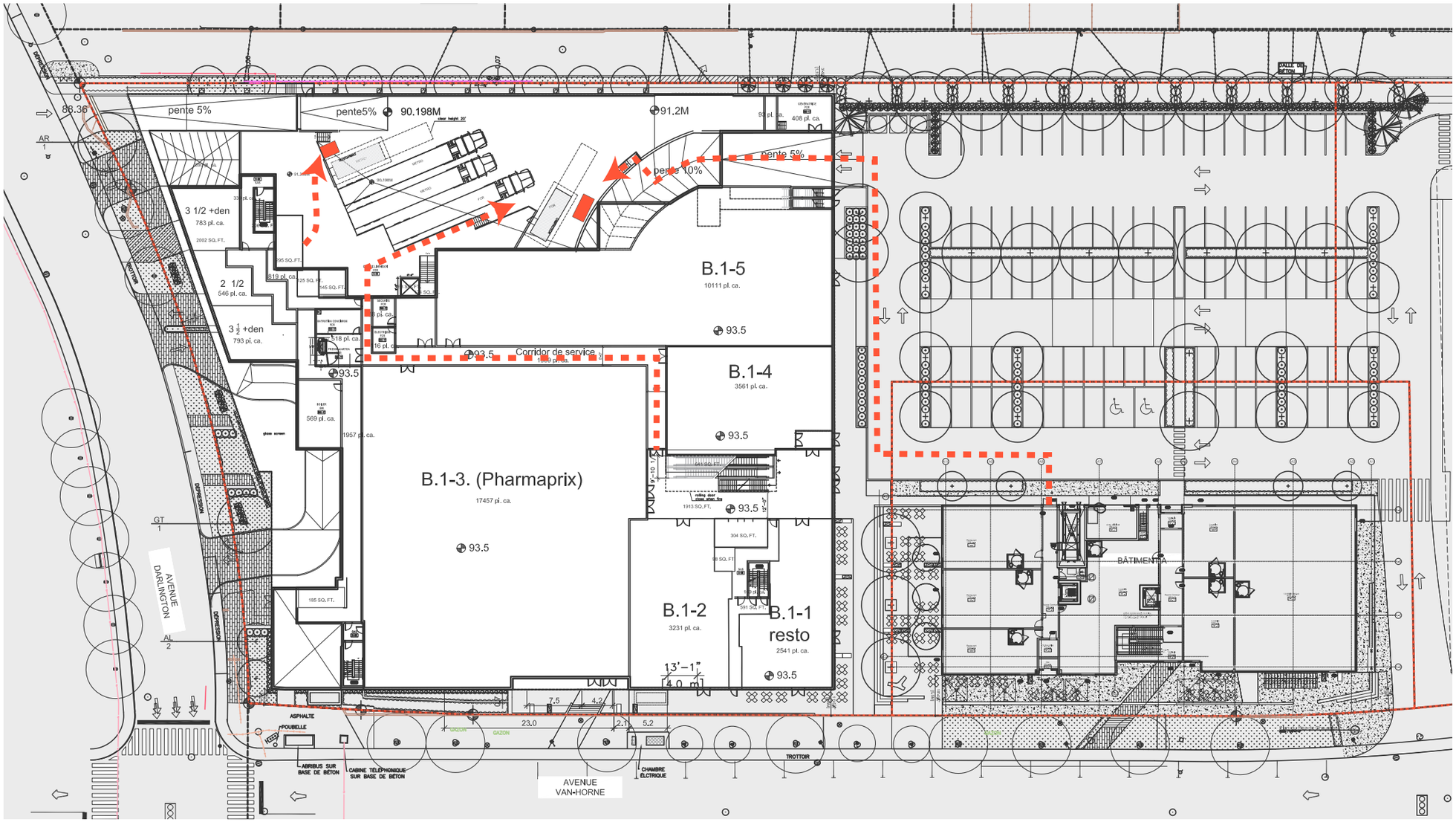
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

MISE EN ŒUVRE SUR LE SITE

Transit des déchets organiques



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

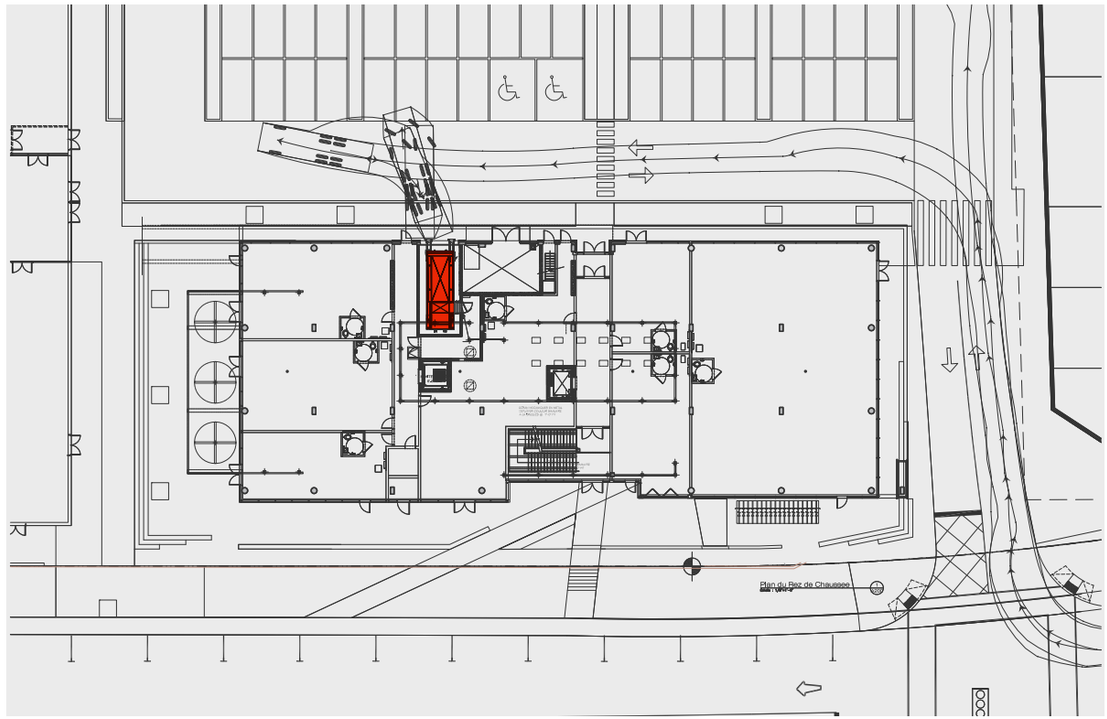
CDN-NDG

MISE EN ŒUVRE SUR LE SITE

Manœuvres des camions

Zone 1 : le camion accèdera au stationnement par l'avenue Van Horne également et utilisera sa voie centrale pour accéder aux bacs semi-enfouis. Tel que décrit précédemment, leur collecte s'effectue par grue. Le camion repartira du stationnement en utilisant la voie bordant les bacs semi-enfouis et pourra sortir par la rue Van Horne ou la rue Wilderton, au nord du futur bâtiment C.

Zone 2: le camion viendra se stationner en bordure de la rue Darlington, devant l'aire d'entreposage temporaire des déchets, et les bacs seront déplacés manuellement pour être basculés latéralement dans la benne.



Bâtiment A

Zone 3 : le camion accèdera au stationnement par l'avenue Van Horne, effectuera une marche arrière devant la porte du compacteur, le chargera et ressortira du stationnement par le même accès. Son impact se limitera donc à une seule voie dans le stationnement et à un seul accès sur rue. Mentionnons que le compacteur sera transporté jusqu'au centre de déchets pour être vidé et sera ramené in situ par le même procédé.

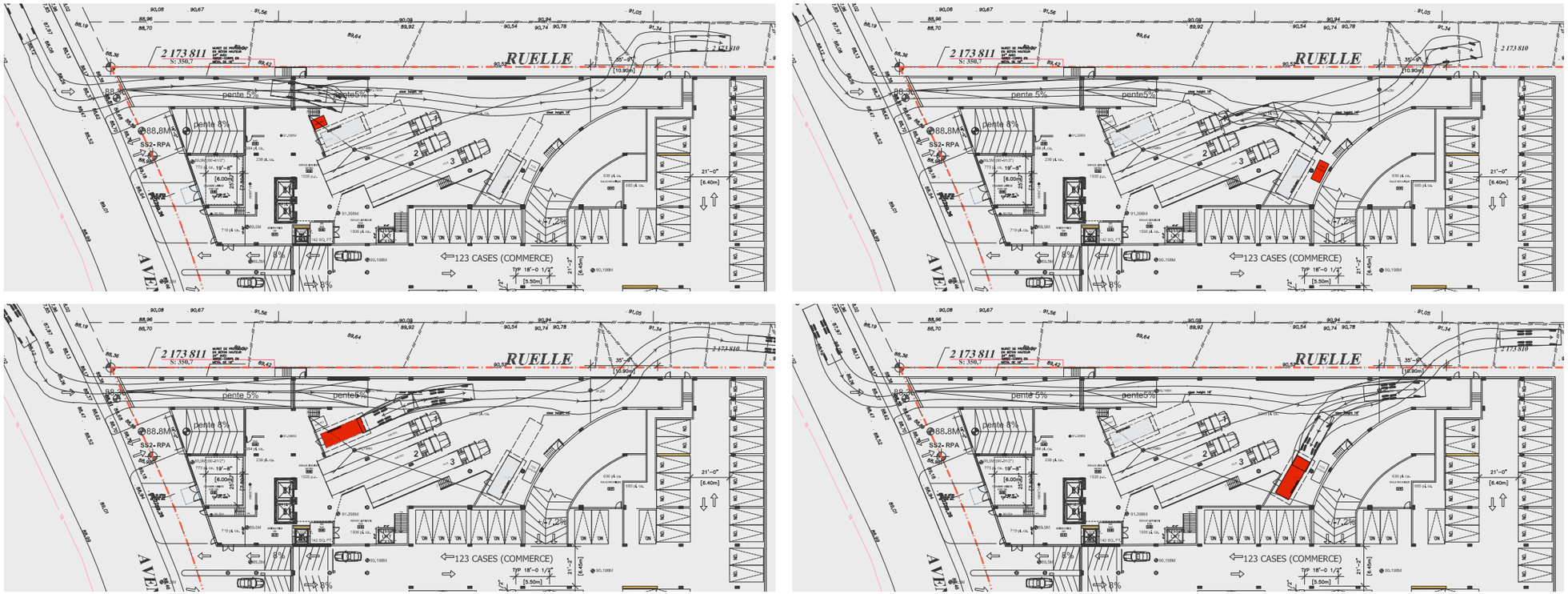
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

MISE EN ŒUVRE SUR LE SITE

Manœuvres des camions



Bâtiment B

Zone 4 : les camions accèderont aux lieux d'entreposage des déchets par la rampe d'accès à l'aire de chargement située sur l'avenue Darlington. Pour les déchets, il est prévu de procéder de la même façon que pour le compacteur du bâtiment A. Pour le compost, un camion dédié viendra se placer en marche arrière devant le local et les résidus du conteneur seront basculés dans sa benne. Une fois chaque collecte effectuée, les camions emprunteront la ruelle et sortiront du site sur l'avenue Wilderton.

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

CDN-NDG

CONCLUSION

Bien que la réglementation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dâme-de-Grâce ne comporte pas d'exigences réglementaires concernant un volume ou une superficie exigés pour le traitement des matières résiduelles, le projet tend à respecter les réglementations présentes dans d'autres arrondissements montréalais. À titre de comparaison, les exigences fixées par le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie sont décrites ci-dessous.

USAGES COMMERCIAUX

Déchets

À titre de comparaison, le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie exige, pour tout établissement où sont préparés, consommés, vendus ou entreposés des aliments et produisant des déchets organiques, de 100 m² ou plus, un local d'entreposage repectant notamment les exigences suivantes :

- un volume d'au moins 2,85 m³;
- une superficie d'au moins 2 % de la superficie de plancher de l'établissement occupée aux fins de la consommation d'aliments.

Le bâtiment A compte un restaurant de ± 636,48 m² (6 851 pi²). Le bâtiment B accueille un second restaurant, de ± 236 m² (2 541 pi²), ainsi qu'un espace traiteur dans l'épicerie Métro, d'environ 246,94 m² (2 658 pi²).

La superficie projetée totale de production de matières organiques selon ce Règlement est donc de ± 1119,42 m². Un local représentant 2 % de cette superficie serait exigé, soit ± 21,89 m². Le projet ne prévoit pas de local désigné mais 3 compacteurs, pour une capacité totale de 60 verges cubes (± 45,87 m³).

Matières recyclables

Le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie exige un local destiné aux matières recyclables pour les commerces d'une superficie égale ou supérieure à 4 000 m², conforme aux exigences suivantes notamment :

- un volume d'au moins 2,85 m³;
- une superficie d'au moins 2 % de la superficie de plancher de l'établissement occupée aux fins de la consommation d'aliments (calculée ci-dessus).

Avec ± 11 087,32 m² de superficie commerciale, le projet nécessiterait un local destiné au recyclage, d'une superficie de ± 21,89 m². Le projet ne prévoit pas de local désigné, mais 3 bacs, pour une capacité totalde de recyclage de 19,50 verges cubes (± 14,50 m³).

Compost

Le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie ne comporte aucune exigence sur la collecte de matières organiques.

Le projet prévoit cette collecte dans la zone 4, avec deux bac de 6 verges cubes.

USAGES RÉSIDENTIELS

Déchets

L'arrondissement de Ville-Marie exige, pour tout bâtiment de plus de 9 logements, un local d'entreposage provisoire destiné aux déchets d'une superficie minimale de 0,185 m² par logement lorsque les déchets ne sont pas compactés.

Avec un total de 285 logements projetés, le projet devrait comporter un local de 52,72 m².

Matières recyclables

La même exigence de superficie est contenue au Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'entreposage provisoire destiné aux objets recyclables. Le projet devrait comporter un local de 52,72 m².

Compost

Aucune exigence en matière de collecte des matières organiques ne se retrouve dans le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie.

Le projet prévoit néanmoins cette collecte dans la zone 5, avec 2 bacs, pour une capacité totale de 4 verges cubes.

Un local réunissant les déchets et le recyclage de 105,44 m² serait donc exigé dans cet arrondissement.

Le local proposé est d'environ 81,50 m². Néanmoins, il est à noter que les exigences dans Ville-Marie s'appliquent pour un entreposage d'une durée maximale d'une semaine. Deux collectes seront effectuées par semaine sur le site, justifiant que la superficie puisse être réduite.

Mentionnons également que les locaux projetés répondent aux exigences du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements de la Ville de Montréal relatives à l'entreposage provisoire des déchets domestiques et des matières recyclables des bâtiments de plus de 11 logements (articles 32.1, 33 et 64.40), qui exigent un local ventilé, isolé par des séparations coupe-feu et accessible à tous les occupants.

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 FÉVRIER 2018

CON-NDG

lemay

3500, rue Saint-Jacques
Montréal, QC Canada H4C 1H2

lemay.com

Dossier # : 1173558049

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du kiosque du poste d'essence et l'unification des propriétés situées au 5405 et 5431 chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'adopter, tel que soumise, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le second projet de résolution approuvant le projet particulier visant à permettre l'usage « carburant » pour la propriété issue de l'unification des propriétés situées aux 5405 et 5431, chemin de la Côte-des-Neiges.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire tel qu'il est illustré sur le plan de l'annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment situé au 5431, chemin de la Côte-des-Neiges ainsi que l'occupation du terrain et du bâtiment aux fins de l'usage « carburant » sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 40, au paragraphe 1° de l'article 228 et aux articles 434, 441 et 442 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
CONDITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION

4. La démolition du bâtiment situé au 5431, chemin de la Côte-des-Neiges est autorisée. La démolition du bâtiment n'entraîne pas l'obligation de démolir la marquise et les postes d'essence.

5. La demande de certificat d'autorisation de démolition doit être déposée en même temps que la demande de permis de construction visant la transformation du bâtiment et l'aménagement du terrain ainsi que la demande de certificat d'occupation pour l'usage « carburant ».

6. Les travaux de démolition doivent débuter dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution. Si ce délai n'est pas respecté, l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

7. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, un plan de réutilisation ou de gestion des déchets de démolition doit être déposé.

8. Dans les 6 mois suivant la fin des travaux de démolition, le terrain doit être décontaminé, remblayé, nivelé et, aux endroits illustrés sur le plan P-3 de l'annexe B, gazonné.

9. Une garantie bancaire de 100 000 $ doit être déposée préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition afin d'assurer le respect de la condition de l'article 8. La garantie doit être maintenue en vigueur jusqu'à ce que l'aménagement paysager soit complété.

SECTION II
TAUX D'IMPLANTATION

10. Le taux d'implantation minimal est de 20 %.

SECTION III
AFFICHAGE

11. Une seule enseigne au sol d'une hauteur maximale de 5,5 m est autorisée.

12. La superficie maximale d'enseigne est de :

1° 7 m^2 sur le bâtiment;
2° 8 m^2 pour une enseigne au sol.

13. Une enseigne éclairée artificiellement par translucidité grâce à une source de lumière placée à l'intérieur de l'enseigne et à une paroi translucide n'est pas autorisée, sauf si elle est formée de lettres détachées ou de symboles graphiques. L'utilisation du tube néon est interdite.

14. Lorsqu'une enseigne comporte un dispositif d'éclairage, l'éclairage doit être orienté vers le bas et la dispersion lumineuse doit se limiter à la surface de l'enseigne.

SECTION IV

AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DES COURS

15. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager comprenant un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des arbres qui seront plantés.

16. Les travaux d'aménagement paysager prévus à la présente résolution doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

17. Aucun équipement de type transformateur sur socle (TSS) ou d'étalage extérieur ne doit être visible d'une voie ou d'un espace public.

SECTION V
AUTRES CONDITIONS

18. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants :

1° la quantité hebdomadaire de matières résiduelles produites;
2° les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
3° les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
4° les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
5° la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
6° la méthode de collecte privée ou publique;
7° s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

19. Au moins une borne de recharge électrique doit être aménagée.

20. Un maximum de quatre pompes à essence est autorisé. Les pompes à essence sont autorisées uniquement à l'emplacement identifié sur les plans de l'annexe B.

SECTION VI
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

21. Toute demande de permis de construction visant la transformation du bâtiment et l'aménagement du terrain ainsi que toute demande de permis d'enseigne sont assujetties à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), selon les critères qui y sont prévus et les objectifs et critères additionnels suivants :

Objectifs

1° assurer l'intégration des travaux de transformation ou des nouvelles constructions à l'environnement existant;
2° accroître la présence de la végétation sur le site;
3° créer des espaces à l'échelle humaine.

Critères

1° l'aménagement paysager doit être conçu de façon à limiter les surfaces minéralisées et maximiser la couverture végétale;
2° une enseigne ne doit pas porter atteinte à l'intégrité physique d'une construction ou du terrain;
3° l'impact visuel d'une enseigne ne doit pas dominer ou porter un quelconque ombrage à une caractéristique architecturale, paysagère ou naturelle de son environnement;
4° le traitement, la localisation et les dimensions de l'enseigne doivent s'harmoniser avec l'architecture de la construction et du paysage et contribuer à leur mise en valeur;
5° l'alignement de construction, l'implantation au sol, la composition volumétrique et le traitement architectural d'une construction ainsi que l'aménagement des espaces libres doivent respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés sur les plans de l'annexe B.

ANNEXE A
Territoire d'application

ANNEXE B
Plans P-1 à P-7

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 08:48

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173558049**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du kiosque du poste d'essence et l'unification des propriétés situées au 5405 et 5431 chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Le requérant sollicite une autorisation auprès du conseil d'arrondissement afin d'unifier deux propriétés commerciales (dont l'une possède un point de vente de carburant), situées sur le chemin de la Côte-des-Neiges, afin d'opérer le tout comme un seul commerce.
Cette demande déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) eu égard à certaines restrictions imposées pour l'usage carburant.

Le projet est cependant admissible à une évaluation, dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le milieu environnant
Les propriétés visées par la présente demande se situent sur le chemin de la Côte-des-Neiges entre le boulevard Édouard Montpetit au nord et l'avenue Lacombe au sud, sur une artère mixte commerciale et résidentielle. On y note notamment la présence d'une église, d'une école, d'un hôpital et des commerces de proximité. La hauteur des bâtiments varie de 2 à 6 étages. Les propriétés sont également adjacentes à des secteurs d'habitation de faible densité à l'ouest et de forte densité à l'est.

Le secteur est desservi par le réseau de transport en commun de la STM (Société de transport de Montréal), particulièrement par la ligne d'autobus No. 165 et la station de métro Côte-des-Neiges.

Les bâtiments visés

Au 5405, chemin de la Côte-des-Neiges, on retrouve un bâtiment de 1 étage abritant un dépanneur Couche-Tard, construit en 1984. Cet usage existe, sur cette propriété, depuis au moins 1995.

Au 5431, chemin de la Côte-des-Neiges, on retrouve un kiosque de 1 étage, desservant la station d'essence Esso, ainsi qu'une marquise pour les postes d'essence, construits en 1995. Cette propriété est opérée comme un point de vente de carburant depuis cette époque.

La valeur architecturale des bâtiments composant cet ensemble, est faible et ne revêt aucune valeur patrimoniale.

Le projet
Le projet vise à fusionner les deux comptes fonciers des compagnies ESSO et Couche-Tard, la démolition du kiosque ESSO et l'intégration des usages "carburant" et "épicerie" dans l'immeuble existant du Couche-Tard situé en tête d'îlot sur le chemin de la Côte-des-Neiges à l'intersection de l'avenue Lacombe.

Des travaux visant à bonifier l'apparence du bâtiment seront réalisés. Le projet vise également à modifier l'aménagement du site en éliminant deux entrées charretière (passant de 5 à 3) afin de rendre le site plus sécuritaire pour les piétons et favoriser l'accessibilité universelle. Ceci permettra également d'augmenter le couvert végétal du site, d'enrichir le milieu naturel et de contribuer à la réduction des îlots de chaleur.

Finalement, le nombre d'enseignes sera réduit et les dimensions revisées à la baisse pour mieux s'intégrer à l'échelle de la rue.

Le projet particulier comprendra notamment des critères de PIIA pour encadrer les travaux de transformation et d'aménagement paysager et viendra limiter le nombre de postes d'essence autorisé sur le site. Des normes pour la gestion des déchets, l'installation d'une borne électrique sur le terrain seront également incluses dans le cadre réglementaire.

Dérogations au Règlement (01-276)
Le projet déroge aux éléments suivants :

- à l'usage carburant qui est à une distance inférieur à 50 m d'un usage de la catégorie E.4(1) et E.5(1) (École et l'Église Notre-Dame-des-Neiges);
- au taux d'implantation du bâtiment qui sera de 20 % alors qu'il devrait être situé entre 35 % et 85 %.

Comme la demande vise à unifier deux comptes fonciers et qu'une opération cadastrale n'est pas nécessaire pour cette procédure, des frais de parc ne sont pas exigés.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises émet une recommandation favorable au projet pour les raisons suivantes :

- le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
- l'usage "carburant" est déjà exercé de plein droit et seules les transactions d'achat seraient déplacées vers le bâtiment du Couche-Tard;
- sur le site, les pompes seront légèrement déplacées et leur nombre, soit 4 pompes, ne pourra être augmenté;
- le bâtiment existant du Couche-Tard, suite à la démolition du kiosque Esso, conserverait la même implantation, volumétrie et densité, seule l'apparence du

bâtiment serait bonifiée par une fenestration supplémentaire et une coloration plus sobre du parement extérieur, s'intégrant davantage au contexte de la rue;
- les espaces extérieurs seraient mis en valeur par la diminution du nombre d'entrées charretières (3 au lieu de 5), engendrant ainsi l'augmentation de la superficie d'espaces verts et la plantation d'arbres (5% à 20%);
- la diminution du nombre d'entrées charretières favorise la sécurité des piétons.

Cette recommandation est accompagnée des conditions suivantes :

- le projet devra être revu en vertu du titre VIII;
- le format de l'enseigne sur socle devra être revu à la baisse;
- un plan d'aménagement paysager détaillé devra être fourni par le requérant.

Le projet a également été soumis au comité consultatif d'urbanisme qui a émis une recommandation favorable accompagnée des conditions suivantes :

- trouver un moyen pour s'assurer que le droit acquis de vendre l'essence ne se transfère pas sur le lot reconstitué nonobstant le propriétaire;
- ajouter une borne de recharge électrique;
- vérifier l'atteinte de l'accessibilité universelle des aménagements du site, par exemple, la présence d'un parcours pour personnes à mobilité réduite;
- fournir un plan de gestion des ordures qui précise, notamment, le trajet des véhicules à ordures sur le site et le type de conteneur utilisés, leur implantation sur le site et l'horaire des cueillettes;
- vérifier si des frais de parc sont liés à ce projet;
- revoir la localisation de l'enseigne sur le chemin de la Côte-des-Neiges et réduire sa superficie;
- soumettre un plan d'aménagement paysager détaillé pour l'étude en PIIA.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

24 janvier 2018: Publication d'un avis dans les journaux et affiche sur le bâtiment pour annoncer l'assemblée publique de consultation;
6 février 2018: Assemblée publique de consultation;

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

15 janvier 2018: Adoption du projet résolution par le CA;
24 janvier 2018: Publication d'un avis dans les journaux et affiche sur le bâtiment pour annoncer l'assemblée publique de consultation;
Février 2018: Assemblée publique de consultation;
12 février 2018: Adoption du second projet de résolution par le CA
12 mars 2018: Adoption de la résolution autorisant le PPCMOI par le CA
Avril 2018: Certificat de conformité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / Favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-19

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1173558049

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du kiosque du poste d'essence et l'unification des propriétés situées au 5405 et 5431 chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, le **mercredi 18 octobre 2017**, à 18 h 30
5160, boulevard Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

4.2 Étude d'une demande d'avis préliminaire pour autoriser l'usage « carburant » à une distance inférieure à 50 m d'un usage de la catégorie E.4 (1) et E.5 (1), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Délibérations du comité

Attendu que la direction est favorable à la demande au projet

Le comité recommande AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

D'autoriser la demande permettant l'usage « carburant » à une distance inférieure à 50 m d'un usage de la catégorie E.4 (1) et E.5 (1) avec les conditions suivantes :

- de trouver un moyen légal pour gérer la pérennité de la vente d'essence en s'assurant que le droit acquis de vendre de l'essence ne se transfère pas sur le lot reconstitué nonobstant le propriétaire;
- d'ajouter une borne de recharge électrique;
- de vérifier l'atteinte de l'accessibilité universelle des aménagements du site par exemple la présence d'un parcours pour personnes handicapées;
- de fournir un plan de gestion des ordures en précisant notamment le trajet des équipements et le type de conteneurs implantés sur le site afin de définir la manière dont les ordures seront gérées;
- de vérifier si des frais de parc sont liés à ce projet;

- de revoir la localisation de l’enseigne et de réduire sa superficie;
- de soumettre un plan d’aménagement paysager détaillé pour l’étude en PIIA.

De plus, le comité suggère de ne pas installer une enseigne visible depuis la sortie du métro Côte-des-Neiges et de la localiser sur le boulevard Édouard-Montpetit ou sur le chemin de la Côte-des-Neiges vers le centre du site.

ADOPTÉ À L’UNANIMITÉ

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1173558049

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du kiosque du poste d'essence et l'unification des propriétés situées au 5405 et 5431 chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

COMPTE RENDU CONSULTATION PUBLIQUE: Final compte rendu 5 février 2018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

Projet de résolution CA18 170020 approuvant le projet particulier PP-103 visant à autoriser la démolition du kiosque du poste d'essence et l'unification des propriétés situées au 5405 et 5431 chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le lundi 5 février 2018, à 18 h 30, au 5160, boulevard Décarie, 4e étage, Montréal, à laquelle étaient présents :

- M. Christian Arseneault, conseiller municipal – district de Loyola et président de l'assemblée;
- Mme Gisèle Bourdages, conseillère en aménagement – chef d'équipe
- M. Dino Credico, conseiller en aménagement;
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste

Monsieur Christian Arseneault déclare l'assemblée ouverte à 18 h 30.

---

1. Ouverture de l'assemblée

M. Arseneault souhaite la bienvenue aux personnes qui se sont déplacées pour participer à l'assemblée publique de consultation, annonce les dossiers à l'ordre du jour, puis cède la parole à Mme Gisèle Bourdages afin de présenter les services.

2. Présentation par Monsieur Dino Credico, conseiller en aménagement, du projet de résolution CA18 170020 approuvant le projet particulier PP-103 visant à autoriser la démolition du kiosque du poste d'essence et l'unification des propriétés situées au 5405 et 5431 chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Le requérant sollicite une autorisation auprès du conseil d'arrondissement afin d'unifier deux propriétés commerciales (dont l'une possède un point de vente de carburant), situées sur le chemin de la Côte-des-Neiges, afin d'opérer le tout comme un seul commerce. Le projet se situe dans un secteur mixte de forte intensité commerciale, de commerces de proximité avec l'usage habitation autorisée.

Cette demande déroge au *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) eu égard à certaines restrictions imposées pour l'usage carburant, soit :

- une distance inférieure à 50 m d'un usage de la catégorie E.4(1) et E.5(1) (École et l'Église Notre-Dame-des-Neiges);
- au taux d'implantation du bâtiment qui sera de 20 % alors qu'il devrait se situer entre 35 % et 85 %.

Le projet est cependant admissible à une évaluation dans le cadre du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), et propose ce qui suit :

- Fusion de 2 comptes fonciers (Esso et Couche-tard) pour opérer comme un seul commerce;
- Démolition du kiosque de la station-service Esso (pour effectuer le paiement d'essence à l'intérieur du dépanneur Couche-Tard);
- Intégration de l'usage « carburant » à même l'épicerie Couche-tard;
- Ajout d'un accès du côté nord du dépanneur Couche-Tard;
- Modification des îlots et agrandissement de la marquise (pour mieux circuler sur le terrain);
- Ajout d'un réservoir diésel;
- Réduction des dimensions et du nombre d'entrées charretières;
- Réduction du nombre d'enseignes;
- Aménagement paysager.

Les principaux critères d'évaluation en regard de l'article 9 du *Règlement sur les projets particuliers de construction, d'occupation ou de modification d'un immeuble* (RCA02 17017) sont les suivants :

1.	Respect du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
2.	Compatibilité des occupations prévues au projet avec le milieu d'insertion;
3.	Qualités d'intégration du projet sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité et de l'aménagement des lieux;
4.	Avantages des propositions d'intégration ou de démolition des constructions existantes et de celles pour la conservation ou la mise en valeur d'éléments architecturaux;
5.	Avantages des propositions et impacts sur les éléments patrimoniaux;
6.	Avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;
7.	Impacts environnementaux du projet, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, des émanations et de la circulation;
8.	Qualité de l'organisation fonctionnelle du projet, en regard notamment du stationnement, des accès et de la sécurité;

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises émet une recommandation favorable au projet pour les raisons suivantes :

- le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
- l'usage « carburant » est déjà exercé de plein droit et s'effectuerait à l'intérieur du bâtiment Couche-Tard;
- le bâtiment existant, à la suite de la démolition du kiosque Esso, conserverait les mêmes implantation, volumétrie et densité;
- l'apparence du bâtiment existant serait bonifiée par une fenestration supplémentaire et une coloration du parement plus sobre, s'intégrant davantage au contexte de la rue ;
- les espaces extérieurs seraient mis en valeur par la diminution du nombre d'entrées charretières (3 au lieu de 5), engendrant ainsi l'augmentation de la superficie d'espaces verts et la plantation d'arbres, laquelle passera de 5 % à 20 %;
- la diminution du nombre d'entrées charretières favorise la sécurité des piétons.

Cette recommandation est accompagnée des conditions suivantes :

- le projet devra être revu en vertu du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement* (01-276);
- le format de l'enseigne sur socle devra être revu à la baisse;
- un plan d'aménagement paysager détaillé devra être fourni par le requérant.

M. Credico précise que des modifications aux articles 3 et 21 du projet de résolution PP-103 (Résolution CA18 170020) seront apportées et en donne le détail :

- L'article 3 est modifié afin de permettre la réduction de la superficie de l'enseigne ainsi que sa hauteur en mentionnant les dispositions du règlement d'urbanisme de l'arrondissement auxquelles la section III du projet de résolution déroge. L'article 3 est modifié comme suit (en caractères gras):

CHAPITRE II
AUTORISATIONS
(…)

3. *À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 40, au paragraphe 1° de l'article 228* ***et aux articles 434, 441 et 442*** *du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).*

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

- Le paragraphe 5 de l'alinéa 3 de l'article 21 est modifié comme suit (en caractères gras):

SECTION VI
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

21. *Toute demande de permis de construction visant la transformation du bâtiment et l'aménagement du terrain ainsi que toute demande de permis d'enseigne sont assujetties à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), selon les critères qui y sont prévus et les objectifs et critères additionnels suivants :*

Objectifs
(…)

Critères
5° l'alignement de construction, l'implantation au sol, la composition volumétrique, ***le traitement architectural*** *d'une construction ainsi que l'aménagement des espaces libres doivent respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés sur les plans de l'annexe B*

3. Présentation du processus d'approbation référendaire

Mme Faraldo-Boulet présente sommairement le processus d'approbation référendaire auquel certaines dispositions du projet sont soumises.

4. Période de questions et de commentaires

M. Jacques Boissel, représentant de Couche-tard, demande des précisions sur le nombre de signatures nécessaires pour la tenue d'un registre.

Mme Faraldo-Boulet explique qu'une demande de tenue de registre doit être déposée par zone, lesquelles seront précisées à l'avis public. Une demande doit être signée par au moins 12 personnes d'une même zone pour les zones où il y a plus de 21 personnes habiles à voter, ou par la majorité d'entre elles pour les zones de 21 personnes ou moins. En ce qui a trait au registre, le nombre de signatures nécessaires pour la tenue d'un scrutin référendaire sera précisé à l'avis public, celui-ci étant tributaire du nombre de zones pour lesquelles l'arrondissement aura reçu une demande de tenue de registre.

5. Fin de l’assemblée

L’assemblée est levée à 18 h 50.

Julie Faraldo-Boulet

_____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire recherchiste

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173558049

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du kiosque du poste d'essence et l'unification des propriétés situées au 5405 et 5431 chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints

FICHIERS JOINTS

PPCMOI - poste d'essence - 8 janvier. SG.docAnnexe A.pdfAnnexe B.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-08

Véronique BELPAIRE
Avocate
Tél : 514-872-6872
Division : Droit public et législation

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le projet de résolution approuvant le projet particulier visant à permettre l'usage « carburant » pour la propriété issue de l'unification des propriétés situées aux 5405 et 5431, chemin de la Côte-des-Neiges.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire tel qu'il est illustré sur le plan de l'annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment situé au 5431, chemin de la Côte-des-Neiges ainsi que l'occupation du terrain et du bâtiment aux fins de l'usage « carburant » sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 40, au paragraphe 1° de l'article 228 et aux articles 434, 441 et 442 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
CONDITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION

4. La démolition du bâtiment situé au 5431, chemin de la Côte-des-Neiges est autorisée. La démolition du bâtiment n'entraîne pas l'obligation de démolir la marquise et les postes d'essence.

5. La demande de certificat d'autorisation de démolition doit être déposée en même temps que la demande de permis de construction visant la transformation du bâtiment et l'aménagement du terrain ainsi que la demande de certificat d'occupation pour l'usage « carburant ».

6. Les travaux de démolition doivent débuter dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution. Si ce délai n'est pas respecté, l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

7. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, un plan de réutilisation ou de gestion des déchets de démolition doit être déposé.

8. Dans les 6 mois suivant la fin des travaux de démolition, le terrain doit être décontaminé, remblayé, nivelé et, aux endroits illustrés sur le plan P-3 de l'annexe B, gazonné.

9. Une garantie bancaire de 100 000 $ doit être déposée préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition afin d'assurer le respect de la condition de l'article 8. La garantie doit être maintenue en vigueur jusqu'à ce que l'aménagement paysager soit complété.

SECTION II
TAUX D'IMPLANTATION

10. Le taux d'implantation minimal est de 20 %.

SECTION III
AFFICHAGE

11. Une seule enseigne au sol d'une hauteur maximale de 5,5 m est autorisée.

12. La superficie maximale d'enseigne est de :

1° 7 m^2 sur le bâtiment;
2° 8 m^2 pour une enseigne au sol.

13. Une enseigne éclairée artificiellement par translucidité grâce à une source de lumière placée à l'intérieur de l'enseigne et à une paroi translucide n'est pas autorisée, sauf si elle est formée de lettres détachées ou de symboles graphiques. L'utilisation du tube néon est interdite.

14. Lorsqu'une enseigne comporte un dispositif d'éclairage, l'éclairage doit être orienté vers le bas et la dispersion lumineuse doit se limiter à la surface de l'enseigne.

SECTION IV
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DES COURS

15. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager comprenant un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des arbres qui seront plantés.

16. Les travaux d'aménagement paysager prévus à la présente résolution doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

17. Aucun équipement de type transformateur sur socle (TSS) ou d'étalage extérieur ne doit être visible d'une voie ou d'un espace public.

SECTION V
AUTRES CONDITIONS

18. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants :

1° la quantité hebdomadaire de matières résiduelles produites;
2° les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
3° les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : chute à déchets aux étages, conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
4° les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
5° la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
6° la méthode de collecte privée ou publique;
7° s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

19. Au moins une borne de recharge électrique doit être aménagée.

20. Un maximum de quatre pompes à essence est autorisé. Les pompes à essence sont autorisées uniquement à l'emplacement identifié sur les plans de l'annexe B.

SECTION VI
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

21. Toute demande de permis de construction visant la transformation du bâtiment et l'aménagement du terrain ainsi que toute demande de permis d'enseigne sont assujetties à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), selon les critères qui y sont prévus et les objectifs et critères additionnels suivants :

Objectifs

1° assurer l'intégration des travaux de transformation ou des nouvelles constructions à l'environnement existant;
2° accroître la présence de la végétation sur le site;
3° créer des espaces à l'échelle humaine.

Critères

1° l'aménagement paysager doit être conçu de façon à limiter les surfaces minéralisées et maximiser la couverture végétale;
2° une enseigne ne doit pas porter atteinte à l'intégrité physique d'une construction ou du terrain;
3° l'impact visuel d'une enseigne ne doit pas dominer ou porter un quelconque ombrage à une caractéristique architecturale, paysagère ou naturelle de son environnement;

4° le traitement, la localisation et les dimensions de l'enseigne doivent s'harmoniser avec l'architecture de la construction et du paysage et contribuer à leur mise en valeur;
5° l'alignement de construction, l'implantation au sol, la composition volumétrique d'une construction ainsi que l'aménagement des espaces libres doivent respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés sur les plans de l'annexe B.

ANNEXE A
Territoire d'application

ANNEXE B
Plans P-1 à P-7

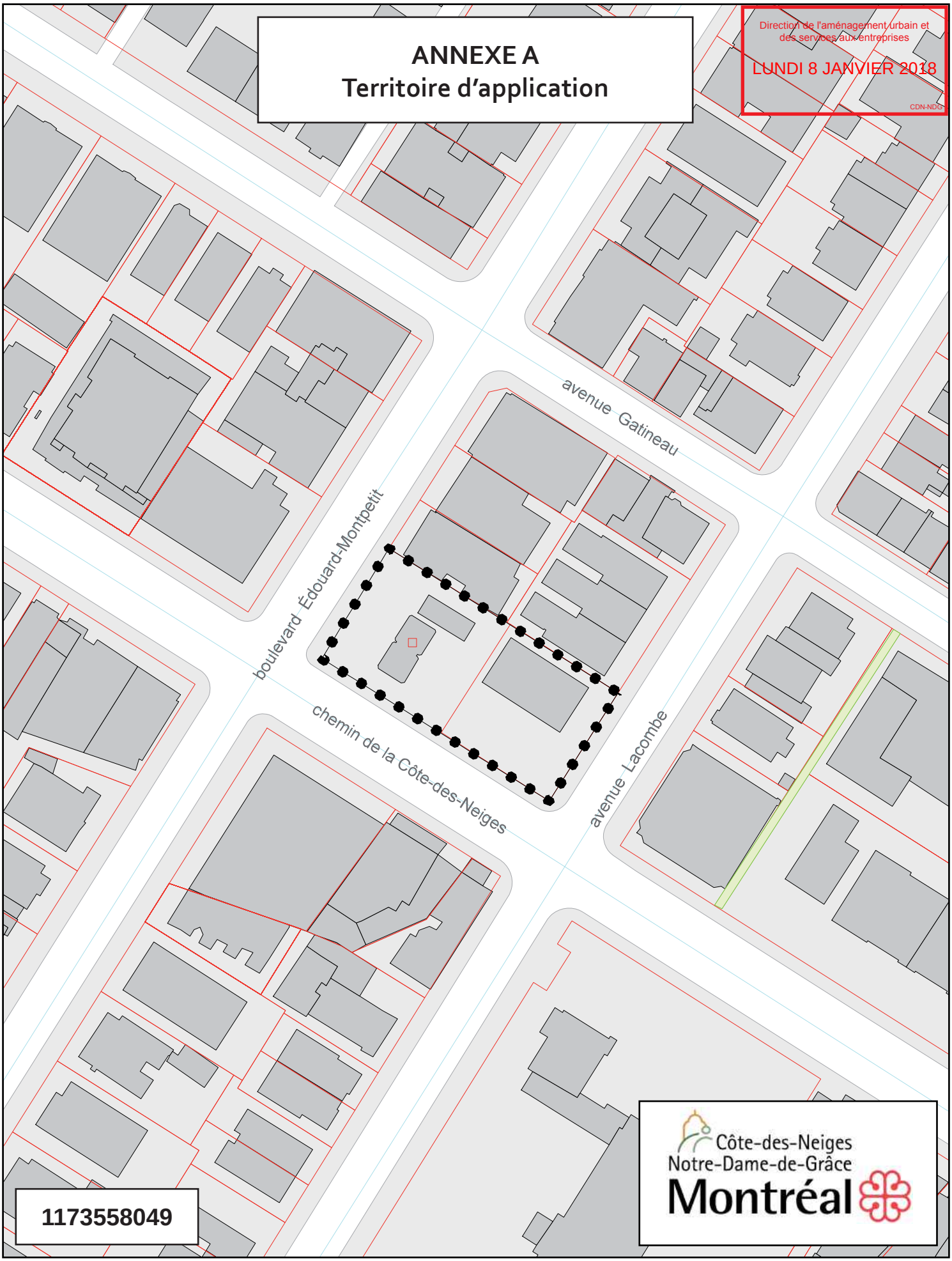
GDD 1173558049

ANNEXE A
Territoire d'application

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 8 JANVIER 2018

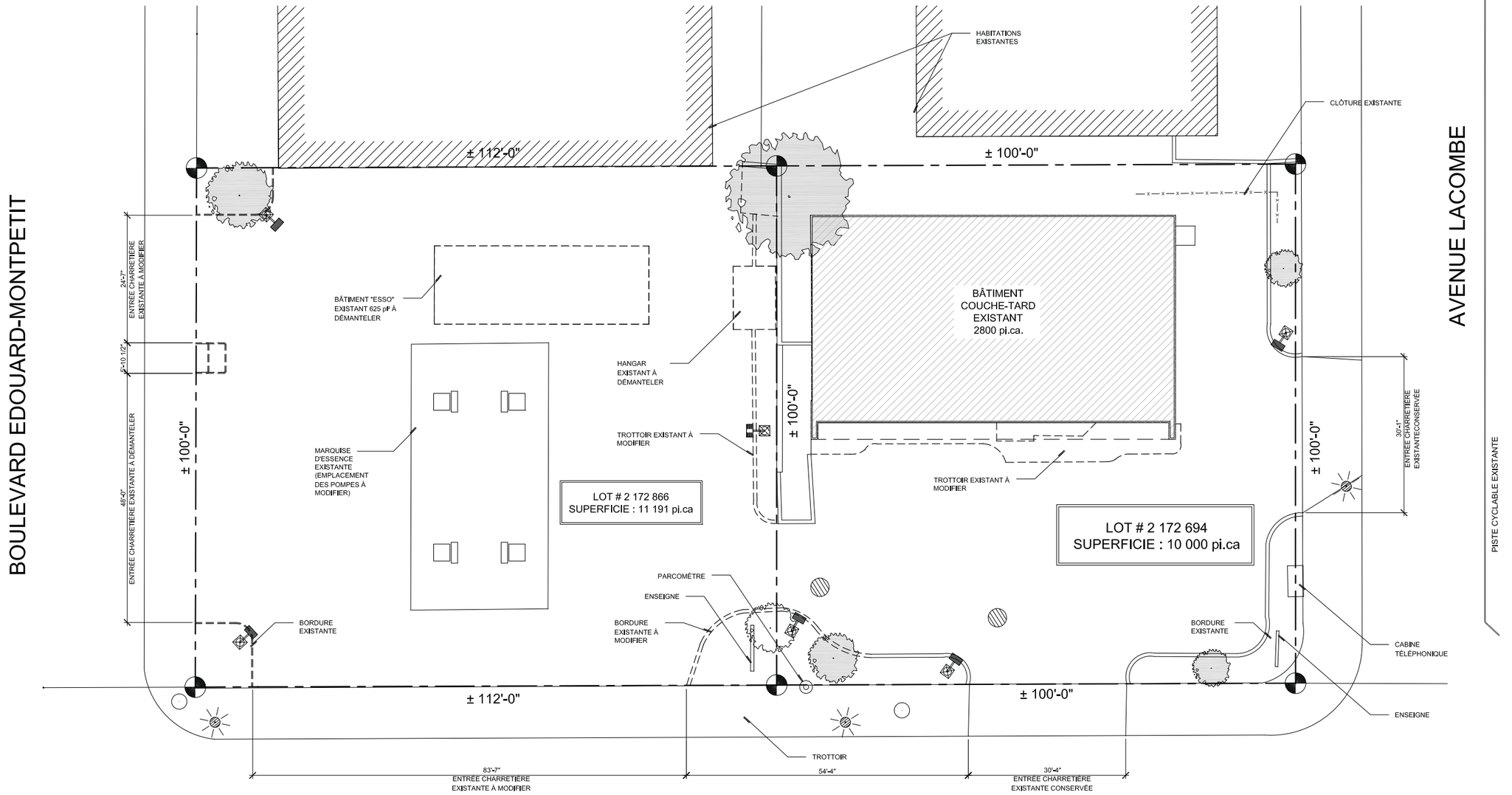
CDN-NDG



1173558049

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

P-1



CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES

CONDITIONS EXISTANTES

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 8 JANVIER 2018

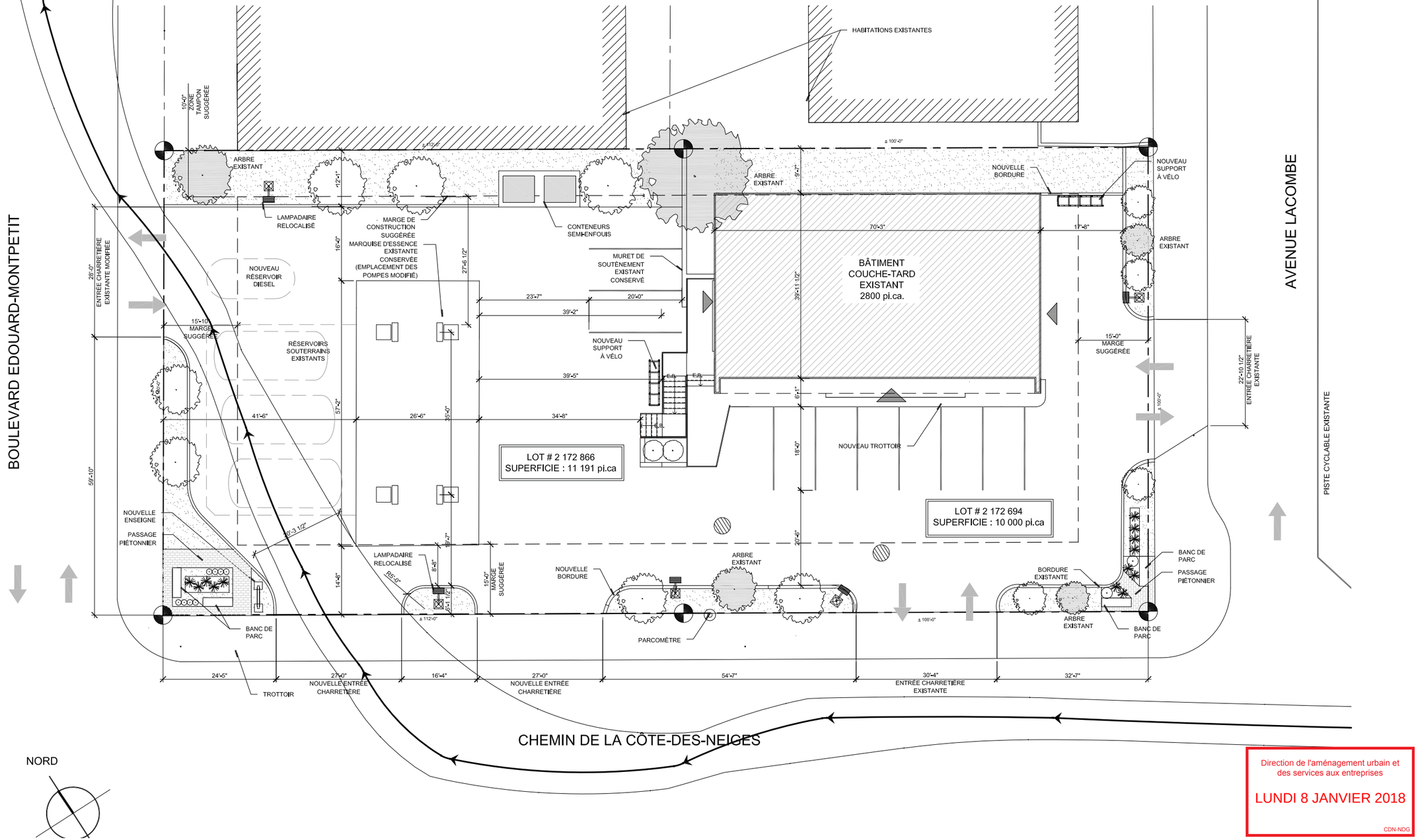
CDN-NDG

LUC M. ALLARD architecte

4040, Saint-Martin Ouest
Laval, Québec, H7T 1B9
tél.: 450.687.3330
fax.: 450.687.3313
courriel : info@lmaa.ca

P-2

ESPACE VERT		
SUPERFICIE ESPACE VERT EXISTANT	:	1 113 pi²
SUPERFICIE ESPACE VERT NOUVEAU	:	3 221 pi²
% ESPACE VERT EXIST. VS NOUVEAU	:	289%



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 8 JANVIER 2018

CDN-NDG

COUCHE-TARD - CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES , QUÉBEC
IMPLANTATION - PROPOSÉ

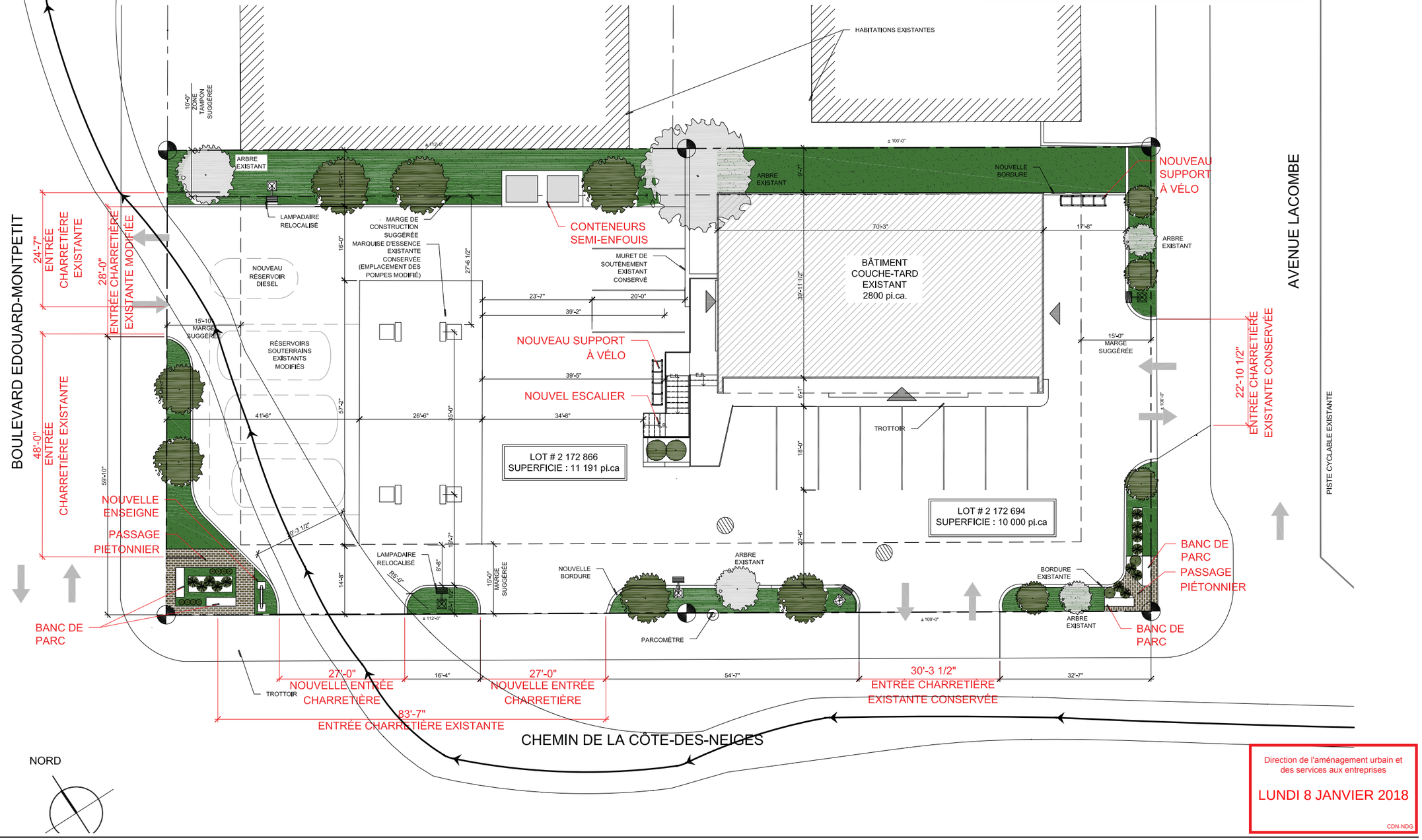
PRÉSENTATION POUR INFORMATION

LUC M. ALLARD
architecte

4040, Saint-Martin Ouest
Laval, Québec, H7T 1B9
tél.: 450.687.3330
fax.: 450.687.3313
courriel : info@lmaa.ca

DATE : 29 MARS 2017
NUMÉRO DE DOSSIER : 2013-067

ESPACE VERT		
SUPERFICIE ESPACE VERT EXISTANT	:	1 113 pi²
SUPERFICIE ESPACE VERT NOUVEAU	:	3 221 pi²
% ESPACE VERT EXIST. VS NOUVEAU	:	289%



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

LUNDI 8 JANVIER 2018

CDN-NDG

COUCHE-TARD - CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES , QUÉBEC
IMPLANTATION - COMPARATIF

PRÉSENTATION POUR INFORMATION

LUC M. ALLARD architecte
4040, Saint-Martin Ouest
Laval, Québec, H7T 1B9
tél.: 450.687.3330
fax.: 450.687.3313
courriel : info@lmaa.ca

DATE : 29 MARS 2017
NUMÉRO DE DOSSIER : 2013-067



COUCHE-TARD - CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES , QUÉBEC
PERSPECTIVE 2

PRÉSENTATION POUR INFORMATION

LUC M. ALLARD
architecte

4040, Saint-Martin Ouest
Laval, Québec, H7T 1B9
tél.: 450.687.3330
fax.: 450.687.3313
courriel : info@lmaa.ca

DATE : 29 MARS 2017
NUMÉRO DE DOSSIER : 2013-067



COUCHE-TARD - CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES , QUÉBEC
PERSPECTIVE 3

PRÉSENTATION POUR INFORMATION

LUC M. ALLARD
architecte

4040, Saint-Martin Ouest
Laval, Québec, H7T 1B9
tél.: 450.687.3330
fax.: 450.687.3313
courriel : info@lmaa.ca

DATE : 29 MARS 2017
NUMÉRO DE DOSSIER : 2013-067



COUCHE-TARD - CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES , QUÉBEC
PERSPECTIVE 4

PRÉSENTATION POUR INFORMATION

LUC M. ALLARD
architecte

4040, Saint-Martin Ouest
Laval, Québec, H7T 1B9
tél.: 450.687.3330
fax.: 450.687.3313
courriel : info@lmaa.ca

DATE : 29 MARS 2017
NUMÉRO DE DOSSIER : 2013-067



PROPOSÉ

COUCHE-TARD - CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES , QUÉBEC
PERSPECTIVE 5

PRÉSENTATION POUR INFORMATION

LUC M. ALLARD
architecte

4040, Saint-Martin Ouest
Laval, Québec, H7T 1B9
tél.: 450.687.3330
fax.: 450.687.3313
courriel : info@lmaa.ca

DATE : 29 MARS 2017
NUMÉRO DE DOSSIER : 2013-067

ATTENDU QUE le texte de la présente résolution a été remplacé par le texte proposé par la Direction des affaires juridiques (DAJ);
ATTENDU QUE les modifications ont été présentées lors de l'assemblée publique de consultation qui a eu lieu le 5 février 2018;

ATTENDU QUE le texte de la Direction des affaires juridiques (DAJ) reprend essentiellement le même texte que le premier projet de résolution;

ATTENDU QUE l'intervention de la Direction des affaires juridiques (DAJ) vise à faciliter la compréhension du texte et assure sa portée légale.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter avec modification, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le projet de résolution approuvant le projet particulier visant à permettre l'usage « carburant » pour la propriété issue de l'unification des propriétés situées aux 5405 et 5431, chemin de la Côte-des-Neiges.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire tel qu'il est illustré sur le plan de l'annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment situé au 5431, chemin de la Côte-des-Neiges ainsi que l'occupation du terrain et du bâtiment aux fins de l'usage « carburant » sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 40, au paragraphe 1° de l'article 228 et aux articles 434, 441 et 442 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
CONDITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION

4. La démolition du bâtiment situé au 5431, chemin de la Côte-des-Neiges est autorisée. La démolition du bâtiment n'entraîne pas l'obligation de démolir la marquise et les postes d'essence.

5. La demande de certificat d'autorisation de démolition doit être déposée en même temps que la demande de permis de construction visant la transformation du bâtiment et l'aménagement du terrain ainsi que la demande de certificat d'occupation pour l'usage « carburant ».

6. Les travaux de démolition doivent débuter dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution. Si ce délai n'est pas respecté, l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

7. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, un plan de réutilisation ou de gestion des déchets de démolition doit être déposé.

8. Dans les 6 mois suivant la fin des travaux de démolition, le terrain doit être décontaminé, remblayé, nivelé et, aux endroits illustrés sur le plan P-3 de l'annexe B, gazonné.

9. Une garantie bancaire de 100 000 $ doit être déposée préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition afin d'assurer le respect de la condition de l'article 8. La garantie doit être maintenue en vigueur jusqu'à ce que l'aménagement paysager soit complété.

SECTION II
TAUX D'IMPLANTATION

10. Le taux d'implantation minimal est de 20 %.

SECTION III
AFFICHAGE

11. Une seule enseigne au sol d'une hauteur maximale de 5,5 m est autorisée.

12. La superficie maximale d'enseigne est de :

1° 7 m^2 sur le bâtiment;
2° 8 m^2 pour une enseigne au sol.

13. Une enseigne éclairée artificiellement par translucidité grâce à une source de lumière placée à l'intérieur de l'enseigne et à une paroi translucide n'est pas autorisée, sauf si elle est formée de lettres détachées ou de symboles graphiques. L'utilisation du tube néon est interdite.

14. Lorsqu'une enseigne comporte un dispositif d'éclairage, l'éclairage doit être orienté vers le bas et la dispersion lumineuse doit se limiter à la surface de l'enseigne.

SECTION IV
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DES COURS

15. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager comprenant un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des arbres qui seront plantés.

16. Les travaux d'aménagement paysager prévus à la présente résolution doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

17. Aucun équipement de type transformateur sur socle (TSS) ou d'étalage extérieur ne doit être visible d'une voie ou d'un espace public.

SECTION V
AUTRES CONDITIONS

18. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants :

1° la quantité hebdomadaire de matières résiduelles produites;
2° les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
3° les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : chute à déchets aux étages, conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
4° les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
5° la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
6° la méthode de collecte privée ou publique;
7° s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

19. Au moins une borne de recharge électrique doit être aménagée.

20. Un maximum de quatre pompes à essence est autorisé. Les pompes à essence sont autorisées uniquement à l'emplacement identifié sur les plans de l'annexe B.

SECTION VI
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

21. Toute demande de permis de construction visant la transformation du bâtiment et l'aménagement du terrain ainsi que toute demande de permis d'enseigne sont assujetties à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), selon les critères qui y sont prévus et les objectifs et critères additionnels suivants :

Objectifs

1° assurer l'intégration des travaux de transformation ou des nouvelles constructions à l'environnement existant;
2° accroître la présence de la végétation sur le site;
3° créer des espaces à l'échelle humaine.

Critères

1° l'aménagement paysager doit être conçu de façon à limiter les surfaces minéralisées et maximiser la couverture végétale;
2° une enseigne ne doit pas porter atteinte à l'intégrité physique d'une construction ou du terrain;
3° l'impact visuel d'une enseigne ne doit pas dominer ou porter un quelconque ombrage à une caractéristique architecturale, paysagère ou naturelle de son environnement;
4° le traitement, la localisation et les dimensions de l'enseigne doivent s'harmoniser avec l'architecture de la construction et du paysage et contribuer à leur mise en valeur;
5° l'alignement de construction, l'implantation au sol, la composition volumétrique d'une construction ainsi que l'aménagement des espaces libres doivent respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés sur les plans de l'annexe B.

ANNEXE A
Territoire d’application

ANNEXE B
Plans P-1 à P-7

GDD 1173558049

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1184570003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Dépôt, par la secrétaire d'arrondissement, du certificat de la tenue de registre concernant le Règlement autorisant un emprunt de 7 239 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (RCA18 17293).

IL EST RECOMMANDÉ:
De demander à la secrétaire d'arrondissement de déposer le certificat des résultats à la suite de la tenue d'un registre concernant le *Règlement RCA18 17293 autorisant un emprunt de 7 239 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.*

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 08:49

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184570003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Dépôt, par la secrétaire d'arrondissement, du certificat de la tenue de registre concernant le Règlement autorisant un emprunt de 7 239 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame -de-Grâce (RCA18 17293).

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2), ci-après appelée la LÉRM, un registre a été ouvert les 19, 20, 21, 22 et 23 février 2018 pour le règlement suivant:

- Règlement RCA18 17293 autorisant un emprunt de 7 239 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

Le nombre de personnes habiles à voter était de 98 695 et le nombre de signatures requis afin qu'un scrutin référendaire soit tenu était de 9 880.

Aucune signature n'a été enregistrée pour le Règlement RCA18 17293.

Le nombre de signatures requis pour le règlement précité n'ayant pas été atteint, celui-ci est réputé approuvé par les personnes habiles à voter.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

15 janvier 2018 - Adoption du Règlement RCA18 17293 autorisant un emprunt de 7 239 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. - Dossier décisionnel 1177078003

DESCRIPTION

Dépôt du certificat des résultats à la suite de la tenue du registre concernant le règlement d'emprunt précité.

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 557 de la LÉRM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Demande d'approbation pour le règlement en cause auprès du ministère des Affaires municipales et des Régions.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Articles 554, 555, 556 et 557 de la LÉRM.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-26

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim
Direction des affaires publiques et du greffe

Tél : 514 872-0419
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1184570003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Dépôt, par la secrétaire d'arrondissement, du certificat de la tenue de registre concernant le Règlement autorisant un emprunt de 7 239 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (RCA18 17293).

Certificat des résultats



Certificat des résultats RCA18 17293.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CERTIFICAT DES RÉSULTATS

Règlement RCA18 17293 autorisant un emprunt de 7 239 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Du 19 au 23 février 2018

Conformément à l'article 555 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ chapitre E-2.2), j'établis, à l'égard du registre ouvert aux personnes habiles à voter, que :

1. le nombre de personnes habiles à voter était de 98 695;

2. le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu était de 9 880;

3. aucune demande n'a été enregistrée;

4. ce règlement est réputé approuvé par les personnes habiles à voter.

Montréal, le 23 février 2018.

Geneviève Reeves

Geneviève Reeves, avocate
Secrétaire d'arrondissement
Responsable du registre

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.02

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1184535002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2018

Il est recommandé :
De déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2018.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 08:50

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1184535002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2018

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2018

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-27

Hélène BROUSSEAU
Chef de division

Tél : 514 872-0419
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1184535002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2018



Décisions déléguées Ressources humaines pour janvier 2018.pdf



CF-530 Factures non associées à un bon de commande - janvier 2018.pdf



Liste des bons de commande approuvés - janvier 2018.pdf



Rapport Visa Janv. 2018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
Mars 2017

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DE	AUTRES
0,6	Déplacement d'un fonctionnaire	4	DSAG	Agent conseil en ress. humaines	3 févier 2018	Promotion
			DSAG	C/M Voirie et parcs	20 janvier 2018	Promotion
			DSAG	C/S bibliothèque	1 janvier 2018	Promotion
			DSAG	C/S bibliothèque	1 janvier 2018	Promotion
07.0	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	11	DSAG	Stagiaire professionnel	13 janvier 2018	Reembauche
			DSAG	Inspecteur cadre bâti	20 janvier 2018	Promotion
			DSAG	Agent du cadre bati	3 févier 2018	Promotion
			DSAG	Préposé travaux généraux	23 decembre 2017	Titularisation
			DSAG	Préposé travaux généraux	18 janvier 2018	Changement d'accréditation syndicale
			DSAG	Préposé travaux généraux	18 janvier 2018	Embauche
			DSAG	Préposé travaux généraux	18 janvier 2018	Changement d'accréditation syndicale
			DSAG	Préposé travaux généraux	6 janvier 2018	Titularisation
			DSAG	Conseiller en aménagement	16 decembre 2017	Déplacement
			DSAG	Surveillant d'installations	16 decembre 2017	Reembauche
			DSAG	Bibliothécaire occasionnel	21 janvier 2018	Déplacement
09,0	La résiliation d'un contrat, mise en dispo, mise à pied d'un fonctionnaire par une association accréditée	2	DSAG	Préposé travaux généraux	9 janvier 2018	Cessation
			DSAG	Agent du cadre bâti	3 mars 2018	Cessation
10,0	La résiliation d'un contrat de travail, la mise en disponibilité, la retrogradation ou la mise à pied d'un fonctionnaire ou d'un employé est délégué au directeur d'arrondissement le cas échéant du fonctionnaire de niveau B.	2	DSAG	Préposé travaux généraux	23 janvier 2018	Cessation
			DSAG	Préposé travaux généraux	23 janvier 2018	Cessation

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
Mars 2017

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DE	AUTRES
11,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire en regard des dispositions des conventions collectives	6	DSAG	Élagueur	16 octobre 2017	Imposer une journée de suspension
			DSAG	Élagueur	26 octobre 2017	Imposer une journée de suspension
			DSAG	Préposé travaux généraux	26 octobre 2017	Imposer une journée de suspension
			DSAG	Préposé travaux généraux	21 septembre 2017	Remettre un avis disciplinaire
			DSAG	Elagueur	18 octobre 2017	Remettre un avis disciplinaire
			DSAG	Préposé travaux généraux	28 septembre 2017	Imposer une journée de suspension
0,12	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire	1	DSAG	Cols Bleus	–	Reporter les vacances en interruption vers l'année 2018
0,13	L'abolition, le transfert ou la modification d'un poste est déléguée: 2e au fonctionnaire de niveau B Concerné dans les autres cas	3	DSAG	Direction des travaux publics	4e trimestre 2017	Approbation mouvements d'affectation
			DSAG	Division des permis et inspections	4e trimestre 2017	Approbation mouvements d'affectation
			DSAG	Direction culture, sports, loisirs dev social	4e trimestre 2017	Approbation mouvements d'affectation

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de janvier 2018
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
ANGELY, MARION	22-JANV.-2018	THEORET-LEGAULT, OLIVIER	Kilométrage pour décembre 2017.	20,67
			Total	**20,67**
BEAUCHEMIN, SONIA	15-JANV.-2018	LES MORDUS DE LA LANGUE INC.	Service - Rédaction, révision	68,24
	19-JANV.-2018	PAQUET, SOPHIE	Kilométrage et stationnement pour nov. et déc. 2017	65,89
			Total	**134,13**
BEDARD, LUCIE	10-JANV.-2018	LEMIEUX, JACQUES	kilométrage de juin à novembre 2017	483,60
			Total	**483,60**
BOUTIN, PIERRE	26-JANV.-2018	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Service - Impression	17,85
			Total	**17,85**
BROUSSEAU, HELENE	19-JANV.-2018	ORDRE DES CPA DU QUEBEC	Formation en développement organisationnel et technique	82,64
	22-JANV.-2018	PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	Renflouement petite caisse DSAG	825,63
	22-JANV.-2018	PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	Renflouement petite caisse Élus	58,81
			Total	**967,08**
CARRIER, RAYMOND	12-JANV.-2018	IDENCO CANADA LTEE	Service - Impression	185,30
	15-JANV.-2018	IDENCO CANADA LTEE	Service - Impression	136,48
	16-JANV.-2018	SENTHE	Location - Meuble	68,24
	16-JANV.-2018	SENTHE	Location - Meuble	68,24
	10-JANV.-2018	RONA INC	Équipement de scène	208,51
	17-JANV.-2018	LE THEATRE DE LA SOURCE INC.	Artistes	262,47
	10-JANV.-2018	RICHARD, CAROLINE	Inscription pour colloque Bourse Rideau	391,48
	10-JANV.-2018	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Service - Impression	46,04
	16-JANV.-2018	STEFANIA SKORYNA	Artistes	400,00
	16-JANV.-2018	SCIENCES EN FOLIE DE MONTREAL	Service - Formation, animation d'atelier	224,12
	22-JANV.-2018	ROBILLARD, MYLENE	Produit d'hygiène corporelle	5,28
	23-JANV.-2018	EARP-LAVERGNE, COLIN	Matériel artistique	213,73
	12-JANV.-2018	STEVEN ROSENSTEIN	Artistes	850,00
	23-JANV.-2018	EARP-LAVERGNE, COLIN	Achat de collation pour artistes	54,09
	12-JANV.-2018	JEAN-MARIE NTSONGO	Artistes	600,00
	12-JANV.-2018	STEVEN ROSENSTEIN	Artistes	225,00
	17-JANV.-2018	SYLVIE THIBODEAU	Artistes	450,00
	19-JANV.-2018	LES SCIENTIFINES	Artistes	495,00
	17-JANV.-2018	YU-LIN TUNG	Artistes	450,00
	23-JANV.-2018	JANICE HAMILTON	Artistes	150,00
	17-JANV.-2018	CAROLINE FLORE BARBER	Artistes	9,96

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de janvier 2018
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
CARRIER, RAYMOND	26-JANV.-2018	TURCOTTE DESIGN INC.	Service - Infographie, graphisme	314,96
	16-JANV.-2018	CHARLES BOIVIN	Service – Installation, gestion, entretien	110,24
	26-JANV.-2018	GENERAL PATENTE	Location - Équipement de sport	429,69
	05-JANV.-2018	ROBERT MARTIN	Artistes	262,47
	19-JANV.-2018	NATHALIE RACINE	Artistes	250,00
	16-JANV.-2018	PRODUCTIONS T2C	Artistes	1 889,77
	16-JANV.-2018	ISRAEL JASON ROSENBLATT	Artistes	1 574,81
	23-JANV.-2018	STE DE MUSIQUE CONTEMPORAINE DU QC	Artistes	1 574,81
	17-JANV.-2018	BENJAMIN DESCHAMPS	Artistes	1 093,97
	19-JANV.-2018	SIMON DENIZART	Artistes	819,00
	16-JANV.-2018	ISRAEL JASON ROSENBLATT	Artistes	1 574,81
	17-JANV.-2018	ISRAEL JASON ROSENBLATT	Artistes	1 574,81
	26-JANV.-2018	ELISABETH DUPOND	Artistes	5 000,00
	15-JANV.-2018	MIRKO TRIERENBERG	Artistes	1 003,68
	05-JANV.-2018	THEATRE A L'ENVERS	Artistes	1 259,85
	05-JANV.-2018	AGENCE D'ARTISTES ET DE CONCERTS DANIELLE LEFEBVRE INC.	Artistes	1 889,77
	19-JANV.-2018	ALEXANDRIA HABER	Artistes	2 500,00
	05-JANV.-2018	G. SCOTT MACLEOD	Artistes	2 100,00
	05-JANV.-2018	UNION DES ECRIVAINES ET ECRIVAINS QUEBECOIS	Artistes	1 889,77
	12-JANV.-2018	SYSTEME D/DOMINIQUE PORTE	Artistes	2 834,66
	05-JANV.-2018	IMPRESARIA	Artistes	2 624,69
	16-JANV.-2018	ORCHESTRE DE CHAMBRE NOUVELLE GENERATION	Artistes	2 500,00
	16-JANV.-2018	PAULE TREMBLAY	Artistes	1 000,00
	19-JANV.-2018	KATTAM LARAKI-COTE	Artistes	1 574,81
	16-JANV.-2018	TOM JACQUES	Artistes	2 000,00
	19-JANV.-2018	GUILLAUME JABBOUR	Artistes	1 200,00
	19-JANV.-2018	MANDOLINE HYBRIDE	Artistes	997,38
	05-JANV.-2018	VIRGINIE MERCURE	Artistes	2 000,00
	05-JANV.-2018	ARBO FILM	Artistes	2 099,75
			Total	**51 437,64**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de janvier 2018
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
FRAPPIER, GENEVIEVE	19-JANV.-2018	LAPOSTOLLE, GENEVIEVE	Propane et essence pour souffleuse	391,76
	12-JANV.-2018	RACHIELE, LOUIS	Boîtes aux lettres et divers outillages pour Bill-Durnan	75,70
	19-JANV.-2018	RACHIELE, LOUIS	Tuyauterie et raccord	138,09
	08-JANV.-2018	LAPOSTOLLE, GENEVIEVE	Accessoires de peinture	83,71
			Total	**689,26**
GAUDREAULT, SONIA	18-JANV.-2018	CARRIER, RAYMOND	Breuvage et nourriture pour réunion d'équipe	121,11
	22-JANV.-2018	ASS. QUEBECOISE DES ARENAS ET DES INSTAL. RECREATIVES ET SPORTIVES INC.	Frais - Adhésion et cotisation	335,96
			Total	**457,07**
HOOPER, CHANTAL	26-JANV.-2018	ETL ELECTRONIQUE LTEE	Service de localisation.	26,19
			Total	**26,19**
LEGER, APRIL	12-JANV.-2018	HILL PAQUIN, MICHAEL	Carte Opus - Janvier 2018	83,00
	12-JANV.-2018	LIVERNOCHE, STEPHANE	Carte Opus - Janvier 2018	83,00
			Total	**166,00**
OUELLET, M-CLAUDE	15-JANV.-2018	COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL	Service - Taxi	45,20
	08-JANV.-2018	FRAPPIER, GENEVIEVE	Service - Serrurier	47,61
PLANTE, STÉPHANE	15-JANV.-2018	GAUDREAULT, SONIA	Dépenses de fonction	39,37
	22-JANV.-2018	BEAUCHEMIN, SONIA	Kilométrage et stationnement pour déc. 2017	82,59
REEVES, GENEVIEVE	23-JANV.-2018	CHAMPAGNE, NADINE	Kilométrage de sept. à déc. 2017	97,66
	10-JANV.-2018	MONTGOMERY, SUE	Indemnité de résiliation de cellulaire	306,81
	10-JANV.-2018	SANGER, DANIEL	Service - Taxi	41,00
	10-JANV.-2018	LAMY, DANIELE	Accessoire et équipement de restauration	22,21
Total				**682,45**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de janvier 2018

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
ANGELY, MARION	1252518	29-JANV.-2018	ALERTE COURRIER P.M.E.		314,96	Service - Postal, messagerie
	1250525	19-JANV.-2018	CENTRE PATRONAL DE SST DU QUEBEC		451,45	Formation en développement organisationnel et technique
	1250543	19-JANV.-2018	EDUMICRO INC.		556,43	Formation en développement organisationnel et technique
	1250512	19-JANV.-2018	GROUPE LE CORRE ET ASSOCIES INC.		472,44	Formation en développement organisationnel et technique
	1252498	29-JANV.-2018			624,68	Formation en développement organisationnel et technique
BAUDIN, CYRIL	1249281	16-JANV.-2018	3289419 CANADA (COLLINS)		224,21	Bottes de sécurité
	1245151	05-JANV.-2018	ASS. PARITAIRE SANTE & SECURITE AFF. MUN.		900,00	Formation en développement organisationnel et technique
	1252845	30-JANV.-2018	BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE		1 049,87	Service - Collecte de matières organiques
	1245153	05-JANV.-2018	C.M.S. ENTREPRENEURS GENERAUX INC.		1 338,59	Location - Épandeuse et ravitailleur
	1250945	22-JANV.-2018			4 253,57	Service - Déblaiement
	1250946	22-JANV.-2018			2 532,29	Service - Déblaiement
	1252058	26-JANV.-2018	CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOC INC.	819838	367,46	Service de déchiquetage
	1252115	26-JANV.-2018	ENTRAC INC.		872,71	Formation en développement organisationnel et technique
	1248325	11-JANV.-2018	ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE		1 049,87	Équipement contre les chutes
	1249767	17-JANV.-2018	SECURITE UNIVERSEL INC.		125,98	Bottes de sécurité
	1250908	22-JANV.-2018	EXTERMINATION INSPEX INC.		818,90	Service - Extermination, fumigation
	1246883	05-JANV.-2018	GESTION P. VENNE INC. - CANADIAN TIRE		472,41	Électroménager
	1247098	08-JANV.-2018	INTER PROPANE INC.		3 149,62	Gaz comprimé
	1251159	23-JANV.-2018	LAFARGE CANADA INC	1196643	7 674,59	Béton préparé
	1252172	26-JANV.-2018	LAVE AUTO 88 INC.		2 099,75	Service - Lavage de véhicules
	1251173	23-JANV.-2018	LOCATION GAMMA INC.		2 099,75	Gaz comprimé
	1248936	15-JANV.-2018	MULTI-PRESSIONS L.C. INC.		414,15	Réparation/Entretien - Machine à pression
	1248106	10-JANV.-2018	MULTI RECYCLAGE S.D. INC		875,06	Service - Traitement/valorisation de matières organiques
	1248103	10-JANV.-2018	ONOMAT CANADA INC.		1 538,07	Outil manuel
	1250832	22-JANV.-2018	PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA		285,51	Accessoire et fourniture de peinture
	1249214	15-JANV.-2018	PRODUITS SANY	1048199	235,80	Équipements et produits d'entretien
	1250698	22-JANV.-2018			722,47	Équipements et produits d'entretien
	1252297	26-JANV.-2018		1048199	427,35	Équipements et produits d'entretien
	1252635	29-JANV.-2018	PUROLATOR COURRIER LTEE		314,96	Service - Postal, messagerie
	1253271	31-JANV.-2018	QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.		1 049,87	Tuyauterie et raccord
	1253127	31-JANV.-2018	RENO-DEPOT		1 049,87	Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1211045	08-JANV.-2018	RICCI, TEASDALE HUISSIERS DE JUSTICE INC.		114,17	Huissier de justice
	1252649	29-JANV.-2018			1 049,87	Huissier de justice
	1251607	24-JANV.-2018	SERRUMAX INC		1 049,87	Serrurerie et accessoires de portes et fenêtres
	1251763	25-JANV.-2018	SUPERIEUR PROPANE		2 099,75	Propane
	1251769	25-JANV.-2018			2 099,75	Propane
	1251421	24-JANV.-2018	TENAQUIP LIMITED		290,46	Meuble
	1251464	24-JANV.-2018	U. CAYOUETTE INC.		167,81	Équipement d'entretien manuel
	1248400	11-JANV.-2018	VIA PREVENTION		839,90	Formation en développement organisationnel et technique

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de janvier 2018

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
BEAUCHEMIN, SONIA	1246341	04-JANV.-2018	DISTRIBUTIONS LG INC.		209,97	Service - Postal, messagerie
	1251279	23-JANV.-2018	VIDEOTRON S.E.N.C		524,94	Service - Télédiffusion
BEDARD, LUCIE	1252396	26-JANV.-2018	ALERTE COURRIER P.M.E.		32,06	Service - Postal, messagerie
	1251062	22-JANV.-2018	IMPRIMERIE MULTI-FORMAT		124,94	Service - Infographie, graphisme
	1250456	30-JANV.-2018	BINETTE SABRAYNA		10 000,00	Agent de milieu
BOUTIN, PIERRE	1250291	18-JANV.-2018	3289419 CANADA (COLLINS)		214,29	Botte de sécurité
	1250247	18-JANV.-2018	ARBO-DESIGN INC.		5 249,37	Service - Abattage, émondage, élagage
	1248283	11-JANV.-2018	ENGLOBE CORP.	1229286	16 588,02	Service - Traitement/valorisation de matériaux de construction
	1251843	25-JANV.-2018	E/SES FORLINI-DIV EQUIP DE SECURITE UNIVERSEL		308,66	Accessoire vestimentaire
	1253221	31-JANV.-2018	ENTRETIEN MANA INC.		16 005,26	Service - Entretien d'immeuble
	1242715	05-JANV.-2018	GESTION NOVAFOR INC.		209,97	Vêtement de travail
	1251849	25-JANV.-2018			157,44	Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1248222	11-JANV.-2018	GROUPE AKIFER INC.	1197934	20 997,50	Service - Analyse et essai en laboratoire
	1250859	22-JANV.-2018	GROUPE SDM INC		22 826,38	Service - Déglaçage et nettoyage de conduites
	1250302	18-JANV.-2018	JEAN GUGLIA & FILS ENR.		1 034,08	Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1251807	25-JANV.-2018			54,89	Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1248202	11-JANV.-2018	LAFARGE CANADA INC	1195735	9 774,55	Agrégat en vrac
	1251723	25-JANV.-2018	LEON DESLIPPE		472,44	Fournitures horticoles
	1249003	15-JANV.-2018	LOCATION LORDBEC INC.		13 517,14	Tuyau d'aqueduc
	1197331	12-JANV.-2018	LOCATION SAUVAGEAU INC.		36,90	Location - Camionnette
	1251236	23-JANV.-2018	P2K MONTREAL		15 072,53	Entrepreneur en routes et canalisation
	1250581	19-JANV.-2018	PUROLATOR COURRIER LTEE		241,47	Service - Postal, messagerie
	1250589	19-JANV.-2018	RICCI, TEASDALE HUISSIERS DE JUSTICE INC.		498,69	Huissier de justice
	1250572	19-JANV.-2018	SERRUMAX INC		997,38	Service - Serrurier
	1250569	19-JANV.-2018	TECHNOFLEX		607,88	Couvre-plancher
	1215641	08-JANV.-2018	TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.		36,96	Service - Vidange de puisards, regards et fosses septiques
	1251592	24-JANV.-2018	TELTECH TELECOMMUNICATION INC.	1225128	20 997,50	Location - Signalisation routière
	1252456	29-JANV.-2018	TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.		13 648,37	Tuyau d'aqueduc
	1246768	19-JANV.-2018	VILLE DE WESTMOUNT		9 242,98	Service - Abattage, émondage, élagage
	1214649	04-JANV.-2018	REMORQUAGE BURSTALL CONRAD		1 821,53	Service - Remorquage
CARRIER, RAYMOND	1249919	17-JANV.-2018	AUDIO CINE FILMS INC		488,19	Service - Droit d'auteur
	1250087	18-JANV.-2018	CHARLES BOIVIN		2 335,97	Réparation/Entretien - Matériel artistique
	1250725	22-JANV.-2018			2 099,75	Réparation/Entretien - Équipement de scène
	1249922	17-JANV.-2018	COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL		856,64	Ordinateur et accessoire
	1250082	18-JANV.-2018	COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL		524,94	Frais - Taxi
	1244567	04-JANV.-2018	DEMENAGEMENT PERFORMANCE (PMI)		12 713,98	Service - Aménagement de bureau
	1250729	22-JANV.-2018	IDENCO CANADA LTEE		629,92	Matériel pour communication graphique
	1251400	24-JANV.-2018			734,91	Service - Impression
	1250731	22-JANV.-2018	LAMCOM TECHNOLOGIES INC.		1 154,86	Service - Impression

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de janvier 2018

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
CARRIER, RAYMOND	1250736	22-JANV.-2018	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.		1 049,87	Service - Impression
	1251402	24-JANV.-2018			225,72	Service - Impression
	1247373	09-JANV.-2018	MAHEU & MAHEU INC.		1 070,87	Service - Extermination, fumigation
	1250735	22-JANV.-2018	MP REPRODUCTIONS INC.		524,94	Service - Impression
	1250727	22-JANV.-2018	PEAUSEIDON EAU DE SOURCE NATURELLE		700,00	Breuvage et nourriture
	1247372	09-JANV.-2018	PLANTERRA LTEE		2 494,50	Service - Entretien paysager
	1249089	15-JANV.-2018			944,89	Service - Entretien paysager
	1249924	17-JANV.-2018			2 330,72	Service - Entretien paysager
	1251399	24-JANV.-2018			2 708,68	Service - Aménagement paysager
	1250085	18-JANV.-2018	PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA		629,92	Peinture - résidentielle et industrielle
	1250083	18-JANV.-2018	PUBLICITE SAUVAGE INC.		1 889,77	Service - Impression
	1250084	18-JANV.-2018	QUINCAILLERIE COTE DES NEIGES		2 099,75	Matériel de fixation, clou, vis
	1189367	04-JANV.-2018	QUINCAILLERIE COTE DES NEIGES		88,72	Matériel de fixation, clou, vis
	1188721	11-JANV.-2018	TOSHIBA SOLUTIONS D'AFFAIRES		160,67	Location - Photocopieur
DESJARDINS, STEVE	1252442	29-JANV.-2018	9184-3326 QUEBEC INC.		209,97	Service - Impression
	1252792	30-JANV.-2018	ALERTE COURRIER P.M.E.		188,98	Service - Postal, messagerie
	1252798	30-JANV.-2018	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ILE-DE-MONTREAL		262,44	Frais - Inscription pour colloque
	1236537	09-JANV.-2018	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)		1 776,96	Formation en développement organisationnel et technique
	1252445	29-JANV.-2018	ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC		3 149,62	Location - Clôture, barricade
	1252440	29-JANV.-2018	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.		524,94	Service - Impression
	1249056	15-JANV.-2018	PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE		2 099,75	Huissier de justice
	1252795	30-JANV.-2018	VINACOUSTIK INC.		7 349,12	Service - Analyse et essai en laboratoire
FRAPPIER, GENEVIEVE	1248951	15-JANV.-2018	PRODUITS SANY		555,69	Appareil d'entretien
	1249643	16-JANV.-2018			523,87	Équipements et produits d'entretien
		19-JANV.-2018		1048199	355,70	Équipements et produits d'entretien
	1250973	22-JANV.-2018	SUPERIEUR PROPANE		3 149,62	Propane
GAUDREAULT, SONIA	1251394	24-JANV.-2018	ASS. DES RESPONSABLES AQUATIQUES DU QC		250,00	Frais - Adhésion et cotisation
	1251815	25-JANV.-2018	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)		12 530,30	Location - Édifice
	1248795	12-JANV.-2018	MONTREAL STENCIL INC		78,68	Article de bureau
	1251799	25-JANV.-2018	TOSHIBA SOLUTIONS D'AFFAIRES		1 049,87	Location - Photocopieur
	1251802	25-JANV.-2018			1 679,79	Location - Photocopieur
	1245161	15-JANV.-2018	SODEM INC.		7 874,06	Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux
HOOPER, CHANTAL	1251432	24-JANV.-2018	ACKLANDS - GRAINGER INC.		234,54	Outil à batterie
	1247022	08-JANV.-2018	ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION		701,11	Produit de branchement
	1251460	24-JANV.-2018	E/SES FORLINI-DIV EQUIP DE SECURITE UNIVERSEL		194,23	Bottes et vêtements de travail
	1250793	22-JANV.-2018	EXCEL HONDA MOTO		5 555,91	Pompe et compresseur
	1251580	24-JANV.-2018	GAZTEK INC		2 099,75	Gaz
	1248444	11-JANV.-2018	INOLEC		383,92	Réparation de conduit d'aqueduc
	1251497	24-JANV.-2018	LES INDUSTRIES MC ASPHALT LTEE		839,90	Adhésif, colle
	1251584	24-JANV.-2018	LOCATION GAMMA INC.		262,47	Location - Outil manuel
	1248237	19-JANV.-2018	PEPINIERE A. MUCCI INC.	1214413	1 484,53	Mélange de terre
	1248114	10-JANV.-2018	PHIL EXCAVATION INC.		8 713,96	Réparation de conduit d'aqueduc
	1251877	25-JANV.-2018	U. CAYOUETTE INC.		3 805,38	Ciment, mélange à béton ensaché

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de janvier 2018

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
LEGER, APRIL	1252447	29-JANV.-2018	BOUTY INC		113,39	Réparation/Entretien - Fourniture de mobilier de bureau
OUELLET, MARIE-CLAUDE	1248954	22-JANV.-2018	BOUTY INC		1 559,48	Chaise et fauteuil ergonomique
	1249094	15-JANV.-2018	COMPUGEN INC.		140,16	Ordinateur et accessoire
	1248959	15-JANV.-2018	CONG.CHEVRA KADISHA BNAI J.		6 000,00	Contribution à des organismes
	1247173	08-JANV.-2018	PRODUITS SANY	1048199	648,50	Équipements et produits d'entretien
	1252782	30-JANV.-2018	TENAQUIP LIMITED		333,27	Fournitures et matériel médical
PLANTE, STÉPHANE	1251266	23-JANV.-2018	2946-8980 QUEBEC INC.		18 409,56	Frais - Stationnement
	1244297	10-JANV.-2018	BOUTY INC		302,01	Chaise et fauteuil ergonomique
	1250591	19-JANV.-2018	BRAC. BUREAU DE RECHERCHE, D'ANIMATION ET DE		787,41	Service - Animation, entraînement
		19-JANV.-2018	CONSULTATION		472,44	Service - Rédaction, révision
	1250471	19-JANV.-2018	GESTION ENVIRONNEMENTALE T. HARRIS		6 089,28	Ingénieur - Contrôle qualité
	1250476	19-JANV.-2018			5 826,81	Ingénieur - Contrôle qualité
	1243557	24-JANV.-2018	HARDY EXPERT CONSEIL INC.		1 728,93	Ingénieur - Gestion de projet
	1250466	19-JANV.-2018			3 123,38	Architecte - Gestion de projet
	1247495	09-JANV.-2018	LA NOUVELLE TABLEE (1996) INC		13 395,36	Services de location et décoration pour les séances du CA
	1250208	18-JANV.-2018	LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN INC.		9 076,17	Conseiller - Gestion des matières résiduelles
	1250212	18-JANV.-2018			10 131,29	Conseiller - Gestion des matières résiduelles
	1249057	15-JANV.-2018	LES ENTREPRISES VENTEC INC		650,92	Réparation/Entretien - Immeubles et terrains
	1251390	24-JANV.-2018	MORNEAU SHEPELL LTD.		15 000,00	Conseiller, programme d'aide aux employés
	1251449	24-JANV.-2018	PLOMBERIE L.N.G. INC		17 753,39	Entrepreneur en plomberie
	1246333	04-JANV.-2018	SIMON GUAY		11 522,38	Décoration temporaire
	1248124	10-JANV.-2018	SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL		514,44	Logiciel et progiciel
REEVES, GENEVIEVE	1246900	05-JANV.-2018	ALERTE COURRIER P.M.E.		629,92	Service - Postal, messagerie
	1250453	19-JANV.-2018	ENVELOPPE LAURENTIDE INC		182,26	Fourniture d'expédition
	1246582	04-JANV.-2018	LE DEVOIR INC.	1072498	8 399,00	Service - Placement média d'avis public
	1246896	05-JANV.-2018	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.		18,85	Service - Impression
	1249888	17-JANV.-2018	LES TRADUCTIONS TERRY KNOWLES INC.		3 149,62	Service - Rédaction, révision
	1251066	22-JANV.-2018	THE SUBURBAN NEWSPAPER		8 399,00	Service - Placement média d'avis public
	1246586	04-JANV.-2018	WOLTERS KLUWER QUEBEC LTEE		659,00	Mise à jour de loi
	1246897	05-JANV.-2018			2 564,00	Mise à jour de code municipale
TROTTIER, PASCAL	1217332	08-JANV.-2018	DEVELOTECH INC.		1 156,96	Service - Éclairage de rue et signalisation
	1246874	05-JANV.-2018			4 042,02	Service - Éclairage de rue et signalisation
	1249529	16-JANV.-2018	REMORQUAGE BURSTALL CONRAD	1206643	7 559,10	Service - Remorquage
	1252346	26-JANV.-2018	TELTECH TELECOMMUNICATION INC.	1225128	2 099,75	Location - Signalisation routière
					496 359,60	

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de janvier 2018)

Carte de crédit au nom de : Serv. administratif CDN NDG Limite : 20 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	02-01-2018	Facebook	Publicité Facebook		1,83 $
2	19-01-2018	Guide de voyage Ulysse	Livre numérique		2,09 $
3	26-01-2018	Montréal Gazette	Frais d'abonnement annuel à un journal		104,96 $
4	29-01-2018	Journal de Montréal	Frais d'abonnement mensuel à un journal		14,63 $
5	31-01-2018	Facebook	Publicité Facebook		10,79 $
					134,30 $

Carte de crédit au nom de : Direction CSLDS CDN Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Direction travaux publics Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	05-01-2018	Postes Canada	Envoi postal		7,61 $
					7,61 $

Carte de crédit au nom de : Steve Desjardins Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	01-2018	Registre foncier du Québec	Consultation		18,00 $
					18,00 $

159,91 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 65.01

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1183571005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion pour la tenue d'une consultation publique avant la mise en place du projet pilote de fermeture de la voie Camillien-Houde.

ATTENDU QUE la voie Camillien-Houde est empruntée par environ 12 000 véhicules par jour selon une étude commandée par Vélo-Québec en 2014, en plus de nombreux cyclistes;
ATTENDU QUE la fermeture de la voie entraînera une pression supplémentaire sur le réseau viaire des arrondissements avoisinants, où circulent également de nombreux cyclistes, sans qu'aucune étude d'impact sur la circulation n'ait été faite et qu'aucune mesure de mitigation n'ait été annoncée;

ATTENDU QUE les aménagements annoncés ne permettent pas de pallier aux enjeux de sécurité connus que provoque la cohabitation difficile des différents usagers de la route dans ce secteur;

ATTENDU QUE la fermeture complète de la voie réduira l'accès des usagers du parc du Mont-Royal selon leur localisation, créant une perception de division géographique chez les Montréalais;

ATTENDU QUE le projet pilote soulève le mécontentement d'une part importante de la population montréalaise comme en témoignent les 22 000 signataires (en date du 23 février 2018) d'une pétition contre le projet pilote;

ATTENDU QUE même l'organisme les Amis de la montagne, un partenaire incontournable dans la gouvernance du parc du Mont-Royal, n'a pas pu se prononcer sur la proposition de l'administration de fermer la voie Camillien-Houde;

ATTENDU QUE cette décision doit plutôt être prise en s'appuyant sur une vision globale des impacts sur l'ensemble du territoire montréalais et des arrondissements avoisinants;

ATTENDU QU'une consultation publique en amont du projet pilote permettra aux Montréalais et aux usagers du parc de proposer des moyens d'améliorer la sécurité de la voie Camillien-Houde et de réduire le transit véhiculaire sans pour autant réduire l'accès au parc.

Il est proposé par M. Lionel Perez, conseiller du district de Darlington et appuyé par M. Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon :

Que la Ville de Montréal effectue une étude d'impact, avant la mise en place du projet pilote, sur l'effet du détournement de la circulation véhiculaire dans les arrondissements mitoyens et sur les enjeux de sécurité qu'aurait la fermeture de la voie Camillien-Houde.

Que la Ville de Montréal mandate l'Office de consultation publique de Montréal afin qu'il tienne une consultation publique en amont du projet pilote de la fermeture de la voie Camillien-Houde.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-07 08:56

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183571005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion pour la tenue d'une consultation publique avant la mise en place du projet pilote de fermeture de la voie Camillien-Houde.

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Cette motion a été préparée à la demande de M. Lionel Perez, conseiller du district de Darlington, et appuyée par M. Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-28

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 65.02

2018/03/12
19:00

Dossier # : 1184570004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion afin de souligner le 250e anniversaire de la Synagogue Spanish & Portuguese Shearith Israël.

Attendu que la première communauté organisée pratiquant le judaïsme au Canada s'est établie à Montréal dès 1768 en formant la Congrégation Shearith Israël, composée d'immigrants et de descendants d'origine espagnole et portugaise;
Attendu que la Congrégation Shearith Israël a érigé en 1777 à l'angle des rues St-James et Notre-Dame à Montréal la Synagogue Spanish & Portuguese, établissant ainsi la première synagogue au Canada et le premier lieu de culte non catholique au Québec;

Attendu que le gouvernement du Canada a reconnu en 1970 la contribution significative de la Synagogue Spanish & Portuguese Shearith Israël en créant une collection de documents relatant son histoire auprès de Bibliothèque et Archives Canada;

Attendu que Montréal est la ville canadienne qui, proportionnellement à sa population, a accueilli le plus de survivants de l'Holocauste après la Seconde Guerre mondiale, ce qui en fait aujourd'hui le second plus grand foyer juif au Canada avec environ 90 000 pratiquants;

Attendu que la Synagogue Spanish & Portuguese Shearith Israël regroupe aujourd'hui plus de 700 familles d'origines diverses; Irak, Maroc, Liban, Égypte, Tunisie, Éthiopie et bien d'autres, et qu'elle a évolué d'un lieu de culte anglophone à un lieu faisant une place importante au français, affirmant ainsi son bilinguisme;

Attendu que l'Administration municipale a adopté la Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale le 21 mars 1989, la Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion le 22 mars 2004, la Charte montréalaise des droits et responsabilités le 20 juin 2005 et la Déclaration de Montréal sur le Vivre ensemble le 11 juin 2015;

Attendu que la communauté juive a contribué aux succès économique, culturel, institutionnel et universitaire de Montréal et du Québec;

Attendu que la Synagogue Spanish & Portuguese Shearith Israël est située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

IL EST RECOMMANDÉ:

Que le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce souligne le 250^{e} anniversaire de l'établissement de la Congrégation Shearith Israël à Montréal et félicite la Synagogue Spanish & Portuguese pour son leadership historique favorisant le dialogue, la tolérance et la coopération entre les communautés juives et la société montréalaise et québécoise.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-03-08 14:18

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1184570004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion afin de souligner le 250e anniversaire de la Synagogue Spanish & Portuguese Shearith Israël.

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Cette motion a été préparée à la demande de M. Lionel Perez, conseiller du district de Darlington.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-08

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. :